Le Monde

CAHIER SPÉCIAL

Le palmarès des sicav et des fonds gérés en Europe

55e ANNÉE – N° 16860 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE
SAMEDI 10 AVRIL 1999
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Comment Milosevic a préparé l'épuration ethnique

● Le plan serbe « Potkova » programmait l'exode forcé des Kosovars dès octobre 1998 ● Il a continué d'être appliqué pendant les négociations de Rambouillet ● Allemands et Américains font état d'« exécutions de masse » ● Bonn redoute que l'on découvre un « véritable abattoir »

L'OTAN fait état d'informations selon lesquelles de nouveaux massacres ont été perpétrés au Kosovo par les forces serbes. Aux Etats-Unis, le porte-parole du département d'Etat rapporte que des *« exécutions de masse »* auraient eu lieu dans huit villages, selon des informations *« crédibles, mais non confirmées »*. Joshka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, redoute que l'on ne découvre un *« véritable abattoir »* au Kosovo. Son collègue de la défense, Rudolf Scharping, a parlé de trente-cinq civils tués mercredi 7 et jeudi 8 avril. Il a présenté à la presse, jeudi, le plan baptisé *« Potkova »* (*« fer à cheval »*), document d'origine militaire serbe, qui détaille les méthodes et les trois phases du projet d'épuration ethnique de Belgrade. Ce plan aurait été mis en œuvre à partir d'octobre 1998 et poursuivi pendant les négociations de Rambouillet, dans le cadre d'une offensive générale contre l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Notre envoyé spécial au Kosovo, Rémy Ourdan, raconte comment les bombardements de l'OTAN et la guérilla de l'UCK ont isolé les forces serbes dans Pec, une des principales villes de l'ouest de la province. Il rapporte le grand dénuement des combattants de l'UCK, en armes, en carburant, en nourriture. Lionel Jospin a affirmé, jeudi sur France 2, que Slobodan Milosevic *« sera battu »* et que *« son peuple se retournera un jour contre lui »*. Il a assuré que l'OTAN poursuivrait son opération tant que le président de la République fédérale de Yougoslavie ne se plierait pas à toutes les conditions posées par les alliés. Cependant, le premier ministre français, comme les autres dirigeants occidentaux, n'écarte pas le principe d'une négociation, y compris avec Slobodan Milosevic.

Algérie : sept candidats à la succession du président Liamine Zeroual

LE PREMIER tour de l'élection présidentielle en Algérie aura lieu le jeudi 15 avril. Sept candidats briguent la succession de Liamine Zeroual : M. Bouteflika, considéré par beaucoup d'Algériens comme *« l'homme des militaires »* ; M. Taleb Ibrahimi, un « islamo-nationaliste » pour lequel des dirigeants de l'ex-FIS appellent à voter ; le « réformateur » Mouloud Hamrouche ; le leader historique du FFS, Hocine Aït Ahmed ; et MM. Djaballah (islamiste « dialoguiste »), Mokdad Sifi (« éradicateur »), El Khatib (héros de la guerre d'indépendance). La plupart des candidats prêchent la réconciliation pour mettre fin aux violences. Plusieurs d'entre eux craignent des fraudes. Les Algériens de France et de l'étranger votent à partir du samedi 10 avril.

Lire page 6

Forte baisse des taux

- La Banque centrale européenne a ramené son taux directeur de 3 % à 2,5 %
- Elle cherche à soutenir la croissance en Europe
- C'est une première depuis le lancement de l'euro en janvier
- Attendue par les marchés, cette baisse a surpris par son ampleur

Lire page 22 et notre éditorial page 17

« Seuls les oiseaux voient ce qui se passe sur notre terre »

TOULOUSE
de notre correspondant régional

« Je pars me battre au Kosovo, avec l'UCK.
– Quand ?
– *Demain.*
– Comment ?
– *Par bateau. Avec mon argent. Je rejoins Bari, en Italie, c'est par là que nous passons tous. Des clandestins de l'UCK me mettront dans une vedette rapide pour Duresh et notre mère, l'Albanie. Ensuite, une semaine dans un camp de l'UCK pour apprendre la guerre avec des officiers de l'armée albanaise. Puis la frontière, les montagnes et, s'il le faut, la mort pour défendre mon pays.*
– Pourquoi ?
– *Pour les enfants tués, les grands-pères et les grands-mères avec une balle dans la tête, les filles violées. Ça m'oblige. »*

Luan parle un français haché. Il vient d'avoir vingt-sept ans. Ses yeux sont doux, presque rieurs, mais soudain des larmes percent, furtivement, en même temps que la voix s'étrangle. Il va laisser ici sa femme, ses deux enfants, sa poignée d'amis de l'équipe de football et son travail de serveur. Ainsi que ses papiers, son titre de séjour et son statut de réfugié politique. Dans les mêmes conditions de clandestinité, Luan va faire le trajet inverse de celui qui le conduisit, il y a cinq ans, de Gjilam, au sud-ouest du Kosovo, à cette petite ville de la vallée de la Garonne où il a trouvé refuge. « *Il faut y aller,* martèle-t-il, *il le faut.* »

Son histoire bascule le 23 septembre 1993 à 18 heures, quand des policiers serbes viennent s'emparer de son père, un agriculteur qui est aussi un dirigeant nationaliste proche d'Ibrahim Rugova. Luan se précipite au commissariat de Gjilam. Trop tard : son père a déjà été exécuté. Il est à son tour arrêté mais, avec 3 000 dollars, il parvient à acheter sa sortie du Kosovo. Avec sa mère, *malade*, sa femme, enceinte, qui accouche de leur premier enfant sur un chemin de montagne, il atteint la Macédoine, puis l'Albanie, l'Italie, la Suisse, Lyon où l'association France Terre d'asile lui permet d'obtenir le statut de réfugié politique, le sud-ouest de la France, enfin, où il commence à faire souche. Il apprend le français, trouve du travail, fait un deuxième enfant et aide à accueillir, au fil des années, huit familles de Kosovars albanais qui, comme lui, ont fui la terreur et s'entassent dans de minuscules logements.

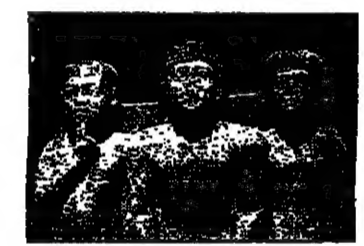
Mais les images de la télévision, les rares nouvelles glanées au téléphone ou sur Internet le rattrapent. Il sait que le pire est arrivé. *« Il n'y a que les oiseaux qui voient ce qui se passe sur notre terre. Tant que Milosevic est en place ou vivant, il y aura le terrorisme serbe. Il ne reculera jamais, il veut garder le Kosovo, comme Tito, comme Staline. Il faut le cramer. »* Lui qui était proche de Rugova, pourquoi rejoint-il l'UCK ? *« Pour l'indépendance du kosovo et pour faire un seul pays avec l'Albanie, on est albanais, musulmans, pas serbes. Rugova, je le connais bien, il est pas comme on le présente en ce moment. Son foulard serré autour du cou, ça veut dire qu'il est étranglé. »* Espère-t-il gagner la guerre ? *« Pas avec l'UCK toute seule, mais avec l'OTAN, oui. Mais il faut que ses soldats viennent se battre sur le terrain avec nous. »* A-t-il peur ? *« Oui. J'aime ma femme et mes enfants mais je donne ma vie avec mon cœur. Il faut y aller. »* Revivrait-il avec des Serbes ? *« Jamais, ça jamais ! »*

Jean-Paul Besset

Les tunnels et la sécurité

L'ESSENTIEL du trafic des poids lourds (85 %) qui empruntaient le tunnel du Mont-Blanc s'est reporté dans celui du Fréjus, en Savoie, depuis la catastrophe du 24 mars. Face à cet afflux, Jean-Claude Gayssot a annoncé, jeudi 8 avril, un plan de sécurité draconien, mis en œuvre à partir de lundi. L'accès au tunnel, notamment, sera limité à 140 poids lourds par heure. *Le Monde* révèle la solution inédite choisie par le ministre pour gérer les files d'attente : 7 km de l'autoroute A 43 seront *« neutralisés »* afin d'être utilisés comme aire de stockage des semi-remorques. Au-delà de ces mesures de court terme, M. Gayssot veut doubler en dix ans le tonnage des marchandises transportées par le rail.

Lire page 14



L'Egypte à Paris

Pour la première fois, une vaste exposition, au Grand Palais, est consacrée à l'art de l'Ancien Empire, âge d'or de la civilisation égyptienne. p. 32

Le PS en campagne

Réunis en convention nationale samedi à Paris, les socialistes se lancent dans la campagne des élections européennes, avec l'appui des amis de Jean-Pierre Chevènement. p. 9

Rugby : les enjeux

Le XV de France devra battre, samedi, les Ecossais pour sauver une saison en demi-teinte, tandis que l'Angleterre doit l'emporter, dimanche, face au pays de Galles si elle veut réaliser le grand chelem. p. 28

Un entretien avec le PDG de Gucci

Le président de Gucci, Domenico De Sole, a refusé la dernière offre de LVMH à 85 dollars l'action, et confirme au *Monde* qu'il a *« décidé de partir »* en cas de prise de contrôle par le groupe de Bernard Arnault. p. 23

Aloïs Brunner jugé à Paris

Le dossier de l'ancien SS vient d'être transmis au parquet général de la cour d'appel de Paris, où il devrait être jugé par contumace pour crimes contre l'humanité. p. 12

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

POINT DE VUE

Il faut européaniser les Balkans

par Ismail Kadaré

DE sombres prédictions ont été faites sur la fin du millénaire ; pourtant, ce qui se passe ces jours-ci dans les Balkans dépasse en horreur tout ce qu'on pourrait imaginer. En plein cœur de l'Europe, un de ses peuples est anéanti de façon barbare par son voisin. Et cette extermination, qui rappelle les temps de Gengis Khan, de Hitler et de Staline, est perpétrée suivant les méthodes bien connues : assassinats, massacres, déportations. Elle est soutenue par une solidarité malsaine, qui se dit tantôt orthodoxe, tantôt slave, tantôt communiste, ou les trois à la fois.

Le monde entier assiste à l'essor d'un nouveau racisme. Chez certains peuples qui ont eux-mêmes souffert de cette calamité, chez ceux qui ont été très injustement appelés *« slaves »*, autrement dit *« esclaves »*, par les Romains, on assiste au développement de processus de revanche de dimensions sans précédent. Ce cycle du crime, ce souhait de la victime d'hier d'assumer à son tour le rôle de bourreau, s'il n'est pas enrayé avec fermeté, voire avec force, fera courir à la civilisation actuelle de très graves dangers.

Il n'est peut-être pas fortuit que cette nouvelle manifestation du crime de génocide ait pour cadre les Balkans, scène étroite, appropriée à une tragédie aussi ramassée. Et la question de savoir si les Balkans peuvent être civilisés, autrement dit européanisés, question qui peut sembler aujourd'hui anachronique, est justement, en ces moments-ci, fondamentale et urgente. Le sens même de la guerre que l'Alliance atlantique, bras armé de la civilisation occidentale, mène aujourd'hui est lié précisément à cette interrogation.

Sur les quatre péninsules de l'Europe, les trois méridionales – l'ibérique, l'italique et la balkanique – ont joué un rôle primordial dans la destinée de ce continent.

Lire la suite page 16

Ismail Kadaré *est écrivain.* *(Traduit de l'albanais par Iusuf Vrioni.)*

Biologiste des abysses

MYRIAM SIBUET

PASSIONNÉE par la faune des grands fonds marins, Myriam Sibuet étudie d'étonnantes espèces animales associées aux fluides froids des pentes continentales. *« C'est une autre planète »*, dit-elle. Cette pionnière de la recherche océanographique est responsable du laboratoire d'écologie abyssale de l'Ifremer à Brest. Portrait d'une biologiste en eaux profondes.

Lire page 30

BALKANS Dans les principales capitales occidentales, comme à l'OTAN, de nombreux dirigeants s'inquiètent d'informations faisant état de massacres perpétrés par les forces serbes dans la province du Kosovo : des *« informations crédibles, mais non confirmées »*, d'après le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. ● LE PLAN « FER A CHEVAL », a été présenté, jeudi 8 avril, par les autorités allemandes. Il s'agit d'un résumé des opérations menées par les forces serbes depuis l'accord d'octobre 1988, entre Slobodan Milosevic et l'émissaire américain Richard Holbrooke. ● LES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX reviennent, à propos de Slobodan Milosevic, à un langage plus modéré pour ne pas s'enfermer aujourd'hui dans des mots qui l'excluent définitivement comme interlocuteur. L'intervention télévisée de Lionel Jospin, jeudi 8 avril, est à cet égard significative.

Les informations se multiplient sur des massacres au Kosovo

Alors que l'OTAN poursuit ses bombardements sur la République fédérale de Yougoslavie, les forces serbes continuent leur offensive dans la province à majorité albanaise, où les alliés craignent de nombreuses exactions. L'Armée de libération du Kosovo se mobilise

LE SORT des Albanais du Kosovo, empêchés de force par les autorités yougoslaves de quitter la province, inquiète les dirigeants de l'OTAN, qui sont en possession d'informations faisant état de *« massacres »*. Les bombardements aériens des alliés commencent, selon eux, à porter leurs fruits.

● **« Il y a huit villages** *où nous avons reçu ce que nous pensons être des informations crédibles, mais non confirmées d'exécutions de masse »*, a déclaré, jeudi 8 avril, le porte-parole du département d'Etat James Rubin. Il en a néanmoins nommément désigné neuf : Orohovac, Orlate, Pastasel, Srbica, Izbica, Hjovic, Kosovska, Mitorvka et Seva Reca. Le gouvernement américain a également des preuves de nombreux actes de destruction, y compris d'incendies d'habitations, dans les localités de Junik, Strbulovo, Bela Crvka et Glodane. Washington adressera les preuves au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI).

● **Au moins trente-cinq civils ont été tués** lors de deux *« massacres »* au cours des dernières vingt-quatre heures. Un premier massacre a eu lieu dans les environs de la petite ville de Pastric, puis, dans les environs de Sopi, trente-cinq civils non armés *« ont été assassinés »*, a déclaré à Bonn le ministre allemand de la défense, Rudolf Scharping, tandis que son collègue des affaires étrangères, Joshka Fischer, a dit craindre que l'on découvre *« un véritable abattoir »* au Kosovo. *« Je crains que ce soit la répétition des pires exactions qu'on a connues en Bosnie »*, a déclaré M. Fischer, au terme d'une réunion, à Strasbourg, des ministres des affairers étrangères des Quinze, consacrée au Kosovo. *« Quand on connaîtra toute la vérité sur les massacres, je crois qu'elle sera plus dure que tout ce qu'on peut supporter »*, a-t-il ajouté. Les Quinze, dans une déclaration commune, ont estimé que tous ceux qui *« ont planifié, autorisé et exécuté »* la campagne *« brutale de déportation forcée, de tortures et de meurtres »* au Kosovo doivent être jugés par le TPI. La présidente du TPI, Gabrielle Kirk McDonald, dans une lettre adressée aux ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Alliance, leur a demandé leur assistance dans les enquêtes pour crimes de guerre au Kosovo.

● **Le Haut Commissaire des Nations unies aux réfugiés**, Sadako Ogata, s'est déclarée *« très, très inquiète »* sur le sort réservé à des milliers de Kosovars empêchés de fuir la province en raison de la fermeture des frontières par les autorités yougoslaves. *« J'ai entendu parler de boucliers humains, mais je n'ai pas de preuves. (...) Nous n'y sommes pas, donc nous ne savons pas. C'est une possibilité »*, a-t-elle déclaré à la presse, lors d'une visite à Kukes, en territoire albanais, près de la frontière avec le Kosovo. Selon l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE), 80 000 personnes ont pu être empêchées de quitter le Kosovo.

● **Belgrade pourrait vouloir les utiliser comme « boucliers humains »**, si l'OTAN *« orientait davantage son intervention militaire sur des opérations au sol »*, a estimé Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN. Les autorités yougoslaves ont rouvert jeudi un poste-frontière entre le Kosovo et la Macédoine, à Jazince, mais les autorités macédoniennes, débordées depuis deux semaines par un afflux massif de réfugiés, ont fermé la frontière de leur côté. Toutefois, selon le ministre de l'intérieur, la frontière n'a jamais été fermée.

● **Les autorités macédoniennes**, qui avaient brutalement vidé, dans la nuit de mardi à mercredi,le camp de réfugiés de Blace, ont affirmé jeudi qu'aucun réfugié ne serait déporté de Macédoine *« sans avoir donné son accord »*. Le Comité international de la Croix-Rouge a qualifié de *« spéculation »* des informations selon lesquelles on aurait perdu la trace de milliers de Kosovars qui s'étaient réfugiés à Blace. *« Il est impossible de savoir si des réfugiés sont manquants, car personne n'a jamais su combien ils étaient au départ »*, a déclaré un délégué du CICR à Skopje, François Zen Ruffinen.

● **Les alliés s'apprêtent à envoyer environ 8 000 hommes en** Albanie, pour une mission d'aide humanitaire, appelée *« Allied Harbour »*. Ils devraient assurer la sécurité de l'acheminement de l'aide humanitaire et contribuer à l'établissement de camps de réfugiés.

● **L'aviation de l'OTAN a maintenu la pression sur Belgrade** en bombardant plusieurs cibles situées à quelques dizaines de kilomètres au sud et au sud-est de la capitale. D'après M. Solana, les alliés envisagent désormais de mener une opération *« plus collée au terrain, pour affaiblir l'appareil militaire de répression militaire ou policier de Milosevic »*. D'après le secrétaire américain à la défense, William Cohen, les frappes commencent à avoir *« un réel impact »* sur l'industrie militaire et l'approvisionnement des forces yougoslaves.

● **Le premier ministre français, Lionel Jospin**, a réaffirmé que l'Alliance *« n'interrompra pas les frappes »* car y *« renoncer unilatéralement serait figer la situation aux conditions de M. Milosevic »*. Le président yougoslave *« sera battu »*, *« un jour son peuple se retournera contre lui »* et il devra *« rendre compte à l'Histoire, et peut-être devant d'autres instances »*, a ajouté M. Jospin pour qui le régime yougoslave est *« autoritaire, raciste, xénophobe »*. *(Lire page 37.)*

M. Kyprianou veut faire libérer les soldats américains

Le président du Parlement chypriote, Spyros Kyprianou, a affirmé vendredi 9 avril, de Belgrade où il se trouvait, qu'il était déterminé à obtenir la libération des trois soldats américains détenus par les Serbes. *« Que les bombardements de l'OTAN cessent ou non, je resterai jusqu'à ce que j'aie épuisé mes efforts »*, **a-t-il déclaré à l'agence officielle chypriote CNA. Il a qualifié de** *« très important »* **l'entretien prévu vendredi avec le président Slobodan Milosevic, dont l'heure exacte n'a pas été fixée.**

Jeudi, le vice-premier ministre serbe, Vojislav Seselj, avait déclaré qu'il était *« hors de question »* **de libérer les trois militaires américains, tandis qu'à Washington, le département d'Etat indiquait que les Etats-Unis** *« ne négocieront pas leur libération »*, **qui doit être** *« inconditionnelle »*. **Les trois Américains ont été capturés par des soldats yougoslaves, le 31 mars, alors qu'ils effectuaient une patrouille le long de la frontière entre la Macédoine et la Yougoslavie. –** *(AFP.)*

Pour la France, le régime yougoslave « est en train de craquer »

Le ministre français de la défense, Alain Richard, a assuré, jeudi 8 avril, à Paris, devant la presse, que les frappes aériennes de l'OTAN vont continuer *« méthodiquement »* et que *« ce n'est pas le moment de changer d'orientation »* alors que le régime yougoslave *« commence à craquer »*. Présent à ses côtés, le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Pierre Kelche, a expliqué que *« les rapports de forces sont en train de s'inverser »* en Yougoslavie et que l'OTAN détient désormais *« la liberté d'action et l'initiative »*, étant en passe *« de restreindre la capacité d'affrontement au sol des forces serbes »*.

« Nous avons obtenu, a indiqué M. Richard, *des résultats substantiels sur l'armature militaire serbe »*, citant *« un commandement destructuré »*, une capacité antiaérienne *« très réduite »*, *« la quasi-impossibilité »* des forces à recevoir des renforts terrestres au Kosovo. *« Cela ne veut pas dire*, a ajouté le général Kelche, *que nous avons détruit le potentiel. Cette armée est pugnace, coriace, bien organisée, elle sait se camoufler, elle sait se protéger. Il y a donc encore du potentiel de combat tout à fait significatif au sol. »* Le chef d'état-major a encore précisé que *« l'OTAN a commencé à éroder la capacité de durer »* des forces serbes, en attaquant leurs soutiens. Selon lui, plus de 140 objectifs ont été *« traités »* par les avions de l'OTAN, depuis le début de « Force alliée », en particulier autour de Belgrade et au Kosovo.

La France a décidé d'envoyer quatre Mirage 2000 D (attaque de jour et de nuit) supplémentaires sur la base italienne d'Istrana, ce qui porte à 55 avions et hélicoptères – y compris les appareils embarqués sur le porte-avions *Foch* – la participation française à l'opération alliée. La France n'envisage pas d'envoyer d'hélicoptères d'attaque dans la zone.

M. Richard a tenu à démentir des confidences d'un capitaine de l'armée de libération du Kosovo (UCK) à des journalistes français sur le terrain, selon lesquels l'UCK était en contact avec l'OTAN pour déterminer les cibles les plus efficaces et les lui indiquer. *« Aucun des dispositifs de l'Alliance*, a précisé le ministre, *ne collabore actuellement avec l'UCK. »* De son côté, sur FR3, le secrétaire général de l'Alliance, Javier Solana, a déclaré qu'*« il n'y a pas de contacts avec les militants de l'UCK, qui sont sur le terrain »* et il a affirmé que l'OTAN, en tant que telle, n'avait pas l'intention d'armer la dissidence au Kosovo.

J. I.

Les soldats de l'UCK guettent l'ennemi dans la région de Rugova

RUGOVA
de notre envoyé spécial

REPORTAGE
L'étau se resserre autour des Serbes à Pec

La maison blanche surplombe les gorges de la vallée. Sous l'auvent, un sigle est peint sur le mur : UCK (Armée de libération du Kosovo). Un combattant des forces spéciales est en position derrière un canon antiaérien, désormais pointé vers la vallée et non plus vers le ciel. Car la menace serbe, depuis le lancement de l'opération « Force déterminée » de l'OTAN, n'est plus aérienne.

Cinq soldats sont postés sur la terrasse. Ils surveillent la route B29. C'est un chemin de pierre, plutôt confortable en comparaison des sentiers abrupts qu'utilise partout l'Armée de libération du Kosovo. Il y a par endroits des éboulements naturels. Rien de grave.

La route B29, qui serpente au-dessus de la rivière Rugovska, est devenue un axe stratégique. L'UCK craint de ne pouvoir la défendre longtemps en cas d'offensive serbe majeure. Pour l'instant, un premier groupe d'environ trente-cinq soldats de l'armée de Belgrade teste la résistance des combattants kosovars. La première bataille s'est soldée mercredi par dix hommes sérieusement blessés du côté de l'UCK et un bilan inconnu du côté de l'armée yougoslave. Puis chacun est revenu sur ses positions.

Le coeur de la situation militaire de la région, à l'ouest de la province du Kosovo, se situe à Pec. La ville a été l'une des premières cibles des « nettoyeurs ethniques » de Slobodan Milosevic, le président yougoslave. La police, l'armée, puis les unités paramilitaires sont entrées à Pec et en ont déporté la population kosovare non serbe vers l'Albanie et le Monténégro. *« Nous avons essayé de descendre des montagnes afin de défendre Pec. Les Serbes étaient trop nombreux. Alors nous nous sommes repliés ici »*, dit le capitaine Florin Kulaj, le chef de la brigade 136 de Rugova.

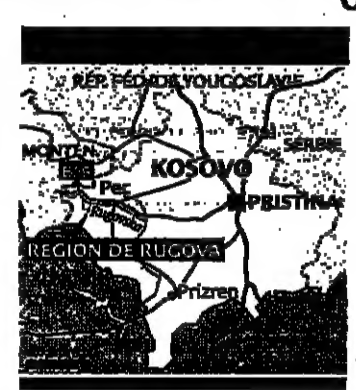
Les forces serbes victorieuses à Pec sont cependant aujourd'hui piégées, selon l'officier de l'UCK. Car l'OTAN a détruit la semaine dernière un pont sur la route les reliant à la Serbie, et mercredi un pont sur la route allant de Pec au Monténégro. *« Ils peuvent sortir de Pec en marchant à travers la montagne, comme nous*, commente le capitaine Kulaj. *Mais, pour sortir avec des véhicules, des tanks, leur unique chance est la route B29. »* Alors les soldats de l'UCK guettent l'ennemi. Des snipers scrutent chaque nid de rochers dans les collines. Les officiers de Rugova pensent pouvoir aisément arrêter une éventuelle offensive des blindés serbes. Ils ont de la dynamite pour couper la route et des lance-roquettes antichars pour détruire les tigres d'acier. Ils craignent par contre une attaque massive de l'infanterie. Car l'UCK est une armée pauvre. Disciplinée certes, persuadée de la justesse de sa cause sans aucun doute, dans ce Kosovo à majorité albanaise qui tente de se séparer de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro).

La foi ne fait toutefois pas toujours la force. Une unité de jeunes recrues assiste ce jeudi 8 avril à la caserne de Rugova au lever des couleurs. Les hommes sont au garde-à-vous, l'aigle noir à deux têtes du drapeau de l'UCK monte lentement au sommet du mât, puis le capitaine prend la parole. Il remercie les volontaires d'avoir rejoint les rangs de l'Armée de libération du Kosovo. Il évoque brièvement les batailles à venir, le courage qui ne devra pas manquer.

Lorsque les jeunes soldats s'éloignent au pas de course vers la montagne pour leur journée d'entraînement, ils semblent presque effrayés de quitter la caserne. Seul un tiers d'entre eux a reçu un fusil automatique Kalachnikov. *« Nous manquons d'armes, de munitions, de carburant*, constate un officier. *Nous avons autant de combattants que nous le souhaitons, mais nous ne pouvons pas les armer. »*

L'UCK est une armée de guérilleros hésitants, pour cause de pénurie. A la caserne, dans le réfectoire, les repas sont frugaux. Une soupe de pois ou de riz est servie à chaque soldat. Il n'y a pas de viande à chaque fois. Les combattants manquent de cigarettes. Et, surtout, l'UCK n'a presque plus aucun moyen d'obtenir de l'essence pour ses rares jeeps. Des bidons arrivent à Rugova à dos de mules du Monténégro. Et les rebelles kosovars achètent un peu de carburant à des trafiquants serbes. Ce n'est jamais suffisant.

Les jeunes recrues partent donc à pied, toujours. Ils hurlent : *« Nous sommes les gars de l'UCK ! »*, sur la mélodie d'un chant de guerre de l'armée américaine. *« L'Amérique va nous sauver »*, pense un soldat. Des avions de l'OTAN ont survolé Rugova jeudi toute la journée. Selon l'Armée de libération du Kosovo, ils ont intensément bombardé des positions serbes autour de Pec. Les soldats de l'UCK écoutent avidement



les passages des avions et les bulletins d'informations en langue albanaise de la radio La Voix de l'Amérique.

EFFICACITÉ DES RAIDS

L'étau qui se resserre autour des Serbes à Pec, même si l'UCK n'est aucunement en mesure de les menacer, démontre l'efficacité des raids aériens de l'OTAN contre les mouvements de l'armée yougoslave. Les troupes qui ont vidé Pec de sa population sont aujourd'hui dans une situation délicate. D'où l'éventualité d'une offensive vers Rugova.

Le commandant Kulaj renforce donc son dispositif le long de la route B29. Il n'est absolument pas sûr d'une victoire. Toutefois une conversation avec son chef, à l'état-major de l'UCK, l'a mis en confiance. Ce qu'il raconte est surprenant : *« Mon supérieur hiérarchique m'a dit qu'en cas d'offensive serbe sur cette route je devais l'appeler afin qu'il réclame un appui aérien à l'OTAN. »*

Déjà l'UCK affirmait qu'elle désignait des cibles serbes à l'aviation occidentale [ce que l'OTAN a démenti]. Ce second élément indiquerait un effort conjoint de l'OTAN et des Kosovars pour briser la machine de guerre de Belgrade. Mais *« je ne suis pas certain d'obtenir cet appui aérien. Je n'ai pas encore essayé »*, ajoute le commandant de la brigade 136. La cohérence des bombardements dans la région occidentale du Kosovo indique cependant qu'ils servent indéniablement l'effort militaire de l'UCK. Les combattants kosovars considèrent désormais l'OTAN un peu comme la force aérienne qui leur fait défaut. La route B29 est encore paisible. Les hommes de la brigade 136 sont aux aguets. Un soldat tient solidement sa mitrailleuse des deux mains. *« Je n'aime pas la guerre*, confie-t-il. *Mais ces Serbes sont décidément un problème. Je n'ai pas le choix, je dois combattre. »*

Rémy Ourdan

Les limites de la rhétorique du président

HÉSITATIONS sur le vocabulaire. Après l'inflation verbale de ces derniers jours (on a entendu *« génocide »*, *« barbarie »*, *« dictateur »*, *« criminel »*,...), les dirigeants occidentaux en reviennent, à propos de Slobodan Milosevic et de ce qu'il fait au Kosovo, à un langage plus modéré. Non que l'estime dans laquelle on le tient ait varié ; mais on explique en substance qu'il peut encore servir, qu'on peut avoir à traiter avec lui et qu'il ne faut pas s'enfermer aujourd'hui dans des mots qui l'excluent définitivement comme interlocuteur.

L'intervention de M. Jospin jeudi *(lire page 37)* est à cet égard significative. Il a certes parlé d'un régime *« despotique, raciste, xénophobe »*, il a estimé que le président yougoslave aurait sans doute un jour des comptes à rendre à son peuple ou à la justice internationale ; mais il lui a donné du *« Monsieur Milosevic »*, là où Jacques Chirac il y a quelques jours haranguait, sans prénom ni Monsieur, le *« dictateur »* de Belgrade.

Le même tardif sursaut de prudence est observable à Washington, où Bill Clinton, à qui l'on demandait jeudi si Slobodan Milosevic pouvait être qualifié de criminel de guerre, s'est défaussé sur le Tribunal de La Haye : *« Nous avons un tribunal international, c'est à lui de se prononcer, ce n'est pas à moi »*, a-t-il dit. Le département d'Etat avait publié la veille les noms de neuf officiers serbes dont les hommes sont soupçonnés d'avoir commis des exactions, mais sans se risquer à les qualifier directement de *« criminels de guerre »* et sans faire référence au rôle de chef de l'armée du président yougoslave.

C'est comme si un mot d'ordre avait été passé chez les Occidentaux. En substance : ne souhaitons pas tout de suite une inculpation de Milosevic par le Tribunal de La Haye, qui, juridiquement, l'exclurait de tout règlement final à la crise ; et méfions-nous des mots qui peuvent avoir le même effet ; si nous parlons de *« génocide »*, nous ne pourrons plus traiter avec Milosevic ; car on ne traite pas avec Hitler.

Les trois phases de l'offensive serbe

CHRONOLOGIE
- 13 octobre 1998 : Accord M. Milosevic-R. Holbrooke
- Janvier 1999 : Déploiement de l'OSCE
- 6-23 février 1999 : Négociations de Rambouillet
- 15-19 mars 1999 : Négociations de Paris

Renforts arrivés de Serbie pendant les négociations de Rambouillet

MITROVICA
PODUJEVO
PRISTINA
PEC
STIMLJE
DAKOVICA
KACANIK
ALBANIE
MACÉDOINE

DÉPLACEMENTS ET FUITES DES KOSOVARS
JANVIER 1999
FÉVRIER 1999
MARS-AVRIL 1999

▶ EFFECTIFS DES FORCES SERBES

	Nov. 98	Jan. 99	Fév. 99	Mars 99
SOLDATS	830	1 600	5 500	9 000
POLICE	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

▶ POPULATION KOSOVARE DÉPLACÉE

	Nov. 98	Jan. 99	Fév. 99	Mars 99
À L'INTÉRIEUR DU PAYS	200 000	175 000	210 000	210 000-280 000
À L'EXTERIEUR DU PAYS	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Le plan « fer à cheval » : obtenir par la violence des changements démographiques

L'inspecteur général de la Bundeswehr, Hans-Peter von Kirchbach, a présenté, jeudi 8 avril, le plan « fer à cheval » dont les Allemands ont eu connaissance la semaine dernière (*Le Monde* du 8 avril). Il a distribué à la presse une note de synthèse que *Le Monde* publie intégralement. Il s'agit d'un résumé des opérations menées par les forces serbes depuis l'accord Milosevic-Holbrooke d'octobre 1998. Les Allemands ont également publié quatre cartes montrant la progression des forces serbes au Kosovo, dont les informations ont été reproduites sur la carte ci-dessus, ainsi qu'un commentaire sur le limogeage du chef d'état-major de l'armée yougoslave à la fin de l'année dernière.

« Les informations présentées ici, dont nous disposons sur l'opération "fer à cheval", sont sensibles à cause des sources. Je vous demande de comprendre que je ne pourrais pas aller, pour votre information, au-delà de ce qui est présenté ici.

» La situation actuelle au Kosovo est largement le résultat d'un plan stratégique, déjà préparé ouvertement, selon de nombreux indices, à la fin de l'année dernière dans l'entourage de Milosevic, sous le nom de "fer à cheval", en serbe "Potkova".

» Les éléments de ce plan, qui cependant n'est pas connu dans tous ses détails, devaient en partie, comme dans toute planification opérationnelle, être adaptés selon un contexte politique changeant et l'évolution de la situation militaire, ou contenir dès l'origine certaines variantes. Le déploiement et les avancées des forces serbo-yougoslaves au Kosovo au cours des derniers mois offrent cependant des indices suffisants pour parler d'une action selon le principe du fer à cheval.

» L'objectif principal de l'opération "fer à cheval" est, selon nous, de battre ou au moins de neutraliser l'UCK au Kosovo. La déportation de la population kosovare d'origine albanaise, afin d'obtenir par la violence des changements démographiques dans la région, fait de toute évidence partie de ce plan. Ainsi peut-on clairement reconnaître une volonté de déporter les Albanais du Kosovo de leurs villages et de leurs agglomérations le long d'une large bande, des deux côtés des principaux axes routiers du Kosovo. Surtout dans les bastions de l'UCK, comme les régions de Liap, Shala et Drenica, la déportation des Kosovars albanais a privé l'UCK de ses bases et de ses soutiens.

» Ainsi Belgrade a probablement tiré la principale leçon de l'action entreprise à l'été et à l'automne de l'année dernière contre l'UCK. Belgrade avait alors réussi, grâce à des interventions massives, à refouler l'UCK des quelque 40 % du territoire du Kosovo qu'elle contrôlait alors. Mais seulement pour une brève période.

» Rappelons simplement pour mémoire qu'au plus fort de ces opérations, le nombre des personnes chassées de leur maison ou ayant fui s'élevait à 300 000, alors que plus de 50 000 personnes campaient à la belle étoile. Après qu'en octobre, sous la pression de la communauté internationale, Belgrade eut fait machine arrière, accepté la mission de vérification de l'OSCE et pris des engagements concernant le nombre et le déploiement de ses forces au Kosovo, de nombreuses personnes déplacées, du moins celles qui étaient restées dans le pays, rentrèrent dans leurs foyers. Et avec elles, l'UCK, une situation inacceptable pour Belgrade.

» Le plan "fer à cheval" devait une fois pour toutes empêcher la répétition de tels événements. Même pendant les négociations de Rambouillet, on ne pouvait pas ne pas s'apercevoir que Belgrade ne voulait pas se faire à l'existence de l'UCK au Kosovo. Pour Belgrade, l'UCK était et reste un instrument de la terreur et du séparatisme, contre lequel tous les moyens sont bons. Pendant que la délégation serbe à Rambouillet, puis à Paris du 15 au 19 mars, faisait mine de négocier, les forces serbes continuaient leurs opérations contre l'UCK et la population civile. Milosevic n'a pratiquement jamais eu l'intention de négocier sérieusement.

[La note publiée par Bonn se réfère ensuite aux quatre cartes jointes au texte]

» Dès janvier, la lutte contre l'UCK menée par les forces armées et les forces de sécurité s'est amplifiée, notamment au nord, dans la région de Podujevo et Mitrovica. En même temps, une unité blindée d'assaut était mise en place au nord de Podujevo, à l'extérieur des frontières du Kosovo.

» En février, les forces serbes ont chassé l'UCK des contreforts orientaux et occidentaux des monts Cicavica ; elles s'en sont prises à l'UCK depuis l'est de la région de Stimlje et elles l'ont combattue pour la première fois dans le sud du Kosovo, dans la région de Kacanik, à la frontière avec la Macédoine.

» Fin mars, l'opération "fer à cheval" battait son plein, après que les forces armées terrestres eurent été renforcées au Kosovo. Auparavant, les combats s'étaient étendus dans la région de la Drenica, qui fut le point de départ de la lutte de l'UCK après le massacre commis [à Prekaz] par les forces serbes contre le clan Jashari en février 1998. L'UCK s'est retrouvée sur la défensive dans toutes les zones d'opérations ; le nombre des réfugiés et des personnes déplacées augmenta de manière dramatique. Actuellement, l'épicentre de l'action des forces serbes se trouve à l'ouest de la région Pec-Djacovica.

[Le texte traite ensuite du limogeage du général Perisic, chef de l'état-major yougoslave]

» Il est possible qu'il y ait un lien chronologique entre la mise en œuvre de l'opération "fer à cheval" et le limogeage, survenu à la fin de novembre de l'année dernière, du chef de l'état-major Perisic, qui passait pour un pragmatique modéré. Il était strictement opposé à l'intervention des forces armées yougoslaves à l'intérieur du pays. Mais l'application du plan "fer à cheval" supposait que l'infanterie de l'armée de terre yougoslave soit engagée en appui des forces de sécurité, ce qui, à l'été 1998, n'avait encore pratiquement pas eu lieu. Le successeur de Perisic, le général Ojdanic, paraît manifester moins de scrupules. »

Bonn manifeste une grande inquiétude sur le sort des Kosovars

M. Fischer craint que la province soit devenue « un véritable abattoir »

BONN
de notre correspondant

« Je crains que ce soit la répétition des pires exactions qu'on ait connues en Bosnie » et que le Kosovo soit *« devenu un véritable abattoir »*, a déclaré, jeudi 8 avril, le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer (Verts). Parmi les alliés occidentaux, les dirigeants de Bonn continuent d'être les plus alarmistes sur la situation au Kosovo, se livrant chaque jour à des surenchères verbales. *« Quand on connaîtra toute la vérité sur les massacres, je crois qu'elle sera plus dure que tout ce qu'on peut supporter »*, a ajouté Joschka Fischer, qui avait parlé la semaine dernière de *« déportation d'un peuple tout entier »* et de guerre *« ethnique du type des années 30 et 40 »*.

Le ministre de la défense, Rudolf Scharping (social-démocrate), qui a depuis le début du conflit parlé de *« camps de concentration »*, de *« génocide » (Völkermord)* ou de *« triage »* des réfugiés, faisant volontairement allusion au tri opéré lors de l'arrivée des déportés à Auschwitz, a présenté jeudi 8 avril le plan baptisé « fer-à-cheval », qui confirmerait les accusations du gouvernement allemand à l'encontre de Slobodan Milosevic.

Selon Bonn, ce plan a été imaginé par les Serbes pour détruire l'UCK et vider le Kosovo de sa population de souche albanaise. *« Notre examen du plan "fer à cheval" confirme hélas tout ce que nous avions estimé pendant les négociations, à savoir que Milosevic voulait gagner du temps pour préparer une déportation systématique »* des Albanais du Kosovo, a précisé le ministre de la défense. Ce plan avait été évoqué une première fois devant la presse, mardi, par Joschka Fischer, puis mercredi par Rudolf Scharping. *« L'opération a commencé en novembre 1998 au Kosovo. Ce plan est en ce moment examiné chez nous. Il montre que, dans une certaine partie du Kosovo, l'armée et la police yougoslaves ont planifié puis commencé, de novembre 1998 jusqu'au début des négociations de Rambouillet, à déplacer des gens »*, avait-il déclaré.

PRÉSERVER SES SOURCES

Le texte distribué par le gouvernement allemand à la presse est la compilation de plusieurs sources, dont la plus récente est un document qui a permis de découvrir le nom de code « fer-à-cheval ». Le ministère de la défense n'a toutefois pas apporté de preuves de ce qu'il avançait ou présenté des documents en provenance directe de Belgrade, visiblement pour préserver ses sources. *« Nous avons depuis longtemps des informations en provenance du Kosovo, des services de renseignement, des communications radiophoniques des forces armées yougoslaves et des observations aériennes. A cela s'est ajouté un examen sur ce plan opérationnel. Je ne peux pas décrire comment cela s'est déroulé, car je mettrais en danger des sources auxquelles nous voulons continuer d'avoir accès dans le futur »*, a expliqué Rudolf Scharping.

INDICES

Les cartes sont des reconstitutions par les Allemands des événements et du plan qui serait suivi par Milosevic, mais ne proviennent pas de Belgrade *(voir ci-contre)*. Le ministre de la défense a démenti tout savoir des intentions de Slobodan Milosevic avant que ne commencent les bombardements de l'OTAN : *« Nous avions des indices, mais pas de plan concret. Ce dernier, nous ne l'avons que depuis quelques heures, quelques jours, pour être tout à fait précis. »*

Le ministre allemand a critiqué la communication des alliés, souhaitant que l'alliance atlantique publie plus de photos : *« Je pense que la politique d'information de l'OTAN est bonne, mais elle doit être plus ouverte et plus offensive. »* Dans le même temps, il a reconnu qu'il manquait d'informations, en particulier sur les réfugiés de Blace qui ont soudainement disparu à la frontière du Kosovo. Il a démenti que l'OTAN ait une idée plus précise de ce qui leur était arrivé, grâce à ses observations satellites : *« Je ne peux pas juger si des photos satellites qui ont, par exemple, été prises de nuit permettent d'observer le séjour de réfugiés. Je présume que non. Je serais très content aussi de savoir ce qu'il est arrivé à ces gens »*, précisant que l'on avait affaire à un *« régime pour lequel la vie humaine ne compte pas »*.

Le ministre a aussi annoncé l'envoi dans les Balkans de deux équipes de renseignement de la Bundeswehr pour interroger les réfugiés du Kosovo : « J'estime nécessaire de rassembler, avec l'aide des personnes déplacées, l'information la plus complète possible sur la situation réelle au Kosovo. Avec tout le respect que j'ai pour les images, elles ne donnent malheureusement pas une information complète. »

Arnaud Leparmentier

diplomatique à propos Slobodan Milosevic

Les dirigeants allemands étaient allés eux aussi très loin ces derniers jours dans un vocabulaire historiquement chargé : le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, avait parlé de *« guerre ethnique du type des années 30 et 40 »* et son collègue de la défense, Rudolf Scharping, de *« génocide »*. Tandis que Tony Blair reste calé dans des références plus anglosaxonnes (*« apartheid »*, disait-il jeudi), M. Scharping parle aujourd'hui plus poliment de *« déplacement systématique »* de la population, même pour en dénoncer le caractère prémédité. Et M. Jospin évoque les populations *« presque déportées »*, comme s'il avait peur du mot *« déportation »*.

On comprend le motif de ce recul sémantique. M. Jospin a expliqué, jeudi soir, que le but de l'intervention alliée n'était pas l'élimination du président yougoslave mais de son appareil répressif et qu'on n'était pas en guerre contre la Serbie. Il faut laisser à Slobodan Milosevic la possibilité d'arrêter les frappes en donnant son accord à tout ce qu'on exige de lui ; s'il ne le fait pas et que l'on doive par les bombardements détruire jusqu'au bout son armée, il faut lui laisser encore la possibilité, après cela, d'accepter le règlement qu'on lui imposera. Mais faut-il lui laisser davantage que cela, envisager de *« négocier »* avec lui, c'est-à-dire rechercher des compromis qui appelleraient des concessions occidentales ? M. Jospin ne s'est pas exprimé sur cette question.

Il y a toutefois des limites aux subtilités rhétoriques. Même si l'on peut discuter à ce jour du recours au terme de *« génocide »*, les dirigeants occidentaux auraient du mal à expliquer que ce qui s'est passé pendant dix jours n'est pas une déportation massive de populations civiles, c'est-à-dire, au regard de la loi internationale, un *« crime contre l'humanité »*. Quels que soient les mots qu'ils emploient, ils ne pourront pas faire abstraction de ce fait-là lorsqu'ils devront inventer un règlement de sortie de crise.

Claire Tréan

هكذا من الأصل

La guerre, d'un coût encore modeste, a peu de conséquences économiques

Seuls les pays des Balkans sont directement affectés

Les pays de l'OTAN ne devraient pas avoir de difficultés à financer leur effort de guerre au Kosovo ainsi que les opérations humanitaires de secours aux réfugiés. Quant aux conséquences macro-économiques de la guerre, elles seront également circonscrites aux pays de la région. Tout pourrait changer en cas d'intervention de troupes au sol, beaucoup plus onéreuse à tous points de vue.

QUEL SERA le coût économique et financier des opérations militaires au Kosovo ? Les pays directement touchés par le conflit (Kosovo, Serbie, Monténégro, Macédoine, Albanie) seront les premiers à faire les frais de la guerre. Même s'il est impossible d'en chiffrer la facture, l'afflux de centaines de milliers de réfugiés ainsi que la destruction de nombreuses infrastructures de base fragilise les économies de la région déjà très appauvries depuis le début des années 90 (*Le Monde*, supplément Economie du 6 avril).

S'il est encore bien trop tôt pour établir la facture de la reconstruction, une aide internationale de grande ampleur se met déjà en place pour répondre à l'afflux des réfugiés. Pour faire face à l'arrivée de 350 000 réfugiés pendant seulement trois mois (d'avril à juin), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'il lui faut réunir 430 millions de francs (65,6 millions d'euros). Si Slobodan Milosevic rouvrait ses frontières, le coût de l'opération humanitaire doublerait rapidement.

Les moyens financiers ne devraient pas manquer. *« Nous n'avons aucun problème financier : les défis sont avant tout d'ordre matériel et logistique »*, précise-t-on dans l'entourage du ministre français de la coopération, Charles Josselin. De manière classique, l'aide humanitaire au Kosovo provient à 70 % de fonds publics et 30 % de dons privés.

Le coût des opérations militaires devrait être plus lourd à porter pour les pays de l'OTAN. D'après les calculs d'un institut de recherches américain spécialisé – le Centre d'analyse stratégique et budgétaire (CSBA), basé à Washington – les frappes aériennes ont déjà coûté 500 à 600 millions de dollars (560 millions d'euros) aux pays de l'OTAN après 17 jours de frappes. Cette somme représente un budget de plus de 200 millions de francs par jour.

Pour prendre l'exemple de la France, le surcoût lié aux opérations au Kosovo est de 150 millions de francs par mois, selon le ministère de la Défense. Une dépense qui demeure limitée quand on la rapporte à l'ensemble du budget des armées, dont le montant total approche les 200 milliards de francs par an, sur lesquels 3 milliards sont réservés aux opérations extérieures. Les risques de dérapage budgétaire sont cependant considérables : un seul Mirage 2000 qui s'écrase au sol représente une perte de 350 millions de francs.

La part la plus importante des dépenses est pour l'instant prise en charge par les Etats-Unis, mais la facture finale sera répartie entre les différents partenaires de l'OTAN à l'issue des opérations. *« Contrairement à ce qui s'était passé après la guerre du Golfe, les Américains et leurs alliés ne se feront pas rembourser la facture à l'issue du conflit : il n'y aura pas de chèques comme ceux qui avaient été signés par l'Arabie saoudite ou le Koweït »*, rappelle Pascal Boniface, directeur de l'IRIS (Institut de recherches internationales et stratégiques).

« Le coût total des opérations au Kosovo sera de plusieurs milliards de dollars, dit Steven Kosiak, du CSBA à Washington. *L'administration Clinton dispose d'excédents budgétaires et n'aura aucune difficulté à financer l'effort de guerre au Kosovo. Mais si la guerre devait se prolonger et s'il était décidé d'envoyer des troupes au sol, la dépense pourrait être bien plus considérable. »*

LES MARCHÉS INDIFFÉRENTS

Toutes les analyses convergent pour dire qu'une intervention de troupes au sol ferait basculer le financement de l'opération : une telle intervention reviendrait, selon Steven Kosiak, à 1 milliard de dollars par jours (plus de 930 millions d'euros). Tant que cette hypothèse ne se traduit pas dans les faits, les frappes aériennes ne devraient finalement pas représenter un coût démesuré : la banque Lehman Brothers estime qu'un mois de frappes aériennes (y compris les dépenses liées à l'accueil des réfugiés) devrait coûter un peu plus de 15 milliards de dollars (14 milliards d'euros), autrement dit 0,1 % du PIB total des pays de l'OTAN.

Il faut cependant déjà envisager les coûts de l'après-guerre : le stationnement d'une force de maintien de la paix au Kosovo du type SFOR sera très coûteuse. Depuis le début des années 1990, les Etats-Unis ont dépensé plus d'argent pour leurs soldats stationnés en Bosnie que pour leurs missions aériennes au-dessus de l'Irak. Une aide internationale importante sera, ensuite, nécessaire pour permettre aux pays de la région – y compris la Serbie – d'affronter l'après-guerre.

Quelles seront, d'ici là, les éventuelles conséquences macro-économiques de la guerre au Kosovo ? Celles-ci devraient être négligeables en dehors des pays de la région, qui vont traverser une période de troubles économiques (hyperinflation, creusement des déficits) classique après une guerre. Les pays proches du théâtre des opérations, comme la Hongrie ou même la Grèce, ne devraient pas être très affectés. Leurs échanges commerciaux avec les pays balkaniques sont négligeables ou inexistants pour ce qui est de la Serbie.

Dans les pays de la zone euro ou aux Etats-Unis, la guerre au Kosovo ne devrait guère avoir d'influence sur la croissance. Les marchés financiers s'intéressent aux faits et gestes de la Banque centrale européenne mais restent indifférents à la guerre dans les Balkans (*the « Kosovo thing »* en langage boursier anglo-saxon). *« Le Kosovo n'aura pas de répercussions sur la croissance en France, sauf en cas d'intervention de troupes au sol : le moral des ménages pourrait alors être affecté »*, estime-t-on à la Caisse des dépôts et consignations. Norbert Walter, économiste en chef de la Deutsche Bank, est moins optimiste : *« Si la guerre devait durer longtemps, le moral des investisseurs européens pourrait s'en trouver affecté »*.

Lucas Delattre

La Bulgarie estime perdre 242 millions d'euros par mois

Le ministre bulgare du commerce, Valentin Vassilev, a récemment chiffré à 260 millions de dollars (242 millions d'euros) par mois les pertes que subit la Bulgarie en raison du conflit du Kosovo. En effet, 60 % de ses exportations vers l'Europe centrale et occidentale sont normalement acheminées par la Yougoslavie. La Bulgarie a demandé à la Roumanie des facilités pour les transporteurs bulgares, dont la voie directe vers l'Europe occidentale est coupée par la crise en Yougoslavie. Selon le gouvernement, depuis le début des frappes, les transporteurs bulgares ont enregistré des pertes directes de 8 millions de dollars (7,5 millions d'euros) et des pertes indirectes d'environ 600 000 dollars (560 000 euros). – *(AFP.)*

La base aérienne d'Aviano, un morceau d'Amérique sur le sol italien

AVIANO
(nord-est de l'Italie)
de notre envoyé spécial

La base italienne d'Aviano, d'où partent les avions de l'US Air Force, s'est accordée un moment de détente cocardière, jeudi matin 8 avril. Pendant une heure, les appareils ont fait silence et les troupes ont reçu la visite du secrétaire d'Etat américain à la défense, William Cohen, de son homologue italien, Carlo Scognamiglio, et d'une délégation de douze membres du Congrès des Etats-Unis. Une visite à l'américaine, toute en sourires et en accolades viriles, sous l'oeil vigilant des caméras de télévision.

Dans le hangar aménagé pour l'occasion, rien ne manquait au décor. Ni les filets de camouflage, censés égayer les murs de leurs teintes kaki. Ni les drapeaux géants des Etats-Unis, de l'Italie et de l'OTAN. Sur la gauche de l'estrade, bien en vue des objectifs, un chasseur F 16 avait été réquisitionné, brillant comme un sou neuf. La musique militaire donnait à l'ensemble des allures de parade.

POSE DEVANT LE F 16

Les trois cents personnes présentes – des hommes, mais aussi des femmes vêtues de treillis et chaussées de rangers – paraissaient très détendues, voire franchement hilares au moment de prendre la pose devant le F 16. Les pilotes, reconnaissables à leur blouson de cuir, étaient cependant peu nombreux ; tout comme les représentants italiens, les seuls à porter cravates et souliers noirs.

Carlo Scognamiglio a pris la parole en premier : *« Nous n'oublierons jamais ce que les Etats-Unis ont fait pour la liberté en Europe. »* Puis son homologue du Pentagone, William Cohen, a rendu hommage aux troupes : *« Nous sommes là pour vous remercier. Nous sommes très fiers de votre courage. »* Après avoir accusé M. Milosevic et ses *« voyous »* d'avoir *« poussé plus d'un million de personnes sur la route de l'enfer »*, M. Cohen a conclu en rappelant les objectifs alliés : *« Nous sommes absolument déterminés à mener cette campagne à son terme. L'OTAN gagnera parce que vous êtes les gardiens de la liberté. »* L'auditoire a applaudi.

Voilà maintenant quarante-quatre ans qu'Aviano, petite ville du Frioul, accueille l'US Air Force. Dix mille Américains vivent ici, entretenant avec la population locale des relations plutôt cordiales. Dès le début des opérations, la vie de la commune a pourtant été chamboulée. Des renforts sont arrivés, ainsi que des dizaines de journalistes et des cohortes de curieux (6 000 le jour de Pâques).

Aujourd'hui encore, des camions-régies, hérissées d'antennes paraboliques, stationnent en permanence devant l'aéroport. Les cameramen filment les moindres mouvements d'avions. Ainsi, les téléspectateurs du Connecticut ou de l'Idaho connaissent désormais le nom d'Aviano, un morceau d'Amérique en territoire italien.

Philippe Broussard

L'Alliance assure des missions civiles qui ne relèvent pas de sa charte

8 000 hommes sont affectés à l'aide humanitaire

QUELQUE 8 000 hommes se consacrent à l'aide humanitaire dans le cadre de la mission baptisée « Allied Harbour » et, depuis le 2 avril, environ 1 975 tonnes d'aide ont été distribuées. Vivres, médicaments, tentes sont mis en place, notamment en Macédoine, par l'ex-force d'extraction qui était originellement destinée à protéger les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), rapatriés depuis.

D'autres opèrent en Albanie. Sans en contester la nécessité, l'urgence ayant force de loi, des parlementaires français se sont récemment interrogés sur le sens à donner à cette gestion de la crise, qui ne relève pas des principes de la Charte de l'OTAN édictée en avril 1949.

A la réunion – commune – des commissions de la défense et des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, s'est fait l'écho de certains de ses collègues en demandant s'il n'y avait pas glissement progressif des missions de l'OTAN. L'Organisation militaire, a-t-il déclaré en substance, est une organisation défensive et militaire qui s'est lancée dans des opérations semi-offensives et qui se voit confrontée à des défis de nature civile.

Sur place, à Skopje, le général français Marcel Valentin, qui avait commandé la force d'extraction et qui a, depuis, laissé le commandement des 12 000 soldats de l'OTAN en Macédoine au général britannique Michaël Jackson, s'est expliqué : *« Nous faisons face »*, sous-entendu : à l'afflux des réfugiés, en les accueillant avec les moyens du bord, ceux-ci ayant tendance à se renforcer.

DEUX BRAS SÉCULIERS

Par exemple, l'armée de l'air française, qui a fourni ses avions de combat les plus modernes à l'OTAN pour « Force alliée », est aussi en première ligne pour l'opération « Trident humanitaire » au profit des réfugiés kosovars en Macédoine et en Albanie, avec des appareils de transport Transall et Hercules qui acheminent à Skopje et à Tirana vivres, médicaments, tentes, vêtements, couvertures, eau et aliments pour enfants : 352 tonnes, au total, durant les sept premiers jours.

Ce qui fait dire à certains que l'OTAN a deux bras séculiers : un qui distribue les frappes et un autre qui achemine de quoi survivre, même si elle prend soin de ne pas confier les deux rôles aux mêmes équipages. Si, de surcroît, devait se créer une zone humanitaire sécurisée par la force, il faudrait bien que, sous son drapeau, l'OTAN sépare les deux fonctions.

Sans dépendre, à l'époque, de l'OTAN, l'opération française baptisée « Turquoise », aux frontières du Rwanda et de l'ex-Zaïre, de juin à août 1994, n'a pas toujours su éviter, précisément, la confusion des genres.

Cinquante ans après sa création, l'OTAN, si l'on se réfère à son dernier « concept stratégique » qui remonte à 1991, a déjà élargi ses missions depuis 1949. Mais elle reste une organisation collective vouée *« à garantir la sécurité et l'intégrité territoriale des Etats membres »* en temps de paix et *« à réagir en temps voulu et de façon mesurée »* en cas d'agression contre n'importe quel allié. Cette double définition ne recouvre ni le territoire de l'opération « Force alliée » ni la mission « Trident humanitaire ».

Il y a même eu débat, au sein de l'Alliance, sur la légitimité des frappes, avant l'échec des négociations de Rambouillet, puis de Paris. Ceux qui le font observer, sans mettre en question la nécessité et l'urgence des actions militaires et humanitaires menées en faveur du Kosovo, demandent que soient fixées les limites des extensions géographiques, opérationnelles et fonctionnelles que s'assigne l'OTAN.

M. Giscard d'Estaing a considéré qu'il n'y avait pas, compte tenu du désordre actuel dans les Balkans, d'institution internationale capable d'assumer pleinement le volet civil de ces missions sans les moyens affectés à l'OTAN par les pays membres. Il a proposé de créer une agence civile qui prendrait en charge ce volet en complément des activités militaires.

Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, lui a répondu que l'OTAN n'est en effet pas adaptée à certaines tâches civiles et que, à sa connaissance, ses chefs militaires l'admettent d'autant plus qu'ils ne cherchent pas à étendre indûment leurs responsabilités.

A Washington, l'OTAN devrait adopter, lors d'un sommet atlantique, du 23 au 25 avril, un nouveau « concept stratégique » qui déterminera sa spécificité pour le siècle prochain. La question de l'élargissement de son champ d'action sera la pierre d'achoppement des discussions prévues, désormais, à dix-neuf pays membres sur la nouvelle sécurité collective.

Pour autant, la coordination par l'OTAN du soutien logistique apporté à l'aide humanitaire dans les Balkans fera jurisprudence à sa façon. Sans être un précédent, elle peut servir de modèle : elle a été autorisée par les gouvernements des Etats membres, qui ne pourront pas se dédire si, d'aventure, en d'autres circonstances, il fallait réagir de même.

Jacques Isnard

La guerre contre les ondes « qui répandent la haine et les mensonges »

Le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Pierre Kelche, a confirmé, jeudi 8 avril, que l'OTAN s'en était pris, depuis quelques jours, à des relais-émetteurs de la radio et de la télévision serbes. *« La télévision locale fausse la vision des populations*, a-t-il expliqué, *et diffuse de la propagande. Il fallait casser ce réseau de diffusion de fausses nouvelles. »* Ces attaques ont été annoncées par l'OTAN (*Le Monde* des 6 et 7 avril) et considérées comme *« légitimes »* face à *« des ondes qui répandent la haine et des mensonges »*. Selon des informations des services de renseignement, certains de ces relais-émetteurs sont utilisés par les forces serbes à des fins militaires. Depuis l'entrée en service de l'avion Hercules « commando solo », qui sert en quelque sorte de station volante de radio-télévision contrôlée par l'OTAN au-dessus de la Yougoslavie (*Le Monde* du 7 avril), il est arrivé que les émissions de ce système se substituent, en les « piratant », aux stations officielles.

هكذا من الأصل

L'Alliance assure des missions civiles qui ne relèvent pas de sa cha

Les frontières fermées, les camps de réfugiés se vident

Les organisations humanitaires respirent. Mais elles s'inquiètent de la situation des Albanais restés au Kosovo

KUKËS (Albanie)
de notre envoyé spécial

En quarante-huit heures, Kukës a changé d'âme. La décision, prise mercredi 7 avril, par les autorités serbes, de fermer les frontières du Kosovo a provoqué, dans cette petite ville de montagne albanaise, un véritable bouleversement. Submergées depuis deux semaines par les quelque 30 000 réfugiés qui déferlaient quotidiennement depuis le col de Morina, 16 kilomètres plus au nord, les organisations humanitaires commencent à sortir la tête de l'eau. Mais ce soulagement s'accompagne pour elles d'une extrême inquiétude sur le sort réservé à ceux que les Serbes ont refoulés.

REPORTAGE

A 3 heures du matin, mercredi, la marée humaine s'est soudain tarie

Il était 3 heures du matin, mercredi, lorsque la marée humaine s'est soudain tarie. La veille, Slobodan Milosevic avait annoncé sa proposition de cessez-le-feu unilatéral. Fallait-il montrer au monde que les Kosovars n'avaient plus rien à craindre ? Redoutait-il qu'un Kosovo ethniquement purifié des Albanais ne devienne une proie plus facile pour les artilleurs de l'OTAN ? Les humanitaires évitent de trop spéculer. Ils préfèrent se souvenir, à l'image de cette infirmière de Médecins du monde (MDM), que *« mercredi matin, pour la première fois depuis dix jours, le col était silencieux. Plus un cri de bébé, plus rien »*.

En quelques heures, les volontaires de MDM et d'Action internationale contre la faim (AICF) ont compris que leur centre de premier accueil, encore en voie d'installation à quelques centaines de mètres de la frontière, allait rester vide. *« On a choisi d'en profiter pour souffler, améliorer les sanitaires en pensant que la frontière finirait bien par rouvrir,* explique le coordonnateur de MDM à Kukës, Yves Nommay. *Et on a décidé d'ouvrir un dispensaire en ville. »* Leurs collègues suisses de Med Air, spécialisés dans la distribution du potage nocturne, sont arrivés à la même conclusion : *« Une vraie nuit de sommeil pour tous, et le lendemain, on s'est replié sur le camp d'accueil situé au centre, dans le hangar à patates »*, résume Luc Stephens, un des volontaires.

42 000 DANS LES FAMILLES

Un peu plus bas, les Italiens s'apprêtaient à ouvrir le plus grand centre de la région. Des centaines de tentes avaient été livrées puis montées, la logistique était en place. Les bénévoles redoutaient juste de se trouver saturés en quelques heures... Faute de nouveaux arrivants, le centre a surtout permis de dégonfler les campements de fortune installés aux alentours et, jeudi soir, toutes les tentes n'étaient pas encore pleines.

Même au cœur de Kukës, la détente s'est fait sentir. Certes, la petite ville de 20 000 âmes doit encore faire avec des dizaines de milliers d'habitants supplémentaires. Devant la poste, des centaines de personnes continuent de patienter, jour et nuit, dans l'espoir d'accéder à une des deux cabines téléphoniques reliées à l'étranger. Face au lac et aux neiges éternelles du Gjallica, comme devant la mosquée, ils sont toujours aussi nombreux à dormir dans leurs tracteurs bâchés ou à côté d'eux. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), 18 000 réfugiés attendraient de pouvoir rentrer au Kosovo, 42 000 autres seraient hébergés dans les familles du district et 22 000 auraient été accueillis dans un des trente-six centres collectifs mis en place.

Mais ces chiffres, valables il y a deux jours encore, semblent avoir sensiblement diminué. Près de 20 000 personnes auraient depuis quitté la région, pour se diriger vers le sud du pays. Toute la journée, jeudi, des camions militaires et des bus ont quitté la place de Kukës en direction de villes volontaires pour accueillir des exilés. Dans le même temps, des centaines de mini-bus et de taxis accompagnaient d'autres Kosovars vers la maison d'un ami ou d'un parent albanais. Des tracteurs et des voitures individuelles sans plaques d'immatriculation – les Serbes les ont confisquées – ont également pris le chemin du sud. Si bien que cette place, mardi encore constamment bondée, avait retrouvé, jeudi, un visage presque normal.

Le spectre de la pénurie alimentaire s'est lui aussi éloigné. Hier, les organisations humanitaires, comme le HCR, tiraient les sonnettes d'alarmes. Aujourd'hui, c'est par brassées que les enfants récupèrent les miches à la descente des camions. Ce retournement de situation, s'il facilite son travail, *« inquiète plus qu'il ne rassure »* néanmoins le HCR.

LES DOUTES DU HCR

En visite à Kukës, le haut-commissaire Sadako Ogata s'est dite *« très préoccupée »* par le sort de ceux que l'on a, selon elle, sans doute forcés à faire demi-tour. *« Les Serbes prétendaient qu'ils avaient quitté volontairement leur maison, or nous savons qu'ils y étaient forcés. Ils disent à présent qu'ils sont rentrés d'eux-mêmes. J'ai quelques doutes. »*

Mme Ogata dispose d'arguments pour étayer ces doutes. Mercredi, un tracteur chargé de vingt-six personnes a été autorisé par les Serbes à franchir la frontière, afin, pense-t-on au HCR, de montrer que celle-ci était toujours ouverte. Jeudi, ce fut au tour d'un vieillard de quatre-vingt-trois ans, à pied cette fois, de franchir le col de Morina. Tous deux ont assuré avoir vu, sur plusieurs kilomètres, le long de la route, des voitures, camions et tracteurs, abandonnés par leurs occupants, et pour certains brûlés. Ils ont également signalé un important déploiement militaire, tandis que, depuis la frontière, on pouvait observer les soldats serbes creuser des tranchées et miner les collines.

D'autre part, le HCR a également découvert que plus de 10 000 réfugiés, qui se trouvaient dans le no man's land entre la Yougoslavie et la Macédoine, avaient été conduits par les autorités de Skopje vers Korce, poste-frontière entre la Macédoine et l'Albanie. Autant dire qu'à Kukës, l'activité des humanitaires peut toujours diminuer, les inquiétudes demeurent.

Nathaniel Herzberg

La faim guetterait les Kosovars refoulés

Des dizaines de milliers de Kosovars sont retenus par les forces serbes à l'intérieur du Kosovo et risquent de mourir de faim, selon la télévision albanaise, vendredi 9 avril. Les albanophones repoussés jusque dans la haute vallée de la Drenica – un des bastions de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) –, loin de toute frontière, attendent désespérément une aide de l'extérieur, ajoute une émission de la télévision albanaise, rediffusée par la BBC vendredi matin.

Les forces serbes déployées dans cette zone utilisent leur artillerie lourde pour surveiller *« des dizaines de milliers de personnes déplacées de façon extrêmement dure »*, ajoute la télévision. La présence de tireurs isolés dissuade les Kosovars de tenter quoi que ce soit pour améliorer leurs conditions de vie, estime la chaîne albanaise, qui ajoute que *« des gangs militaires serbes (...) ont abattu des personnes sans défense, des civils, principalement des personnes âgées et des malades »*. – (AFP.)

Les Quinze préparent un pacte de stabilité pour les Balkans

250 millions d'euros sont dégagés pour les réfugiés

Le Conseil des affaires générales de l'Europe a adopté, à l'égard de Belgrade, une attitude très ferme à laquelle s'est ralliée Athènes. Il a affecté 250 millions d'euros à l'aide aux réfugiés et aux trois pays d'accueil limitrophes du Kosovo. Des échanges tendus ont cependant eu lieu avec le représentant de la Macédoine.

LUXEMBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

Attitude très ferme à l'égard de Belgrade, effort financier important en faveur des réfugiés ainsi que des trois pays voisins du Kosovo qui les accueillent (Albanie, Macédoine, Monténégro), volonté d'offrir aux républiques balkaniques un pacte de stabilité avec à la clé, à terme, une adhésion possible à l'Union européenne : qualifiée par Pierre Moscovici, ministre français des affaires européennes, d'*« exceptionnelle et utile »*, la réunion du Conseil des affaires générales qui s'est tenue, jeudi 8 avril à Luxembourg, a permis aux Quinze d'arrêter une démarche commune sur les principaux thèmes que soulève le conflit du Kosovo. Athènes s'est rallié aux *« conclusions »* du Conseil.

Ces dernières ne sont pourtant pas tendres pour des autorités serbes. L'intervention militaire est présentée comme *« nécessaire et méritée »* en raison de *« politiques criminelles et irresponsables »*. *« Tous ceux qui ont planifié, autorisé et exécuté cette campagne brutale de déportation forcée, de torture et de meurtre devraient être tenus pour personnellement responsables et traduits devant le Tribunal international »*, y lit-on encore. Si tant est que les mots aient un sens, Milosevic n'apparaît plus, quoi qu'il fasse, comme un interlocuteur possible. Les Quinze se bornent à lui rappeler quelles sont les conditions auxquelles il doit se plier pour arrêter les frappes. Ils s'imposent en quelque sorte une obligation de résultat.

ÉCHANGES TENDUS

S'agissant des réfugiés, les Quinze ont confirmé la stratégie décidée la veille par leurs collègues de l'intérieur, celle d'une organisation des secours dans les pays voisins. *« C'est la solution qui permettra le plus facilement leur retour chez eux, au Kosovo. Mais la priorité ainsi donnée au traitement sur place n'exclut pas d'autres formes d'intervention »*, a expliqué, conciliant, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.

Cette politique doit être appuyée financièrement et logistiquement. Les ministres ont donné leur aval à la proposition de la Commission de Bruxelles d'affecter 250 millions d'euros de la réserve budgétaire de 1999 à l'aide aux réfugiés (150 millions) et aux trois pays d'accueil en première ligne (100 millions) et lui ont demandé d'examiner immédiatement comment engager ces crédits. Les Français ont suggéré que les institutions financières internationales étudient l'apurement de la dette des pays les plus affectés.

Durant la seconde partie de la réunion, les Quinze avaient invité les ministres des affaires étrangères des pays de la région, ainsi que des dirigeants des organisations internationales concernées. Ce fut l'occasion de quelques échanges tendus, notamment avec Aleksander Dimitrov, représentant de la Macédoine, à propos du sort réservé aux réfugiés. Emma Bonino, commissaire chargée de l'action humanitaire, a rappelé qu'aucun gouvernement, quelles que soient les difficultés, ne pouvait se soustraire aux obligations des conventions de Genève.

Philippe Lemaître

DÉPÊCHES

L'OTAN SE MÉFIE DE LA FRANCE
■ La France n'a pas accès aux plans les plus secrets de l'OTAN, Washington craignant des fuites vers Belgrade, affirme vendredi 9 avril le *Daily Telegraph*. Citant des sources diplomatiques et militaires anonymes, le quotidien précise qu'un responsable militaire a déclaré que *« Washington a commencé à exclure Paris du circuit pour éviter que des informations soient transmises aux Serbes, ou indirectement par le canal des Russes »*. En 1998, un commandant de l'armée française en poste au quartier général de l'ONU à Bruxelles a été accusé d'avoir communiqué à la Yougoslavie les plans de l'OTAN au Kosovo, rappelle le journal. Le commandant Bunel est toujours en détention provisoire.

FIDEL CASTRO MÉDIATEUR ?
■ Fidel Castro a profité de la visite à La Havane du ministre italien des transports, Tiziano Treu, le 30 mars, pour faire parvenir au chef du gouvernement de Rome, Massimo D'Alema, une longue lettre dans laquelle il écrit : *« Soyez attentifs à l'escalade militaire et à éviter à tout prix la guerre terrestre. Cuba et son gouvernement sont convaincus (...) que les Serbes résisteront à toute attaque de l'OTAN. »*

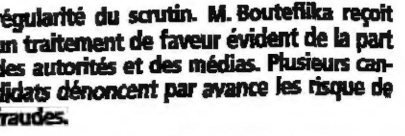
UN MORT MACÉDONIEN
■ Un militaire macédonien a été tué jeudi 8 avril par des tirs à la frontière entre la Macédoine et la Yougoslavie, près de Blace. L'OTAN a imputée cette mort à *« un groupe d'hommes armés »*, sans autre précision. – (AFP.)

هكذا من الأصل

Sept candidats pour succéder au président Zeroual en Algérie

Abdelaziz Bouteflika, perçu comme le « candidat privilégié » du pouvoir, espère l'emporter au premier tour, le 15 avril. Plusieurs de ses rivaux dénoncent, par avance, les risques de fraudes. Le scrutin débute dès samedi 10 pour les Algériens de l'étranger

Presque tous les candidats à l'élection présidentielle algérienne prônent la *« réconciliation nationale »* pour sortir le pays des violences qui le ravagent depuis huit ans. Le taux de participation constituera un élément essentiel du premier tour. S'il est suffisamment élevé, il pourrait permettre à M. Bouteflika, estiment ses partisans, de l'emporter dès le 15 avril. La répartition des voix islamistes est la deuxième question-clé du scrutin. L'un des candidats, Abdallah Djaballah, se revendique ouvertement de l'islam politique. De son côté, le cheikh Mahfoud Nahnah (islamiste modéré), exclu de la compétition, a appelé jeudi à voter en faveur de M. Bouteflika. Le vote islamiste pourrait cependant profiter en priorité au docteur Ahmed Taleb Ibrahimi, qui bénéficie du soutien de l'ex-Front islamiste du salut (FIS). La troisième inconnue concerne la régularité du scrutin. M. Bouteflika reçoit un traitement de faveur évident de la part des autorités et des médias. Plusieurs candidats *dénoncent* par avance les risque de fraudes.



PHOTOS : REUTERS

HOCINE AÏT-AHMED

■ Contraint d'interrompre sa campagne à la suite d'un malaise cardiaque, *Hocine Aït-Ahmed* n'en reste pas moins candidat. Ce rebelle est l'un des derniers survivants des « fils de la Toussaint », ceux qui déclenchèrent la lutte pour l'indépendance le 1er novembre 1954. Natif de Kabylie, où il jouit d'une popularité sans égale, M. Aït-Ahmed, soixante-douze ans, ne fait pas son âge. Grand, svelte, l'homme a été de tous les combats avant comme après l'indépendance. Arrêté par les Français en 1956, libéré en 1962 au lendemain du cessez-le-feu, élu député à la première Assemblée constituante, opposant au président Ben Bella, Hocine Aït-Ahmed crée le Front des forces socialistes (FFS) en 1963 et appuie l'installation de maquis en Kabylie. Arrêté l'année suivante et condamné à mort, il s'évade en 1966 et s'installe en Suisse. Ce n'est qu'en 1989, lorsque son pays s'ouvre à la démocratie, que cet opposant de toujours foule à nouveau le sol natal. Mais les retrouvailles sont brèves. En 1992, Aït Ahmed retourne en exil. Candidat à la présidentielle, on l'a vu dénoncer les méfaits du régime et faire passer un message privilégiant *« la paix et la démocratie »*. Il sera intéressant de voir quel écho sera le sien en dehors de sa Kabylie natale.

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

■ Agé de soixante-quatre ans, M. Bouteflika – œil bleu, *moustache batailleuse* – est un revenant politique. Né à Oujda, au Maroc, en 1935, engagé très jeune dans la lutte pour l'indépendance de son pays, il n'a que vingt-huit ans lorsqu'il se voit confier par le président Boumediène la tâche de diriger la diplomatie algérienne, poste qu'il conserve pendant seize ans sans discontinuer. Proche du chef de l'Etat, il espérait lui succéder en 1979 mais l'armée, finalement, allait l'écarter et choisir l'un des siens. En 1994, en revanche, c'est lui qui refuse la proposition de l'armée de succéder au président *Chadli. Il ne veut pas* avoir à solliciter l'appui des partis politiques. Cette fois, Abdelaziz Bouteflika a choisi de se lancer dans la bataille. Homme brillant, à l'intelligence vive, le *« candidat privilégié »*, comme le surnomment ses adversaires, se veut un homme de *« rassemblement »*. Avançant à petits pas, il préconise, pour sortir de la crise, le dialogue avec tous ceux, islamistes compris, qui n'ont pas appelé à l'action violente. Les *« éradicateurs »* ne le lui pardonnent pas.

ABDALLAH DJABALLAH

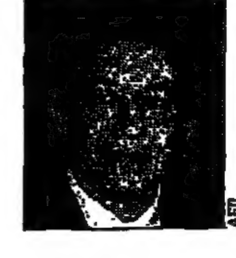
■ Il y a quelques mois, la presse ne donnait pas cher *de son avenir politique*. Contesté par la direction du mouvement islamiste Ennahda qu'il présidait, Abdallah Djaballah, quarante-trois ans, s'était vu dépouiller de l'essentiel de son pouvoir au sein du parti pour des raisons politiques. M. Djaballah souhaitait maintenir Ennahda dans l'opposition tandis que ses adversaires à l'intérieur du parti voulaient participer au pouvoir, ce qui les a amenés par la suite à se ranger aux côtés du candidat Bouteflika. Alors que certains y voyaient un enterrement dé*finitif du responsable isla*miste, M. Djaballah a su rebondir. En quelques semaines, ce *« dialoguiste »* a réussi à créer un parti – le Mouvement de la réforme nationale (MRN) – et à entraîner avec lui la majorité des militants d'Ennahda. Juriste de formation, cet islamiste de conviction a fait la preuve de ses talents de manœuvrier.

YOUSSEF EL KHATIB

■ Homme d'une grande probité, le docteur Youssef El *Khatib, soixante-six ans, est* plus connu sous son nom de guerre de « Si Hacène ». En 1956, il abandonne ses études de médecine pour rejoindre le maquis. Il termine la guerre avec le grade de colonel et le titre de chef de la wilaya 4 (centre du pays). Membre du Conseil de la révolution, il abandonne la politique en 1967 et termine ses études de médecine, ce qui ne l'empêche pas d'être placé en résidence surveillée de 1969 à 1972. Revenu sur la scène politique en 1993 en tant que membre de la commission du dialogue national, il est direc*teur de campagne du candi*dat Liamine Zeroual en 1995, puis son conseiller pendant deux ans, avant de claquer la porte, déçu de voir que les promesses de *« rupture »* ne sont pas tenues. L'ex-colonel a été l'un des premiers à réagir à la candidature de M. Bouteflika. C'est en partie pour s'opposer à lui qu'il a décidé de se présenter avec le soutien d'une partie des *moudjahidins*. S'il est exclu qu'il devienne président, le docteur El Khatib peut réaliser un bon score dans la wilaya 4.

MOULOUD HAMROUCHE

■ Cordialement détesté par une partie de la hiérarchie *militaire (alors qu'il est lui*-même issu de cette institution), Mouloud Hamrouche, cinquante-cinq ans, est l'un des principaux artisans de l'ouverture démocratique algérienne dans la seconde moitié des années 1980. Secrétaire de la présidence de la République sous Chadli, cet ancien *moudjahid* (qui a fait une partie de ses études en Grande-Bretagne) s'entoure d'une équipe réduite, avec laquelle il met sur pied un programme de réformes qu'il s'efforce de mettre en œuvre une fois nommé à la tête du gouvernement en septembre 1989. *De fait, le gouverne*ment Hamrouche libère la presse écrite, supprime la censure, favorise l'indépendance de la justice et engage de profondes réformes économiques qui heurtent les intérêts en place. Pris en étau entre la montée des islamistes et les freins à un changement profond, il est poussé à la démission en 1991. L'expérience des réformateurs a duré moins de deux ans, mais elle a marqué durablement l'histoire du pays. C'est un atout que Mouloud Hamrouche cherche à capitaliser.



AFP

MOKDAD SIFI

■ Licencié en physique, enseignant avant de rejoindre *une entreprise nationale*, la Sonelgaz, Mokdad Sifi, cinquante-huit ans, affiche un profil de grand commis de l'Etat. Chargé de mission auprès du premier ministre Mouloud Hamrouche en 1991, puis directeur de cabinet de son successeur, Sid Ahmed Ghozali, il devient ministre de l'équipement dans les gouvernements successifs avant de se voir offrir par le président Zeroual le poste de premier ministre. A ce titre, il signe les accords de rééchelonnement de la dette algérienne et dévalue le dinar, la monnaie nationale, en ap*plication des accords conclus* par son prédécesseur avec le Fonds monétaire international. Elu en 1997 député d'un parti, le Rassemblement national démocratique (RND), qui a implosé entre partisans et adversaires de M. Bouteflika, c'est en tant que candidat indépendant qu'il se présente à l'élection présidentielle. Qu'il ait réussi à réunir les 75 000 signatures nécessaires pour se présenter devant les électeurs est une surprise : l'homme manque d'épaisseur politique et n'est guère populaire.

AHMED TALEB IBRAHIMI

■ Fils d'un des fondateurs de l'Association des oulémas algériens (lieu de formation d'une partie des nationalistes algériens) lui-même engagé très jeune dans l'action politique (il a *été emprisonné en France* pendant plusieurs années), Ahmed Taleb Ibrahimi veut incarner une synthèse entre les valeurs arabo-islamiques et la modernité. Chantre de la *« réconciliation nationale »* (c'est le titre de l'un de ses livres), il est partisan d'un retour progressif de l'armée dans les casernes. Ses adversaires l'accusent d'être en réalité un « sous-marin » de l'ex-Front isla*mique du salut* (FIS), *qui a* appelé à voter en sa faveur. Cet homme de soixante-sept ans, très cultivé et qui porte beau, a été aux affaires pendant près d'un quart de siècle. Ministre de l'éducation, de l'information, conseiller du président Chadli après le décès de Boumediène, puis, jusqu'aux émeutes d'octobre 1988, ministre des affaires étrangères, le docteur Taleb a tissé au cours de cette longue carrière des liens avec l'ensemble du monde politique algérien.

Le taux d'abstention, la répartition des voix islamistes et les risques de fraudes, questions-clés du scrutin

SI, EN ALGÉRIE, l'élection présidentielle a lieu le jeudi 15 avril, pour les ressortissants algériens à l'étranger, le scrutin commence samedi 10 avril. Ils sont 773 794 *« Algériens à l'étranger »* à être inscrits sur les listes électorales, la plupart installés en France (680 763) où 109 bureaux de vote vont être ouverts six jours durant (de 8 heures à 20 heures).

Que ce soit en Algérie ou à l'étranger, le taux de participation est l'une des principales inconnues du scrutin. Les partisans de M. Bouteflika, le candidat donné favori, l'espèrent élevé, ce qui pourrait permettre à l'ancien ministre des affaires étrangères de Houari Boumediène de l'emporter dès le premier tour. En revanche, une faible participation ne pourrait, selon eux, que bénéficier à celui qu'ils considèrent comme leur adversaire principal, le docteur Ahmed Taleb Ibrahimi. Ancien ministre de Boumediène lui aussi, puis du président Chadli, Ahmed Taleb Ibrahimi a reçu le soutien officiel de l'ex-Front islamique du salut (FIS). Or les islamistes, estime-t-on, se rendront massivement aux urnes.

L'absence de sondage fiable relativise la portée de ces calculs. Qui *plus est, l'importance et le comportement* de l'électorat islamiste sont inconnus. Les années de violence, qui ont fait des dizaines de milliers de morts, ont-elles éloigné des *« barbus »* un électorat qui avait massivement voté en leur faveur en 1991, année de la dernière élection inconstestée ? Seul le scrutin du 15 avril permettra de répondre à la question.

L'émiettement du courant islamiste ne facilite pas les pronostics. Si le docteur Taleb Ibrahimi bénéficie du soutien officiel du FIS – et de l'appui de ses « militants » sur le terrain –, l'un des sept autres candidats, Abdallah Djaballah, revendique ouvertement les valeurs de l'islam politique. Enfin, M. Bouteflika, qui bénéficiait déjà de l'appui d'un parti islamiste (Ennahda), a reçu jeudi celui du cheikh Mahfoud Nahnah, l'islamiste « modéré » arrivé en deuxième position à l'élec*tion présidentielle* de 1995.

TRAITEMENT DE FAVEUR

Quoique tardif, l'appel de Mahfoud Nahnah pour un vote *« massif »* en faveur de M. Bouteflika n'est pas une surprise. Son parti, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), qui doit sa fortune électorale à l'interdiction du FIS, appartient à la coalition gouvernementale actuelle aux côtés du Front de libération nationale (FLN), l'ex-parti unique, et du Rassemblement national démocratique (RND), deux formations qui appuient elles aussi la candidature de M. Bouteflika.

Au-delà des soutiens politiques, à l'impact difficile à cerner, la vraie question concerne la régularité du scrutin et, partant, la neutralité de l'armée, garante de la stabilité du pays. Même s'il s'en défend et se présente comme un *« indépendant »*, partisan d'une *« réconciliation nationale »*, M. Bouteflika, à qui l'argent ne semble pas manquer, fait figure de candidat du pouvoir. La télévision lui accorde un traitement de faveur, les autorités locales mettent à sa disposition des moyens qu'elles refusent aux autres, les entreprises publiques encouragent leurs salariés à participer à ses réunions électorales, accusent – non sans arguments – ses adversaires. La presse a d'ailleurs inventé une expression pour qualifier le statut particulier de l'ancien chef de la diplomatie : elle parle du *« candidat privilégié »*.

Ces dépassements, les chiffres contestés du corps électoral – et le souvenir des élections précédentes – laissent planer un doute sérieux sur l'honnêteté du scrutin, même si le ministre de l'intérieur, Abdelmalek Sellal, ne cesse de répéter qu'il sera *« impossible de frauder »*. Des dispositions ont bien été prises par les pouvoirs publics : des représentants des sept candidats assisteront aux opérations de vote, y compris dans les casernes, ce qui est une première. Il n'empêche que le scepticisme prévaut, et augmente au fur et à mesure que se rapproche l'échéance. Il a d'ailleurs conduit Ahmed Taleb Ibrahimi à une mise en garde au pouvoir doublée d'un avertissement : si les élections sont truquées, un nouveau regain de violence n'est pas à exclure, a prévenu l'ancien ministre.

Pour parer à tout dérapage, le socialiste Hocine Aït Ahmed, le leader du Front des forces socialistes (FFS), un parti d'essence kabyle, a réclamé – avant d'être hospitalisé à la suite d'une légère attaque cardiaque – la présence d'observateurs internationaux. Son appel n'a pas été entendu. Il est vrai que les pays occidentaux – la France au premier rang – n'ont guère relayé la demande. Peut-être les chancelleries considèrent-elles que l'essentiel est d'ores et déjà acquis : pratiquement tous les candidats prêchent la réconciliation et le dialogue national pour mettre un terme à la guerre civile larvée qui ensanglante le pays. Quel que soit le vainqueur, de fait, l'Algérie a des chances de connaître la paix civile. Mais cet espoir serait très fragilisé par une élection truquée.

Jean-Pierre Tuquoi

1830-1962 : une longue histoire de violences

LA CONQUÊTE de l'Algérie fut presque contemporaine de la naissance de la *Revue des Deux Mondes*. De la prise d'Alger en 1830 à la proclamation de l'indépendance en 1962, la revue à la couverture saumon a consacré quelque cent cinquante articles à ce pays. C'est une sélection des plus marquants d'entre eux qui sont republiés dans la collection « Les trésors retrouvés » sous le titre *Algérie 1830-1962*.

BIBLIOGRAPHIE

« Force est de constater qu'au XIXe siècle les auteurs (militaires ou voyageurs) sont un peu plus neutres (objectifs, positivistes) que ceux du XXe siècle, qui pratiquent bien souvent l'apologie coloniale sans recul », observe l'universitaire Bruno Étienne dans la forte préface qu'il signe. Pourtant, même au début de ce siècle, quelques articles prémonitoires sur l'Algérie et ses *« problèmes »* laissent entrevoir les drames à venir. Mais, noyés dans une représentation fantasmagorique du musulman, ils passent inaperçus de l'opinion publique.

De cette exhumation d'articles qui courent sur près d'un siècle et demi, Bruno Etienne retient un fil conducteur : *celui de la violence*, omniprésente. Violence des rapports précoloniaux entre Turcs et populations nomades, violence de la conquête par les troupes françaises – en dépit de la légende de Bugeaud –, violence des rapports coloniaux, violence de la guerre de libération *« l'une des plus terribles de l'histoire »* (un million de morts), violence enfin de l'Etat-FLN qui n'a pas hésité à pratiquer l'assassinat politique.

« La violence ne date pas de l'apparition des islamistes-terroristes-barbus-égorgeurs de femmes et d'enfants », conclut Bruno Etienne. Ce constat, ni les Français ni les Algériens, tous également amnésiques, ne sont prêts à l'accepter. Le recueil d'articles, aussi bien que l'histoire, confirment pourtant sa réalité.

■ **Journaliste au quotidien francophone *El Watan*,** Djillali Hadjadj dénonce la corruption qui a gangrené son pays. Il le fait en s'appuyant sur les enquêtes qu'il a menées ces dernières années, notamment dans le secteur de la santé et de l'agroalimentaire. Le travail est sérieux, mais l'ouvrage apporte finalement peu de révélations. Les « mafieux » algériens peuvent continuer à dormir tranquille.

★ « Corruption et démocratie en Algérie » par Djillali Hadjadj. Ed. La Dispute, 320 pages, 120 francs.
★ « Algérie 1830-1962 ». Préface de Bruno Étienne. Ed. Maisonneuve et Larose Valmonde, coll. « Les trésors retrouvés de la *Revue des Deux Mondes* », 582 pages, 185 francs.

هكذا من الأصل

…eroual en Algérie

L'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et le Congo-Kinshasa signent un accord de défense

LUANDA. L'Angola, le Zimbabwe, la Namibie et la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) ont signé, jeudi 8 avril à Luanda, un accord de défense prévoyant une intervention militaire commune si l'un des pays signataires venait à être l'objet d'une agression. L'Angola, la Namibie et le Zimbabwe fournissent déjà un soutien en hommes et en matériel à la RDC, où le régime de Laurent-Désiré Kabila est depuis août 1998 aux prises avec une rébellion interne soutenue par l'Ouganda et le Rwanda.

Au terme d'une journée d'entretiens, les quatre chefs d'Etat se sont déclarés favorables au dialogue pour mettre fin au conflit en RDC. Ils n'ont pas spécifié, en revanche, s'ils allaient coopérer pour combattre l'Unita, le mouvement rebelle de Jonas Savimbi, de nouveau en guerre contre le gouvernement de Luanda depuis décembre 1998. Dans leur communiqué, les chefs d'Etat ont réitéré leur appel aux pays membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), à *« fournir un soutien matériel, politique et diplomatique »* au gouvernement du président José Eduardo dos Santos. Le communiqué condamne l'Ouganda et le Rwanda pour l'aide qu'ils apportent à la rébellion congolaise et à l'Unita. – *(AFP, AP)*

La Libye renoue progressivement les contacts diplomatiques

WASHINGTON. Le département d'Etat américain a confirmé, jeudi 8 avril, la tenue prochaine d'une réunion associant des diplomates des Etats-Unis et de la Libye, pour la première fois depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, en 1981. Le porte-parole du département, James Rubin, a indiqué que Washington ne s'opposerait pas à la présence de diplomates libyens lors d'une réunion entre le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et des représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur les sanctions visant Tripoli. Ces sanctions ont été suspendues suite à la remise à la justice par la Libye, le 5 avril, des suspects libyens de l'attentat de Lockerbie.

De son côté, l'Union européenne, qui s'est félicitée jeudi de la décision libyenne, a estimé que la levée des sanctions *« permettra le réexamen de la question de* [la] *participation* [de la Libye] *au processus de Barcelone »*, à la coopération entre l'UE et les pays méditerranéens. L'Union européenne *« juge souhaitable »* cette participation.

AMÉRIQUES

■ **CHILI : sept dirigeants de la colonie allemande Dignidad** maintenus en détention, depuis mardi 6 avril, sur ordre du juge Hernan Gonzalez, ont clamé jeudi 8 avril leur innocence. Parmi eux se trouve le Dr. Hartmut Hopp, gérant de la colonie depuis la fuite de son chef Paul Schaefer en 1996. Le juge a refusé la liberté sous caution des sept responsables, considérant qu'ils représentent *« un danger pour la société »*. M. Gonzalez enquête depuis deux ans sur les accusations de meurtres et d'abus sexuels à l'encontre d'enfants des environs qui fréquentaient l'école de la colonie, rebaptisée Villa de la Bavière. – *(AFP)*

■ **BRÉSIL : la Confédération nationale des travailleurs dans l'agriculture** (Contag) a déclaré mercredi 7 avril avoir envahi mardi, Journée nationale d'occupation de la terre, au moins 59 *fazendas* (grandes propriétés terriennes) pour faire accélérer la réforme agraire. Le président Fernando Henrique Cardoso a dit que si les occupations sont *« confirmées »* par le ministère de la politique agricole, *« elles représentent un acte contre la loi »* qui *« entraînera des punitions »*, selon le porte-parole de la présidence, M. Sergio Amaral. – *(AFP)*

■ **ALENA : le premier ministre canadien Jean Chrétien est arrivé à Mexico**, jeudi 8 avril, alors que le gouvernement canadien repousse la possibilité d'une renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec les deux autres signataires, le Mexique et les Etats-Unis, a déclaré mercredi 7 avril l'ambassadeur du Canada au Mexique, Stanley Gooch. Il a notamment affirmé que le commerce entre le Canada et le Mexique avait plus que doublé, et les exportations de son pays vers le Mexique crû de 127 %, depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1993. – *(AFP)*

ASIE

■ **INDONÉSIE/TIMOR : l'Indonésie a répondu favorablement à la demande des Nations unies** visant à ouvrir une enquête sur la mort de dizaines d'habitants du Timor oriental cette semaine, a-t-on appris, jeudi 8 avril, auprès des Nations unies. L'ambassadeur australien en Indonésie, John McCarthy, a annoncé vendredi que des diplomates de son pays et des responsables de la Croix rouge allaient se rendre au Timor pour engager une enquête. Des rebelles anti-indépendantistes ont tués plusieurs personnes mardi dans l'église de Liquisa, un village situé à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Dili, la capitale du Timor. – *(Reuters.)*

EUROPE

■ **ALLEMAGNE : le taux de chômage brut en Allemagne** est passé à 11,1 % en mars, contre 11,6 % en février. Ce résultat pourrait surtout s'expliquer pour des raisons saisonnières : le taux de chômage corrigé des variations saisonnières (CVS) est resté inchangé en mars, à 10,5 %, selon des chiffres publiés jeudi par la Bundesbank. Dans l'ancienne RDA, le taux CVS a même augmenté, passant de 17 % en février à 17,1 %. A l'ouest du pays, ce taux a baissé à 8,9 %, contre 9 % en février. – *(AFP)*

■ **RUSSIE : les autorités judiciaires russes** ont transmis à Interpol, jeudi 8 avril, un mandat d'arrêt contre le milliardaire Boris Berezovski, autrefois proche de la famille du président Eltsine et aujourd'hui accusé de blanchiment d'argent. Le milliardaire, qui se trouve actuellement en France, ava[it] fait part de son intention de rentrer en Russie. – *(AP)*

■ **OUZBÉKISTAN : le président ouzbek**, Islam Karimov, a déclaré, jeu[di] 8 avril, qu'il était opposé à la création d'une base militaire russe dans le Tadjikistan voisin, annoncée mercredi par les autorités russes et tadjikes. Cette base doit être installée dans le sud du Tadjikistan, près de la frontière av[e]c l'Afghanistan, selon l'accord conclu mercredi à Douchanbe. – *(AFP)*

MAGHREB

■ **ALGÉRIE :** l'armée a abattu mercredi 7 avril un proche collaborateur du chef du GIA et 18 autres rebelles islamistes, rapporte l'agence algérienne APS. Le collaborateur abattu, Rahmouni, connu sous le nom de guerre d'Abou Echouraka, est considéré comme le bras droit du chef du GIA (Groupe islamique armé), Antar Zouabri. – *(AFP)*

■ **MAROC : le roi Hassan II a procédé jeudi 8 avril à un léger remaniement** ministériel en nommant un nouveau ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Mohamed Benaïssa, en remplacement d'Abde[la]tif Filali, annonce un communiqué de la maison royale. Ancien ministre des Affaires culturelles de 1985 à 1992, M. Benaïssa, soixante-deux ans, était depuis 1993 ambassadeur du Maroc aux Etats-Unis. – *(AFP)*

■ **SAHARA OCCIDENTAL :** le Maroc a annoncé mercredi 7 avril que les opérations d'identification par l'ONU des 65 000 membres de trois tribus, contestées par le Front Polisario, mais considérées par Rabat comme *« Sahraouis faisant partie du Sahara occidental »*, commenceront le 1er juin. – *(AFP)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN : la justice iranienne a accordé, jeudi 8 avril, la liberté provisoire sous caution** à l'homme d'affaires allemand, Helmut Hofer, condamné à mort en Iran pour liaison sexuelle présumée avec une Iranienne, mais dont le jugement avait été ensuite cassé par la Cour suprême iranienne. – *(AFP)*

Le parquet italien requiert quinze ans de prison contre Giulio Andreotti

Le dossier ne s'appuie que sur les mafieux repentis, plaidera la défense

Après 217 audiences et 350 témoignages, la cour d'assises de Palerme a entendu mercredi 7 avril le réquisitoire prononcé contre l'ancien premier ministre démocrate-chrétien italien. M. Andreotti est accusé d'avoir été *« l'homme de référence »* de Cosa Nostra en Sicile durant des années avant de s'en démarquer. Ses avocats plaideront l'inanité d'accusations portées uniquement par des « repentis », *« menteurs notoires »*.

ROME
correspondance

Quinze ans de réclusion ont été requis contre le sénateur à vie Giulio Andreotti au procès de Palerme. Pendant plus de vingt ans, l'ancien président du conseil aurait, selon l'accusation, entretenu des liens étroits avec la Mafia, et il serait à l'origine du rapport pervers entre la politique et Cosa Nostra. Celui que l'on appelait l'*« inoxydable »* a réagi en déclarant que le parquet s'appuie sur des accusations qui ont montré toutes leurs failles au cours des audiences. Sa défense a toujours contesté des preuves de culpabilité, fondées, dit-elle, sur les seules déclarations de repentis, *« menteurs notoires »*.

Scandaleuse pour la droite et les anciens démocrates-chrétiens, la requête est jugée avec prudence par la gauche. Tout au long des 217 audiences et des 350 témoignages, le « procès du siècle » en Italie s'est joué sur la crédibilité de la trentaine de repentis qui ont accusé celui qui fut sept fois premier ministre d'être devenu l'*« homme de référence »* de la Mafia à Rome.

Pour s'en convaincre, il faudra attendre l'acte final de cette affaire, qui a débuté en mars 1993. « Mani pulite », l'offensive des juges contre la corruption, battait son plein. Beaucoup pensèrent que les magistrats de Palerme étaient allés trop loin en essayant de juger le symbole par excellence de la politique italienne – qui, quelques mois auparavant, avait failli devenir président de la République. Le procès a débuté sous les projecteurs des médias internationaux en septembre 1995. Il s'est déroulé, depuis, pratiquement dans l'indifférence générale. Giulio Andreotti, également en procès à Pérouse pour avoir commandité le meurtre d'un journaliste trop curieux en 1979, a répliqué coup par coup au parquet.

Ce « parrain » démocrate-chrétien de la politique italienne a-t-il pu, comme on l'en accuse, rencontrer, à deux reprises, les *capi* de Cosa Nostra ? Le principal de ses accusateurs, le chauffeur du parrain des parrains « Toto » Riina, raconte que Giulio Andreotti aurait même donné le baiser mafieux à son chef lors d'une réunion, en 1987. Ce célèbre épisode a souvent été avancé par l'ancien président du conseil pour souligner à la fois l'énormité et l'inconsistance des accusations qu'on lui porte. Le parquet confirme tout. Y compris le baiser.

« BELZÉBUTH » SUR LA LISTE NOIRE

Selon l'accusation, Cosa Nostra et le courant politique *« andreottien »* en Sicile entretenaient des rapports rodés par les intérêts communs. Sur l'île, les amis du sénateur agissaient comme une structure de pouvoir au service de la Mafia, avec échanges de faveurs mutuelles.

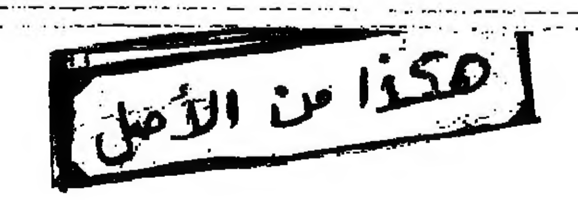
Elimination d'adversaires politiques, y compris à l'intérieur même du parti de Giulio Andreotti, la démocratie chrétienne, d'une part, garanties judiciaires pour les parrains de l'autre. Un pacte avec le diable, interrompu quand l'ancien président du conseil voulut reprendre sa liberté.

Les décisions en matière de lutte contre la Mafia du gouvernement qu'il présidait au début des années 90, ainsi que les confirmations, par la Cour de cassation, des dures condamnations contre Cosa Nostra, devinrent la preuve, pour les parrains, que « leur » homme était en train de les lâcher. Ils lui envoyèrent un premier message en assassinant son bras droit en Sicile, le député européen Salvo Lima, en mars 1992. Puis, alors que M. Andreotti était en course pour la présidence de la République, en mai de la même année, ils organisèrent un attentat spectaculaire pour assassiner le juge Falcone.

« Belzébuth », comme on l'appelait déjà, pour les rumeurs sur ses prétendus liens, jamais prouvés, avec la Mafia, était désormais sur la liste noire. Du poste de premier ministre, il devait vite passer au banc des accusés, sous une avalanche de révélations de « repentis ». Giulio Andreotti, qui n'a jamais perdu son flegme, réplique, du haut de ses quatre-vingts ans, qu'il ne fera pas la faveur de s'en aller avant la fin du procès pour pouvoir prouver son innocence. Avec la plaidoirie qui commence maintenant, il pourra au moins essayer.

Salvatore Aloïse

…fraudes, questions-clés du scr…



Le régime nord-coréen ne renonce pas à la mainmise de l'Etat sur l'économie

Le nouveau budget exclut une libéralisation

L'Assemblée suprême du peuple a adopté un budget qui réaffirme l'attachement de Pyongyang à l'économie planifiée en dépit des ravages provoqués par la famine. Le régime entend ainsi tenter de conserver le contrôle de populations soumises à rude épreuve et qui inventent des « voies » capitalistes de survie.

TOKYO
de notre correspondant

En dépit de la famine et d'une quasi-banqueroute économique, le régime de Pyongyang n'entend pas renoncer au contrôle étatique sur l'économie. Au contraire, il semble plus que jamais conscient des dangers que représente la timide libéralisation engagée ces dernières années et, plus encore, celle non contrôlée qu'impose une population affamée qui invente des « voies » capitalistes de survie. Réunie depuis le début de la semaine, l'Assemblée suprême du peuple a approuvé, vendredi 9 avril, un budget en légère augmentation (+ 2 %) et réaffirmé les principes de l'économie planifiée en adoptant la loi de planification pour l'année 1999. Dans un rapport de présentation de cette loi, il est rappelé que la Corée du Nord *« exclut le principe du libre marché et entend maintenir fermement l'économie planifiée »*.

Le budget, d'un montant de 20 milliards de won (9,2 milliards d'euros), est en légère augmentation par rapport à l'année dernière mais, évalué en dollars, il représente une diminution de près de 50 % par rapport à celui de 1993, font valoir les analystes de la Corée du Nord à Séoul. Les dépenses devraient augmenter de 11 % dans l'agriculture, de 15 % dans l'industrie et de 10 % dans les mines. Mais aucune indication n'a été donnée sur l'origine des ressources destinées à financer ces dépenses dont l'armée absorbe toujours 14,5 %. Le ministre des finances, M^{me} Rim Kyong-suk, a annoncé que le gouvernement entendait *« apporter une solution définitive à la crise alimentaire au cours de cette année »*.

Le régime semble surtout inquiet des conséquences de la famine qui entame son contrôle de la population. Elle aurait fait depuis 1995 entre 1,5 et 3 millions de morts et a donné des bribes de libertés à une population qui vit depuis pratiquement un demi-siècle sous la férule de ce qui est devenu, entre-temps, le dernier régime stalinien de la planète.

MIGRATIONS INTERNES

La pénurie alimentaire a progressivement rendu inopérant le système de distribution étatique qui était un des moyens de contrôle social. Le régime a été contraint de laisser la population chercher par elle-même les moyens de sa survie et les marchés agricoles libres se développer. Autrefois, ceux-ci étaient autorisés trois fois par mois : désormais, ils sont quotidiens et l'on y vend ou l'on y échange n'importe quoi. Avec l'aggravation de la pénurie, des mouvements de population sans précédent s'amorcent dans un pays où il a longtemps fallu une autorisation pour se déplacer. Les usines, qui ne tournent plus qu'au quart ou au tiers de leur capacité et qui sont souvent pillées de leurs équipements revendus en pièces détachées en Chine, sont désertées par des ouvriers en quête de nourriture, engendrant un phénomène de migrations internes, voire de vagabondage.

Le flux croissant d'immigrants passant en Chine (plus de 400 000 en 1998) a, en outre, pour conséquence un entrebâillement du pays qui entame lentement l'ignorance de la réalité extérieure dans laquelle a été maintenue sa population. A entendre les réfugiés avec lesquels nous avons parlé récemment dans la région frontalière sino-nord-coréenne, il est clair que les « rumeurs » sur la réalité extérieure se répandent rapidement et de plus en plus profondément dans le pays. Avec les marchés libres, la population a découvert les mécanismes de l'offre et de la demande, la valeur de l'argent et la corruption, devenue une pratique courante.

Sous l'effet de la pénurie et de la banqueroute du système collectiviste, les Coréens du Nord sont en train de découvrir qu'ils peuvent vivre – ou survivre – sans le régime. La réaffirmation des principes de l'économie planifiée par l'Assemblée suprême du peuple indique que Pyongyang a pris conscience du travail de sape produit par la famine et de l'apparition d'un embryon d'économie de marché. Comment pourra-t-il remettre la population dans le « droit » chemin du socialisme ?

La crise de confiance en un système qui n'est plus capable de nourrir sa population a entamé l'endoctrinement, autre mécanisme de contrôle. Les immigrants qui passent en Chine sont assurément une minorité. Ils ne militent pas en faveur de la chute du régime, beaucoup ne sont pas des demandeurs d'asile et ont laissé en Corée du Nord leur famille. Ils n'ont qu'une préoccupation : survivre. Mais il est frappant de constater, à les entendre, combien les bases idéologiques du régime paraissent entamées. Il ne reste guère à ce dernier que la répression (internement, exécutions), à laquelle il a déjà recours, pour chercher à endiguer la libéralisation anarchique, fille de la famine, qui a commencé.

Philippe Pons

Washington et Pékin ne se sont pas encore entendus sur l'entrée de la Chine à l'OMC

Reçu jeudi à Washington, le premier ministre chinois a fait quelques concessions commerciales tandis que Bill Clinton défendait sa politique de « partenariat stratégique »

WASHINGTON
de notre correspondant

Le premier ministre chinois a été reçu, jeudi 8 avril à Washington, par Bill Clinton. A un moment où les relations sino-américaines sont au plus bas, la visite de Zhu Rongji s'annonçait délicate. Mais les deux dirigeants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour s'efforcer de gommer – du moins publiquement – leurs divergences. Ils ne sont pas parvenus, après treize ans de négociations, à s'entendre sur l'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. Ils se sont néanmoins félicités, dans un communiqué, des progrès accomplis et ont annoncé qu'un accord sur l'OMC interviendrait d'ici novembre.

Les deux dirigeants ont abordé les graves différends qui empoisonnent leurs relations : espionnage nucléaire chinois, transferts de technologies sensibles, financement de la campagne de Bill Clinton en 1996, droits de l'homme, ouverture du marché chinois, Taïwan, Corée du Nord, auxquels s'ajoute l'opposition de Pékin à l'intervention de l'OTAN au Kosovo. La solution la plus sage semblait de prendre acte de ces désaccords et de passer aux choses sérieuses comme les affaires. Ce qu'a fait, d'une pirouette, M. Zhu en déclarant que *« les bons amis ne sont pas ceux qui disent toujours oui mais ceux qui savent dire non ! »*.

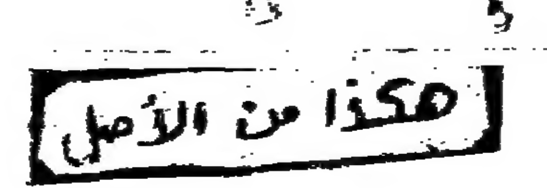
La Chine et les Etats-Unis ont conclu plusieurs accords ouvrant des fragments du marché chinois aux industriels et agriculteurs américains. Les milieux d'affaires sont attirés par les perspectives offertes par la Chine, cinquième partenaire commercial des Etats-Unis et avec laquelle le déficit commercial a été de 57 milliards de dollars l'an dernier. Ainsi poussé, Bill Clinton a défendu sa politique d'*« engagement constructif »* et de *« partenariat stratégique »*. *« Si la Chine est prête à accepter la règle du jeu du commerce, ce serait une erreur inexplicable de dire non »* à son entrée dans l'OMC, a-t-il dit, avant de dénoncer *« la campagne de guerre froide menée contre la Chine pour des raisons électorales »* par ses adversaires républicains. Très soucieux de rejoindre l'OMC, les Chinois l'ont remercié en offrant des concessions commerciales.

> Les deux dirigeants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour s'efforcer de gommer – du moins publiquement – leurs divergences

Pour Bill Clinton, le terrain est miné. Lui qui avait dénoncé en 1992 les faiblesses à l'égard de Pékin de George Bush est accusé d'avoir bénéficié d'argent chinois lors de sa campagne de 1996. Le *Los Angeles Times* vient de révéler que le chef du renseignement militaire y avait contribué pour près de deux millions de francs. Les lenteurs de l'administration à réagir aux accusations d'espionnage nucléaire ont également été exploitées par les républicains, qui y voient un signe de faiblesse. La révélation d'un nouveau cas d'espionnage concernant la bombe à neutrons, qui aurait eu lieu sous la présidence Clinton, ainsi que sur les ventes de matériel sensible à Pékin – pour 90 milliards de francs en dix ans, parfois livrés directement aux usines fabriquant des bombes, des missiles ou des radars – ne contribuent guère à améliorer l'image du régime chinois auprès du Congrès comme de l'opinion.

Zhu Rongji a démenti ces accusations et promis de faciliter l'enquête. Bill Clinton a réitéré ses critiques contre les violations des droits de l'homme. Mais les deux hommes ne sont pas seuls maîtres à bord. Le premier est soumis aux pressions des durs du régime communiste chinois contre ses réformes économiques. Le second sait que sa politique prochinoise est condamnée par ses adversaires – et par quelques-uns de ses amis – et il n'est pas sûr que le Congrès ratifierait un accord sur l'admission de la Chine à l'OMC. Chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott a dénoncé des *« pratiques commerciales prédatrices »* de la Chine, ajoutant que *« la laisser entrer à l'OMC en ce moment montre jusqu'où l'administration est disposée à aller pour sauver de l'échec sa politique de partenariat stratégique »*. M. Clinton a sans doute jugé que les intérêts économiques valaient bien ces ennuis.

Patrice de Beer



ékin ne se sont pas enco…
ntrée de la Chine à l'OMC

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999

GAUCHE **Le Parti socialiste réunit, samedi 10 avril, une convention nationale extraordinaire pour adopter le programme de la liste qu'il a formée avec le Mouvement des citoyens et le Parti radical de gauche. Les militants, appelés à approuver cette liste, n'ont pas participé massivement au vote, ceux qui l'ont fait entérinant massivement les choix de la direction. ● NUMÉRO TROIS sur la liste, Sami Naïr, vice-président du MDC, explique au *Monde* que les socialistes et les partisans de Jean-Pierre Chevènement sont d'accord sur la nécessité d'aboutir à une solution politique du conflit du Kosovo. ● LE PROGRAMME de la liste PS-MDC-PRG abandonne la notion de « fédération d'Etats-nations » au profit de celle d'*« union librement consentie de nations et de peuples »*. Il plaide pour une Europe *« au service de l'emploi, de la croissance et du progrès social »*.**

Les socialistes et les chevènementistes confirment leur alliance

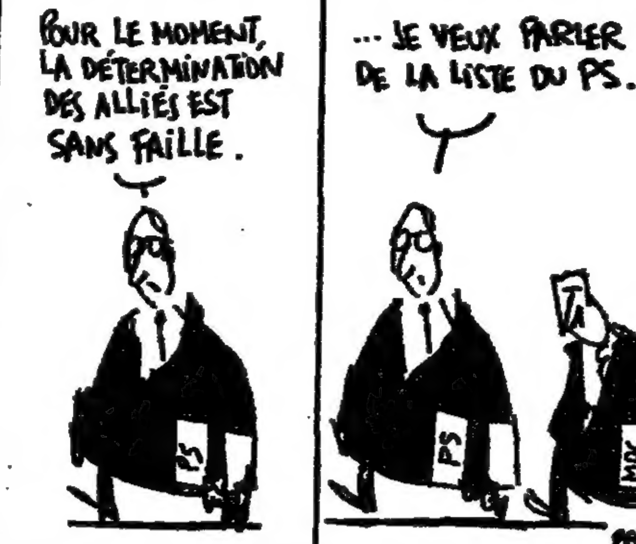
En dépit des divergences apparues au sujet de la guerre contre la Serbie, la liste que François Hollande conduira aux élections du 13 juin associe le Mouvement des citoyens à sa campagne pour une construction européenne orientée à gauche et intégrant l'idée d'une défense commune

COMME si de rien n'était, ou presque, ils seront tous là, samedi 10 avril, au Palais de la Mutualité, à Paris, pour célébrer le « PACS » entre le Parti socialiste, le Mouvement des citoyens (MDC) et le Parti radical de gauche (PRG) pour les élections européennes. Le désaccord sur le conflit du Kosovo entre Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, réaffirmé dans nos colonnes, mais d'une manière apaisée, par Sami Naïr, en troisième position sur la liste de François Hollande, n'a pas empêché l'union de ceux qui s'étaient séparés, en 1993, sur des visions antagonistes de la construction européenne. Le premier ministre devrait être présent, en témoin muet de la cérémonie, comme d'autres membres du gouvernement, et, en bonne place, le ministre de l'intérieur, aux côtés de Jean-Michel Baylet, président du PRG.

M. Hollande fera figure de grand prêtre : maître des cérémonies consensuel, il prendra la parole avec les trois suivants de sa liste, Pervenche Berès, chef de file des eurodéputés socialistes français à Strasbourg, M. Naïr et Catherine Lalumière (PRG). Cette convention socialiste ouverte à ses alliés sera surtout l'occasion pour M. Hollande de lancer sa campagne, dont le conflit du Kosovo n'a modifié en rien le calendrier. Pour le premier secrétaire du PS, l'intervention de l'OTAN montre que l'Europe de la défense est *« cruellement absente »* et que *« jamais l'Europe n'est apparue aussi nécessaire qu'aujourd'hui »*. Sur BFM, jeudi, M. Hollande, qui devrait annoncer une initiative des sociaux-démocrates européens sur le Kosovo, s'est démarqué de Robert Hue, partisan d'*« une campagne gaie et joyeuse »* : *« Je préfère faire une campagne sérieuse et utile plutôt qu'une campagne d'incantations et de sourires, mais qui ne donne rien à l'arrivée. »*

RÉSERVES BUCCO-RHODANIENNES

Avant la cérémonie de « pacsage » avec le MDC et le PRG, le PS réunit une convention extraordinaire pour ratifier l'adoption, par les militants, de sa liste de 87 candidats. Vendredi matin, sur 70 % des fédérations, la participation au vote était de 43,25 % et l'adhésion à la liste proposée était de 86,15 %. Seule la fédération des Bouches-du-Rhône, mécontente de l'éviction de son premier secrétaire fédéral, François Bernardini, s'est singularisée par une faible participation de 25 %. Cette convention extraordinaire adoptera aussi le programme commun des trois partis de la liste, présenté sous la forme d'un petit livre carmin de 22 pages. Intitulé « Construisons notre Europe », il présente des propositions inspirées du manifeste du Parti des socialistes européens adopté, le 1er mars, à Milan, et offre une savante synthèse entre le texte de la convention « nation-Europe » du PS et des accords séparés avec le MDC et le PRG.



Ce programme se décline de la même manière que la plate-forme du PS pour les élections législatives de 1997, « Changeons d'avenir », en déclinant en trois chapitres le thème « construisons notre Europe » : l'*« Europe de la croissance et de l'emploi »*, l'*« Europe au service des citoyens »*, *« une Europe puissante »*. Le petit livre carmin lui permet ainsi d'aller plus loin que le manifeste du PSE, notamment sur la réduction du temps de travail. Il lui permet aussi de contourner les obstacles nés de ses divergences avec le MDC. Ainsi, il ne parle pas de *« fédération d'Etats-nations »*, comme dans le texte de sa convention « nation-Europe » mais d'*« Union librement consentie de nations et de peuples »*. Il ne reprend pas l'idée, avancée dans l'accord avec le MDC, du maintien, *« pour le moment »*, de la *« règle de l'unanimité »*, *« chaque fois qu'est en jeu un intérêt vital »*, en proposant de *« mettre le Conseil en mesure de décider efficacement, par l'extension du vote à la majorité partout où cela est souhaitable, et par une pondération des voix équitable »*.

« CONVERGENCE SOCIALE »

Sur la croissance et l'emploi, le programme commun prône un pacte européen pour l'emploi avec, comme pour l'euro, des *« critères de convergence »*. La stratégie *« coordonnée de croissance durable, s'appuyant à la fois sur la consommation et l'investissement »*, prévoit un soutien aux grands travaux et aux nouvelles technologies d'information au moyen du lancement d'un grand emprunt européen. Il préconise une baisse de la TVA *« sur les activités à forte main-d'œuvre »*. Il propose aussi la négociation d'un traité social, *« avec des critères de convergence sociale inscrits dans un calendrier contraignant et contrôlé »*, l'instauration d'un salaire minimum européen et d'un mécanisme de *« convergence des salaires »*. Surtout, il veut *« engager la réduction du temps de travail à travers l'Union pour aboutir à 35 heures en l'an 2005, selon le principe "la négociation autant que possible, la loi autant que nécessaire" »*.

Le Conseil de l'euro est appelé à devenir *« une institution de coordination des politiques économiques, véritable gouvernement économique face à la Banque centrale européenne »*. Cette dernière devrait être contrôlée *« régulièrement »* par le Parlement européen et voir inscrit dans ses statuts l'*« objectif de la croissance et du plein emploi »*. Le programme commun propose aussi *« un plan d'harmonisation de la fiscalité sur le capital et les bénéfices des sociétés »*, la création d'*« une taxe sur les transactions financières internationales »*, une charte européenne des droits civiques, économiques et sociaux, la création d'une carte de sécurité sociale *« valable dans toute l'Union »*, l'instauration d'*« un revenu minimum garanti pour tous »*.

Le conflit du Kosovo donne plus d'acuité aux propositions sur la sécurité dans le monde. Le programme commun veut encourager, *« avec les Etats européens qui le veulent »*, les initiatives *« allant dans le sens d'une défense commune »*. Il reprend aussi l'idée socialiste de s'orienter vers une *« Constitution de l'Union européenne »*. Sans avancer de date.

M. N.

« Une union librement consentie de nations et de peuples, dans le respect de chacun et l'intérêt de tous »

LE PROGRAMME du Parti socialiste, du Mouvement des citoyens et du Parti radical de gauche, intitulé « Construisons notre Europe », s'ouvre par une introduction de François Hollande, tête de liste. *« Le chômage, la précarité, l'exclusion menacent nos sociétés*, écrit M. Hollande. *La guerre, à nouveau, résonne au cœur du continent. C'est pour (...) assurer à tous la paix, la liberté et la dignité que nous voulons poursuivre la construction de l'Union européenne. (...) Dans un monde de six milliards d'hommes et de femmes, c'est en unissant nos forces, nos volontés et nos ressources que nous parviendrons à faire entendre notre voix, à défendre nos intérêts, notre civilisation et notre culture. »*

VERBATIM

« Nous voulons une Europe au service de la croissance économique, de l'emploi, du progrès social, de la défense des droits de l'homme, de l'environnement et du cadre de vie », ajoute M. Hollande, qui, rappelant que les socialistes participent au gouvernement de treize pays de l'Union sur quinze, souligne que ce programme présente, à partir des vingt et un engagements du manifeste du Parti des socialistes européens, les propositions *« qui guideront* [l']*action* [des élus de sa liste] *au sein du Parlement européen »*.

« Cette entreprise, conclut M. Hollande, *est sans précédent dans l'histoire de l'humanité : une union librement consentie de nations et de peuples, dans le respect du génie de chacun et dans l'intérêt de tous. Un exemple pour tant de régions déchirées aujourd'hui par les conflits ou, pire, par la guerre. Notre pays, la France, est à l'origine de l'idée européenne. Loin d'aliéner sa souveraineté, sa participation active à l'Union européenne lui assure un avenir digne de son grand passé. »*

Le MDC a fait annexer à ce texte la déclaration suivante : *« Le programme du Parti socialiste pour les élections européennes rejoint les orientations que le Mouvement des citoyens est résolu à défendre, afin de donner à la gauche et au gouvernement de Lionel Jospin toutes ses chances : pour réorienter la construction européenne dans le sens de la croissance et de l'emploi, pour aller vers une Europe politique et sociale, démocratique et respectueuse des nations. »*

TROIS QUESTIONS À...

SAMI NAÏR

1 Vous êtes numéro trois sur la liste socialiste et vice-président du Mouvement des citoyens, qui désapprouve les bombardements en Yougoslavie. Comment gérez-vous cette contradiction ?

Le véritable problème, c'est de sortir de la situation de guerre dans laquelle Milosevic et, en réponse, l'OTAN ont placé l'Europe. Nous devons être conscients du fait qu'il n'y a pas de bonne solution.

La meilleure solution, aujourd'hui, et la seule qui préserve l'avenir, notamment un cadre de vie commun pour tous les peuples qui constituent cette région, c'est la solution politique, pour interrompre l'engrenage de la guerre, de la purification ethnique, de la catastrophe humanitaire que constitue l'exode. C'est ce qui nous unit, au-delà de nos appréciations différentes sur le contenu et les formes de ce conflit.

2 Partagez-vous l'objectif du programme commun d'une « défense commune » en Europe ?

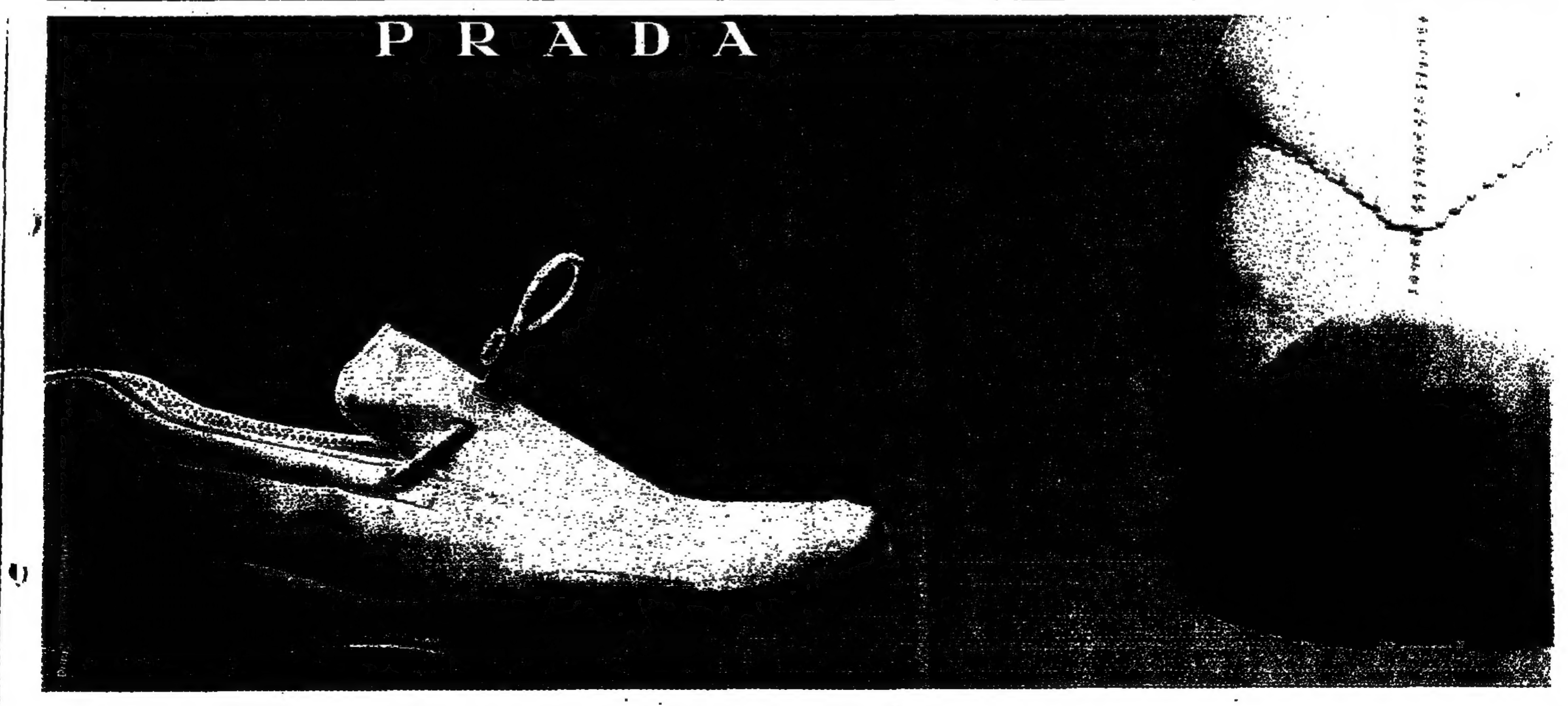
Ce qui se passe aujourd'hui au Kosovo démontre, s'il en était besoin, la nécessité de parvenir un jour à une défense commune européenne. L'OTAN ne doit pas se substituer à la volonté des nations européennes d'exister par elles-mêmes. Tout ce qui va dans le sens d'une autonomie stratégique de l'Europe est pour moi positif. Il faut donc explorer les voies qui s'ouvrent avec les pays désireux d'aller dans ce sens.

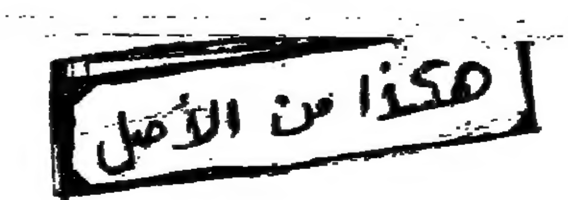
3 Le PS reste favorable à une extension de la majorité qualifiée. Allez-vous faire entendre votre différence ?

Ce débat a été tranché. Nous avons affirmé clairement notre attachement à la règle de l'unanimité pour ce qui concerne les questions d'intérêt vital pour les nations. Il n'y a aucune raison de cacher aux électeurs notre position. Il n'y a pas, sur ce sujet, de divergences entre les différents partis qui composent la liste dirigée par François Hollande.

Nous exprimerons, durant cette campagne, les positions communes que nous avons adoptées avec nos partenaires et nous expliquerons patiemment les points qui nous paraissent importants dans la lutte pour la construction d'une Europe de la croissance, de l'emploi et de la citoyenneté véritable. Nous mettrons l'accent sur ce qui nous paraît insuffisamment mis en valeur en Europe aujourd'hui, notamment la nécessité d'une véritable politique de solidarité avec l'Est et le Sud, par le codéveloppement et le renforcement des droits sociaux face aux politiques libérales.

Propos recueillis par Michel Noblecourt





Les socialistes renoncent à élargir la couverture maladie universelle

L'amendement des Verts est rejeté

LA DISCIPLINE est revenue chez les socialistes. Jeudi 8 avril, le groupe PS de l'Assemblée nationale a rétabli, lors d'une deuxième délibération de la commission des affaires sociales, le seuil de revenus mensuels de 3 500 francs pour bénéficier de la couverture maladie universelle (CMU). La veille, quelques défections dans ses rangs avaient permis aux Verts de faire adopter un amendement relevant ce seuil à 3 800 francs avec l'appui des communistes, du groupe RCV et de l'opposition (*Le Monde* du 9 avril). Les partenaires de la CMU (caisses d'assurance-maladie, mutuelles et assurances) *« ont tout intérêt à ce qu'il n'y ait pas, tous les ans, un débat sur le seuil. C'est déstabilisant pour eux »*, a plaidé Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), rapporteur de la commission.

Toutefois, pour *« atténuer »* l'effet de seuil, M. Boulard a fait adopter un amendement qui permet – sans obligation – aux organismes complémentaires de créer un *« fonds d'accompagnement »* en faveur des personnes *« se trouvant au-dessus du seuil »*. Ainsi, les bénéficiaires dont les revenus franchiraient la barre des 3 500 francs profiteraient, pendant un an, d'un tarif préférentiel pour prolonger leur couverture complémentaire. Mercredi, une première alternative au relèvement du seuil avait déjà été adoptée, avec l'extension du tiers-payant aux personnes qui s'engagent à consulter le même praticien.

Les députés ont, par ailleurs, décidé d'ouvrir le conseil d'administration – qui contrôlera le dispositif CMU – aux membres du Parlement, à des représentants d'association, des régimes obligatoires et des assureurs. *« Ce sera le seul endroit où tous les tiers-payeurs seront autour d'une table*, se félicite M. Boulard. *Les acteurs de la complémentaire n'ont jamais été rassemblés. Si on les mettait en avant dans la régulation des dépenses de santé, ce dossier serait beaucoup moins politique »*, ajoute-t-il.

ÉVITER LA SÉLECTIVITÉ

La commission a également jugé utile d'interdire aux organismes complémentaires de *« tenir compte »* des résultats des tests génétiques des bénéficiaires de la CMU. Il s'agit d'envoyer un premier message pour empêcher la sélectivité des risques, *« sinon, dans trois ans, nous devrons voter une seconde CMU non pas en fonction des ressources financières des bénéficiaires, mais de leur âge, de leur pathologie et de leurs affections »*, souligne le rapporteur. En réalité, cette mesure reprend une partie du contenu du moratoire décidé, dans ce domaine, en 1994, par les sociétés d'assurance, et récemment prolongé par leur fédération nationale jusqu'en 2004. La commission a décidé d'étendre la période de transition à six mois – jusqu'au 30 juin 2000 – pour faciliter le basculement des personnnes prises en charge par l'aide médicale gratuite vers la CMU. Les personnes entrant dans le champ de la CMU qui possèdent déjà une couverture complémentaire n'auront plus la possibilité de résilier leur contrat si l'organisme dont elles dépendent fait partie du dispositif. Le projet de loi sera discuté en séance publique, mardi 27 avril.

Clarisse Fabre et Isabelle Mandraud

Le gouvernement et les syndicats préparent la campagne des retraites

Le rapport Charpin ne sera remis au premier ministre qu'à la fin avril

La remise au premier ministre du rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, sur l'avenir des retraites, est retardée à la fin avril. Elle marquera le début d'une campagne d'information. Le gouvernement s'y prépare, ainsi que les syndicats, qui ont planifié des réunions dans tout le pays sur le sujet.

LES RETRAITES méritent que l'on prenne son temps : ce message, martelé à Matignon, a trouvé une nouvelle justification avec la guerre du Kosovo. La remise du rapport Charpin sur les retraites à Lionel Jospin est une nouvelle fois retardée. Prévue initialement pour début avril, puis à la mi-avril, elle ne se fera finalement qu'à la fin du mois. Le premier ministre devrait alors annoncer le lancement d'une large campagne d'information.

Le rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, qui a pointé les déséquilibres financiers des différents régimes et tracé quelques pistes, sera alors édité, probablement dans une version simplifiée. Certains, comme Jean Le Garrec, président (PS) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, plaident même pour une distribution aussi large que possible d'un résumé en quatre pages afin de poser les termes du débat. Le coup d'envoi de cette campagne serait donné par une première rencontre officielle sur le sujet entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Puis s'engagera une nouvelle étape entre les protagonistes, placée sous le signe de la concertation.

NÉGOCIATIONS DÉCENTRALISÉES

Le gouvernement souhaite, en même temps, impliquer le Parlement dans le processus. Les élus seront ainsi conviés à exprimer leurs points de vue. L'hypothèse d'une séance sans vote à l'Assemblée nationale est évoquée. M. Le Garrec a, pour sa part, proposé la création d'une commission *ad hoc* qui pourrait se saisir du dossier. A la fin de l'année, si tout va bien, le gouvernement fera alors connaître les décisions qu'il compte prendre pour réformer les retraites. Mais déjà, au Parti socialiste, on laisse entendre que la mesure-phare préconisée par le rapport Charpin, l'allongement de la durée de cotisations à quarante-deux ans et demi – au lieu de quarante ans pour les salariés du privé, à l'heure actuelle, et de trente-sept ans et demi pour les agents du public –, ne peut pas être applicable de façon uniforme. De fait, bien que l'entourage du premier ministre affirme n'écarter aucune piste de réforme, les futures négociations seront sans doute décentralisées, entreprise par entreprise dans certains cas.

Pour diverses raisons, l'ouverture d'une campagne d'information, en tout cas, enchante les partenaires sociaux. Beaucoup, persuadés que la bataille va se jouer auprès de l'opinion publique, ont d'ailleurs bâti leur propre dispositif de campagne. Le Medef fera connaître ses positions, mardi 13 avril, au cours d'une classique conférence de presse. Les syndicats, eux, feront plus. La CFDT a prévu d'organiser plus de cinq cents réunions dans les régions et dans les entreprises. Inquiète à l'idée que le rapport Charpin *« tombe dans les oubliettes »* ou que l'on puisse *« réformer la société sans* [elle] *»*, la confédération de Nicole Notat redoute par-dessus tout... l'influence des médias. *« Les retraites vont donner lieu à une guerre des titres, avec un mélange de catastrophisme, de polémique et de simplisme »*, dénonce Jean-Marie Toulisse, secrétaire confédéral, qui estime qu'*« à l'heure de l'audivisuel »* le gouvernement devrait se donner les moyens de toucher chaque citoyen. La CFDT affirme avoir déjà réuni, à la fin mars, quelque huit cents personnes, aux arsenaux de Brest, des postiers à Clermont-Ferrand et des métallurgistes à Nancy. Elle s'apprête à distribuer largement tracts et magazines.

« UN DÉBAT MAJEUR »

La CGT, plus que jamais soucieuse d'unité syndicale – *« Si on aborde les retraites en ordre dispersé, on a perdu d'avance »*, souligne son responsable des questions économiques, Jean-Christophe Le Duigou –, est sur la même longueur d'ondes. Ici aussi, les réunions, au niveau des départements, vont se multiplier, et bon nombre de militants ont suivi des « stages » de préparation au grand débat qui s'annonce... *« Notre souci va être de faire de la communication pour faire réfléchir collectivement, travailler en profondeur avec les citoyens. Les retraites ne sont pas un sujet technique ni secondaire, mais un débat majeur »*, affirme M. Le Duigou. *« Les deux tiers des salariés estiment ne pas être correctement informés »*, ajoute-t-il. Un avis partagé par la CFDT comme par le gouvernement...

Dans un tout autre style, FO a également décidé d'interpeller les Français en faisant circuler pétition et tracts. Enfin, à gauche de la gauche, les « anti-Charpin » réunis au sein de la Fondation Copernic (*Le Monde* daté 4-5 avril) ont eux aussi anticipé la campagne en publiant un livre. La campagne peut commencer.

I. M.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : la cote de popularité de Jacques Chirac et celle de Lionel Jospin sont en forte hausse, selon le sondage d'Ipsos réalisé, les 2 et 3 avril, auprès d'un échantillon national de 966 personnes et publié par *Le Point* (daté 10 avril). Selon cette enquête, le chef de l'Etat recueille 67 % d'opinions favorables (+5 points en un mois), contre 27 % d'opinions négatives. De son côté, le premier ministre progresse de 8 points en un mois, avec 65 % de bonnes opinions (29 % de mauvaises). Les jugements favorables au chef du gouvernement sont en très forte hausse chez les sympathisants du RPR (55 %, +14 points) ; ils s'érodent, en revanche, chez les communistes (54 %, en baisse de 4 points).

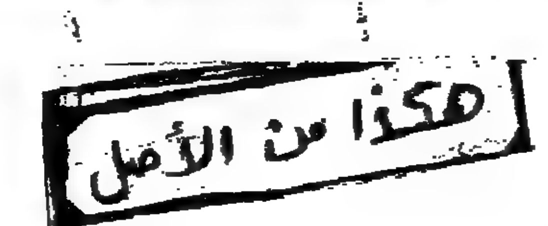
■ **NÉGOCIATION** : le patronat (Medef, CGPME) et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont décidé, jeudi 8 avril, de reconduire pour trois ans, en l'état, l'accord interprofessionnel de 1995 sur la négociation collective, qui était arrivé à échéance en octobre 1998. La CGT a indiqué qu'elle ne le signerait pas, tandis que FO a réservé sa réponse. Conclu une première fois à titre expérimental pour trois ans, le 31 octobre 1995, cet accord permet à un employeur, dans les entreprises dépourvues d'organisations syndicales, de négocier avec des salariés mandatés par un syndicat, ou directement avec des élus du personnel, à condition qu'un accord de branche permette ces modalités de négociation.

■ **HAUTS-FONCTIONNAIRES** : le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a entamé, en début de semaine, une série de rencontres avec les organisations syndicales pour leur soumettre les grandes lignes de son plan de revalorisation de la haute fonction publique. La réforme, qui devrait être bouclée d'ici trois ou quatre mois, vise à moderniser le fonctionnement de la haute administration et à en revaloriser les traitements. Ces revalorisations ne relèveraient pas de mesures de portée générale, mais seraient ciblées, notamment, sur la fin de carrière des administrateurs civils. Le gouvernement entend à cette occasion obtenir une meilleure transparence des systèmes de primes.

هكذا من الأصل

s syndicats
des retraites

(Publicité)



JUSTICE Plus de cinquante ans après les faits, l'ancien SS Aloïs Brunner va sans doute être jugé par contumace à Paris pour crimes contre l'humanité. Le dossier d'instruction vient en effet d'être transmis *au parquet général de la cour d'appel de Paris*, annonçant un possible renvoi devant la cour d'assises. ● LA RAFLE d'enfants juifs organisée à la fin de juillet 1944 constitue *l'une des bases de la plainte déposée par* Mᵉ Serge Klarsfeld et Charles Libman en 1987. ● ALOÏS BRUNNER, dont toute la carrière de SS a été consacrée à la persécution des juifs, est à l'origine de la déportation de vingt-cinq mille juifs de France, mais il a également sévi en Autriche, à Berlin, en Grèce et en Slovaquie. ● LA SYRIE, où l'ancien responsable nazi se serait établi en 1954 sous le pseudonyme de Georg Fisher, a toujours officiellement démenti sa présence sur son territoire.

Le criminel nazi Aloïs Brunner va être jugé par contumace à Paris

Le dossier de l'ancien SS, accusé de crimes contre l'humanité pour avoir organisé une rafle et un convoi au cours de l'été 1944, vient d'être transmis au parquet général de la cour d'appel de la capitale. Ce lieutenant d'Eichmann serait à l'origine de la déportation de 25 000 juifs de France

AVEC LA CLÔTURE de l'instruction sur Aloïs Brunner, apparaît, après une traque d'un demi-siècle, la perspective d'un procès par contumace portant sur les crimes contre l'humanité commis, pendant la seconde guerre mondiale, par ce lieutenant d'Adolf Eichmann. Mardi 30 mars, en effet, le juge d'instruction Hervé Stéphan a transmis son dossier au parquet général de la cour d'appel de Paris. C'est à la chambre d'accusation de la cour qu'il revient désormais de décider du renvoi, devant une cour d'assises, de cet homme né en 1912 dont la biographie plonge au cœur de l'organisation du génocide juif.

La nouvelle de la mort de Brunner, répandue en 1992, n'a jamais été confirmée par sa propre fille, et nul n'a pu avoir accès à un corps ou à une tombe identifiable. L'extradition de l'ancien SS a été demandée par Israël et l'Autriche en 1961 ainsi que par la RFA en 1984. Il est officiellement recherché par Interpol depuis 1987 et la Chambre des représentants des Etats-Unis a demandé sa livraison en avril 1991. Serge et Beate Klarsfeld ont fait plusieurs tentatives pour débusquer l'ancien capitaine SS sur le sol syrien, sans jamais obtenir son extradition. Damas n'a jamais donné suite aux diverses commissions rogatoires envoyées par la justice française, qu'elles concernent l'enquête ou la simple constatation du décès de Brunner.

L'instruction de la partie française du dossier Brunner a commencé en 1945. Le 1ᵉʳ août 1946, un mandat d'arrêt est lancé contre cet homme inscrit sur la première liste des criminels de guerre. L'affaire se conclut par deux procès par contumace et deux peines de mort prononcées par le Tribunal permanent des forces armées (TPFA) en 1953 et 1954 sous l'inculpation de crimes de guerre. Deux éléments « nouveaux » relevant du crime contre l'humanité – rendus imprescriptibles par une loi de 1964 – sont à l'origine du procès par contumace qui devrait se tenir à Paris au cours de l'année 2000 : la rafle organisée du 20 au 25 juillet 1944, qui avait été lancée contre 340 mineurs et enfants juifs répartis dans les onze maisons d'enfants gérées par l'Union générale des israélites de France (UGIF) dans la région parisienne, et le dernier convoi de déporté parti de la capitale le 17 août 1944.

A la fin du mois de juillet 1944, alors que les Alliés progressent vers Paris, Aloïs Brunner et son petit groupe de SS continuent à traquer et à expédier le plus de juifs possible en direction d'Auschwitz. Comme l'accès de la province est désormais coupé par les combats, force est de se rabattre sur les seuls « réservoirs » disponibles : le camp de Drancy et les « homes » où les Allemands ont placé et confié à l'UGIF les enfants d'abord conduits à Drancy avec leurs parents, puis séparés d'eux. Le 20 juillet 1944, Aloïs Brunner informe le responsable du service de liaison avec les Allemands de l'UGIF, le docteur Kurt Schendel, de sa décision de procéder aux arrestations.

Du 20 au 25 juillet, 250 enfants sont ainsi ramenés à Drancy. Partis pour Auschwitz, le 31 juillet 1944, c'est-à-dire moins d'un mois avant la Libération de Paris, la plupart périront dans les chambres à gaz. Seuls quinze ont survécu. En dépit de l'hésitation d'un de ses subordonnés qui les jugeait trop petits, Aloïs Brunner impose que soient en particulier « arrêtés » dix-sept très jeunes enfants de la « pouponnière » de Neuilly. La déportation des enfants est le fondement de la plainte déposé par Mᵉ Serge Klarsfeld et Charles Libman en 1987 respectivement au nom de l'association Les fils et filles de déportés juifs de France et de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra). Quant au convoi du 17 août, il concerne 51 adultes, des résistants et des otages emmenés dans sa fuite par Brunner pour se protéger.

Bien que l'instruction se soit limitée à ces deux éléments, elle comporte quarante-trois tomes et des milliers de cotes. Depuis 1988, trois juges d'instruction se sont succédé : Claude Grellier, Jean-Pierre Getti et Hervé Stephan. La transformation en routine de la persécution antijuive, en 1944, a raréfié les éléments objectifs de l'accusation. Contrairement au procès de Maurice Papon, le procès Brunner devrait faire apparaître peu de papiers signés et aucune réquisition écrite. On dispose uniquement des instructions générales de 1943, signées Aloïs Brunner, sur la façon d'arrêter des enfants. L'enquête a également permis de retrouver chez des survivants des quittances de remboursements en zlotys, grâce auxquels Aloïs Brunner entretenait, auprès des internés de Drancy, l'illusion que le départ à l'Est signifiait une déportation pour le travail ou pour une prétendue « réserve juive » dans le Gouvernement général (la Pologne).

PEU DE SURVIVANTS

Rares sont ceux qui parmi les 123 000 victimes directes de Brunner ont survécu. Denise Holstein, qui vit toujours, a été arrêtée avec les enfants de Louveciennes, dont elle était la monitrice. La relation qu'elle a faite à son retour d'Auschwitz, en 1945, est le seul récit quasi contemporain sur le transport des enfants du 31 juillet 1944. Un récit plus complet sur le dernier convoi, celui du 17 août, a été fourni par la déposition d'Oscar Reich – un interné ancien footballeur autrichien qui collabora activement avec Brunner à Drancy –, lors de son procès, en 1953, devant le tribunal militaire de Reuilly. Enfin, on dispose d'un télégramme en allemand envoyé par Brünner au commandant d'Auschwitz, Höss, prouvant, s'il en était besoin, qu'Aloïs Brunner savait parfaitement qu'il envoyait ses victimes dans un camp d'extermination.

A l'issue de l'instruction, le personnage de Brunner apparaît comme le contraire du « criminel de bureau » qui tue à distance. L'homme est lâche, certes, puisque, d'après un témoignage, il s'est empressé de découdre ses insignes de policier SS lorsqu'il est arrêté quelques heures par l'armée allemande en juillet 1944, lors de la tentative avortée de putsch contre Hitler. Mais il se plaît à regarder sa victime en face. Il installe ainsi dès son arrivée à Drancy une table devant laquelle il fait défiler les internés. Face à un tel criminel, le procès par contumace risque fort de se révéler squelettique, puisqu'il consiste en la simple lecture de l'acte d'accusation face à une cour d'assises, et qu'il n'y a pas de débat contradictoire. Restera, pour les historiens, à faire leur profit de ce travail préparatoire, et à comprendre à l'aide de quelles complicités l'adjoint d'Eichmann a pu finir sa vie en proscrit, certes, mais sans jamais voir le visage de ses juges.

Nicolas Weill

Une carrière toute entière consacrée à la persécution des juifs

PORTRAIT
L'Autrichien fut un véritable fanatique de la guerre d'extermination

LA VIE de l'ancien SS-Hauptsturmführer Aloïs Brunner renvoie à la fois à la nature de l'antisémitisme qui a abouti à l'extermination des juifs d'Europe, et à la quasi-impunité dont ce lieutenant d'Eichmann a bénéficié dans le monde de l'après-guerre. Toute sa carrière de SS, Aloïs Brunner l'a consacrée à la persécution des juifs. C'est lui qui a perfectionné un certain nombre de rouages fondés sur l'alternance de la terreur et de la manipulation.

Né à Rohrbrunn en 1912, Brunner s'est formé à l'antisémitisme au moment de la nazification de l'Autriche et de l'Anschluss (l'annexion au Reich allemand, en mars 1938). Brunner, dont le cursus professionnel a jusque-là été fort médiocre, entre dans la police, au SD (Sicherheitsdienst). Très vite, il s'attelle, avec Eich*mann, à la tâche qui consiste à* « vider » Vienne de sa population juive. Brunner, qui est un fanatique de la guerre d'extermination, le restera après 1945. Ne confiera-t-il pas en 1985 au magazine allemand *Bunte* ses regrets d'avoir dû laisser la tâche *« à demi achevée »* ? Eichmann apprécie tout particulièrement l'efficacité de ce *Volksgenosse* (compatriote). Au point de lui confier, en 1940, sa création : la Zentralstelle für Jüdische Auswanderung (office central pour l'émigration juive), qui servira de modèle à la liquidation des communautés juives dans toute l'Europe, bientôt occupée par les armées allemandes. C'est de Vienne qu'Aloïs Brunner supervise les premières déportations de masse, d'abord, en 1941, vers les ghettos, ensuite vers les camps d'extermination de Pologne.

NICE AVANT DRANCY

Après un passage à Berlin, fin 1942, où il participe aux persécutions antijuives, Brunner prend en main la spoliation et la déportation de ceux de Salonique, à partir du 20 mars 1943. Dans un livre de souvenirs, récemment publié au éditions du Cerf sous le titre *Tu choisiras la vie*, Jacques Stroumsa, survivant d'Auschwitz, rapporte qu'il a été employé par Brunner. Dans le convoi qui l'emporte de Grèce, le 8 mai 1943, il rapporte que, sur un quai, le capitaine SS lui ordonna de charger des caisses dans un wagon : *« Que pouvaient contenir ces caissettes ? Certainement l'or et les bijoux volés à nos compatriotes de Salonique »*, écrit-il.

Le 18 juin 1943, Brunner fait sa première apparition au camp de Drancy, ouvert le 20 août 1941 par les autorités françaises pour « accueillir » les premières rafles massives de la région parisienne. Brunner s'est « fait la main » à Nice, où la chute de Mussolini a retiré aux nombreux juifs réfugiés sur la Côte-d'Azur la protection que leur avaient accordée les Italiens. Installé à l'Hôtel Excelsior transformé en annexe de Drancy, Brunner y poursuit les juifs avec une violence rarement atteinte à l'ouest de l'Europe occupée.

A Drancy, Aloïs Brunner simplifie les catégories d'internés pour réduire au minimum celle des non-déportables. Entre ses mains, les motifs et certificats d'exemption – demi-juif, conjoint d'« aryen » ou d'« aryenne », ressortissant de nationalités neutres ou en guerre contre le Reich – n'ont guère de poids. Le poète yiddish Itzhak Katznelson, auteur du *Chant du peuple juif assassiné*, en fera la cruelle expérience. Après avoir réussi à échapper au ghetto de Varsovie où sa femme et ses deux fils ont péri, Katznelson est interné en France, au camp de Vittel. Son passeport du Honduras aurait dû, en principe, lui éviter la déportation mais Brunner viendra l'y chercher, en avril 1944, pour l'expédier à Auschwitz.

A son départ de Drancy, avec l'ultime convoi parti de Bobigny, Brunner aura ainsi envoyé près de vingt-cinq mille juifs de France en *déportation. Ses ravages ne s'arrêtent* pas là, puisqu'à Paris succède Bratislava, en Slovaquie, où Aloïs Brunner s'occupe jusqu'en février 1945, soit deux mois avant la défaite du Reich, de la déportation de 13 500 juifs slovaques.

DEUX TENTATIVES D'ATTENTAT

Avec l'effondrement du IIIᵉ Reich, Aloïs Brunner change de décor. Le fugitif, qui dissimule son grade et son identité, est peu inquiété par les Britanniques et par les Américains, qui l'emploient comme chauffeur. Brunner ne quittera d'ailleurs l'*Allemagne* en fugitif qu'en 1953. A en croire Simon Wiesenthal (*Justice n'est pas vengeance*, Robert Laffont, 1989), Aloïs Brunner a alors profité des conseils du grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin El Husseini. Le dirigeant palestinien aurait orienté les pas de Brunner – désormais caché sous l'identité de Georg Fisher – vers Damas. Installé au 7 de la rue Georges-Haddad, Brunner se serait adonné, depuis la capitale syrienne, au trafic d'armes, notamment pour le compte du FLN algérien.

A deux reprises, il sera la cible d'attentats, en 1961 et en 1980. Mais s'il vit comme un homme traqué depuis que l'attention internationale se fixe sur son cas, Brunner est parvenu à demeurer en liberté. Hors d'atteinte, en tout cas, des pays qui souhaitent que ce criminel nazi n'échappe pas à son châtiment.

N. W.

Un refuge syrien toujours démenti par Damas

Bien que Damas ait toujours démenti sa présence, Aloïs Brunner se serait établi en Syrie en 1954 sous le pseudonyme de Georg Fisher. Il aurait frôlé l'arrestation en 1968, alors qu'il envisageait de se rendre en Suisse mais le voyage avait été annulé *in extremis*, l'intéressé ayant été averti du risque qu'il courait grâce à des complicités au ministère des affaires étrangères de la RFA et à la Croix-Rouge allemande, selon Simon Wiesenthal dans son livre *Justice n'est pas vengeance*.

Un mandat d'arrêt international a été délivré en 1988 contre Aloïs Brunner mais les Syriens ont opposé des fins de non-recevoir à toutes les démarches. En 1991, le ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, avait annoncé son intention de formuler lui-même une demande à Da*mas, mais son voyage fut annulé*, sans doute en raison de cette requête. Jacques Chirac a évoqué la question en Syrie en 1996 au cours d'un tête-à-tête avec le président Assad, qui lui aurait répondu qu'il enquêterait sur le sujet.

John Demjanjuk, l'autre « dernier accusé »

Avec Aloïs Brunner, John-Ivan Demjanjuk, Américain d'origine ukrainienne suspecté d'avoir été gardien au camp d'extermination de Treblinka et qui fut relâché au bénéfice du doute par la justice israélienne en 1993, est le dernier nazi poursuivi pour crimes contre l'humanité par la justice française. Mᵉ Arno Klarsfeld avait porté plainte pour *« crimes contre l'humanité »* au nom de l'association Les Fils et Filles de déportés juifs de France (FFDJF) avec constitution de partie civile, le 20 août 1993, en rappelant qu'il demeurait établi que, du 27 mars au 30 septembre 1943, John-Ivan Demjanjuk avait été gardien au camp d'extermination de Sobibor. A cette période quatre convois en provenance de France y avaient abouti.

Une plainte complémentaire a été déposée le 28 février 1995, après la découverte dans les archives gouvernementales de Vilnius (Lituanie), *d'un document qui ferait état de la présence de Demjanjuk*, début 1943, dans un autre centre d'extermination, Maïdanek, près de Lublin. Un autre document se trouvant au service international de recherches d'Arolsen (Allemagne) et signé de sa main établit qu'il avait séjourné à Sobibor, localité polonaise où se trouvait un camp d'extermination.

هكذا من الأصل

A la Pitié-Salpê…
être soign…
Près de la moitié des patien…
Maintien en détention du po…
condamné à Versailles

A la Pitié-Salpêtrière, les sourds peuvent être soignés dans leur langage

La première consultation hospitalière en langue des signes a reçu son millième patient

Créée en janvier 1995 à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, la première consultation hospitalière en langue des signes (LSF) vient d'accueillir son millième patient. Dans ce service, quatre personnes – un médecin généraliste, une assistante sociale, une technicienne de laboratoire et une interprète – pratiquent la LSF, ce qui permet d'éviter des incompréhensions, voire des erreurs médicales dramatiques.

INTRODUITE dans les écoles de jeunes sourds à la fin du XVIII[e] siècle par l'abbé de l'Epée, bannie sous la III[e] République et réhabilitée dans les années 1970, la langue des signes française (LSF) est en passe d'être reconnue. Un rapport officiel prône son introduction dans le cursus scolaire et universitaire tandis que, de l'école à l'hôpital, les tentatives d'intégration se multiplient. La première consultation hospitalière « bilingue » vient ainsi d'accueillir son millième patient. Créée en janvier 1995 dans le service de médecine interne du professeur Serge Herson à La Pitié-Salpêtrière, à Paris, elle reçoit environ une centaine de personnes sourdes par semaine.

Dans le service, quatre personnes – un médecin généraliste, une assistante sociale, une technicienne de laboratoire et une interprète – pratiquent la LSF. *« C'est le sida qui, au départ, nous a interpellé,* confie le professeur Herson. *Les militants associatifs sont venus nous voir et nous ont convaincu de l'importance de la problématique du sida chez les sourds. »* Quinze ans après le début de l'épidémie, l'information sur le virus n'était toujours pas accessible aux quelque 120 000 sourds profonds de naissance que compte la France. Le docteur Jean Dagron, médecin généraliste du service de La Pitié-Salpêtrière, rappelle dans son ouvrage, *Sourds et soignants, deux mondes, une médecine* (éditions In Press), qu'*« en langue des signes le signe positif "+" veut dire optimiste »*. Autant dire que les diagnostics de séropositivité ont souvent été mal interprétés...

RÉTABLIR UN VRAI TÊTE-À-TÊTE

Il a donc fallu que les « signeurs » inventent une traduction pour les mots « virus », « sida » et « séropositif », mais aussi pour « bactérie », « hypertension », « diabète » et « migraine ». *« Les médecins pensent souvent que les sourds se débrouillent et qu'ils lisent sur les lèvres,* déplore Jean Dagron. *99 % des sourds disent qu'ils ont compris, même si c'est faux. A cause des problèmes de communication, des erreurs médicales dramatiques ont pu et peuvent encore survenir. »* En outre, en l'absence de dialogue avec le soignant, les personnes sourdes consultent généralement en compagnie d'un proche entendant qui se charge de la traduction. *« En gynécologie, les femmes sourdes ne venaient jamais sans leur mère ou leur sœur »*, témoigne ainsi le professeur Herson. Comment, dans ces conditions, garantir la confidentialité de la relation médecin-malade ?

« Ici, nous soignons les gens dans leur langue, précise le docteur Dagron, *et nous les intégrons dans le droit commun de la santé. »* A l'accueil, Carole Bruneau reçoit et oriente les patients sourds : vers le médecin généraliste ou vers l'une des six consultations spécialisées du service (nutrition, gastro-entérologie, gynécologie, rhumatologie, dermatologie et cardiologie). Les sourds peuvent également se rendre à l'hôpital de jour pour des examens groupés sur une journée ou encore subir un test au centre de dépistage anonyme et gratuit du sida. La jeune femme, sourde, dit faire en sorte que *« les plannings des médecins et des interprètes coïncident »*. Françoise Galiffet, l'assistante sociale du service, entendante, maîtrise elle aussi la LSF.

Deux consultations du même type doivent bientôt ouvrir dans les centres hospitalo-universitaires de Bordeaux et de Grenoble. Mais la mise en place des équipes est une œuvre de longue haleine. Les spécialistes estiment que, pour acquérir un *« niveau de base »* en LSF, au moins 300 heures d'apprentissage sont nécessaires, suivies d'une formation adaptée à la santé d'une durée d'au moins deux ans. Il existe à l'heure actuelle quelque quatre-vingts interprètes diplomés en France et environ cent mille personnes pratiquant la LSF, dont une quinzaine de médecins. Selon le docteur Dagron, quarante-cinq professionnels de santé « signeurs » suffiraient à couvrir les besoins.

Laurence Folléa

Mme Guigou ne saisira pas le CSM à propos d'Eva Joly

LA MINISTRE DE LA JUSTICE, Elisabeth Guigou, a indiqué, jeudi 8 avril, qu'elle ne saisirait pas le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) au sujet des déclarations du juge d'instruction Eva Joly contre les avocats, comme le lui avaient demandé plusieurs instances ordinales (*Le Monde* du 9 avril). Dans une lettre adressée à la bâtonnière de l'ordre des avocats de Paris, la ministre fait savoir qu'elle *« n'entend pas réagir chaque fois qu'un magistrat développe sous sa seule responsabilité des considérations personnelles »*. Mme Joly avait déclaré qu'il *« n'y aurait pas de blanchiment sans avocats »* et que *« 15 % du chiffre d'affaires de la criminalité* [allait] *aux avocats »*.
Evoquant l'émotion provoquée par la perquisition effectuée chez un avocat, Elisabeth Guigou déclare également *« attacher la plus haute importance à la conciliation entre les impératifs attachés à la recherche de la vérité et le nécessaire respect du secret professionnel, d'autant plus essentiel qu'il est, non pas un quelconque privilège corporatiste, mais d'abord la protection des personnes qui ont confié leurs intérêts à leur avocat »*. Eva Joly, chargée de l'affaire Elf, a reçu, jeudi, le soutien de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), du Syndicat de la magistrature (SM, gauche) et de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite).

Vingt-cinq mille camemberts Lepetit retirés de la vente

VINGT-CINQ MILLE CAMEMBERTS Lepetit ont été retirés de la vente, mercredi 7 avril, au niveau national, pour des raisons sanitaires, par le fabricant. Ces vingt-cinq mille fromages provenaient de deux lots portant les numéros 069R et 074W. Cette décision résulte, selon les responsables de l'entreprise, de la découverte d'agents pathogènes *« non dangereux pour la santé »*, dans le cadre de contrôles réguliers.
A la différence des précédents retraits de fromages effectués ces dernières semaines, les agents pathogènes concernés n'étaient pas des listerias mais des salmonelles, des bactéries pouvant également être à l'origine de toxi-infections alimentaires. *« Tout le monde s'affole du fait de l'amalgame avec la listériose,* a déclaré Antoine Boissel, directeur de la société Lepetit, basée à Saint-Maclou, près de Sainte-Marie-aux-Anglais (Calvados), à l'issue d'une journée « portes ouvertes » organisée sur le site. *Quand il y a suspicion dans des lots de fabrication, naturellement, nous avons pour habitude de retirer les lots concernés. Nous procédons à ce type de retraits en accord avec les services publics une à deux fois par an. »*

DÉPÊCHES

■ **CORSE : deux exploitants agricoles corses, Mathieu Filidori et Gérard Serpentini,** ont été mis en examen, jeudi 8 avril, pour *« recel de détournement de fonds publics »*, dans le cadre de l'enquête sur les prêts abusifs accordés par la caisse régionale du Crédit agricole. Remis en liberté à l'issue de leur garde à vue, ils sont soupçonnés d'avoir bénéficié de 8 millions de francs de prêts octroyés indûment.
■ **ATTENTAT : une explosion a provoqué d'importants dégâts matériels dans les locaux de la poste centrale** de la Seyne-sur-Mer (Var), jeudi 8 avril dans la soirée, sans faire de blessé. Selon les premiers éléments de l'enquête, cet attentat présente des similitudes avec ceux perpétrés récemment contre des bâtiments administratifs à Aubagne, Marseille et Toulon, qui ont été revendiqués par le FLNC-canal historique.
■ **JUSTICE : un policier parisien a été condamné,** mercredi 7 avril, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et huit mois d'interdiction d'exercice de sa profession, par la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour violences. Le fonctionnaire avait donné un coup de pied au visage d'un Colombien interpellé alors qu'il brandissait une arme de poing dans la rue, en novembre 1996.
■ **HÔPITAL : le personnel du Centre hospitalier universitaire Jean-Verdier de Bondy (Seine-Saint-Denis)** poursuit sa grève en vue d'obtenir les moyens d'un bon fonctionnement (*Le Monde* du 30 mars). Le conflit, qui a débuté le 10 mars, s'est durci après la fin de non-recevoir du directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. L'établissement ne fonctionne qu'aux deux tiers de sa capacité du fait de la grève. Le personnel espère être reçu dans les jours prochains par le secrétaire d'Etat à la santé.

Près de la moitié des patients hospitalisés souffrent de dénutrition

EN FRANCE, près de 5 % des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans (soit 450 000 personnes) présentent des carences nutritionnelles. Ce taux varie de 40 à 80 % chez les personnes âgées vivant dans des maisons de retraite ou des hôpitaux. C'est l'un des enseignements d'une expertise collective conduite par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), à la demande de la Mutuelle générale de l'éducation nationale et rendue publique, vendredi 9 avril. La dénutrition, qui peut porter soit sur les macronutriments (glucides, protéines et lipides), soit sur des micronutriments (vitamines, minéraux et oligoéléments), paraît étroitement liée à l'hospitalisation, puisqu'elle touche *« 30 à 50 % des patients hospitalisés, quel que soit leur âge »*.

Dans les pays développés, la dénutrition résulte avant tout d'une réaction inflammatoire, consécutive à une infection ou à une lésion tissulaire, qui mobilise les réserves protéiques. Les enfants sont à peine mieux lotis que les adultes. *« La dénutrition chez l'enfant est pratiquement toujours secondaire à une pathologie qui perturbe l'équilibre entre les apports et les besoins indispensables »* au développement en taille et en poids de l'enfant, insistent les experts de l'Inserm. Si la *« carence d'apport énergétique ou protéique isolée est rare dans les pays développés »*, les conséquences de la précarité sociale sont patentes : *« 5 à 7 % des enfants âgés de deux mois à seize ans vivent dans un foyer qui connaît la précarité alimentaire (15 % à 17 % pour les familles les plus pauvres). La précarité alimentaire touche plus particulièrement les familles monoparentales (32 % à 47 % suivant le niveau de ressources). »*

« RECONNAÎTRE L'ACTE DIÉTÉTIQUE »

Le rapport souligne par ailleurs l'importance d'une supplémentation en fer chez la femme en âge de procréer, en particulier en cas d'utilisation d'un stérilet, qui peut être responsable de règles anormalement abondantes. Chez la femme enceinte, un apport supplémentaire de fer est également recommandé en raison de besoins augmentés, de même qu'une prescription de folates destinée à prévenir les malformations neurologiques chez le fœtus.

Les carences en fer sont également, avec celles en calcium, en vitamine D et B et en folates, les plus fréquentes des insuffisances en micronutriments chez les personnes âgées. *« La dénutrition est un acteur constant des pathologies gériatriques »*, notent les auteurs du rapport, en insistant sur les causes sociales, psychologiques, consécutives à des déficiences (perte de la marche, du goût ou de l'odorat, etc.), liées à des prises de médicaments, d'origine digestive ou *« surtout liées à une anorexie, elle-même multifactorielle »*. Pour autant, rien ne justifie la consommation anarchique de compléments vitaminiques et de minéraux, dont l'efficacité n'a pas été prouvée à ce jour.

Pour remédier à l'ampleur des carences nutritionnelles, le groupe d'experts formule plusieurs recommandations. L'une d'elles associe l'information du public, *« la création d'une spécialité de diététiste en France, la formation initiale et continue de tous les soignants, et la reconnaissance de l'acte diététique par son remboursement »*, ainsi que la coordination des soins nutritionnels dans les réseaux ville-hôpital existants. Les auteurs suggèrent aussi le dépistage de la dénutrition protéinoénergétique, en particulier par l'utilisation de l'indice de masse corporelle (le rapport entre le poids en kilos et le carré de la taille en mètres, les valeurs normales se situant entre 18,5 et 25), ainsi que la prévention et la correction des troubles. Enfin, les experts plaident pour le développement de la recherche sur les marqueurs de dénutrition, sur l'épidémiologie des carences nutritionnelles et sur l'efficacité de traitements à visée nutritionnelle.

Paul Benkimoun

Maintien en détention du policier condamné à Versailles

LE COMMANDANT Bernard Hervé reste en prison. La cour d'appel de Versailles a rejeté, jeudi 8 avril, la demande de mise en liberté déposée par un officier de police de Seine-Saint-Denis condamné pour *« violences »* et *« agressions sexuelles »* lors d'une garde à vue. Dans un jugement rendu le 25 mars, le tribunal correctionnel de Versailles soulignait que les policiers s'étaient livrés, en 1991, à des violences *« particulièrement graves »* : coups de poing et de matraque, pieds écrasés, menaces à l'aide de seringues et de chalumeaux, déshabillage, demandes de fellation. *« Ces faits sont de ceux qui heurtent profondément l'ordre public et contreviennent aux principes constitutifs d'un Etat de droit »*, soulignaient les juges.

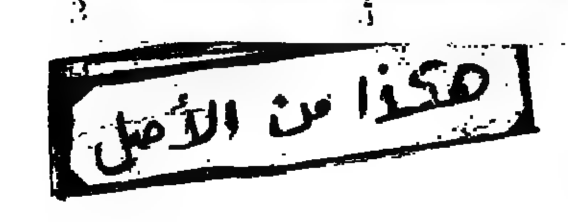
Le jour de sa condamnation à quatre ans d'emprisonnement, le commandant Hervé avait été écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Versailles). Il avait ensuite déposé une demande de mise en liberté qui a été examinée par la cour d'appel le 7 avril. Lors de l'audience, l'avocate générale ne s'était pas opposée à la libération du policier et la défense avait produit une lettre du préfet de police précisant que le commandant Hervé était *« écarté de toute mission de police active et de commandement »* jusqu'au jugement en appel, qui pourrait intervenir dans un délai de quelques semaines. La cour a cependant maintenu le policier en détention, estimant que le mandat de dépôt *« se justifiait et s'imposait »* en raison d'un *« trouble exceptionnel à l'ordre public »*. *« Les critères du trouble à l'ordre public n'existent plus, je ne comprends pas les raisons de cette décision »*, affirme Michèle Delaunay, avocate de M. Hervé.

LES SYNDICATS MOINS VIRULENTS

Les principaux syndicats d'officiers de police, qui avaient vigoureusement soutenu leur collègue en organisant des manifestations, se sont cette fois montrés plus prudents. *« Nous lançons un appel au calme solennel avec le soutien de trois des officiers condamnés avec le commandant Hervé,* déclare Jean-Paul Nury, secrétaire national de Synergie-officiers. *Nous souhaitons restaurer la sérénité pour que le jugement d'appel se passe dans les meilleures conditions. »* Le SNUIP, affilié à l'UNSA-police, lance, lui aussi, un appel *« à l'utilisation des voies légales »*. Quant au Syndicat national des officiers de police (SNOP), il appelle les policiers à *« respecter scrupuleusement les dispositions du code de procédure pénale »*. *« Mieux vaut une affaire manquée qu'une carrière brisée »*, conclut-il.

La victime des violences policières, qui a saisi la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, demande la condamnation de la France pour *« tortures »*. L'arrêt devrait être rendu dans les mois à venir (*Le Monde* du 20 mars).

Pascal Ceaux



M. Gayssot veut doubler en dix ans le tonnage du fret ferroviaire

Pour réguler, à court terme, le trafic de poids lourds sous le tunnel du Fréjus, dans le cadre des mesures de sécurité, le ministre a opté pour une solution inédite : l'autoroute A 43 sera utilisée comme « sas » d'attente, afin de moduler l'afflux des camions détournés depuis le drame du Mont-Blanc

MODANE
de notre envoyé spécial

Depuis la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc (Haute-Savoie), celui du Fréjus (Savoie) est devenu l'unique passage routier rapide à travers les Alpes entre France et Italie. Le trafic poids lourds y a ainsi augmenté, en moyenne, de 71 %. Pour la seule journée du mercredi 7 avril, 5 729 camions au total l'ont emprunté dans les deux sens.

C'est ce point, plus stratégique que jamais, que Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, a choisi, jeudi, pour détailler les mesures de sécurité qui entreront en application côté français dès lundi. Mises en place à titre conservatoire, elles seront proposées le même jour aux autorités italiennes, lors d'une réunion de la commission intergouvernementale du tunnel du Fréjus.

Afin que l'accroissement soudain du trafic ne mette pas en cause la sécurité, la vitesse maximale dans le tunnel sera abaissée de 80 à 70 km/h. La distance à respecter entre les véhicules, de 30 mètres pour les véhicules légers et de 50 mètres pour les poids lourds, sera portée à 100 mètres pour tous. Les véhicules transportant des matières dangereuses (plaque orange) seront tous placés sous escorte. Deux patrouilles de sécurité assureront une surveillance 24 heures sur 24. Surtout, le nombre des camions autorisés à circuler sera limité à 140 véhicules par heure dans le sens France-Italie, soit 3 360 admissions théoriques par jour côté français.

Ces mesures nécessitent un plan inédit et d'envergure. Pour pouvoir lisser le trafic, en évitant que ne se forment des files d'attente sauvages, il a été décidé d'utiliser pour le garage momentané des camions l'actuel dernier tronçon de l'autoroute A 43, entre Saint-Julien-Montdenis et Saint-Michel-de-Maurienne. Dans le sens France-Italie, cette partie de l'autoroute, d'environ 7 kilomètres, sera neutralisée pour offrir un sas d'attente aux poids lourds. Leur accès au tunnel sera régulé à l'aide des barrières du péage autoroutier. Aux heures de pointe les plus critiques (dans la soirée des mercredis, entre 21 heures et minuit), la file des semi-remorques pourrait atteindre, selon les projections, 13,7 kilomètres, pour une attente maximale évaluée à trois heures. Avec ses deux voies, sur 7 kilomètres, le « bras mort » de l'A 43 pourrait ainsi suffire à absorber la retenue. Un arrêté devrait être signé par le préfet de la Savoie, Pierre-Etienne Bisch, pour interdire ce tronçon autoroutier aux véhicules légers, qui emprunteront la route nationale 6 pour rejoindre le tunnel. Cette dernière sera interdite aux poids lourds (exceptés certains transports de matières dangereuses).

A la situation d'urgence créée par la fermeture du Mont-Blanc (le rapport d'étape de l'enquête technique et administrative sera rendu lundi), le ministre a décidé de répondre par une décision rigoureuse – impliquant une *« certaine contrainte »*, reconnaît-il –, qu'il fallait expliquer. Après une conversation informelle et détendue, pour ne pas dire sympa, avec quelques routiers au restaurant de l'autoport du Freney, au pied du Fréjus, M. Gayssot, accompagné de Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, s'est rendu à la préfecture de Chambéry pour informer les élus de la région.

TRANSPORT COMBINÉ

Sans désapprouver le plan, certains d'entre eux, inquiets des tensions qui pourraient se manifester dans la vallée, ont pu considérer qu'on mettait un peu haut la barre de la sécurité.

A peine rentré dans son ministère, M. Gayssot s'est livré au même exercice d'explication, plus délicat, devant les représentants des organisations professionnelles et syndicales du transport routier, y compris les chargeurs. La pilule a été avalée sans amertume au nom du « plus jamais ça », mais des réticences se sont exprimées vis-à-vis du système provisoire de régulation.

Au-delà du court terme, M. Gayssot a réaffirmé sa volonté de transférer vers le rail une partie du fret routier longue distance, avec pour objectif de *« doubler le trafic marchandises sur les voies ferrées dans les dix ans »*. Il a indiqué que sur l'axe France-Italie la SNCF serait prête à offrir une dizaine de millions supplémentaires, représentant un potentiel d'environ 500 camions par jour. L'entreprise est en discussion avec les chemins de fer italiens pour créer une navette de transport combiné entre Vénissieux (banlieue est de Lyon) et Milan. Par ailleurs, l'examen des mesures permettant l'amélioration de l'exploitation de la ligne entre Chambéry et Modane (entrée du tunnel ferroviaire du Mont-Cenis) devrait être accéléré.

Faute de disposer d'« autoroutes ferroviaires » pour le ferroutage, la France s'emploie à développer la technique du transport combiné (relais de la route par le fer, la voie d'eau ou le maritime sur les longues distances et pour les passages difficiles), qu'elle maîtrise et qui bénéficie déjà d'une subvention de quelque 300 millions (environ 46 millions d'euros). Mais les offres de la SNCF excéderaient toujours, pour l'heure, une faible demande.

Selon nos informations, une politique plus volontariste est envisagée par le ministère, qui consisterait à utiliser une partie des ressources provenant des péages des tunnels routiers non plus pour de nouvelles autoroutes mais pour le développement des infrastructures et du trafic ferroviaires. Les tarifs de ces péages pourraient augmenter, dans le cadre d'une démarche européenne encore hésitante.

Pour les tunnels, le ministère des transports réfléchit plus précisément à des formules de régulation tarifaire, qui se traduiraient, par exemple, par la mise en place de péages moins élevés la nuit et aux jours et heures de moindre affluence.

R. B.

Un rééquilibrage vital face aux risques du transport routier

ANALYSE
La raison impose la création d'« autoroutes ferroviaires » sur certains axes.

IL AURA FALLU qu'une quarantaine de personnes trouvent la mort dans des conditions atroces sous le tunnel du Mont-Blanc pour que la recherche d'une alternative à l'utilisation exponentielle, voire démentielle, de ce type d'infrastructure par les poids lourds devienne *« une priorité »* au yeux des pouvoirs publics. Exceptionnel, bien sûr, par sa gravité, cet accident est pourtant exemplaire de ce qui pourrait se produire demain sous la plupart des tunnels routiers du monde, fussent-ils plus récents et mieux équipés, lorsqu'on y fait circuler, pour ne pas dire lorsqu'on y « enfourne », quotidiennement des milliers de semi-remorques.

Même si les matières qu'il transporte n'ont a priori rien de dangereux (au sens du classement officiel, matérialisé par une plaque orange), comme c'était le cas à Chamonix, un camion peut à tout moment prendre feu, l'incendie se propager à d'autres véhicules, et les automobilistes et camionneurs être pris au piège. Le Mont-Blanc est la preuve par l'absurdité meurtrière que si l'on accepte, au prix fort (1 580 francs l'aller-retour), le passage de 2 000 camions par jour dans une infrastructure inaugurée en 1965 on prend un risque colossal. Au-delà des leçons pratiques à tirer du drame, c'est, bien sûr, toute la logique du transport des marchandises par voie terrestre qui est en cause dans une économie débridée, où le « flux tendu » exerce sa dictature et où l'échange relève parfois de la frénésie. (Cet industriel allemand de la frite surgelée qui, estimant plus rentable de faire éplucher et laver ses pommes de terre en Italie, faisait circuler quotidiennement des chargements de 30 tonnes de ces tubercules sous le tunnel du Brenner ne constitue sans doute pas un cas limite.)

RÉVOLUTION LOGISTIQUE

Parce qu'il assure environ 80 % du fret de l'Hexagone, le transport routier est devenu irremplaçable, en tout cas pour les décennies à venir. Le rééquilibrage vers d'autres modes – qui avaient cessé d'être à la mode – comme la voie d'eau ou, surtout, le ferroviaire, plus que jamais vital, devrait donc être engagé radicalement et rapidement.

Tout le monde ou presque en est convaincu ou dit l'être parmi les décideurs, y compris les plus libéraux. Il n'y a guère que certains lobbies archaïques, dont le Sénat est une fois encore le creuset, pour réclamer plus d'équipements routiers et surtout autoroutiers et s'opposer, par exemple, aux schémas multimodaux de services, qui prévoient notamment de donner la priorité au *« ferroviaire pour le transit international franchissant les Alpes et les Pyrénées »*. Faut-il souligner que, derrière les choix politiques, d'énormes intérêts économiques et financiers sont en jeu ?

Du discours aux actes, il y a un pas, que l'actuel ministre de l'équipement et des transports s'efforce de franchir. La catastrophe du Mont-Blanc est le signe, douloureux, qu'il faut lancer sans tarder une sorte de révolution logistique. La mise en place de lignes de ferroutage (placement des camions sur des wagons) pour franchir des zones montagneuses, dangereuses ou très urbanisées et, de façon plus souple et plus réaliste, d'un réseau de transport combiné est à la fois coûteuse et complexe. Mais chacun sait que, si l'on « internalisait » dans les coûts de péage supportés par le transport routier le prix réel des nuisances et des encombrements qu'il génère, la dégradation des infrastructures et, bien sûr, son coût humain en victimes de la route, on dégagerait des ressources nouvelles autorisant un développement du rail, plus sûr et moins polluant. La raison impose la création d'« autoroutes ferroviaires » sur certains axes stratégiques, en commençant sans doute par le Lyon-Turin.

Comme l'a souligné jeudi 8 avril M. Gayssot, les crédits d'études ayant été doublés (pour atteindre 350 millions de francs), on évaluera précisément en 2000 la faisabilité et les perspectives offertes par cet axe transalpin idéal de 295 kilomètres – dont plus de 100 en tunnels. Le chantier serait gigantesque. Le coût du seul tunnel principal, de 52 kilomètres, est évalué à 35 milliards de francs (5,34 milliards d'euros). Mais les Suisses sont en train de nous démontrer que l'audace peut être réaliste, qui ont entrepris de construire deux immenses tunnels : l'un au Loetschberg (33 kilomètres), l'autre au Saint-Gothard (51 kilomètres). Ils devraient respectivement ouvrir en 2006 et 2009 et permettre le transport sur rail de quelque 1,4 million de camions par an. Un peu égoïstement, la France comptait sur cet effort helvétique pour soulager à terme les tunnels routiers du Mont-Blanc et du Fréjus. Le principal obstacle reste le temps : entre une catastrophe survenue en quelques minutes et la construction d'infrastructures exigeant un minimum incompressible de dix à quinze années, l'unité de mesure n'est pas la même.

Robert Belleret

Jean-Pierre Chevènement annonce un redécoupage des cantons

DEAUVILLE
de nos envoyés spéciaux

Les conseillers généraux se sentent vieux. Vont-ils, eux, les représentants d'une institution bicentenaire, succomber au poids des villes, aux « eurorégions » ? Le débat en cours au Parlement les inquiète. Le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, entend donner plus de pouvoirs aux agglomérations. Celui de Dominique Voynet installe un espace territorial, à leurs yeux, concurrent : le pays. *« C'est une question de survie de nous réunir tous ensemble »*, a résumé Louis de Brossia, président RPR du conseil général de Côte-d'Or. C'est dans ce contexte que se tiennent à Deauville, depuis le mercredi 7 avril, les assises des conseillers généraux (*Le Monde* du 7 avril).

L'assemblée réunie dans la célèbre station balnéaire, quelque 1 300 conseillers généraux selon les organisateurs, était représentative : composée presque exclusivement d'hommes, dont la plupart ont déjà quelques mandats derrière eux. Pour montrer leur capacité de changement, l'Assemblée des présidents des conseils généraux (APCG) s'est rebaptisée Assemblée des départements de France (ADF). Et elle cherche un nouveau logo. Le président de l'Association des maires de France (AMF), Jean-Paul Delevoye, sénateur RPR du Pas-de-Calais, et le président de l'Association des régions de France, Jean-Pierre Raffarin, président DL du conseil régional Poitou-Charentes, ont été invités pour un débat sur *« le département aujourd'hui et demain »*. Avec Jean Puech, président de l'ADF et président DL de l'Aveyron, ils se sont défendus de *« toute rivalité »*. *« S'il y en a qui sont venus ici pour voir s'opposer départements et régions, ils vont être déçus »*, a lancé M. Raffarin.

« ON S'ADAPTERA »

Ceux-là mêmes qui, en 1982, s'étaient violemment opposés aux lois de décentralisation de Gaston Defferre ont réclamé *« un acte 2 de la décentralisation »*, *« plus de souplesse »* et une *« clarification des compétences »*. En résumé, *« il faut laisser faire les collectivités locales »*, ont dit de conserve ces trois présidents, en présence d'une conseillère générale de Corrèze particulièrement choyée, Bernadette Chirac.

Le message a été adressé directement à Jean-Pierre Chevènement, présent jeudi à Deauville, qui a tenu à rassurer ses hôtes : *« Il n'y a pas de querelle entre les ringards et les modernes, les départements n'ont pas à craindre pour leur pérennité. »* M. Chevènement, classé il est vrai parmi les défenseurs des départements, a approuvé l'opération rénovation lancée par la nouvelle ADF, en se déclarant *« tout à fait favorable »* à un changement de dénomination des conseillers généraux, qui veulent s'appeler désormais conseillers départementaux. Pour cela, il faut une loi, que le ministre s'engage à soutenir. Mais surtout, il a annoncé un redécoupage des cantons, après les résultats du recensement, afin de corriger la sous-représentation des zones urbaines dans les conseils généraux. *« On s'adaptera en toute objectivité »*, a-t-il assuré. Ses auditeurs n'ont pas pipé mot.

Dans les couloirs, le ministre se déclarait prêt à envisager, comme le suggère Jean Puech, un regroupement des élections cantonales tous les six ans, au lieu du renouvellement actuel par moitié tous les trois ans. Dominique Voynet, présumée pourfendeuse « numéro 1 » des départements, n'a sans doute pas voulu perturber une entente apparemment si parfaite : la ministre de l'aménagement du territoire, annoncée à Deauville, a finalement décidé de ne pas venir, en raison *« d'un emploi du temps surchargé »*.

Bruno Caussé et Béatrice Jérôme

A quoi pense un enfant dans la guerre ? A la guerre ! Bruna, Beria, Alban, Fetim, des enfants du Kosovo, vivent dans les camps de réfugiés. Ils parlent de leur vie, de Milosevic, des jouets qu'ils ont dû laisser, et de leurs nuits peuplées de mauvais rêves

Les
des

هكذا من الأصل

ge du fret ferroviaire

HORIZONS

REPORTAGE

A quoi pense un enfant dans la guerre ? A la guerre ! Bruna, Beria, Alban, Fetim, des enfants du Kosovo, vivent dans les camps de réfugiés. Ils parlent de leur vie, de Milosevic, des jouets qu'ils ont dû laisser, et de leurs nuits peuplées de mauvais rêves

HIEN LAM DUC/AGENCE VU

De jeunes Kosovars réfugiés à Kukës, en Albanie.

Les cauchemars des enfants de la guerre

PENDANT un long, très long moment, Bruna s'est tue. Regardant par terre, cette jeune Kosovare de douze ans, au visage étonnamment lisse et aux yeux comme vidés de toute émotion, paraissait ailleurs. Et puis, elle a levé la tête et, d'une traite, a raconté son histoire : *« Quand je suis arrivée à l'école, notre instituteur nous a dit : "Les Serbes nous ont encerclés, il va falloir vous cacher." Alors, avec toute la classe, nous sommes allés sur la colline. Le lendemain, nous sommes partis vers un autre village, et nous sommes entrés dans une autre classe. Nous y sommes restés trois jours. Nous étions tout le temps dans la classe, sans voir nos parents, sans presque rien manger. Moi, je croyais qu'ils étaient morts. Beaucoup pleuraient. Quand mon père est venu me chercher, je pensais qu'il allait me ramener à la maison. »*

Bruna n'est pas rentrée chez elle. Aujourd'hui, elle est, comme des dizaines de milliers d'autres enfants de son âge, parquée dans les camps de réfugiés de Macédoine, du Monténégro ou d'Albanie. A les voir vivre dans ce camp de Tirana, qui pourrait penser au drame qu'ils viennent de traverser ? Alors qu'un groupe de tout jeunes gamins joue avec un cerceau de fortune, des « grandes », main dans la main, tournent et retournent, en pouffant de rire, autour de quelques adolescents en jogging. D'autres sont assis par terre, se racontant des histoires.

Des histoires de quoi ? *« Je les entends très souvent parler entre eux de ce qu'ils viennent de vivre, mais ils se taisent devant nous »*, explique Anila, volontaire de la Croix-Rouge albanaise, qui s'occupe des enfants au centre de tri installé dans le palais des sports de la capitale. Alors qu'un micro donne toutes les informations nécessaires à *« nos frères kosovars »*, des réfugiés arrivent encore, épuisés. *« Ça ne finira donc jamais »*, murmure Anila. Elle poursuit : *« La nuit, beaucoup d'enfants font*

« La journée, je ne pense pas à EUX, mais dès que je me couche, je les revois, tout en noir, avec leurs cagoules ! »

des cauchemars. Hier, il y a eu du vent, une porte a claqué, ils se sont réveillés, effrayés, croyant à l'explosion de bombes. »

« La journée, je ne pense pas à eux, mais dès que je me couche, je les revois, tout en noir, avec leurs cagoules ! », dit Mire, onze ans et demi, faisant allusion aux miliciens serbes qui leur ont intimé l'ordre de partir. *« Ils avaient de la boue, de la fumée sur le visage, on ne voyait que leurs yeux*, renchérit Beria, treize ans. *Ils criaient, nous poussaient. Avec trois doigts, ils faisaient le signe des Serbes. »* A-t-il eu peur ? Il met ses mains dans ses poches, redresse sa petite taille, hausse les épaules et dit, de sa voix éraillée : *« Non... Oui.. Un peu, comme tout le monde ! » « Ils ont sûrement cassé mon vélo »*, ajoute-t-il. Ses copains rigolent : *« Ton vélo, ils l'ont massacré. »*

Il regrette surtout ses livres. *« Heureusement, j'ai pu en sauver un, celui que je préférais. Comme j'avais entendu dire que les Serbes nous chasseraient, j'ai confié mon livre sur Mic Soculi à la grand-mère, qui est restée à Pristina »*, dit-il, fièrement, comme s'il avait joué un bon tour aux Serbes. Qui est Mic Soculi ? *« Un grand héros de notre peuple, qui a lutté contre les Turcs. »* Que dirait-il à Milosevic, s'il était en face de lui ? *« Je lui dirais..., je lui dirais..., je lui dirais : "Si j'étais grand, je te tuerais ! "» « C'est un salaud. Pourquoi il ne nous laisse pas tranquilles ! »*, renchérit un de ses amis. Un autre : *« C'est une personne cruelle. Je crois qu'il n'aurait même pas le courage de venir face à moi, de me regarder. »*

Comment Beria voit-il son avenir ? *« D'abord, je rentrerai au Kosovo, quand ce sera une République. »* Une République ? *« Cela veut dire être libre dans mon pays, avec nos écoles, que les Serbes ont voulu occuper, avec notre langue. »* Et après ? *« Si la situation se calme, alors je serai dentiste. Si cela reste comme cela, je me battrai avec l'UCK »*, dit le petit homme, sérieux comme un pape. Il se détendra en parlant de l'anneau qu'il porte à l'oreille. *« Mes parent ne voulaient pas. Mais, comme tous les copains de mon équipe de football en avaient un, j'ai fait comme eux. »* Il prend ses amis à témoin, en remuant la main : *« Quand je suis rentré chez moi, qu'est-ce que je me suis fait engueuler ! »* Tout le monde rit. Voudrait-il aller en France ? *« Oui, mais pas pour toujours. Là bas, il y a de beaux paysages, de beaux stades, et c'est le pays de Zidane. »*

Visage piqueté de taches de rousseur, grande mèche qui lui cache les yeux, Herolind, onze ans, avoue avoir beaucoup pleuré. *« Pour mon père, qui est resté chez nous, mais aussi pour mes livres et mes jouets, qu'ils ont pris. »* Il se souvient avoir longtemps marché à travers la campagne. *« Nous ne mangions que du pain avec un peu de fromage. »* Puis il est monté dans une carriole, tirée par un tracteur. *« C'était long, très long. »* Il a eu très faim durant le voyage, car le tracteur a eu une panne et ils sont restés des heures et des heures à tenter de le réparer. Il se souvient aussi *« des Serbes qui prenaient tous nos papiers et qui les entassaient sur une table ». « Ils nous ont aussi pris la nourriture que nous avions emmenée. »* Il a un seul livre avec lui : son abécédaire.

« Ils n'avaient plus d'yeux, plus de bras, et il y avait beaucoup de sang »

Pour lui, Milosevic, *« c'est celui qui a des cheveux blancs et qui est mauvais »* et, l'OTAN, *« celui qui tire du ciel ». « L'OTAN*, ajoute Labinat, onze ans, *c'est un homme qui fait la paix ». « Non*, rétorque Alban, *c'est des soldats avec des missiles Cruise. » « C'est notre père »*, dit encore Scqipron.

Malinda, douze ans, élégante dans son pull rouge et son pantalon bleu – *« ce sont les seuls vêtements que j'ai pu prendre, mais je les nettoie tous les jours »* –, les cheveux bien coiffés, dit d'un ton particulièrement posé : *« Cette guerre n'a pas de sens, Milosevic aurait dû signer. »* Signer quoi ? *« Les accords de paix, bien-sûr. »* Ce qui lui manque le plus ? Encore un regard incrédule vers celui qui pose une question aussi sotte. *« Tout, ma maison, mes amis, mon école. »* Un instant de silence, et puis : *« Il me manque ma vie, voilà ! »*

Dibram est devant le camp avec une vieille femme. On dirait que c'est lui qui s'occupe d'elle tant elle paraît à bout de forces. Il a passé une semaine dans un camp, en Macédoine : *« Au début, ça allait, nous avions à manger. Et puis, au bout de quelques jours, c'est devenu de plus en plus sale. Ça sentait de plus en plus mauvais. J'ai été malade pendant plusieurs jours, j'avais mal au ventre, je pensais toujours aux hommes noirs avec leurs cagoules qui menaçaient de nous mettre dans des casernes. »* Sérieux, comme tous les enfants de la guerre, il dit froidement : *« Les Serbes, je voudrais qu'on les extermine, qu'ils ne puissent plus jamais vivre sur cette terre. »* Que dirait-il à un jeune Français de son âge ? *« Depuis que je suis né, je n'ai jamais vu une telle terreur. »* D'autres enfants s'attroupent. Berbutche, quatorze ans, intervient : *« Moi, je lui dirais, oui, j'aimerais bien lui parler, pour lui expliquer ce qui s'est passé, je lui dirais que j'ai vu la guerre et que c'est quelque chose qui fait peur, quelque chose de mauvais. »* Fetim : *« Je lui parlerais de mon pays, le Kosovo, je lui dirais que c'est un pays merveilleux, très riche en minéraux, et où il y a beaucoup de richesses, d'usines, de fermes. »*

« C'est une personne cruelle (Milosevic). Je crois qu'il n'aurait même pas le courage de venir face à moi, de me regarder »

Rezerta, une autre volontaire de la Croix-Rouge albanaise, organise le jeu du furet pour un groupe de tout-petits. *« Quand ils jouent, bien sûr, ils oublient tout, mais ils ont tous des histoires très douloureuses. Certains ont vu mourir leurs parents. Ils ressentent aussi l'angoisse et le malheur des adultes. J'ai eu un garçon qui est resté trois jours sans parler. Il avait sept ou huit ans. Rien, pas un mot. Il communiquait par signes. On lui demandait ce qu'il voulait. Il restait avec les yeux fixes. Ou alors il se mettait à pleurer. (...) Ceux que vous voyez en train de jouer, quand ils sont arrivés, ils étaient effrayés. On ne pouvait pas les toucher, leur caresser les cheveux, ils se reculaient. Ça va mieux, mais, dès qu'il fait noir, ils sont de nouveau effarouchés. »*

Avec ses tentes kaki, ses allées rectilignes, ses sanitaires bien alignés, le camp de Durres, à une demi-heure de voiture de Tirana, a un aspect très militaire. Des voitures de l'assistance publique italienne apportent des sacs de nourriture. A l'intérieur des tentes, des femmes bavardent. Des vieux fument leurs cigarettes en silence, perdus dans on ne sait quelles pensées. Une femme italienne passe de tente en tente pour répertorier les émigrés. Elle s'énerve contre les enfants qui passent et repassent devant elle. Dans une des tentes, qui sert d'infirmerie, Sylvio, infirmier italien, est en train de soigner un enfant. *« Ils ont surtout des problèmes aux bronches, car ils sont restés pendant des jours dehors, dans le froid. Beaucoup souffrent aussi du ventre. Ils ont mangé n'importe quoi. Les plus grands, qui ont couvert des kilomètres, ont, comme leur parents, les pieds abîmés. Psychologiquement, ils sont plus costauds que les adultes, car ils donnent l'impression d'oublier plus vite. Mais, ce n'est qu'une impression. »*

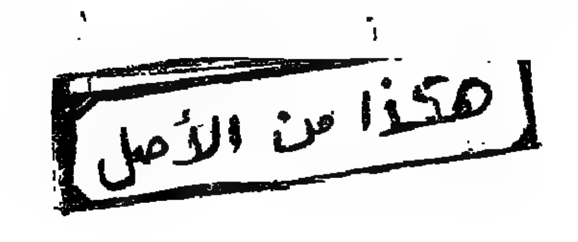
Quatre gosses jouent dans la poussière. Ils montrent leurs billes comme des trophées. *« Je les ai cachées dans ma poche quand les Serbes nous ont dit de partir »*, dit l'un. *« Chez moi, j'en avais un gros sac*, ajoute l'autre. *Maintenant, elles sont peut-être brûlées. » « Les billes, ça ne brûle pas ! » « Alors, ils les ont volées pour leurs enfants. »* Pourraient-ils être copains avec des enfants serbes ? *« Non ! Ce sont tous les mêmes, des voleurs de pays ! » « On ne veut pas être amis avec eux, on n'en veut pas, qu'ils rentrent chez eux ! »* Halil, treize ans, a vu des cadavres dans la rue. Sans doute pour la millième fois, il raconte à ses copains : *« Ils n'avaient plus d'yeux, plus de bras, et il y avait beaucoup de sang. » « Moi, j'ai vu des animaux morts, même un petit cheval, j'y pense toujours, surtout la nuit. » « Chez moi, ce sont les vaches qu'ils ont tuées. Quand nous sommes partis, nous sommes montés sur une colline et nous avons vu de la fumée noire, très noire, qui venait du village, c'étaient peut-être les vaches qui brûlaient. »*

« Notre pays sera libéré par l'OTAN et par l'UCK », explique Bairam, treize ans, qui fait rire ses amis en affirmant : *« Si je voyais un Serbe de mon âge, je lui demanderais de partir tout de suite, d'aller en Serbie, dans son pays, sinon, je le boxerais. »*

Halil parle de l'échoppe de son père, serrurier. *« Je travaillais avec lui en rentrant de l'école, c'était amusant. »* Il demande : *« Vous croyez qu'il y a encore des ennemis chez nous ? »* Son frère *« fait le soldat avec l'UCK »*. Iraient-ils se battre s'ils en avaient l'âge ? Un cri, unanime : *« Oui, Oui. »* Et de mimer un soldat avec une mitraillette. Préfèrent-ils rester ici ou aller ailleurs en Europe ? *« Je préfère rester ici, c'est plus près de chez moi »*, dit Halil, qui ajoute, poli : *« Même si la France est un beau pays. »* Un adulte entend la conversation et lui souffle quelque chose à l'oreille. Le petit bout d'homme se redresse, rougit, et lance d'une voix assurée : *« Je salue le président Bill Clinton. »* Nouvelle intervention de l'adulte. *« Et le président Jacques Chirac ! »*

Nous, nous vous saluons tous, gosses du Kosovo.

José-Alain Fralon



Attaquer par la Hongrie

par Alain Destexhe

ET si, afin de régler durablement la question des Balkans, l'OTAN se fixait comme objectif, non seulement la reconquête du Kosovo, mais aussi la défaite du régime de Belgrade ? Très rapidement, les pays alliés vont se trouver face à des choix politiques et militaires majeurs, dont ils ne pourront faire l'économie.

Concernant le Kosovo, outre la défaite, il n'y a que quatre options principales. La première, celle consistant à maintenir le Kosovo comme une partie de la Serbie dans le cadre de Rambouillet, n'est plus possible : les Albanais ne l'accepteront plus. La deuxième, la partition du Kosovo, consacrerait la victoire de Milosevic avec de terribles conséquences pour la stabilité de la Macédoine et de l'Albanie. La troisième consisterait à créer au Kosovo un protectorat international qui aurait le statut d'une république yougoslave : ce serait une façon de préserver les apparences tout en accordant aux Albanais une indépendance de fait. Enfin, l'indépendance pourrait être octroyée dès maintenant : il s'agirait d'un signal ferme de détermination face à Milosevic, mais le règlement de l'ensemble des problèmes des Balkans n'en serait guère avancé.

Quel que soit l'avenir du Kosovo, il n'y aura cependant pas de solution durable dans les Balkans aussi longtemps que Milosevic conservera le pouvoir à Belgrade. Même en supposant, dans une version très optimiste, la reconquête du Kosovo et le retour des réfugiés, Milosevic gardera une terrible capacité de nuisance en Bosnie et à l'intérieur des frontières de la Serbie, où vivent d'importantes minorités musulmanes et hongroises. Il peut reproduire, au sein de la Serbie, le même scénario déstabilisateur qu'en Croatie, en Bosnie et au Kosovo avec son cortège d'atrocités et de purification ethnique.

C'est un type de guerre auquel l'OTAN se prépare depuis cinquante ans

Les alliés doivent avoir pour but d'installer un gouvernement modéré à Belgrade et de réintégrer la Serbie dans la communauté internationale. Mais comment se débarrasser de Milosevic ? Après les récentes purges dans l'armée, devenue un des principaux piliers du régime, un coup d'Etat semble peu probable, de même que l'assassinat du dictateur, dont les apparitions en public sont strictement limitées. Un jugement devant le Tribunal de La Haye relève aujourd'hui du voeu pieu et l'exil dans un pays tiers comme la Russie ou la Biélorussie devient de moins en moins plausible au fur et à mesure que la responsabilité directe de Milosevic dans les crimes contre l'humanité est mise en évidence.

De plus, qui pourrait lui succéder ? Vojislav Seselj, le *leader* du Parti radical serbe, le second parti de Serbie, ne constitue évidemment pas une solution alternative souhaitable. Tous les autres responsables nationalistes, comme Vuk Draskovic, se sont ralliés à Milosevic, et la campagne de raids aériens a renforcé le soutien au dictateur. Avec une opposition démocratique et une presse sous contrôle, les conditions d'émergence d'un pouvoir démocratique et modéré sont loin d'être réunies.

Les alliés sont donc confrontés à un dilemme : accepter de laisser Milosevic au pouvoir ou le défaire militairement. Il y a moyen de battre Milosevic et son régime à un coût politique et militaire sans doute moindre que s'il demeurait au pouvoir à Belgrade. Milosevic et son armée n'auraient aucune chance face à une attaque de l'OTAN au départ de la Hongrie, à travers les plaines de Voïvodine. Ce territoire est beaucoup moins exposé que les montagnes du Kosovo et c'est un type de guerre auquel l'OTAN se prépare depuis cinquante ans.

Certes, cette proposition se heurterait aux réticences de la Tchéquie et de la Hongrie. Elle implique aussi de créer un nouveau précédent en droit international et présente un risque majeur d'escalade avec la Russie. Mais ces dangers – et d'autres – doivent être comparés à ceux de maintenir Milosevic à Belgrade, libre de continuer à mettre le feu aux poudres dans toute la région.

Pour commencer à régler définitivement les problèmes des Balkans, le déploiement des troupes terrestres ne devrait donc peut-être pas avoir lieu là où certains le réclament et l'attendent.

***Alain Destexhe** est sénateur belge et président de l'International Crisis Group.*

Les Serbes dans la caverne de Slobodan Milosevic

par Thomas Hofnung

A quoi pensent les Serbes sous les bombes de l'OTAN ? Sur les rares images transmises par la télévision yougoslave, on aperçoit tantôt les Belgradois *« défiant »* les avions alliés dans des concerts organisés dans le centre de la capitale, tantôt les visages apeurés de ceux qui, tapis au fond des caves tentent de se protéger d'éventuels *« dégâts collatéraux »* occasionnés par les frappes de l'Alliance atlantique.

Comment les plaindre, eux qui n'éprouvent pas la moindre compassion pour le calvaire des Albanais, faisant bloc autour de Slobodan Milosevic ? Les Serbes n'ont-ils pas mérité, en définitive, la « correction » que l'Alliance atlantique est en train de leur infliger ? Où étaient-ils quand Vukovar brûlait, quand Sarajevo agonisait sous les obus de Radovan Karadzic ou quand les soldats du général Mladic exterminaient près de huit mille Bosniaques à Srebrenica ?

Et pourtant, la majorité silencieuse et passive de la population serbe souffre elle aussi. Elle ne souffre ni de faim ni de soif, mais elle ne comprend pas pourquoi l'Occident s'acharne sur son pays de la sorte. Jusqu'au dernier moment, les Serbes ont cru qu'ils pourraient échapper aux bombardements de l'OTAN. Comme si la répression orchestrée par leurs autorités au Kosovo ne les concernait pas. Comme si l'échec des négociations de Rambouillet n'avait aucune incidence sur leur vie quotidienne. Comme si, en tant que citoyens yougoslaves, ils n'avaient pas leur mot à dire dans ce drame.

Comment expliquer ce qui est pour nous la preuve de leur terrible aveuglement ? Pourquoi marchent-ils en cadence derrière leur président dans une fuite en avant suicidaire ? Il est aujourd'hui impératif d'examiner la façon dont le régime de Slobodan Milosevic est parvenu à obtenir un consensus unanime dans cette crise, alors même que son bilan depuis dix ans est désastreux sur tous les plans. Car l'issue de la crise actuelle repose en grande partie sur la capacité du président yougoslave à conserver le soutien sans faille de ses concitoyens.

L'intense propagande télévisuelle à laquelle ceux-ci sont soumis quotidiennement, depuis l'accession au pouvoir de Slobodan Milosevic, – et qui en ce moment même leur dissimule aussi bien la réalité du *« nettoyage ethnique »* au Kosovo que les pertes subies par ses forces militaires –, est déterminante. Mais elle n'explique pas tout. Ce travail de conditionnement n'aurait pas eu un tel impact s'il ne jouait pas habilement des angoisses et des peurs viscérales qui tenaillent les Serbes.

L'histoire tourmentée de la région – cinq cents ans de joug ottoman, les guerres balkaniques du début du siècle et deux guerres mondiales – a d'abord appris aux Serbes à redouter plus que tout la privation de liberté et la perte d'indépendance. Ce peuple n'est certes pas le seul à avoir subi une telle succession de drames dans les Balkans. Mais cette peur irraisonnée s'est *doublée chez lui d'une paranoïa aiguë* : à l'entendre, le monde entier comploterait contre sa patrie et travaillerait à sa destruction.

Ce complexe n'est pas surgi de nulle part. Attaqués par les Austro-Hongrois en 1914, bombardés et soumis par Hitler en 1941, massacrés par les oustachis croates (pronazis) durant la seconde guerre mondiale, les Serbes ont en outre appris à vivre, à partir de 1948 (date de la rupture entre Tito et Staline), avec l'idée que leur pays – sorte de zone grise entre l'Est et l'Ouest – pouvait être à tout moment envahi par les troupes soviétiques.

Au début de cette décennie, pour essayer de maintenir sa férule sur la Fédération, le pouvoir centralisateur de Belgrade a canalisé l'angoisse serbe du complot international contre les *« sécessionnistes »* slovènes et croates, puis bosniaques. Ainsi, le 12 mars 1991, avant le début de la guerre entre Serbes et Croates, le ministre de la défense fédéral, le général Veljko Kadijevic, a réuni la présidence collégiale yougoslave afin d'arracher à ses membres l'instauration de l'état d'urgence pour enrayer la dislocation de la Fédération titiste. Pour tenter de les convaincre, le responsable militaire a évoqué *« un plan »* en trois points élaboré par *« des traîtres pour anéantir la Yougoslavie »*. Le premier volet de ce plan, selon M. Kadijevic, consistait à *susciter une guerre civile*. Le second à exiger *« l'intervention étrangère »*. Le troisième volet : *« L'instauration de régimes fantoches dans toute la Yougoslavie. »*

Ils contemplent, comme ensorcelés, les fantômes de destruction et de mort projetés sur les parois de cette immense prison

Depuis le début de la crise au Kosovo, le régime de Slobodan Milosevic a utilisé la même tactique. Il n'a cessé de marteler que l'UCK avait été *« armée et entraînée par les Américains »* pour susciter la guerre dans la province, autoriser une intervention de l'OTAN et donner ainsi le coup de grâce à la Yougoslavie (Serbie - Monténégro). A l'appui de sa thèse, le régime a exploité la moindre maladresse des Occidentaux.

En définitive, Slobodan Milosevic est parvenu habilement à déplacer les termes de l'équation kosovar. Le président yougoslave, qui ne voulait pas d'un accord sur le Kosovo *synonyme de mort politique*, a persuadé l'opinion que l'autonomie proposée par les Occidentaux équivalait tout simplement à la mort de la Serbie. La décision lourde de conséquences de l'OTAN de mener des raids non pas seulement au Kosovo, mais sur tout le territoire yougoslave, lui a donné raison aux yeux de ses concitoyens.

Ces bombardements, qui parachèvent dix ans de crise en Serbie, ont en tout cas achevé de déboussoler la population. Elle ne croit plus en rien, ni en personne. Les Serbes se méfient de Slobodan Milosevic, mais ils le croient quand il affirme que les Occidentaux veulent les anéantir.

C'est pourquoi, après avoir sauvé du naufrage les Albanais du Kosovo, il nous faudra aussi aider les Serbes à sortir de la caverne où ils contemplent, comme ensorcelés, les fantômes de destruction et de mort projetés par Slobodan Milosevic *sur les parois de cette immense prison* qu'est devenue la Serbie depuis dix ans. C'est l'une des conditions essentielles pour une paix durable dans les Balkans.

***Thomas Hofnung** est journaliste indépendant.*

Il faut européaniser les Balkans

Suite de la première page

L'ibérique est à l'origine du plus grand événement de notre ère : la découverte de l'Amérique ; elle réalisa, en quelque sorte, le doublement du monde. L'italique fit don à l'Europe de la civilisation romaine. La troisième, par la Grèce, a engendré toute la civilisation occidentale.

Cette péninsule balkanique fut tout à la fois celle qui a apporté et continue d'apporter le plus de complications au monde contemporain. On dirait qu'elle réclame une compensation pour les Lumières qu'elle prodigua jadis au reste du monde et que celui-ci, selon elle, a trop longtemps oubliées.

En fait, l'Europe a souvent négligé ou méprisé les Balkans. Elle en a détourné son attention, surtout durant les cinq siècles de domination ottomane. Ce furent des poètes, avec à leur tête Lord Byron, qui, touchés par le triste sort des Grecs, des Albanais, des Roumains et des Slaves du Sud, sonnèrent le tocsin pour attirer sur eux l'attention du monde. Entre-temps, d'épaisses strates s'étaient amoncelées, comme au fond de fosses profondes, dans la mémoire de ces peuples. Isolés, séparés du reste du continent, ils conçurent toutes sortes de fantasmes, de mythes et de légendes auxquels ils se mirent eux-mêmes à croire. Par surcroît, ils en firent leurs plates-formes nationales.

N'oublions pas que, dans cette grande péninsule, comme si la mosaïque de peuples, de langues, de religions et de cultures, si riches et à la fois si différentes, ne suffisait pas, sont enterrées les ruines de trois grands empires : romain, byzantin et ottoman. On sait bien que les ruines, à certaines époques, peuvent jouer un rôle important dans la vie des peuples.

Ainsi s'explique le fait que les habitants de cette région, au lieu de se réjouir de la lumière de la liberté, et de devenir solidaires entre eux, de se mettre conjointement à l'œuvre pour réparer les effets des catastrophes qu'ils avaient subies, se sont souvent évertués à faire le contraire : à se ruer aveuglément les uns contre les autres, au nom de ces fantasmes que chacun avait forgés dans sa solitude. Ce qui les conduisit à commettre pas mal de bêtises qui leur valurent des épithètes malveillantes et, souvent, l'irritation de l'Europe et du reste du monde.

Les peuples des Balkans firent l'objet de nombre de maximes et de dictons mettant surtout l'accent sur leur indisponibilité à s'engager sérieusement dans la résolution d'un problème. La formule de Churchill : *« Les Balkans produisent plus d'histoire qu'ils n'en consomment »*, est bien trouvée. Mais si Churchill, qui dépensa tant d'énergie pour la défense de la civilisation européenne, avait, à Yalta, arrêté son attention non pas seulement quelques minutes, mais quelques heures, sur le sort de deux ou trois peuples des Balkans, beaucoup d'horreurs auraient depuis longtemps été évitées.

Aujourd'hui encore, nous souffrons des vestiges de ce long oubli, de la substitution de bons mots et de propos de salon aux vérités fondamentales. Bien des faits essentiels demeurent encore trop mal connus... Certes, personne en Europe, aux Etats-Unis et moins encore dans le reste du monde n'est forcé de connaître dans le détail l'histoire des Balkans. Mais quand éclate un conflit d'une telle gravité, certains éléments-clés doivent obligatoirement en être remis au jour. Il n'est pas superflu, par exemple, de savoir que le peuple le plus nombreux de la péninsule est le roumain, que les quatre autres, grec, serbe, albanais et bulgare, sont, à cet égard, quasiment du même ordre de grandeur. Cette donnée épargnerait l'idée fausse selon laquelle la Serbie serait, dans les Balkans, un grand pays, appelé de ce fait à y jouer un rôle d'arbitre, alors que les Serbes sont trois fois moins nombreux que les Roumains.

Cette méconnaissance s'est étendue à tout ce qui concerne les Balkans. Pour certains, il s'agit d'une péninsule peuplée principalement de Slaves, alors que ces derniers n'y représentent qu'un tiers des 70 millions de Balkaniques. Cette dernière imposture, répandue indirectement par les Slaves eux-mêmes, a servi à défendre et continue de justifier le prétendu droit de la Russie à intervenir dans les Balkans. Pour devenir plus crédible, la présence des Slaves dans la péninsule a été faussement identifiée à la place de la religion orthodoxe ou encore à l'aire qu'y occupèrent les régimes communistes. Si bien que, pour les gens qui n'entendent pas s'attarder sur le casse-tête balkanique, religion orthodoxe, communisme et slavisme ont été fondus dans un même trinôme pour donner naissance à un « monstre géopolitique », du type de ceux que l'on rencontre dans les contes fantastiques.

Alors que la mystification triomphe dans des domaines aussi manifestes et concrets que la géographie, le système politique et la religion, on imagine ce qu'il peut en être avec l'« histoire » des Balkans ! Elle a été falsifiée de la manière la plus monstrueuse, pour *étayer et justifier le crime ethnique*.

La plus vaste péninsule d'Europe n'aurait sans doute pas connu ce sinistre sort si le continent lui avait accordé plus tôt son attention. L'indifférence conduit à la méconnaissance et cette dernière, quand elle va trop loin, ramène à une vieille mentalité colonialiste, celle du conquérant qui, depuis sa loge, regarde *« les peuples se battre entre eux pour des broutilles »*. L'ère chrétienne a commencé par un pareil acte d'indifférence tragique, le jour où Ponce Pilate se lava les mains de toute responsabilité dans le procès fait à Jésus-Christ. L'on ignore la teneur du rapport secret que Ponce Pilate dut envoyer au Sénat romain pour lui faire part, entre autres, des troubles survenus en Palestine. Ce rapport a été perdu mais la légende lui a substitué le fameux geste qui rend on ne peut mieux compte de l'attitude du

Pour les gens qui n'entendent pas s'attarder sur le casse-tête balkanique, religion orthodoxe, communisme et slavisme ont été fondus dans un même trinôme pour donner naissance à un « monstre géopolitique »

consul romain. Depuis la Crucifixion, ce geste a souvent été repris dans l'histoire du monde. Cette pseudo-impartialité, portant condamnation des deux parties, la tendance à ne pas distinguer le bourreau de la victime pour donner à penser qu'on assiste au déroulement des faits en simple spectateur, que l'on se situe au-dessus de la mêlée, etc., a été et demeure une attitude fort commode. En réalité, c'est la plus hypocrite : sous couleur d'équité, elle tend à dissimuler un plein soutien au crime.

Le geste de Pilate a souvent été imité et continue de l'être aujourd'hui encore dans le conflit serbo-albanais à propos du Kosovo. Tout le monde peut constater que des forces et une police armées jusqu'aux dents ont en face d'eux un peuple sans défense, qui voit sa vie détruite. Pourtant les voix n'ont pas manqué pour *« condamner à la fois les deux parties »* ! On a ainsi institué une symétrie criminelle, en plaçant sur le même plan la neutralisation de policiers serbes par la Résistance kosovare et le martyre d'un peuple entier. On a mis en doute des massacres comme ceux de Raçak en avançant comme arguments le déplacement supposé, de quelques mètres à droite ou à gauche, de certains cadavres, comme si cela pouvait changer quoi que ce soit à la nature des *faits, comme si les victimes* n'étaient pas des êtres humains réellement mis à mort, mais des comédiens simulant la mort.

Le même type de comportement s'est retrouvé jusque dans les récentes manifestations communistes, qui avaient pour principal souci de condamner les bombardements de l'OTAN, mais passaient presque sous silence le génocide perpétré contre tout un peuple. Cette surdité, cet aveuglement volontaires, en un temps où une Europe nouvelle cherche à voir le jour, sont réellement inquiétants, comme l'est aussi l'étrange attendrissement manifesté pour le dernier pays stalinien du Vieux Continent.

Pour défendre le crime serbe, on sort du fond des tiroirs toutes les formules possibles : *« intangibilité des frontières »*, *« violation de la souveraineté d'un Etat »*... Ces avocats du crime ignorent-ils qu'il suffit d'un massacre perpétré contre des enfants pour faire perdre toute légitimité à un Etat ? Or, au Kosovo, la mise à mort de femmes et d'enfants par la machine répressive serbe n'est, pour celle-ci, qu'un acte de barbarie parmi tant d'autres.

En intervenant militairement dans les Balkans, l'Europe atlantique a ouvert une nouvelle page dans l'histoire de la civilisation mondiale. Cette guerre, elle ne l'a pas entreprise pour du pétrole, comme on a souvent cherché à l'en *accuser par le passé, ni pour* d'autres intérêts matériels, mais pour un principe : la défense des droits et de l'existence du peuple le plus déshérité de ce continent. L'Europe devient par là l'Europe des hommes. Elle affiche un programme nouveau. Elle ne se dérobe plus. Elle entend punir le crime.

C'est là un acte fondateur et, comme tout acte de ce genre, il n'est pas accompli dans la joie mais dans la douleur. Les nouvelles pages de l'histoire ne se tournent pas dans les kermesses ou les banquets, mais dans de semblables situations dramatiques.

Pour en revenir à la question : la péninsule balkanique peut-elle être européanisée ? la seule réponse devrait être : non seulement elle le peut, mais elle le doit. Première raison : *les Balkans sont la cour de la* maison européenne, et dans aucune maison il ne peut y avoir de paix si l'on se bat et l'on s'entre-égorge dans la cour. Seconde raison : l'immense énergie humaine, souvent déployée dans un sens négatif, peut et doit être mise au service de la vie dans cette région du monde. Mais, pour que la vie revienne dans les Balkans, il faut que leur territoire soit définitivement pacifié.

A l'orée du nouveau millénaire, l'humanité se doit, toujours plus, de procéder à un nouvel examen de conscience. Il lui faut exorciser un crime très ancien, perpétré par la Grèce antique contre un autre peuple, les Troyens, et qui, à travers la littérature, a conféré à la civilisation grecque cette sublime élévation que nous lui reconnaissons aujourd'hui encore. Hélas ! de pareils cas sont rarissimes dans l'histoire. Après la seconde guerre mondiale, les Allemands ont eux aussi accompli cet exorcisme et repris ainsi leur place dans la famille européenne. D'autres pays, cependant, en sont encore loin. Au lendemain de la chute du nazisme, sept peuples d'Europe centrale et orientale, quelque 100 millions d'hommes, sont tombés sous la botte du communisme soviétique. Cette oppression leur infligea de lourdes pertes et d'immenses souffrances. Or, jusqu'à ce jour, aucun signe de repentir n'a été manifesté de la part des oppresseurs. Au contraire, on entend des appels de plus en plus nombreux à la restauration de l'Empire, autrement dit du crime stalinien. C'est ce crime qui menace aujourd'hui l'Occident et avec celui-ci la Russie libérale elle-même.

Actuellement, dans les Balkans, s'affrontent deux mondes absolument opposés. Dans de pareils heurts, le monde démocratique paraît plus faible, alors que la barbarie, elle, donne l'impression de *devoir prendre le dessus. Cela tient à* l'absence de toute commune mesure entre deux visions du monde, l'une qui respecte les principes, l'autre qui les bafoue. Mais ce n'est là qu'une impression passagère.

Brusquement, le peuple albanais, l'oublié du continent, a été placé au centre de l'attention mondiale, dont il avait tant rêvé. Contre sa volonté, il se voit dans la plus violente tourmente. Mais est-il destin plus cruel que d'attirer l'attention au prix d'une tragédie d'une telle ampleur ? Ce peuple martyr s'efforce, avec dignité et résignation, de porter sur ses épaules meurtries le poids de cette tragédie. Puisse le monde ne pas l'oublier !

Ismail Kadaré

ans la caverne
Milosevic

Kosovo : le jeu d'Evgueni Primakov

LA PARTIE qui se joue entre Belgrade et Moscou, largement masquée par la tragédie plus vaste dont elle devient peu à peu une simple incidente, n'en est pas moins décisive pour l'avenir d'un homme, le premier ministre russe Evgueni Primakov, et plus encore de toute une stratégie intimement liée à cet homme : la reconstitution d'une identité néo-impériale eurasiatique sur les décombres de l'ancienne Union soviétique.

Primakov sait ce qu'il veut et ne veut pas des Serbes, des Albanais et des Turcs ; de surcroît, il a participé à des luttes factionnelles capitales en la matière qui ont laissé de nombreuses traces dans l'histoire de la diplomatie couverte de l'Union soviétique qui était le domaine d'élection du semi-défunt KGB. Les comprendre, c'est au moins comprendre la moitié du programme Primakov.

Tout d'abord, son aversion profonde pour Milosevic et sa clique : le programme national serbe, c'est celui d'une Russie réduite à son cerveau reptilien, ou plutôt d'une Russie à laquelle on aurait arraché son intelligentsia et sa capacité de projection historique vers l'avenir, comme la réalisation cauchemardesque de la nouvelle de Boulgakov « Coeur de chien », où le grand romancier russe avait imaginé cette greffe, proprement monstrueuse, d'un coeur de chien sur un homme, aux fins de mieux comprendre l'esprit d'un certain bolchévisme : avec Milosevic, le parti rouge-brun est au pouvoir à Belgrade, comme il l'est à Minsk chez Loukachenko ; à chaque crise moscovite, on a bien entraperçu les pattes ensanglantées de l'ami serbe déposer leurs marques sur le coup d'Etat de Yazov et Kryouchkov contre Gorbachev en 1991, sur celui de Routskoï contre Eltsine en 1993, sur le financement de la campagne nationale stalinienne de Zlouganov en 1996.

Le but du groupe réaliste qui s'inspire de l'héritage politique de Youri Andropov en Russie – et dont Primakov est sans nul doute le chef – va donc à l'encontre des diverses purifications ethniques jusqu'ici entreprises dans les Balkans : en Ukraine, il encourage l'assimilation totale des Russes, même ceux de Crimée, confortant le point de vue des Ukrainiens modérés afin de faciliter un compromis historique avec le gouvernement de Kiev et le grand voisin du Sud tout entier, soit l'exact inverse de la politique serbe en Croatie ; au Kazakhstan, il flatte la mégalomanie du grand « Khan » Nazarbaev en échange de son adhésion à une politique globale de renforcement de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et fait taire la majorité russophone de la République, très exactement ce qu'un leader serbe doué de raison se devait de faire avec Izetbegovic en Bosnie. L'approche prudente et respectueuse de l'islam qu'ont choisie les Russes à Kazan, à Oufa, au Caucase pour mieux isoler les Tchétchènes, prouve également que Moscou a écarté pour l'instant la tentation d'une politique *« à la Samuel Huntington »* qui en ferait le porte-étendard de l'orthodoxie souffrante.

UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE

Pour continuer cette stratégie modérée dans l'expression, mais ambitieuse dans les objectifs finaux, la reconstitution de l'espace soviétique sous la forme d'une confédération politico-stratégique volontaire, Primakov a en réalité besoin que Milosevic échoue : son succès, même partiel, jetterait définitivement les trois Etats que Primakov courtise le plus assidûment – Ukraine, Ouzbékistan et Azerbaïdjan, *« les trois petits grands de la CEI »* – dans les bras des Américains et accélérerait à terme la fascisation provisoire de l'opinion moyenne en Russie même.

Car ne nous y trompons pas, les Russes, qui ont été relativement indifférents aux tribulations tchétchènes sur leur propre territoire, ont pris fait et cause pour les Serbes avec un rare enthousiasme, identifiant les malheurs de la petite nation balkanique aux désillusions et humiliations de la grande soeur du Nord. Les experts, qui voient la Russie officielle moins irritée qu'elle ne le prétend, ont donc partiellement raison, mais ils font l'impasse sur les passions dynamiques d'une opinion qui peut s'enflammer, surtout en cas de nouvelle baisse de la valeur du rouble que l'on mettrait facilement sur le compte de l'ennemi occidental (ce qui justifie largement la mansuétude toute provisoire du FMI).

Que faire donc ? Jusqu'ici, l'approche était simple : la Russie accompagnait Milosevic dans ses difficultés sans jamais l'aider sérieusement, mais en donnant le sentiment qu'elle demeurait l'amie véritable des Serbes de manière à figurer en bonne place aux obsèques officielles de la camarilla nationaliste de Belgrade. Avec la crise pourtant, le jeu se complique singulièrement car les mises augmentent : que la Russie prouve son utilité diplomatique en trouvant une solution de compromis et elle obtient sans doute un effacement presque total de sa dette publique et un mandat de gestion illimité de son étranger proche ; qu'elle s'enferre pendant que le conflit s'aggrave et la voilà coupée de tout l'Occident, mais aussi durablement du monde turc et même de pays proches comme la Bulgarie et la Macédoine. Il va sans dire que, dans ces conditions, le miracle politique Primakov sera devenu depuis belle lurette le fiasco Primakov.

UN ÉPISODE MAL VENU

Or le premier ministre vient d'assumer en matière stratégique un risque calculé très important avec le lâchage du PKK kurde d'Abdullah Öcalan : la décision d'expulser de Moscou le chef révolutionnaire, longtemps favorisé très directement par le KGB, est la cause véritable de la cavale désespérée du Pol Pot de l'Euphrate, suivie de sa capture désopilante par les services secrets turcs à Nairobi. Cette décision n'est pas peu de chose : elle vient en fait clore peut-être définitivement un débat-affrontement de vingt ans dans les services de sécurité russes et soviétiques sur le sens et la nature des intérêts fondamentaux de Moscou au Moyen-Orient. Vers 1977, un groupe fortement anti-occidental mise sur l'alliance stratégique avec la Syrie, encourage la déstabilisation de l'Iran impérial en pénétrant les mouvements islamistes de Téhéran, de l'Afghanistan, avec les conséquences que l'on sait et de la Turquie par l'appui presque sans limites fourni à l'Asala arménienne, à la mafia turque via la Bulgarie, au PKK kurde et même à l'ultra-gauche turque.

L'attentat contre le pape de 1981 est au bout de ce développement catastrophique auquel Andropov cherchera à mettre un point final lors de son bref proconsulat. Cette politique de redressement modéré et proturc était déjà alors celle de deux généraux du KGB, Aliev et Primakov, dont l'un est aujourd'hui président de l'Azerbaïdjan et l'autre... premier ministre de la Russie ; malgré leurs divergences nombreuses et pétrolières, les deux hommes sont à présent d'accord pour s'entendre, et Primakov souhaitait tout particulièrement proposer à un Bülent Ecevit, qu'il espère voir plébiscité en Turquie par le suffrage universel, un nouveau code de bonne conduite qui sanctionne une large présence des entreprises turques en Russie en échange d'une modération réciproque, et d'une garantie russe de l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

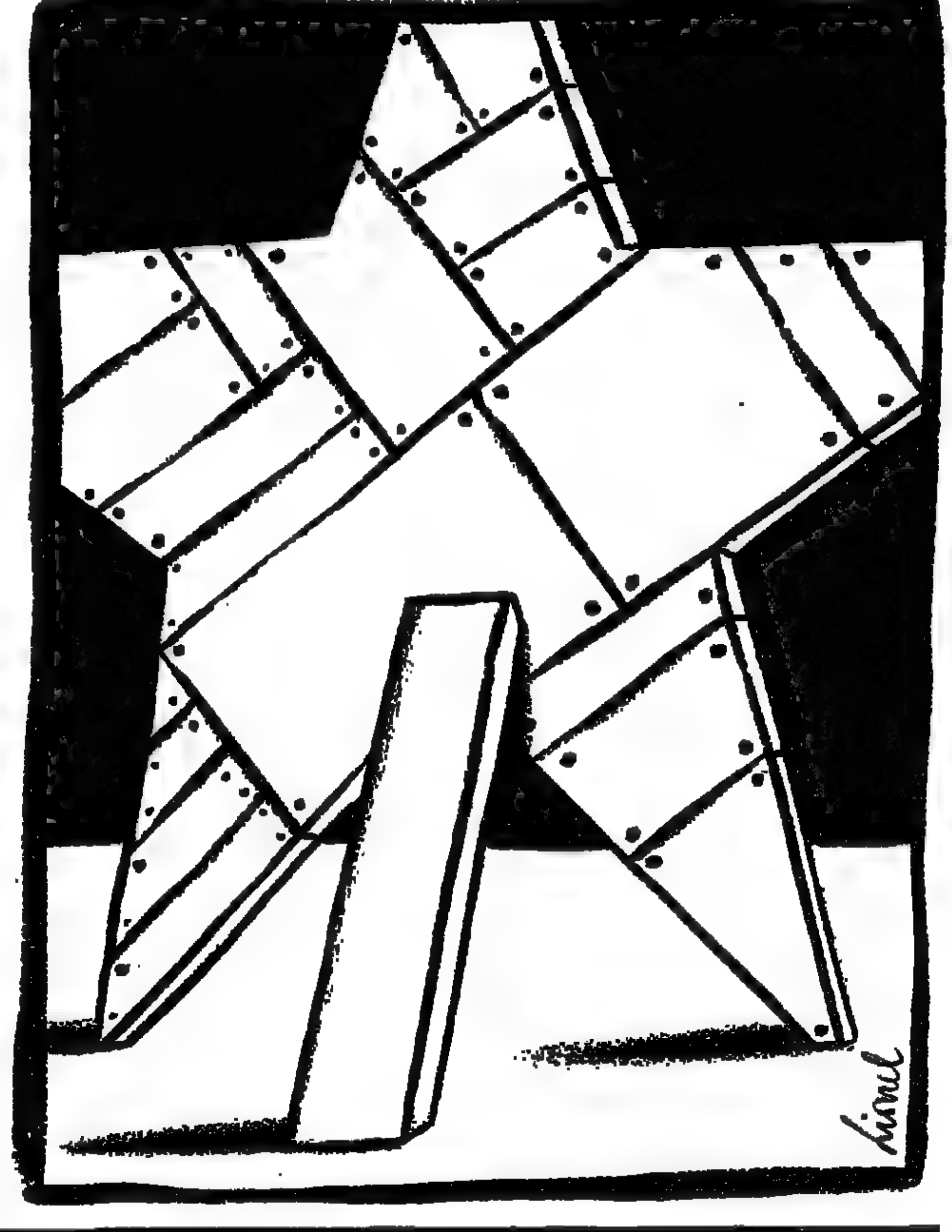
C'est dire si l'épisode kosovar, où la Russie semble consentir à l'une des plus grandes tueries de musulmans du siècle qui s'achève, est mal venu dans la réalisation d'une telle approche, dont dépend à moyenne échéance l'avenir pétrolier et ethnique de la Russie sur son flanc sud.

Mais il n'est pas moins vrai qu'une diplomatie russe qui arrêterait efficacement la guerre sur une ligne de cessez-le-feu acceptable pour les Albanais, les Turcs et l'opinion musulmane de l'ancienne URSS, tout en sauvant la Serbie des pires conséquences d'une offensive terrestre généralisée, obtiendrait un triomphe. L'Occident, qui doit montrer sa force sans hésiter face à l'agression serbe, a tout intérêt maintenant à une telle issue douce-amère du conflit, qui déboucherait sur une conférence régionale, sur le modèle de celle de Berlin, il y a plus d'un siècle.

Mais il faut que les Russes aient le courage de suivre une stratégie dont Primakov n'a pour l'instant qu'esquissé les contours, et cela veut dire, comme dans la nouvelle précitée, qu'elle doit procéder à sa manière à l'ablation du « coeur de chien » dont est affublée la Serbie pour son immense malheur : Slobodan Milosevic. Tout cela est beaucoup demander à un pays encore convalescent, mais n'est-ce pas mieux que de le voir lentement dériver vers la décadence, la bêtise solipsiste et les théories du complot, au terme desquelles, on le sait, il n'y a plus que l'abjection ethnocentrique ?

Alexandre Adler pour Le Monde

Star *par Lionel Portier*



RECTIFICATIFS

Fitoussi

Le signataire de l'article sur « La croissance enviée de la France » (*Le Monde* du 8 avril) n'était pas Michel Fitoussi, comme indiqué par erreur en première page, mais bien Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et éditorialiste associé du *Monde*.

Crédit lyonnais

Dans l'article intitulé « L'introduction en Bourse du Crédit lyonnais est programmée pour juin » (*Le Monde du* 1er avril), il fallait lire que les salariés de la banque pourront avoir 10 % de la part du capital de la banque qui sera cédée en Bourse (soit environ 5 % du capital total), et non 10 % du capital total.

BNP et SG Paribas

Suite à l'article intitulé « La Société générale et Paribas durcissent leur opposition au projet de mariage avec la BNP » (*Le Monde* daté du 8 avril), Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, nous indique qu'il n'est plus administrateur de la Société générale depuis le 3 mars, date à laquelle il a démissionné de ce poste où il a été remplacé par Claude Bébéar, président du directoire d'Axa. Il précise : *« je considère que la banque française doit se restructurer et se renforcer. Je suis à la disposition des uns et des autres pour aider à un dialogue constructif »* entre la BNP, la Société générale et Paribas.

La banque américaine Morgan Stanley Dean Witter indique par ailleurs que, contrairement à ce que nous indiquions dans ce même article : *« l'analyste chargé des valeurs bancaires n'a jamais émis un avis négatif sur l'action Société Générale, ni avant l'annonce du « raid de la BNP », ni d'ailleurs dans les mois qui ont précédé »*.

Légion d'honneur

Georges Loinger, promu officier dans l'ordre de la Légion d'honneur (*Le Monde* du 7 avril), n'est pas vice-président mais président de l'association Les Anciens de la résistance juive en France.

Théâtres nationaux

Deux erreurs se sont glissées dans notre article intitulé « Délicate succession à la tête des théâtres de Chaillot et de Villeurbanne » (*Le Monde* du 7 avril). Jérôme Savary est né en 1942 (et non en 1937). Il achève son quatrième mandat de directeur du Théâtre national de Chaillot et non pas son troisième, comme nous l'avons écrit.

Anti-Otan

Présenté comme un des signataires de l'appel « Non à l'Europe » lancé par la Nouvelle Droite (*nos éditions du 3 avril*), Dominique Jamet nous précise qu'il s'agissait d'un manifeste intitulé « Non à la guerre », *« ce qui ne signifie pas précisément "Non à l'Europe" »*, note-t-il, en soulignant avoir signé cet appel parce qu'il en approuvait *« intégralement le texte sans considération et sans connaissance d'une origine utilisée par la suite pour en discréditer les signataires »*.

Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'audace de la BCE

CEUX qui craignaient que la Banque centrale européenne (BCE) ne soit qu'un clone de la Bundesbank peuvent être aujourd'hui rassurés. La baisse de son principal taux directeur, annoncée jeudi 8 avril, démontre que sa philosophie monétaire se démarque sensiblement de celle de la banque centrale allemande. Et c'est heureux. Elle fait preuve d'un pragmatisme et d'une audace jusqu'alors inconnus sur le Vieux Continent et dont la Réserve fédérale américaine semblait détenir l'exclusivité. La souplesse de Wim Duisenberg, le président de l'institut d'émission européen, contraste avec la rigidité et la frilosité affichées dans le passé par Hans Tietmeyer, le patron de la Bundesbank, et Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France.

La BCE a choisi de réduire ses taux – avec une ampleur qui a même surpris les marchés financiers – alors que de nombreux éléments auraient pu être invoqués pour justifier un statu quo : croissance soutenue de la masse monétaire, manque d'empressement des pays européens à assainir leurs finances publiques et à réduire leurs déficits, remontée récente des cours du pétrole éloignant le spectre d'une déflation dans l'Euroland. Surtout, la Banque centrale européenne a choisi d'assouplir sa politique monétaire alors même que l'euro, dont elle est la gardienne, donne des signes de faiblesse (il a perdu près de 10 % face au dollar depuis son lancement). Et elle l'a fait dans un environnement géopolitique tourmenté, avec la guerre toute proche du Kosovo qui pourrait fragiliser durablement la monnaie européenne. Les banques centrales des pays de l'Union ne nous avaient pas habitués à une telle hardiesse.

A l'évidence, la BCE n'a pas l'obsession du taux de change qui était celle la Bundesbank. Elle ne partage pas sa vision patrimoniale et considère qu'une dépréciation de la monnaie n'est pas mauvaise en soi. Qu'elle peut même constituer un stimulant économique efficace. Une telle attitude monétaire, inédite en Europe, n'est pas sans rappeler celle de la Réserve fédérale américaine. A l'image du président de la banque centrale des Etats-Unis, Alan Greenspan, M. Duisenberg paraît se soucier autant du niveau de croissance que de la stabilité des prix.

En baissant ses taux, la BCE reconnaît ainsi que, contrairement aux discours tenus par certains responsables européens, l'Europe, visiblement plus affectée que les Etats-Unis par les différents chocs récents, connaît un ralentissement sensible et inquiétant de son activité. Renonçant à son dogmatisme, elle se préoccupe de reconstituer la confiance qui manque aujourd'hui dans les milieux industriels du Vieux Continent. Le geste de l'institut d'émission européen est aussi un signal en direction des dirigeants politiques. Il appartient maintenant aux gouvernements d'apporter à leur tour une réponse aux difficultés économiques de la zone euro, à prouver qu'ils peuvent mener une politique aussi audacieuse que la Banque centrale européenne.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*),
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Il y a 50 ans, dans Le Monde

L'accord des Trois sur l'Allemagne

LA RENCONTRE à Washington des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France a abouti rapidement à un accord sur les principaux points en discussion au sujet de l'Allemagne. Il s'agit, en somme, d'un statut provisoire de l'Allemagne occidentale, d'un prélude au traité de paix.

Ce problème n'était pas de la compétence des généraux, mais des gouvernements. Pouvait-on demander aux chefs des gouvernements militaires de se suicider ? Ils seront remplacés par des commissaires civils. C'est là un des traits essentiels du statut d'occupation. Plus simple que l'ancien projet, il laissera au futur gouvernement allemand l'initiative de la législation et de l'administration en matière de politique intérieure, sous réserve du contrôle des Alliés. Ceux-ci s'attribuent la direction de la politique extérieure et l'initiative de toutes les mesures concernant le désarmement, la démilitarisation, les réparations.

La valeur pratique d'un tel statut ne peut être jugée qu'à l'usage. Les Alliés l'ont si bien compris qu'ils ont prévu sa révision dans le délai d'un an. Il est évident qu'il ne pourra fonctionner qu'avec beaucoup de bonne volonté de part et d'autre. Les Alliés ne devront limiter la liberté d'action des Allemands que dans la mesure où leurs besoins essentiels l'exigeront, renoncer à imposer leurs vues personnelles quand ces besoins ne seront pas en jeu. Les dirigeants politiques allemands devront s'accommoder d'une restriction de leur indépendance, toujours pénible, et se dispenser d'une surenchère nationaliste, trop facile en pareil cas.

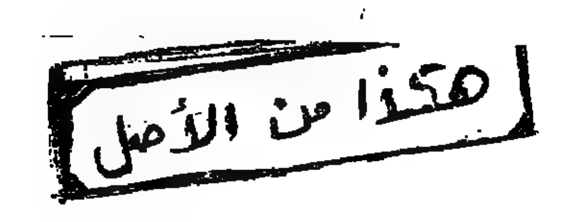
(10-11 avril 1949.)

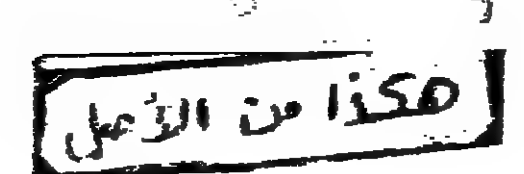
Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

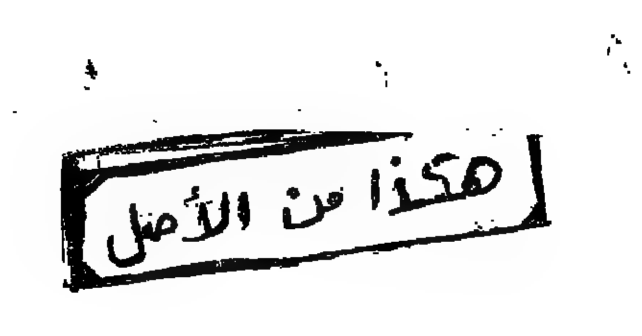
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78




هكذا من الأصل


هكذا من الأصل

DISPARITIONS

■ **PIERRE ANDRÉ-MAY**, ancien animateur de la revue *Intentions*, est mort jeudi 1er avril dans sa quatre-vingt-dix-huitième année. Né à Paris en 1901 dans une famille aisée, Pierre André-May, secondé d'abord par Bertrand de Jouvenel, publie le premier numéro de la revue mensuelle *Intentions* en janvier 1922. Son père, médecin, finance les frais d'imprimerie pour le récompenser de sa réussite au baccalauréat. Cette publication, qui connaît une certaine audience, témoigne, jusqu'en décembre 1924, de la sûreté des choix et des goûts de son directeur. André Gide, Marcel Proust, Paul Valéry et Jules Romains sont les *« maîtres »* que se donne le jeune homme, qui a l'ambition de *« rétablir le culte de la vénération »*. Dans la librairie d'Adrienne Monnier, il a découvert la littérature contemporaine et rencontré quelques-uns des écrivains qu'il admire, comme Léon-Paul Fargue et Valery Larbaud, auquel il consacre un important numéro d'hommage en novembre 1922. Dans les sommaires d'*Intentions*, qui ont la tenue de ceux de la *NRF*, on trouve mêlés notamment les noms de Claudel, Proust, Joyce, Gomez de la Serna, Supervielle, Mauriac, Breton, Eluard et Leiris. Après trente numéros, ne pouvant assurer sa propre subsistance, la revue s'arrête. Pierre André-May se retire alors de la vie littéraire et se lance dans le métier d'antiquaire. En 1945 cependant, il publie un roman, *Le Matin* (éditions du Pavois), dans lequel il raconte son adolescence durant la guerre. Une monographie a été publiée en 1995 : *Intentions, histoire d'une revue littéraire des années vingt*, de Béatrice Mousli (Association Ent'revues).

■ **HENRY BONNEVILLE**, hispaniste, est mort le 15 mars à Grenoble à l'âge de quatre-vingts ans. Ancien professeur à Grenoble, titulaire de la chaire de langue et littérature espagnoles à partir de 1969, il a été le président de l'université Stendhal, de 1970 à 1975, et de la Société des hispanistes français, de 1976 à 1981. Il a mené des recherches approfondies sur l'indigénisme andin et sur la poésie du Siècle d'or, en Espagne mais aussi au Pérou, tout en étant particulièrement au fait des réalités et des problèmes contemporains de l'Amérique andine. Henry Bonneville, poète discret, avait aussi publié deux recueils de poésie, *Mers étranges* (René Lacoste, 1950) et *Il est des jours* (Seghers, 1951).

■ **LUCILLE LORTEL**, productrice de théâtre américaine, est morte dimanche 4 avril à New York. Née le 16 décembre 1900, Lucille Lortel a produit en cinquante ans plus d'une centaine de pièces d'avant-garde, en particulier de Sean O'Casey, David Mamet, Sam Shepard, mais aussi d'Eugène Ionesco, Samuel Beckett ou Jean Genet. Sa production de *L'Opéra de quat'sous* de Kurt Weill, en 1955, est restée célèbre dans les annales du théâtre new-yorkais. Actrice dans les années 20, elle avait renoncé à la scène en 1931 à la demande de son riche mari, dont la fortune lui a permis de se lancer plus tard dans la production. En 1947, elle avait ouvert son premier théâtre dans le Connecticut, puis elle acquit, en 1955, la salle de Christopher Street, à Greenwich Village, qui se nomme aujourd'hui Lucille Lortel Theater.

■ **JESSE STONE**, compositeur notamment de *Shake, Rattle and Roll*, l'un des hymnes du rock'n'roll, chanté par Bill Haley en 1954, est mort jeudi 1er avril en Floride. Né à Atchison (Kansas) le 16 novembre 1901, Jesse Stone débute à l'âge de cinq ans dans la troupe familiale d'acteurs-chanteurs-danseurs, avant de devenir musicien de jazz. Compositeur, arrangeur, il écrit aussi des sketches pour les spectacles de l'Apollo Theater à New York, à la fin des années 30. A la fin des années 40, Jesse Stone rejoint l'équipe de la compagnie phonographique Atlantic Records d'Ahmet et Nesuhi Ertegun, pour laquelle il écrira de nombreux succès de Ray Charles, Big Joe Turner, The Drifters, Ruth Brown ou The Clovers. Ses compositions couvrent la totalité du répertoire américain, blues, jazz, rock, country ou rhythm'n'blues.

NOMINATIONS

DÉFENSE

L'amiral Jean-Luc Delaunay, actuel chef de l'état-major particulier du président de la République, a été nommé, par le conseil des ministres de mercredi 7 avril, chef d'état-major de la marine nationale, en remplacement de l'amiral Jean-Charles Lefebvre, qui atteint la limite d'âge de son rang fin avril (*Le Monde* du 24 mars).

[Né le 3 janvier 1940 à Châtellerault (Vienne), ancien élève de Navale, Jean-Luc Delaunay, après plusieurs embarquements en Polynésie, en Atlantique et en Méditerranée, a commandé le patrouilleur *la Malouine* (1973-1975), l'aviso-escorteur *Commandant-Bory* (1983-1984), puis la frégate *Jean-de-Vienne* (1988-1989). Entre-temps, de 1984 à 1988, il a été chargé des affaires internationales dans les cabinets militaires des ministres de la défense (Charles Hernu, Paul Quilès et André Giraud) qui se sont succédé. En 1992, il est promu contre-amiral et il sert à l'état-major de la marine pour y suivre les restructurations, puis pour y prendre le commandement des écoles militaires. En 1994, il commande la zone maritime de l'océan Indien. En septembre 1995, après la démission du général d'armée Christian Quesnot, en désaccord avec Jacques Chirac sur la suppression du service national, Jean-Luc Delaunay est nommé, avec le grade de vice-amiral, chef de l'état-major particulier à la présidence de la République. Il a été élevé au rang de vice-amiral d'escadre en mars 1996, puis à celui d'amiral en décembre 1997.]

Le conseil des ministres de mercredi 7 avril a approuvé par ailleurs les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre.** – Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division **Patrice Mulrier**.

Sont promus : général de division, le général de brigade **André Lacour** ; général de brigade, les colonels **Loup Francart, Jacques Puigbo** et **Alain Le Goff**.

● **Marine.** – Est nommé adjoint au directeur chargé des affaires stratégiques, le contre-amiral **François Pézard**.

● **Air.** – Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne **Xavier Delcourt** ; général de brigade aérienne, le colonel **Jean Roué**, nommé adjoint militaire au directeur central de l'infrastructure de l'air.

● **Gendarmerie.** – Est promu général de brigade, le colonel **Jean-Claude Laparra**.

Est nommé chargé de mission auprès du chef d'état-major des armées, le général de brigade **Paul Dilasser**.

● **Contrôle général des armées.** – Est nommé chef du groupe de contrôle des forces et organismes de soutien, le contrôleur général des armées **François Fohanno**.

● **Armement.** – Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe **Philippe Aliotti**, nommé adjoint au directeur de la coopération et des affaires industrielles ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef **Pierre Vialatte** et **Jean-Jacques Delabre**.

● **Service des essences.** – Est promu ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef de première classe **Michel Bergeret**, nommé directeur du service national des oléoducs interalliés et chef du service spécial des dépôts d'hydrocarbures au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

Le Monde
A LA TELEVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées
LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10
Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

■

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30

■

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3e et 4e lundis de chaque mois à 21 heures

■

A la « une » du *Monde*
RFI
Du lundi au vendredi
à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)

■

La « une » du *Monde*
BFM
Du lundi au vendredi
13 h 06, 15 h 03, 17 h 40
Le samedi
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Livia et Ariane
sont très heureuses d'annoncer la naissance de leur petit frère,

David Ethan Simon,

le 24 mars 1999, à Paris.

Eve Elisabeth, née Klagsbald,
et Denis Cohen-Tannoudji,
5, rue Viollet-le-Duc,
75009 Paris.

Décès

– Mme Irène Battini, née Pallchieb,
son épouse,
Véronique et France,
ses filles,
Et toute sa famille et alliés,
Ses amis de Radio-France, TF1, FR3 Corse,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean BATTINI,
journaliste reporter d'images,

survenu le 7 avril 1999, à soixante et un ans.

Les obsèques seront célébrées le 10 avril, en l'église Sainte-Marie de Serriera (Corse-du-Sud).

Il reposera dans sa Corse natale, qu'il aimait tant.

Le Village,
20147 Serriera.

– *Roland, Lucien, Jacques et Robert Bembaron,*
leurs épouses et leurs enfants
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri BEMBARON,

survenu le 4 avril 1999.

Les obsèques ont eu lieu le 4 avril, à Bersheva.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– L'Union des résistants et déportés juifs,
L'Amicale Carmagnole-Liberté (FTP-MOI),
Les anciens des groupes de combat juifs,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Maurice BENADON,
ancien résistant et déporté,
chevalier de la Légion d'honneur.

Un dernier hommage lui a été rendu le jeudi 8 avril, au cimetière du Père-Lachaise.

– Pierre Brethes,
son fils,
Mme Pierre Brethes,
Mme Claude Brethes,
ses belles-sœurs,
Jean-Pierre Brethes,
Jean-Claude Brethes,
Jean Brethes,
ses neveux,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean BRETHES.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– *Chantal Perrin,*
son épouse,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques PERRIN,

survenu à Bordeaux, le 30 mars 1999.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Saint-Juire (Vendée).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

23, allée des Pignons,
85160 Saint-Jean-de-Monts.

– Mme Anne-Marie Cros,
Mlle Geneviève Cros,
M. et Mme Patrice Cros,
ses enfants,
Pierre Antilogus et Constanza Pardo,
Juliette et Alexia Cros,
ses petits-enfants,
Ana Antilogus-Pardo,
son arrière-petite-fille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Vitalis CROS,
préfet honoraire,
ancien ministre plénipotentiaire,

survenu le mardi 6 avril 1999, à La Redorte (Aude).

Un hommage public lui sera rendu le 8 avril, à la mairie de Villeneuve-Minervois.

L'inhumation a eu lieu ce jour dans sa ville natale, Villeneuve-Minervois.

– Mme Pierre Frier,
Odile,
Jean-François et Véronique,
Patrice et Aimée,
Laurent et Martine,
Damien et Griselda
et leurs enfants,
Toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès, le 5 avril 1999, de

Pierre FRIER,
Administrateur en chef
de classe exceptionnelle
de la France d'Outre-Mer,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national
du Mérite.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce jour, vendredi 9 avril, à 15 heures, en l'église de Rives-sur-Fure (Isère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, avenue des Tilleuls,
78400 Chatou.

– Mme Yves Maurice,
son épouse,
Michel-Marie et Maryse Maurice,
Gabriel-Marie et Véronique Maurice,
Raphaël-Marie et Marisol Maurice,
ses enfants,
Pierre-Marie et Anne,
Marie, Raphaël, Romain et Claire,
Galadriel, Gabriella et Graziella,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves MAURICE,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palme,

rappelé à Dieu, le 5 avril 1999, dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le jeudi 8 avril, en l'église Notre-Dame de la Couture au Mans.

21, boulevard Jules-Sandeau,
75016 Paris.

– Frédérique, Brigitte et Philippe,
ses enfants,
Robert,
son frère,
Ophélie, Judicaël, Jérémie, Julie, Pierre, Dorian et Adrien,
ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part de la disparition brutale de

Jean RONCE,
écrivain,
ancien administrateur des colonies,
membre du Parti communiste,

survenu le 6 avril 1999, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 10 avril, à 15 heures, en l'église de Saint-Germain en Indre-et-Loire.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Brigitte Lenoble,
4, rue des Courtils,
44100 Nantes.

– Tous ses enfants,
Annick-Xavier Rossigneux,
Monique et Philippe Wolfrom,
Jacqueline et Georges Bertier,
Philippe-Annick Pecout,
Chantal et André Bourgey,
Catherine et Jacques Lereboullet,
Ses quarante-deux petits-enfants,
Ses cinquante et un arrière-petits-enfants,
Les familles Guyot, Hébrard, Marty et Hébert,
ont la tristesse de faire part de la mort de

Mme Henri ROSSIGNEUX,
née Yvonne GUYOT,

survenue le 7 avril 1999.

Ils vous invitent à participer, par la prière ou par la pensée, à la messe qui sera célébrée le samedi 10 avril, à 9 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7e.

97, rue du Bac,
75007 Paris.

– M. François Pinault, vice-président du conseil de surveillance,
Les membres du conseil de surveillance,
M. Serge Weinberg, *président du directoire*,
Les membres du directoire,
Ainsi que l'ensemble des collaborateurs de
Pinault-Printemps-Redoute
ont la tristesse de faire part de la disparition, le 5 avril 1999, de

M. Ambroise ROUX,
président du conseil de surveillance
de Pinault-Printemps-Redoute,
grand officier de la Légion d'honneur.

Pinault-Printemps-Redoute,
18, place Henri-Bergson,
75008 Paris.

– La direction générale de Barclays Bank
a la douleur de faire part du décès de

Ambroise ROUX,
grand officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques
et du Mérite commercial.

Administrateur de Barclays Bank en France depuis 1983, il a été successivement vice-président puis président du Conseil de surveillance de 1991 à 1997.

(Le Monde du 6 et du 7 avril)

– Alexandra et Nicolas Wittenberg,
ses enfants
ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

[illegible]

survenu le 7 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Cinq ans après celui de son mari,

Wladimir, Alex WITTENBERG.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h
Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

Remerciements

– Alençon. Issy-les-Moulineaux. Paris. Les Sables-d'Olonne. Le Cap-Ferret. Orléans.

Dans l'impossibilité de répondre à tous les messages et très sensibles aux témoignages de sympathie reçus lors du décès de

M. Gaston DUPONT,

Mme Gaston Dupont,
Ses enfants et petits-enfants
remercient sincèrement toutes les personnes, voisins et amis qui se sont associés à leur peine par leur présence, leurs envois de fleurs, plaques et messages de réconfort.

Anniversaires de décès

– Le 10 avril 1998,

Jean CHAPOT

nous quittait brutalement.

Nelly Kaplan demande une pensée fidèle à tous ceux qui l'ont connu, aimé, admiré.

Souvenir

– Le 10 avril 1998,

Raimond CASTAING,
membre de l'Académie des sciences,

nous quittait.

Nous ne l'oublions pas et nous pensons chaleureusement à lui.

Avis de messe

– Pour le premier anniversaire de la mort de

M. Henri CONTET,
chevalier de la Légion d'honneur,
auteur,
président d'honneur
de la Sacem,
président d'honneur
du Comité du Cœur,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

Colloques

COLLOQUE INTERNATIONAL
UNESCO - Salle no 12,
samedi 10 avril 1999

Thème : Etats et génocide.
[illegible] sur les perspectives ouvertes par la création d'une Cour criminelle permanente en vue de la prévention et la répression des crimes contre l'humanité.

Organisé par Comité du 24 avril, groupement des organisations arméniennes de France (34, avenue des Champs-Elysées, Paris-8e).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

POLITIQUE MONÉTAIRE La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé, jeudi 8 avril, une baisse d'un demi-point de son principal taux directeur, ramené de 3 % à 2,5 %. ● SI LES MARCHÉS financiers anticipaient un assouplissement monétaire, ils n'avaient pas prévu un geste d'une telle ampleur. La Bourse de Francfort a ouvert en hausse de 1,7 %, vendredi, et Paris de 1,90 %. L'euro a cédé du terrain face au dollar. ● COMMENTANT la décision de la BCE, qu'il préside, Wim Duisenberg a relevé que *« les prévisions de croissance s'étaient aggravées partout »* et que la création d'emplois a connu *« une certaine décélération »*. ● LE MINISTRE français de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a salué le geste de la BCE, y voyant un rééquilibrage de la politique économique européenne *« plus favorable à la croissance et à l'emploi »*. *(Lire aussi notre éditorial page 17.)*

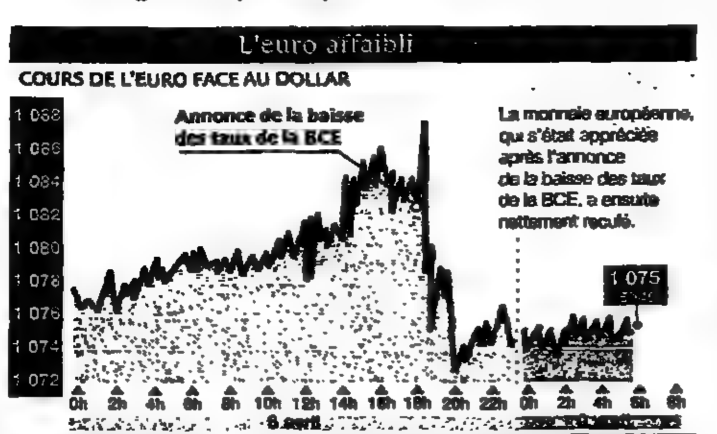
La Banque centrale européenne vole au secours de la croissance

Pour la première fois depuis sa création, l'institut d'émission a abaissé, jeudi 8 avril, son principal taux directeur, ramené de 3 % à 2,5 %. Les dirigeants politiques de la zone euro se félicitent de cette décision, dont l'ampleur a surpris

FRANCFORT
de notre correspondant

C'est une première depuis le lancement de la monnaie unique. Le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé, jeudi 8 avril, de réduire de 0,5 point son principal taux directeur (taux de refinancement, Refi), qui passe ainsi de 3 % à 2,5 %. Cette mesure a été adoptée *« à une très large majorité »*, a expliqué Wim Duisenberg, le président de la BCE. Bien que quelques voix discordantes se soient fait entendre, aucun vote formel n'a eu lieu au sein d'un conseil composé des onze présidents des banques centrales de la zone euro et des six membres du directoire de la BCE.

Attendue par une partie des marchés financiers, cette baisse a surpris par son ampleur. A la veille de la réunion, nombre d'économistes envisageaient plutôt une réduction de 0,25 point. Ce mouvement, a précisé M. Duisenberg, cherche à désamorcer toute anticipation d'une prochaine baisse : *« Nous voulions faire un geste aussi convaincant que possible parce que nous craignions qu'une baisse moins large ne soit interprétée comme la première étape d'un cycle de baisses des taux »*, a-t-il précisé. En outre, la BCE a modifié le corridor de taux d'intérêt encadrant la mise à disposition de liquidités aux banques : le taux de la facilité de dépôt passe de 2 % à 1,5 %, alors que le taux de la facilité de prêt descend à 3,5 %, contre 4,5 %.



CONJONCTURE PRÉOCCUPANTE

La principale explication de cette « surprise » est à chercher du côté d'une conjoncture européenne préoccupante. La décision *« contribue à créer un environnement économique dans lequel le potentiel de croissance considérable de la zone euro pourrait être exploité »*, a observé le président de la BCE, relevant que *« les prévisions de croissance s'étaient aggravées partout »* lors d'un quatrième trimestre 1998. *« La faiblesse est particulièrement apparente dans le secteur manufacturier, où la confiance s'est détériorée davantage encore »* ; la création d'emplois a en outre connu *« une certaine décélération »*, a constaté M. Duisenberg, qui n'a pas évoqué, à l'inverse des ses précédentes interventions, le bon niveau de confiance des consommateurs. Ce sombre tableau, confirmé par la Commission européenne, qui vient de revoir à la baisse ses perspectives de progression du produit intérieur brut des onze de l'euro en 1999 (à 2,2 %, contre 2,6 %, à l'automne), contraste d'autant plus avec *« la forte croissance »* des Etats-Unis.

Alors que la BCE a comme mission première de maintenir la stabilité monétaire, Wim Duisenberg s'est longuement défendu de sacrifier cet objectif à un souci de soutien de la croissance. Pour lui, les risques d'inflation restent en effet très faibles. Calculé sur un an, l'indice harmonisé des prix à la consommation se stabilise à 0,8 % en février, et demeure dans la lignée des performances enregistrées ces derniers mois. *« Il paraît improbable que l'augmentation [de cet indice] sorte du cadre (...) de la stabilité des prix de l'eurosystème »*, a indiqué le président d'une BCE dont le rôle est de limiter l'inflation annuelle en deçà de la barre des 2 %.

Même la décélération de la croissance de l'agrégat monétaire M3, qui mesure la quantité de monnaie en circulation, ne recèlerait aucun signal de pressions inflationnistes futures. En février, la croissance de M3 sur douze mois s'est certes établie à 5,2 %, contre 5,6 % en janvier, mais elle reste au-dessus de l'augmentation de 4,5 % prise en référence par la Banque centrale européenne. Le ralentissement en cours refléterait plutôt *« l'essoufflement de l'influence de facteurs particuliers relatifs au début de la troisième phase »* de l'union monétaire, selon M. Duisenberg. Ce dernier n'exclut pas à l'avenir la hausse du prix de certains biens de consommation, liée à la reprise des cours du pétrole, alors que le coût des services a continué de reculer en février. *« L'effet le plus pénalisant du point de vue des prix vient de l'environnement économique »*, a renchéri M. Duisenberg.

« EURO SYNTHÉTIQUE »

Par ailleurs, il a estimé que la BCE *« n'est pas insatisfaite »* de la parité de l'euro vis-à-vis du dollar. Dans l'esprit du président de la toute jeune institution, qui ne veut pas dramatiser l'effritement de l'euro, il s'agit de *« favoriser les considérations internes sur la valeur externe »* de l'euro. Selon M. Duisenberg, en effet, la nouvelle monnaie serait au niveau de « l'euro synthétique », la monnaie virtuelle calculée avant le 1er janvier, et qui *« a été plus ou moins stable aux environs de 1,08-1,10 dollar pour un euro de la mi-février 1997 jusqu'au début septembre 1998 »*. Certains membres du conseil avaient jugé nécessaire, au cours des derniers jours, de manifester aux marchés financiers les limites à ne pas dépasser en cas de glissade prolongée de l'euro. *« Le dollar américain s'est renforcé de nouveau à la lumière des récents développements internationaux »*, a sobrement commenté M. Duisenberg, dans une allusion au conflit au Kosovo, dont il n'a d'ailleurs pas particulièrement mis en avant les menaces sur le plan économique.

Inquiétudes intérieures, inflation sous contrôle, sérénité affichée sur le taux de change, moins de cinq mois après une baisse des taux conjointe à 3 % réalisée par chacune des banques centrales avant la prise en main des opérations par la BCE, les gardiens de l'euro ont donc choisi de marquer le coup. La démission spectaculaire, le 11 mars, du ministre des finances allemands, Oskar Lafontaine, les a sans doute libérés de toute pression trop voyante. S'adressant d'ailleurs aux responsables politiques, M. Duisenberg a espéré que cette décision *« allait être une nouvelle incitation »* pour les gouvernements à adopter des réformes structurelles pour muscler le marché de l'emploi. Les exécutifs des différents pays seraient *« maintenant incités à franchir les étapes nécessaires pour améliorer les perspectives de croissance à long terme (...) en adhérant strictement et de manière décisive aux objectifs »* du pacte pour la stabilité et la croissance. *« La politique monétaire n'est pas une alternative »*, a répété le président de la BCE.

L'initiative des gouverneurs a été aussitôt saluée par la Commission européenne, qui a fait savoir que *« ce signal ne peut que renforcer la confiance parmi les acteurs économiques et les partenaires internationaux sur les capacités de l'Union européenne à renouer avec une croissance plus forte »*. Côté français, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, y voit un rééquilibrage du policy-mix européen *« plus favorable à la croissance et à l'emploi »*.

Philippe Ricard

La Banque d'Angleterre fait également un geste

Contrairement à la BCE, la Banque d'Angleterre n'a pas réellement surpris les marchés financiers. Comme prévu, elle a abaissé, jeudi 8 avril, son taux de prise en pension, son unique taux directeur, de 5,50 % à 5,25 %, afin d'accompagner la reprise économique, qui montrait de nouveaux signes significatifs d'essoufflement. La banque centrale britannique n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il s'agit de son sixième assouplissement monétaire en sept mois, les taux d'intérêt ayant été graduellement abaissés pour atteindre aujourd'hui leur plus bas niveau depuis février 1994. Bien qu'attendant ce geste, les marchés financiers ne sont pas restés inactifs. Si la livre sterling s'est juste légèrement appréciée après l'annonce, s'échangeant à 1,6084 dollar contre 1,5972 dollar la veille au soir à Londres, l'indice FTSE-100 de la Bourse britannique est en revanche immédiatement passé dans le rouge, pour perdre en clôture 0,55 %, à 6 437,9 points.

Accueil favorable des marchés financiers

LES OPÉRATEURS FINANCIERS, qui se demandaient quand la Banque centrale européenne (BCE) se déciderait à baisser ses taux directeurs pour soutenir la croissance en Europe, ont été agréablement surpris par l'ampleur de son geste. Les investisseurs avaient anticipé une baisse d'un quart de point des taux de référence dans la zone euro, mais pas d'un demi-point.

Très inquiets à l'égard du ralentissement de l'activité économique, qui conditionne les résultats futurs des entreprises, les boursiers ont salué la décision des autorités monétaires européennes. L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a ouvert en hausse de 1,90 %, à 4 412,85 points, vendredi 9 avril. L'indice vedette a ainsi inscrit un record absolu en séance, dépassant celui enregistré à la mi-juillet 1998.

Outre-Rhin, les investisseurs ont accueilli avec soulagement l'abaissement des taux directeurs de la BCE, les derniers chiffres de la conjoncture, rendus publics jeudi, ayant témoigné de l'atonie de l'économie allemande. Le chômage en Allemagne est resté élevé en mars malgré une légère décrue et les entrées de commandes dans l'industrie allemande ont décliné en février par rapport à janvier. Vendredi, la Bourse de Francfort a ouvert en hausse de 1,7 %.

Si la baisse des taux constitue une excellente nouvelle pour les marchés d'actions, certains opérateurs ne manquent toutefois pas de souligner que son ampleur démontre l'importance du ralentissement économique actuel en Europe. Philippe Brossard, chef économiste d'ABN Amro France, se demande si *« cet assouplissement global des conditions monétaires est suffisant pour enclencher la reprise que tout le monde attend, ou au moins souhaite, pour le second semestre »*. Il souligne, dans un point de vue publié vendredi par l'agence Reuters, que la baisse combinée de l'euro et des taux d'intérêt devrait conduire *« à un surcroît de croissance du produit intérieur brut de l'ordre de 0,3 % en l'an 2000. L'assouplissement monétaire ne semble pas suffisant pour revenir vers une croissance de 2 % en l'an 2000 »*.

LE CAS DE L'EURO

Pour le moment, ce sont les marchés obligataires qui ont le mieux réagi à la baisse des taux décidée par la BCE. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor français est redescendu, pour la première fois depuis près de deux mois, sous la barre des 4 %. En Allemagne, les taux d'intérêt à 10 ans sont tombés à 3,81 %.

Sur les marchés des changes, la réaction à l'annonce de la baisse des taux a été la plus prompte et la plus spectaculaire. Après s'être apprécié dans un premier temps, montant jusqu'à 1,0870 dollar, l'euro est ensuite brutalement retombé. Il cotait, vendredi matin, 1,0730 dollar. Ce repli est conforme à la théorie financière qui veut que la force d'une monnaie soit proportionnelle à la rémunération qu'elle offre aux investisseurs. Avec un rendement limité à 2,5 %, l'euro est désormais bien moins attractif que le dollar, assorti de taux proches de 5 %. Dans ces conditions, les opérateurs préfèrent détenir des billets verts.

De nombreux économistes anglo-saxons tenaient pourtant le raisonnement inverse, raisonnement repris à son compte, jeudi, dans un éditorial du quotidien financier britannique *Financial Times*. Selon cette théorie, une baisse des taux de la BCE, en stimulant l'activité économique sur le Vieux Continent, ne pouvait que renforcer un euro dont ils attribuaient la récente faiblesse au ralentissement de la croissance dans l'Euroland. Ce type de démonstration avait déjà été tenu, en 1992 et 1993, à propos du franc : les analystes affirmaient alors que le meilleur moyen de défendre la devise française aurait consisté, pour la Banque de France, non à relever ses taux, comme elle avait décidé de le faire, mais, au contraire, à les baisser.

Pierre-Antoine Delhommais et Joël Morio

BNP-SG-Paribas : les salariés bougent, les actions baissent

EN QUALIFIANT la proposition de fusion à trois de la Banque nationale de Paris (BNP) d'« *hostile* » en début de semaine, les conseils d'administration et de surveillance de la Société générale (SG) et de Paribas ont sonné l'heure de la mobilisation. Jusqu'à présent, les dirigeants des deux banques *« agressées »* s'étaient interdit d'utiliser un vocabulaire trop guerrier. Ils évitaient les références trop directes aux raids de Georges Pébereau, le frère du président de la BNP, qui avait tenté de prendre le contrôle de la Société générale en 1988 avec l'appui du gouvernement, ou à la bataille boursière entre Navigation mixte et Paribas à la même époque. Ils retenaient, au moins temporairement, les salariés hostiles à la BNP. Désormais, l'heure n'est plus à la retenue.

OPÉRATION « BANQUE MORTE »

Signe du changement, les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FO et SNB-CGC de la Générale appellent les salariés à une opération « banque morte », jeudi 22 avril dans l'après-midi, pour protester contre le projet de rapprochement BNP-SG-Paribas. *« Tandis que les dirigeants se veulent rassurants à l'égard des salariés, ils tiennent un tout autre discours aux marchés financiers »*, indiquent les syndicats dans un communiqué.

Ils ont reçu le soutien de leurs fédérations, qui entendent ainsi protester contre les *« conséquences inévitables sur l'emploi de l'OPE de la BNP »*. La grève, pour une fois, sera appréciée par la direction de la banque. Celle-ci se réfère très fréquemment aux actions menées parmi le personnel contre l'attaque de la BNP, et notamment a la pétition signée par plus de 15 000 salariés de la SG. Plus étonnant encore, des cadres proches de la direction ont monté et pilotent l'association loi de 1901 intitulée Action contre le raid de la BNP, et se donnent des moyens : les membres doivent verser 250 francs, et même 1 000 francs s'ils veulent être membres bienfaiteurs.

Même si cette dernière initiative suscite une certaine ironie au sein du personnel et des organisations syndicales, la mobilisation s'amplifie à la Société générale. Elle est moins nette à Paribas : Philippe Degeilh, le représentant CFDT des salariés au conseil de surveillance, a expliqué dans un communiqué pourquoi il s'était abstenu et n'avait pas pris position pour ou contre les projets BNP ou SG-Paribas lors du conseil du 6 avril : on ne peut mesurer les conséquences sociales ni de l'une ni de l'autre opération, dit-il, ce qui inquiète *« l'ensemble du personnel de Paribas, à qui l'on ne demande rien. Sans compter avec la désagréable arrogance d'équipes de la SG arrivant en terrain conquis »*.

SCEPTICISME DES MARCHÉS

La BNP, elle, poursuit son action de charme auprès de ses salariés. Elle a annoncé, jeudi 8 avril, la signature d'un accord salarial avec la CFTC, FO, le SNB-CGC, mais aussi avec la CFDT, qui se matérialisera par le versement d'une prime, proportionnelle au salaire, d'au moins 1 300 francs, complétant l'intéressement et la participation (environ 10 % de la rémunération fixe en 1999).

Les marchés financiers tablent, eux, sur un enlisement des opérations. Ils voient baisser les chances qu'un projet de rapprochement des réseaux bancaires – et les économies potentielles qui l'accompagneraient – se réalise et délaissent donc les titres SG et BNP, qui ont respectivement perdu 5,27 %, à 166,90 euros, et 5,09 %, à 72,60 euros, le 8 avril, tandis que Paribas reculait de 2,87 %, à 99,55 euros.

Sophie Fay

La City est partagée sur la bataille bancaire française

LONDRES
de notre correspondant à la City

« La proposition de mariage entre la Société générale et Paribas était bancale. Ce projet de rapprochement à trois doit être pris au sérieux » : cet éditorial du *London Financial News* sur le raid géant de la BNP souligne l'intérêt de la place londonienne pour la double offre publique d'échange visant à créer un champion français de la banque en Europe, rebaptisé par l'hebdomadaire financier la *« forteresse France »* du nouveau millénaire.

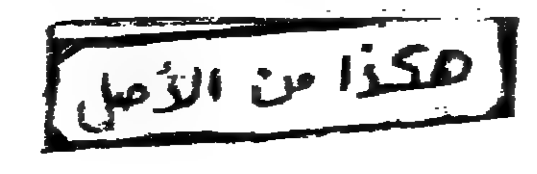
La publication des bans de SG-Paribas avait suscité les réserves des analystes londoniens. Certes, la mise en commun des moyens et les mesures d'économies accompagnant ce mariage entraîneront environ 900 suppressions d'emplois parmi les 4 000 employés que comptent les deux établissements français les mieux implantés sur la première place boursière européenne. De quoi créer de la valeur à l'actionnaire par des synergies, comme l'apprécient les investisseurs institutionnels anglo-saxons. Mais l'expérience de la City souligne combien l'intégration d'une banque commerciale style Générale et d'une banque d'affaires traditionnelle, comme l'est Paribas, est compliquée : les difficultés de Barclays Capital, d'ING Barings et de Deutsche Morgan Grenfell l'attestent.

Selon les analystes du *« square mile »*, cette fusion devrait favoriser la Générale qui, arrivée sur le tard sur la scène de la City, a du mal à digérer le récent développement de ses activités dans la haute banque londonienne. Paribas, en revanche, débarquée la première en 1984 avec la création de Paribas Capital Markets, a su poursuivre avec succès une stratégie de créneau au lieu de tenter d'offrir toute la palette des services financiers. Pour elle, le risque de casse à Londres n'est donc pas négligeable. D'où l'intérêt de ses cadres londoniens pour la proposition de la BNP, qui garantit à Paribas, en cas de réussite, une autonomie dont ne veut pas entendre parler la Générale. A Londres, la BNP, qui a établi BNP Capital Markets, est peu active sur les marchés.

TROIS RÉSERVES

Bien accueilli, le projet « SBP » suscite tout de même trois sérieuses réserves. Tout d'abord, comme l'indique John Leonard, analyste de Salomon Smith Barney, *« si Paribas garde son indépendance, d'où viendront les économies dégageant de la valeur à l'actionnaire ? Pour créer une masse critique face aux Américains, aux Suisses et aux Néerlandais, il faut intégrer dès le départ les trois réseaux internationaux »*. A écouter David Andrews, de l'agence de notation financière Fitch-Ibca, la deuxième interrogation concerne la gamme de services financiers offerts par la future SBP, *« qui, pour réussir, va devoir inventer des produits porteurs et innovateurs face aux mastodontes américains »*. Le dernier obstacle que la SBP pourrait trouver sur sa route sont les questions de personnes et d'ego dans la constitution de l'organigramme de sa future banque d'affaires londonienne.

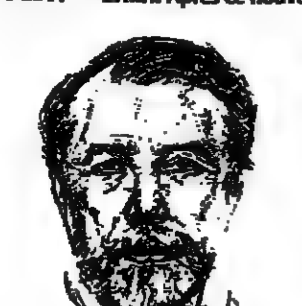
Marc Roche



Domenico De Sole, président de Gucci

« Peut-être que LVMH n'a jamais eu réellement l'intention de faire une offre »

Le président de Gucci, Domenico De Sole, se déclare déçu par les modalités de l'OPA conditionnelle proposée par LVMH à raison de 85 dollars (91 euros) l'action. Il considère que l'entrée de Pinault Printemps Redoute dans Gucci à hauteur de 42 % de son capital est irréversible et réaffirme son intention de partir en cas de victoire de LVMH. *Après ce nouveau refus de Gucci, Bernard Arnault, le patron de LVMH, s'en remet au jugement du Tribunal d'Amsterdam, le 22 avril, sur la validité des dernières augmentations de capital de Gucci, pour tenter d'en prendre le contrôle.*


DOMENICO DE SOLE

– « Gucci vient de refuser la dernière offre de LVMH, à 85 dollars l'action. Pourquoi ?

– Nous avons été déçus, après trois semaines d'attente et de discussions destinées à apaiser les craintes de LVMH, de l'offre qui nous a été faite mercredi. Ce n'est pas sérieux. Cette proposition est soumise à des conditions qui sont clairement inacceptables. Nous sommes ouverts à une *offre sérieuse et inconditionnelle* qui concerne l'ensemble du capital. Tous nos grands actionnaires, que nous venons de contacter, notamment les fonds de pension américains, nous ont dit que nous avions eu la bonne attitude.

– Pensez-vous que LVMH va faire une offre hostile ?

– Je pensais qu'il ferait une offre sérieuse et inconditionnelle. Je ne sais pas quelles sont ses intentions à présent.

– Le management de Gucci a accepté d'apporter les actions issues de ses stock options à LVMH pour lui permettre d'atteindre les 50 % du capital. Cela signifie-t-il que vous ne donnez plus la préférence à Pinault Printemps Redoute (PPR) ?

– Il n'y a rien de neuf là-dedans. Nous avons adressé le 6 avril aux membres du conseil de LVMH une lettre, également envoyée aux autorités boursières américaines, dans laquelle nous précisions que les actions détenues par le management seraient à la disposition de LVMH pour lui permettre d'atteindre le seuil de 50 % du capital de la société, c'est-à-dire son contrôle. LVMH se plaignait de la difficulté qu'il aurait à convaincre les actionnaires indépendants. Nous avons décidé de l'aider. Tout ce qui pouvait être fait par Gucci l'a été de bonne foi pour faciliter une offre sérieuse de LVMH. C'est pourquoi nous avons été très déçus de leur dernière proposition. Quant à PPR, il est en dehors de tout cela, la Cour d'Amsterdam ayant demandé qu'il n'interfère pas dans les discussions avec LVMH. C'est ce qui s'est passé.

– Y a-t-il un risque de voir partir le management de Gucci en cas de prise de contrôle par LVMH ?

– A ce jour, la seule personne qui ait décidé de partir, c'est moi.

– Tom Ford aurait laissé entendre qu'il ne resterait pas non plus en cas de victoire de M. Arnault.

– Je ne confirme rien. Ce que j'ai cru comprendre, c'est que LVMH voudrait que le conseil de Gucci lui donne des assurances sur le maintien de certaines personnes. Or le conseil de surveillance n'a pas le pouvoir de décider en lieu et place des collaborateurs. Cela relève de décisions personnelles. L'esclavage a été aboli ! Si M. Arnault veut retenir des personnes, cela dépend de lui, des offres qu'il leur fera.

– LVMH a déclaré que le contrôle de Gucci était d'ores et déjà entre les mains de PPR. Qu'en pensez-vous ?

– C'est totalement faux. Ce n'est qu'une excuse brandie par LVMH. Qu'ils fassent une offre sérieuse, et ils verront bien !

– Avez-vous commencé à travailler avec le groupe Pinault sur votre projet industriel commun ?

– Non, nous n'avons rien fait. La Cour nous a demandé de tenir PPR à l'écart durant les négociations avec LVMH. C'est ce qui a été fait. Le management de Gucci est totalement focalisé sur la discussion avec LVMH.

– La Cour d'Appel d'Amsterdam peut-elle annuler, lors de l'audience du 22 avril, l'augmentation de capital réservée à PPR, qui lui a donné 40 % du capital de Gucci ?

– La réponse est non, selon nous. Ce débat a été juridiquement tranché. L'accord conclu entre Gucci et le groupe Pinault a été contesté par LVMH devant la Cour d'Amsterdam. Au terme d'une audience qui a duré huit heures, la justice a rejeté la demande de LVMH. Le 22 avril, la Cour doit examiner la seule question de l'ESOP (le fonds de participation des salariés – NDLR). Cela dit, la Cour peut faire ce qu'elle veut. Mais pour nous, la question est déjà réglée. Et il n'y a pas, selon nous, de nouvel élément qui permettrait de rouvrir le débat.

– LVMH propose une offre alternative à 91 dollars l'action si la participation de PPR dans Gucci était annulée.

– C'est une plaisanterie. L'accord a été signé avec PPR, et nous avons à la banque depuis trois semaines les 3 milliards de dollars que le groupe nous a versés pour ses actions. Nous sommes des gens honorables, nous n'avons qu'une parole, nous ne pouvons pas revenir sur ce qui est signé. LVMH sait tout cela. Leur prétendue offre « alternative » est absurde.

– Est-ce que vous pensez que LVMH a toujours l'intention de faire une offre à 100 % sur Gucci ?

– Il y a deux jours, j'aurais répondu oui, mais aujourd'hui, j'en doute. La porte de Gucci reste toujours ouverte à une proposition sérieuse. Mais peut-être que LVMH n'a jamais eu réellement l'intention de faire une offre. »

Propos recueillis par Laure Belot et Pascal Galinier

Bernard Arnault s'en remet à la justice néerlandaise

LE DERNIER ROUND qui a opposé Gucci et LVMH, mercredi 7 avril, semblait joué d'avance. Le groupe français a fait à son concurrent italien deux offres dont *il ne pouvait ignorer qu'elles avaient peu de chances d'être acceptées*. Dans les deux cas, Bernard Arnault, en posant ses conditions, demandait en quelque sorte à être placé sur un pied d'égalité avec son rival François Pinault, en vue d'une éventuelle bataille d'OPA. Le groupe Pinault Printemps Redoute (PPR) détient en effet 42 % des actions de Gucci à l'issue d'une augmentation de capital réservée qui a dilué la part détenue par LVMH à moins de 20 %.

La première offre de M. Arnault consistait à proposer 85 dollars l'action pour 100 % du capital, y compris les part de PPR, mais à condition que Gucci « aide » LVMH à atteindre les 50 % fatidiques – via une augmentation de capital réservée par exemple –, dès que la moitié des actionnaires indépendants accepteraient son OPA. Autrement dit, il exigeait de pouvoir obtenir à coup sûr le contrôle de Gucci dès lors qu'il détenait au moins 37 % du capital. La seconde offre, à 91 dollars, n'était valable qu'en cas d'annulation pure et simple de l'opération qui a permis l'entrée de PPR dans Gucci.

ÉLARGIR LE DÉBAT

Des exigences évidemment *« inacceptables »* pour le maroquinier italien, qui considère l'alliance qu'il a lui-même suscitée avec PPR comme irréversible. Le conseil de surveillance de Gucci a rappelé qu'il défendait les intérêts de tous ses actionnaires. Il laisse d'ailleurs, a-t-il précisé, *« la porte ouverte »* à une offre globale et inconditionnelle de la part de LVMH... Une proposition qui traduit surtout la confiance apparemment absolue du président du groupe, Domenico De Sole, dans la fidélité de ses grands actionnaires, pour l'essentiel des fonds de pension américains. Le management de Gucci s'est même offert le luxe de proposer à LVMH de lui céder les 4,7 % d'actions que représentent potentiellement ses stock-options pour lui permettre de compléter son OPA, dès lors qu'il ne lui manquerait que cela pour atteindre 50 % !

LVMH semble bel et bien dans une impasse. *« Une OPA sur un groupe dans lequel un actionnaire détient déjà 42 % n'a de chance de réussir que si c'est cet actionnaire qui la fait lui-même »*, estime-t-on dans l'entourage de M. Arnault. De fait, il suffirait que 8 % des actionnaires indépendants n'apportent pas leurs titres à LVMH pour que PPR reste le maître du jeu. La loi néerlandaise, sous le coup de laquelle tombe Gucci, domicilié au Pays-Bas, n'oblige pas un groupe d'actionnaires contrôlant ensemble 50 % du capital d'une entreprise à lancer une OPA. *Mais on peut se demander si* les autorités de la bourse de New York, où Gucci est également coté, accepteraient aussi facilement une telle prise de pouvoir sans dédommagement des actionnaires minoritaires.

C'est tout l'enjeu de l'audience qui doit se tenir le 22 avril à la Cour d'Appel d'Amsterdam. La justice avait été sollicitée initialement par le groupe de Bernard Arnault pour statuer sur la « vraie-fausse » augmentation de capital réalisée au profit des salariés de Gucci pour contrer son intrusion dans le capital en janvier. Mais après la deuxième dilution de capital, décidée par Gucci au profit de PPR, LVMH entend élargir le débat à la défense du droit des actionnaires minoritaires. Il espère ainsi amener la Cour à annuler l'entrée de PPR. *« C'est un enjeu majeur pour la place d'Amsterdam, la seule en Europe où l'on peut prendre le contrôle d'une société sans faire d'OPA à 100 % »*, plaident les juristes de LVMH.

« Nous avons encore la possibilité de faire une nouvelle offre d'ici au 22 avril », souligne par principe le groupe de luxe, qui semble en fait s'en remettre désormais à la décision de la justice. Il apparaît de plus en plus nettement que ni LVMH, ni PPR ne souhaitent en réalité faire une offre publique d'achat sur la totalité de Gucci. Le coût d'une telle acquisition pourrait s'élever à 50 milliards de francs, dans le cadre d'un duel boursier entre LVMH et PPR. Un prix qui peut paraître exorbitant compte tenu du caractère éphémère et cyclique du monde de la mode, capable de brûler du jour au lendemain ce qu'il a adoré. Un risque d'autant plus important pour LVMH qu'il n'est pas sûr, contrairement à son rival, de pouvoir garder le styliste-vedette de Gucci, Tom Ford. Et ce malgré les déclarations conciliantes et élogieuses faites par Bernard Arnault à propos du créateur.

Le patron de LVMH serait en train de chercher une porte de sortie « par le haut », en réalisant une autre acquisition d'envergure de nature à le consoler de la perte de Gucci. Dans les milieux de la mode, on évoque déjà une accélération des discussions engagées avec Armani depuis quelques mois. *« Gucci, c'est bien, mais il n'y a pas que cela »*, lâchait-on jeudi dans l'entourage de M. Arnault.

L. Be. et P. Ga.

Genset découvre un troisième gène du cancer de la prostate

La firme française confirme son avance

NUMÉRO UN français des biotechnologies, Genset a annoncé, jeudi 8 avril, la découverte d'un troisième gène associé au cancer de la prostate. Pour cette recherche, cette société est alliée au laboratoire pharmaceutique Synthélabo, filiale de L'Oréal en cours de fusion avec Sanofi. *« Un tiers des cas de ce type de cancer peut être attribué aux trois gènes que nous avons découverts »*, explique Pascal Brandys, président et cofondateur de Genset.

Créée il y a dix ans, sa société est spécialisée dans la génomique, discipline qui permet d'identifier les gènes associés à la plupart des maladies. Dans le cas du cancer de la prostate, M. Brandys estime à une dizaine le nombre de gènes impliqués. *« Nous avons la possibilité de trouver les principales causes génétiques de ce cancer dans les deux ans. Nous allons poursuivre nos recherches et nous ne souhaitons pas changer de partenaire »*, ajoute-t-il.

PARTENAIRE DE SYNTHÉLABO

Voici trois ans, Synthélabo signait un accord exclusif de partenariat avec la jeune firme de biotechnologie pour rechercher les gènes associés au cancer de la prostate. La durée du contrat initial était de deux ans et le montant du financement s'élevait à 355 millions de francs, auxquels s'ajoutait une prise de participation au capital de Genset, pour un montant de 50 millions de francs. Au terme des deux annnées de recherche, la firme de biotechnologie étant parvenue à découvrir deux gènes, elle obtenait la prolongation d'un an de son alliance.

« Nous déposons les brevets et nous signons un accord de licence avec Synthélabo, qui mettra au point le traitement », raconte M. Brandys, avant de revenir sur les modalités de ces accords de partenariat. *« Nous faisons de la génomique pure, et contrairement à d'autres firmes de biotechnologies nous n'allons pas plus avant. Nous pensons que les laboratoires pharmaceutiques savent mieux faire de la chimie et découvrir des molécules. »* Synthélabo a déjà retenu un de ces trois gènes pour trouver le futur médicament.

Dans ce type de cancer, Genset est jusqu'à présent la seule entreprise à avoir obtenu des résultats. L'un de ses principaux concurrents aux Etats-Unis est la fondation Cap Cure, créée par l'ancien *golden boy* Michael Milken à sa sortie de prison en 1993 grâce à sa fortune personnelle. *« Nous sommes en avance sur le reste du monde. Les autres ont localisé des gènes mais n'ont pas fait de découvertes définitives*, reconnaît le patron de Genset. *Nous ne découvrons pas un gène par hasard. Dans nos programmes, nous avons une approche systématique. »* A partir d'un échantillon représentatif de malades, les chercheurs établissent une cartographie et localisent les gènes avant de procéder au séquençage.

Dans un autre domaine, la schizophrénie, la firme française, en partenariat avec l'américain Johnson & Johnson, développe depuis deux ans un programme de recherche des gènes. *« Nous sommes en phase finale et les résultats devraient être communiqués dans les semaines à venir »*, annonce M. Brandys.

Dominique Gallois

■ NOMINATIONS

M. Brémond à la tête de Maison de la France

SUR PROPOSITION de la secrétaire d'Etat au tourisme, le conseil d'administration de Maison de la France, GIE chargé d'assurer la promotion de la destination « France » à l'étranger, a élu, mercredi 7 avril, Gérard Brémond, 61 ans, son nouveau président pour trois ans. Il succède à Gilbert Trigano, fondateur du Club Méditerranée.

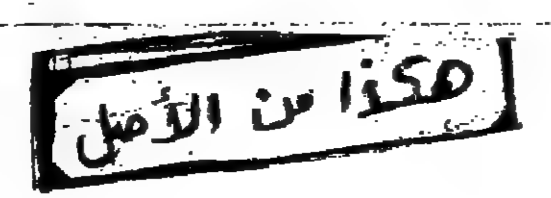
En proposant M. Brémond, Michelle Demessine a fait le choix de la continuité : le patron de Pierre et Vacances est un novateur dans le secteur du tourisme, comme l'était Gilbert Trigano. Son groupe est le numéro un européen dans le développement et la gestion de la résidence de tourisme. Rappelant que le tourisme n'était pas *« une affaire de petits rigolos, même si ses acteurs avaient de l'humour ! »*, Gérard Brémond s'est d'ores et déjà fixé deux priorités pour Maison de la France : multiplier les partenariats ciblés avec les entreprises et accélérer la révolution informatique du GIE.

■ **COCKERILL-SAMBRE** : Bernard Serin (49 ans) et Jean-Claude Delobel (45 ans) ont été respectivement nommés administrateur délégué et directeur général de la filiale d'Usinor.

■ **AIRBUS INDUSTRIE** : Michel Guérard (42 ans) a été nommé vice-président chargé de la communication, en remplacement de Robert Alizart.

■ **ELVIA** : Alain Demissy (58 ans) a été nommé directeur général du groupe Elvia assurances de voyages à Zurich.

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picouet. Fax : 01-42-17-21-67.



La Cinquième se veut une vitrine des nouvelles technologies

La bibliothèque informatique de la chaîne du savoir s'efforce d'être l'outil du service public en matière de multimédia. Sa filialisation devrait l'y aider, mais elle a encore besoin d'une aide financière importante de l'Etat

GRÂCE à sa Banque de programmes et de services (BPS), La Cinquième, qui attend toujours sa fusion avec La Sept/Arte, se met en position d'être la tête de pont de la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans le secteur public. Elle souhaite ainsi contrecarrer la concurrence des sociétés privées de logiciels ou d'édition de produits culturels.

« La Cinquième-La Sept/Arte est bien évidemment légitime pour intervenir sur un champ qui ne doit pas être guidé par la seule vision marchande », a insisté Jérôme Clément, président de La Cinquième-La Sept/Arte, jeudi 8 avril, lors d'un colloque sur le thème « Audiovisuel et innovation » auquel étaient invités, notamment, des élus et des représentants des collectivités locales et des ministères. M. Clément a, en outre, annoncé la filialisation de ce département et l'entrée d'autres partenaires publics tels que l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et le Centre national d'études des télécommunications (CNET). *« La BPS s'inscrit dans une logique de fédération et, en l'espèce, de fédération de l'offre publique dans le domaine de la distribution de programmes audiovisuels et multimédias »*, a-t-il précisé.

Créée en 1997, la BPS est une sorte de bibliothèque informatique destinée aux établissements scolaires et aux différents organismes chargés d'éducation ou d'emploi. Son catalogue contient 5 000 documents, pour la plupart issus des programmes de La Cinquième. Grâce au système du téléchargement, les utilisateurs peuvent commander à l'avance l'émission qu'ils ont choisie ainsi que les éléments supplémentaires (cartes, chronologies, bibliographies, etc.), créés pour illustrer et préciser le sujet. Dans les 473 sites équipés de la BPS (établissements scolaires, agences pour l'emploi, centres de formation, collectivités locales, etc.), les usagers consomment en moyenne un peu plus d'un programme par jour.

Sur tous les supports

La Cinquième-La Sept/Arte met en avant le succès de ses sites Internet. 800 000 pages sont visitées chaque mois sur La Cinquième et un million sur Arte. En outre, un cours de français en ligne vient d'être créé et un site emploi devrait bientôt voir le jour, pour lequel des partenariats sont recherchés. Outre les livres, cassettes vidéo et CD-ROM, les deux chaînes lancent une collection de DVD. Présentes sur les deux bouquets satellites, elles cherchent aussi à *« explorer les capacités d'interactivité »* sur ce moyen de diffusion. Un *« dico en ligne »* est prévu sur CanalSatellite. Par ailleurs, Jérôme Clément, président de La Cinquième-La Sept/Arte, défend le numérique hertzien *« comme l'occasion, pour le service public, de mieux exposer une offre qui n'attire pas spontanément les opérateurs privés »*.

La BPS cherche à multiplier les partenariats avec les collectivités locales. Des accords existent ou sont en discussion avec l'Alsace, Metz, Besançon, la Somme, la Bretagne, le Rhône, entre autres. Férus de nouvelles technologies, certains élus soutiennent cette stratégie. *« La BPS est un élément déterminant dans le développement d'un réseau de média électronique de proximité dans une ville »*, estime Jean-Charles Bourdier, conseiller auprès du maire de Metz, qui est équipée de cinq sites, dont un dans le service pédiatrique d'un hôpital. Dans le département du Rhône, qui est en train de s'équiper d'un puissant réseau de distribution de services, le sénateur René Trégouët souhaite que *« cela permette d'expérimenter une BPS à large débit »*.

PHASE GRATUITE

Reste à savoir si la sophistication et la multiplication des réseaux de diffusion contribueront à une meilleure satisfaction des usagers. Pendant la période d'expérimentation, certains utilisateurs, notamment dans le nord de la France, se sont heurtés à des problèmes techniques, qui ont parfois été longs à résoudre. En ce qui concerne les contenus, l'aspect généraliste de la BPS fait évidemment des frustrés. Les responsables d'associations et de mouvements de jeunes la trouvent trop axée sur les programmes scolaires. Quant aux instituts spécialisés, ils regrettent de ne pas y trouver certains documents dans le secteur sur lequel ils travaillent.

Parmi les gisements de la BPS encore peu exploités, certains comptent sur la diffusion vers l'étranger. Ce serait à la fois l'occasion d'un développement commercial et un bon coup de pouce pour la défense de la francophonie. Des accords existent avec des établissements scolaires dans plusieurs pays, dont la Grèce, l'Espagne, le Maroc, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Certains produits sont aussi édités en anglais.

Prudent, M. Clément préférerait atteindre l'équilibre économique de son système avant d'engager des investissements pour le développement international. L'année prochaine sera, en ce domaine, décisive. Car, une fois achevée la période d'expérimentation qui ne leur coûtait rien, les utilisateurs vont devoir décider s'ils acceptent ou non de payer pour l'accès aux services de la BPS. Encore à l'étude, les prix devraient avoisiner 1 franc la minute durant les vingt minutes de consultation, avec une dégressivité au-delà.

Pour parvenir à l'équilibre des comptes, les responsables de la BPS estiment que cinq exercices seront nécessaires. En 1998 et en 1999, la BPS a bénéficié d'un apport de 40 millions de francs. Jérôme Clément demande à l'Etat-actionnaire de poursuivre son effort de soutien.

Euronews cesse sa diffusion en langue arabe

LYON

de notre correspondant régional

La chaîne d'information en continu et multilingue Euronews, installée près de Lyon depuis 1993, ne diffusera plus son programme en langue arabe à partir du 14 avril. La décision a été prise il y a quelques semaines par le groupe britannique International Television News (ITN, filiale à 25 % de Reuters PLC), qui assure la direction opérationnelle de la chaîne européenne depuis décembre 1997, date à laquelle il a racheté les 49 % détenus par Alcatel-Alsthom. Le reste du capital est contrôlé par un consortium de dix-huit chaînes publiques européennes, dont France Télévision, la RAI (Italie), la RTVE (Espagne) et la SSR (Suisse).

Depuis son lancement, Euronews diffuse ses programmes en anglais, allemand, français, espagnol et italien. Il y a deux ans, l'Union européenne a accordé une subvention à la chaîne pour permettre la création d'un service d'information en langue arabe. Depuis, Euronews propose quotidiennement, entre 16 heures et minuit, des images commentées dans cette langue. Huit journalistes permanents et une dizaine de pigistes collaborent à ces programmes relayés par le câble et le satellite. Selon la direction d'Euronews, l'UE ne s'était engagée à subventionner cette activité nouvelle que pendant deux ans. La chaîne affirme avoir recherché des solutions pour poursuivre ce programme. Mais elle n'est pas parvenue à réunir l'argent nécessaire à la poursuite de cette *« expérience »*.

« PLUS DE DIALOGUE SOCIAL »

D'autre part, Euronews souhaitait que ses émissions puissent être reprises, à certaines heures de la journée – comme le font quotidiennement France 3 ou la RAI –, par les télévisions publiques arabes, notamment celles des pays du Maghreb. Les organisations syndicales de journalistes prétendent que Bruxelles a subi d'importantes pressions de la part de plusieurs gouvernements du pourtour méditerranéen pour qu'elle cesse de financer les programmes en langue arabe d'Euronews.

La suppression de ce service mais aussi le conflit salarial qui oppose depuis plusieurs semaines les journalistes d'Euronews à la direction sont à l'origine de la grève qui s'est déroulée les 7 et 8 avril (*Le Monde* du 9 avril). Trente-trois journalistes permanents sur les cent trois employés par la chaîne ont cessé le travail. Toutefois, l'antenne n'a pas été perturbée, les cadres de société ayant pris en charge la réalisation des programmes.

Les journalistes grévistes estiment que, depuis l'arrivée du nouvel actionnaire britannique, les conditions de travail se sont considérablement détériorées. L'un d'eux affirme que *« le dialogue social n'existe plus. Pour coller à CNN, on nous demande de faire sans cesse davantage d'efforts. Mais, lorsque nous réclamons 1 % d'augmentation annuelle, on nous la refuse. »* La direction se défend en rappelant qu'elle a accepté, en début d'année, de ne procéder à aucun licenciement en échange d'un gel des salaires.

La chaîne européenne, qui cultive une très grande discrétion sur le bilan de l'entreprise, s'est fixé comme objectif de retrouver l'équilibre financier avant la fin 1999. Depuis son lancement, Euronews a toujours été déficitaire. Son porte-parole déclare que, depuis sa reprise en mains par ITN, *« la santé d'Euronews s'est beaucoup améliorée »* et qu'elle devrait enregistrer, grâce aux accords publicitaires passés avec RTL (Allemagne) et Channel Five (Grande-Bretagne), de substantielles rentrées d'argent. En 1997, avant l'arrivée de ses nouveaux dirigeants, Euronews n'avait encaissé que 30 millions de francs (4,6 millions d'euros) de recettes publicitaires pour un budget qui s'élevait alors à 185 millions de francs (28,2 millions d'euros).

Claude Francillon

L'empire Murdoch fragilisé par la guerre des « miss »

LONDRES

de notre correspondant à la City

Le magnat des médias Rupert Murdoch aime les femmes, ce n'est un secret pour personne. Si sa puissance, sa fortune, ses coups de poker aussi craints que célèbres, suscitent de véritables dévotions féminines, le papivore presque septuagénaire se passerait bien de la foire d'empoigne à la *Dallas* qui oppose les « dames » de son entourage. La guerre entre les héritières a pour incidence une fragilisation de News Corp., la firme du magnat australo-américain. John Malone, le président de Liberty Media (filiale d'ATT), en a profité pour devenir, mardi 6 avril, le second actionnaire du groupe, après la famille Murdoch (*Le Monde* du 8 avril). *« L'action est significativement sous-évaluée »*, a-t-il expliqué en prenant 8 % de News Corp. Le même jour, le prince Al Waleed, déjà actionnaire, a porté sa participation à 6 %. Ces opérations se sont soldées par une hausse de 11,7 % de l'action à la Bourse de Sydney.

FAVORITISME

Pour autant, le feuilleton est loin d'être fini. Qu'adviendra-t-il si une partie de la famille Murdoch, qui détient environ 30 %, décide de vendre ? Se taire et attendre : cela faisait des années que Prudence McLeod, la fille aînée de Rupert Murdoch, issue d'un premier mariage dissous en 1966, appliquait stoïquement la consigne. Mais l'intérêt personnel l'a finalement emporté sur l'esprit de famille. *« N'en déplaise aux uns et aux autres, mon père a toujours affirmé que nous étions quatre. Mes enfants devront toucher aussi leur part d'héritage le jour venu »*, a déclaré Prudence, quarante ans, visiblement frustrée par le favoritisme dont bénéficient ses demi-sœur et frères, Elizabeth, Lachlan et James. Les trois enfants du second mariage avec Anna, dont le tycoon vit séparé depuis un an, occupent en effet des postes de responsabilité dans la hiérarchie du conglomérat. L'époux de Prudence se contente, lui, d'un poste subalterne de directeur de la diffusion du *Times*. Pour tenter de se faire un prénom, Prudence a poussé l'indépendance d'esprit jusqu'à confier ses états d'âme au *Sun Herald*, le grand rival à Sydney du *Telegraph*, le tabloïd de l'écurie Murdoch en Australie, dirigé par Lachlan !

« La prochaine Mme Murdoch » : la sortie retentissante de Prudence ne serait pas étrangère à la publication, dans le dernier numéro du mensuel mondain *Tatler's*, d'un portrait du mannequin australien Sarah O'Hare. Se décrivant comme *« impitoyable en affaires »*, la sensuelle épouse – le mariage a eu lieu secrètement le 27 mars – de Lachlan Murdoch, dauphin attitré de Rupert, décrit son beau-père comme *« un incroyable génie »*. Prudence entend également contrarier les projets d'Elizabeth Murdoch, directrice des programmes de la filiale BSkyB, le bouquet satellitaire britannique. Peu soucieuse de camoufler ses appétits de succéder à son père, qui a toujours marqué une préférence en sa faveur, cette divorcée de trente et un ans est toujours volontaire pour occuper le devant de la scène médiatique londonienne. Voilà qui agace Prudence, qui se décrit comme une *« femme au foyer »*.

Enfin, l'irruption d'une quatrième « Miss Murdoch » en la personne de la nouvelle petite amie de Rupert, Wendy Deng, envenime la crise. Dès la conclusion de son divorce, Rupert entend épouser cette jeune femme intelligente et déterminée que rien ne semble devoir arrêter. Rupert et Deng vivront heureux et auront au moins deux enfants : il est clair que cette prédiction d'un astrologue de Hongkong donne des sueurs froides aux « héritiers ».

Les dirigeants de News Corp. s'efforcent de dédramatiser ce conflit fratricide, qui risque à terme de fragiliser la performance boursière du groupe. Un initié se veut serein : *« L'heure de la retraite de Rupert n'a pas sonné. Et si le patron devait disparaître demain, sous la pression des banques, le management prendrait la barre, pas les enfants. »*

Marc Roche

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL : le bouquet numérique terrestre britannique OnDigital compte 110 000 abonnés,** ont annoncé jeudi 8 avril, Carlton et Granada, principaux actionnaires de cette offre télévisuelle lancée en novembre 1998. OnDigital avait été créé quelques semaines après Sky Digital, le bouquet satellitaire numérique de BSkyB, qui comptait 350 000 abonnés début février. – *(AFP.)*

■ ***Dix-sept quotidiens régionaux favorables à la création de télévisions locales*** se sont constitués en groupement d'intérêt économique (GIE). Baptisée Télévision Presse Région, cette entité dotée de six administrateurs a pour but de réaliser des études pour les projets télévisuels. Le *Midi Libre* s'est ajouté à la liste initiale des seize signataires (*Le Monde* du 16 janvier).

■ **MULTIMÉDIA : la publicité sur Internet en France a décollé en 1998** avec des revenus quadruplés, à 113 millions de francs (17,2 millions d'euros), mais elle reste marginale par rapport au marché publicitaire hexagonal total (77 milliards de francs, soit 11,7 milliards d'euros) selon une étude du cabinet PriceWaterhouseCoopers, publiée jeudi 8 avril.

■ **ÉDITION MUSICALE : les groupes d'édition musicale allemand Bertelsmann et canadien Seagram** vont vendre ensemble de la musique sur Internet. Sur un site commun, ils commercialiseront des disques de leurs propres labels, BMG et Universal Music, et de leurs concurrents, ont-ils annoncé mercredi 7 avril.

■ **PRESSE : Colette Walcker, actionnaire de *Midi Libre*,** proche de l'ex-PDG Claude Bujon, a demandé en référé, jeudi 8 avril, au tribunal de commerce de Montpellier de nommer un administrateur judiciaire chargé de convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires pour qu'ils se prononcent sur la légitimité de José Frèches, le président de *Midi Libre*. La décision a été mise en délibéré au 15 avril.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ALCATEL : le groupe français de télécommunications a remporté**, jeudi 8 avril, un contrat de 800 millions de dollars (747 millions d'euros) auprès de l'opérateur américain Bell Atlantic, pour la fourniture d'équipements à haut débit ADSL, qui permettent d'augmenter les performances des infrastructures en cuivre du téléphone *et d'offrir aux* abonnés des vitesses de transmission sur Internet 200 fois plus rapides.

● **STMicroelectronics : le fabricant de microprocesseurs franco-italien** STMicroelectronics (ST) a annoncé, jeudi, un partenariat avec l'américain VideoLogic pour développer en commun des accélérateurs graphiques et vidéo de hautes performances pour ordinateurs PC et systèmes numériques.

● **MICROSOFT : le juge Thomas Jackson a ordonné la publication**, d'ici à la fin avril, des transcripts et enregistrements vidéo des dépositions, y compris celle de Bill Gates, prises dans le cadre du procès anti-trust de Microsoft. Ce procès, qui a démarré le 19 octobre, a été suspendu à la fin février et devrait reprendre le 10 mai.

● **DELL : Michael Dell, PDG de Dell Computer, numéro un de la vente directe**, estime que les ventes de l'industrie informatique devraient augmenter d'environ 14 % par an sur les trois prochaines années, grâce notamment aux ordinate urs bon marché.

● **APPLE : le constructeur d'ordinateurs personnels *s'apprête à lancer une troisième*** version de son IMac, équipée d'un microprocesseur à 333 megahertz. L'IMac a permis au groupe dirigé par Steve Jobs de passer de 2 % à 7 % de parts de marché en sept mois.

● **CISCO : le groupe américain, numéro un des équipements de réseau pour la transmission de données, a annoncé l'acquisition des américains Fibex Systems et Sentient Networks, pour 445 millions de dollars** *(476 millions d'euros), afin de* compléter sa gamme proposée aux opérateurs de télécommunications et aux fournisseurs d'accès à Internet.

SERVICES

● **9 TELECOM : la filiale française de Telecom Italia** spécialisée dans la téléphonie fixe a dévoilé, vendredi 9 avril, sa grille tarifaire pour les particuliers, les professionnels et les grandes entreprises. Ces offres sont basées sur la création d'une zone nationale unique au-delà de 30 km et sur un seul tarif pour l'Europe.

● **CANAL PLUS : le groupe français de télévision à péage** offre 110 millions de dollars (quelque 102 millions d'euros) en vue du rachat du groupe de télévision à péage Stream, détenu par l'opérateur italien Telecom Italia, qui compte actuellement 135 000 abonnés, selon le *Financial Times* de vendredi 9 avril.

FINANCE

● **CRÉDIT AGRICOLE : les syndicats FO, FGSOA et Snlacam (autonomes) ont décidé de ne pas signer** en l'état le projet d'accord sur les 35 heures concernant *70 000 salariés de la banque*, en raison notamment d'un volume d'embauches *« insuffisant »*. La CGT est opposée, et la CFTC prendra sa décision définitive lundi 12 avril. La CFDT et la CFE-CGC poursuivent leurs consultations.

● **DEUTSCHE BANK : l'erreur de programmation d'un ordinateur** de Bank 24, la filiale de banque directe de la première banque privée allemande, a plongé 55 000 de ses clients dans des découverts d'un montant total de plusieurs milliards de marks.

RÉSULTATS

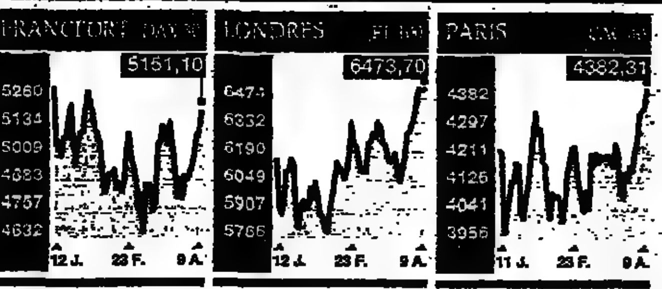
■ **FRAMATOME : le groupe spécialisé dans le nucléaire et la connectique** a enregistré une baisse de 39 % de son bénéfice, à 92 millions d'euros en 1998.

■ **DRESDNER BANK : la troisième banque privée allemande** a annoncé vendredi 9 avril un bénéfice net de 1 858 millions de marks (966 millions d'euros) en 1998, soit une hausse de 55,4 %.

■ **GENERALI :** l'assureur italien a annoncé, jeudi, une hausse de 68 % du bénéfice net consolidé, à environ 1 730 milliards de lires (893 millions d'euros).

■ **LA MONDIALE : le groupe *d'assurance vie mutualiste*** a dégagé un bénéfice net consolidé en hausse de 9 % en 1998, à 198 millions de francs (30,18 millions d'euros).

EUROPE



Europe 12h30 ▶	Indices sélection	cours 09/04	Var. % 08/04	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	[illegible]	0,84	10,48
EUROPE	STOXX 50	[illegible]	0,49	11,15
EUROPE	EURO STOXX 324	317,44	0,58	6,39
EUROPE	STOXX 653	305,02	0,47	9,25
PARIS	CAC 40	4382,31	1,19	11,15
PARIS	MIDCAC	1834,41	0,31	−0,61
PARIS	SBF 120	2987,27	1,09	10,56
PARIS	SBF 250	2780,40	1,24	10,42
PARIS	SECOND MARCHÉ	1847,86	0,11	−7,87
AMSTERDAM	AEX	542,93	0,81	0,68
BRUXELLES	BEL 20	[illegible]	0,55	−4,87
FRANCFORT	DAX 30	5151,10	1,62	2,97
LONDRES	FTSE 100	6473,70	0,56	10,05
MADRID	STOCK EXCHANGE	10096,30	−0,14	2,54
MILAN	MIBTEL 30	37043,00	−0,29	5,38
ZURICH	SPI	7390,00	0,78	3,20

AMÉRIQUES

NEW YORK Dow Jones — 10197,–
NEW YORK Nasdaq — 2573,39
EURO / DOLLAR — 1.07

Amérique 10h15 ▶	Indices sélection	cours 08/04	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10197,70	1,11	11,07
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1343,98	1,29	9,34
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2573,39	1,14	12,88
TORONTO	TSE INDEX	6932,50	[illegible]	6,59
SAO PAULO	BOVESPA	11466,00	−0,56	[illegible]
MEXICO	BOLSA	300,74	1,25	[illegible]
BUENOS AIRES	MERVAL	[illegible]	−0,28	[illegible]
SANTIAGO	IPSA GENERAL	[illegible]	1,92	[illegible]
CARACAS	CAPITAL GENERAL	[illegible]	−2,86	−11,34

ASIE - PACIFIQUE

TOKYO Nikkei — 16855,63
HONGKONG Hang Seng — 11914,10
EURO / YEN — 130,71

Zone Asie 9h10 ▶	Indices sélection	cours 09/04	Var. % 08/04	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16855,63	0,05	[illegible]
HONGKONG	HANG SENG	11914,10	1,80	[illegible]
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	[illegible]	0,61	[illegible]
SYDNEY	ALL-ORDINARIES	[illegible]	0,12	3,77
BANGKOK	SET	27,49	1,44	7,01
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	[illegible]	−1,87	[illegible]
WELLINGTON	NZSE-40	[illegible]	[illegible]	6,12

ÉCONOMIE

La baisse des taux européens vise à doper la croissance

JEUDI 8 AVRIL, lors de sa conférence de presse, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a justifié la baisse des taux directeurs de 3 % à 2,5 % en estimant qu'elle *« devait permettre de mieux exploiter le potentiel de croissance »* de l'économie de la zone euro.
Ce geste de la BCE a été salué par la Commission européenne, qui estime que cela traduit *« une analyse de la situation économique européenne en ligne »* avec la sienne. *« Ce signal ne peut que renforcer la confiance des acteurs économiques et des partenaires internationaux dans la capacité de l'UE à retrouver rapidement une croissance plus forte dans des conditions économiques saines »*, a indiqué la Commission dans un communiqué. *(Lire aussi page 22.)*
■ **Le secrétaire au Trésor américain Robert Rubin** a estimé, jeudi 8 avril, qu'il *« est important pour l'Europe et pour le reste du monde que l'Europe retrouve le chemin de la croissance soutenue »*.

■ **ALLEMAGNE : les entrées de commandes dans l'industrie ont baissé de 1,7 % en février**, comparé à janvier, selon le chiffre provisoire diffusé jeudi par le ministère allemand des finances.
■ **Les prix à la consommation ont progressé de 0,1 % en mars**, comparés à février, selon les chiffres publiés, vendredi 9 avril, par l'Office fédéral des statistiques. Sur une année, la progression a été limitée à 0,4 %.

■ **SUISSE : le taux de chômage a baissé à 3,1 % en mars**(avec 114 073 chômeurs), contre 3,4 % en février et 4,6 % en mars 1998, a annoncé, vendredi 9 avril, l'Office fédéral de l'économie et du travail.

■ **POLOGNE : le Fonds monétaire international (FMI) a salué, jeudi 8 avril, les performances de l'économie polonaise**, *« une des meilleures parmi les économies en transition »*. Le FMI note que la croissance s'est établie en Pologne à 4,8 % en 1998 et l'inflation est passée de 13,2 % en 1997 à 8,6 % en 1998. Mais les administrateurs de l'institution monétaire invitent à la prudence devant *« tout signe d'un creusement du déficit extérieur des comptes courants ou d'un retrait des investissements directs internationaux »*. Le déficit commercial a atteint 9,2 % du PIB en 1998 contre 8,3 % un an avant.

■ **EUROPE : la « contre-offensive européenne » souhaitée** jeudi 8 avril par la France, après la décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) jugeant le régime d'importation de bananes de l'Union européenne non conforme aux règles internationales, a reçu un premier accueil positif de la part des producteurs martiniquais.
Le président de la Sicabam, groupement de producteurs et opérateurs de bananes des Antilles françaises, Laurent de Meillac, a toutefois exprimé des *« craintes »* que, en cas de *« compromis »* entre l'UE et les Etats-Unis, cela ne se traduise par *« une augmentation des quotas de bananes-dollars »* qui serait préjudiciable à la production antillaise de bananes.

■ **ÉTATS-UNIS : les demandes hebdomadaires d'allocations chômage ont progressé** de 11 000, à 299 000 personnes, pour la semaine terminée le 3 avril, a annoncé, jeudi 8 avril, le département du travail. La progression a été plus importante que celle prévue par les analystes.

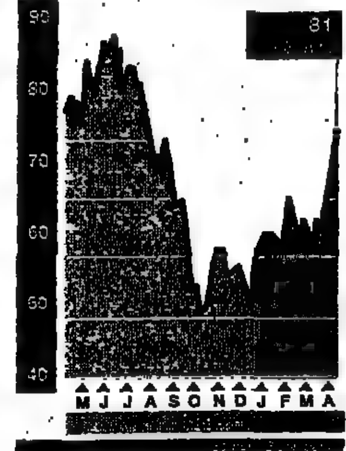
■ **JAPON : les commandes de biens d'équipement passées** par les entreprises japonaises du secteur privé ont reculé de 8,9 % en février par rapport à février 1998, après avoir chuté de 22,9 % en janvier, a annoncé vendredi 9 avril l'Agence de planification économique (EPA). Sur un mois, les commandes de biens d'équipement sont cependant en hausse de 5 %, après une baisse de 1,7 % en janvier.

■ **CHINE : *« La monnaie chinoise ne sera pas dévaluée et restera stable »***, a déclaré jeudi 8 avril le premier ministre chinois, Zhu Rongji. Il a appelé les investisseurs américains à venir en Chine, leur assurant qu'ils n'avaient pas à craindre un *« risque de dévaluation »*. Zhu Rongji a ajouté que la Chine ne serait pas la prochaine victime de la crise asiatique et que la croissance du PIB chinois avait atteint 8,3 % au premier trimestre.
■ **Les Etats-Unis et la Chine ont échoué, jeudi, à boucler un accord complet** *sur les conditions* d'accession de Pékin à l'Organisation mondiale du commerce en raison, selon le premier ministre chinois Zhu Rongji, d'un climat politique américain néfaste. Bill Clinton a plaidé vigoureusement en faveur d'une accession de la *Chine à l'OMC en faisant valoir* que l'ouverture du marché chinois qui en résultera est dans le plus grand intérêt des Etats-Unis. *(Lire page 8).*

VALEUR DU JOUR

Strafor Facom refuse l'offre de Fimalac

JEUDI 9 avril, le conseil d'administration de Strafor Facom a chargé son président, Paul-Marie Chavanne, de trouver un « chevalier blanc » pour contrer l'offre publique d'achat (OPA) lancée fin mars par Fimalac. Validée le 1er avril par le conseil des marchés financiers, l'offre du groupe financier dirigé par Marc Ladreit de Lacharrière porte sur la totalité du capital de Strafor Facom, au prix de 80 euros (524,77 francs), ce qui valorise la société à 848 millions d'euros (5,6 milliards de francs). Ce prix, souligne Fimalac, intègre une prime de 20 % par rapport au cours des trois derniers mois. *Le* titre Strafor Facom cotait 81 euros, jeudi, après avoir gagné 1,55 euro dans la séance.
Pour les administrateurs de Strafor Facom, fabricant d'outillage à main et d'équipement de garage, le projet de Fimalac se caractérise par une *« absence complète de synergies »*, son prix est insuffisant, et Fimalac *« n'a pas les moyens financiers nécessaires au développement »* du groupe alsacien. Ce dernier, selon le communiqué publié jeudi à l'issue du conseil, *« a besoin de plusieurs milliards de francs pour assurer sa croissance. »*
M. Chavanne, qui a pris la succession d'Henri Lachmann il y a moins d'un an, a choisi de quitter le secteur du mobilier de bureau, où Strafor était allié à l'américain Steelcase, pour redéployer l'activité autour de son métier d'origine. En février, le groupe a pris le



contrôle d'Autodistribution, spécialisé dans la distribution de matériel de réparation automobile.
Alors que Fimalac détient déjà 5,20 % du capital de Strafor Facom, un nouvel actionnaire s'est fait connaître jeudi. Il s'agit de Michel Coencas, qui venait tout juste d'annoncer la cession prochaine de Valfond, le groupe industriel qu'il a bâti dans les années 80, à la banque suisse UBS.
Sans préciser ses intentions, M. Coencas a annoncé avoir acquis 1,43 % du capital de Strafor Facom par l'intermédiaire de sa holding, le groupe Valois. Celle-ci disposerait d'une trésorerie d'environ 3 milliards de francs et d'actifs que M. Coencas pourrait céder s'il se lançait dans une offensive de plus grande ampleur.

Anne-Marie Rocco

SUR LES MARCHÉS

PARIS

APRÈS AVOIR DÉPASSÉ à l'ouverture, vendredi 9 avril, son record historique de 4 388,48 points atteint le 17 juillet 1998, l'indice CAC 40 ne gagnait plus que 0,95 % à 4 371,76 points en milieu de séance. Les investisseurs ont salué la baisse d'un demi-point des taux directeurs de la Banque centrale européenne. La veille, l'indice CAC 40 avait pris 0,29 %, à 4 330,70 points.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort grimpait de 1,15 % à 5 126,07 points en milieu de journée, vendredi 9 avril, après avoir fait un bond de plus de 2 % quelques heures après l'ouverture de la séance. La *baisse des taux directeurs européens* a été chaleureusement accueillie par les boursiers. La veille, la séance s'était terminée sur un gain de 0,81 %, à 5 067,76 points.

LONDRES

L'INDICE FT-100 de la Bourse de Londres a terminé la séance du jeudi 8 avril par une baisse de 0,55 %, à 6 437,90 points. Le marché avait largement anticipé la réduction à 5,25 % du taux directeur de la Banque d'Angleterre.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a terminé la séance du vendredi 9 avril sur un léger gain de 0,05 %, à 16 855,63 points. L'indice avait dépassé les 17 000 points en cours de séance pour la première fois depuis mars 1998.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES a profité de la baisse des taux directeurs en Europe pour établir de nouveaux records. Stable avant le verdict de la Banque centrale européenne (BCE), l'indice vedette de New York a clôturé, jeudi 8 avril, en hausse de 1,11 %, à 10 197,70 points, tandis que les autres principaux indices ont atteint des sommets historiques : le Nasdaq a progressé de 1,14 % à 2 573,39 points et le Standard and Poor's 500 a gagné 1,29 % à 1 344 points.

TAUX

PRÉCÉDÉE par une détente monétaire en Angleterre, la baisse des taux en Europe a, par son ampleur *inattendue, été bien accueillie par* le marché obligataire américain. Le rendement de l'emprunt d'Etat à 30 ans, qui évolue à l'inverse du prix, est tombé jeudi 8 avril à 5,428 % contre 5,509 % mercredi. Après avoir également vivement progressé juste après l'annonce de la BCE, le *marché* obligataire en Europe poursuivait légèrement sa hausse, vendredi 9 avril à l'ouverture, le contrat Bund, qui reflète la performance des emprunts d'Etat allemands, gagnant 0,09 %.

MONNAIES

APRÈS avoir atteint 1,0879 dollar, jeudi 8 avril, après l'annonce de la baisse des taux en Europe, l'euro a rapidement retrouvé ses précédents niveaux à 1,0757 dollar, niveau qu'il maintenait à l'ouverture vendredi 9 avril, se négociant à 1,0744 dollar.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone Euro

Euro contre ▶	08/04
COURONNE DANOISE	7,4322
COUR. NORVÉGIENNE	8,4106
COUR. SUÉDOISE	8,9640
COURONNE TCHÈQUE	38,083
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7324
DOLLAR CANADIEN	1,6215
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0882
DRACHME GRECQUE	[illegible]
FLORINT HONGROIS	[illegible]
ZLOTY POLONAIS	4,2889

Cours de change croisés

09/04 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	....	0,82450	1,07600	0,16433	1,60380	0,67531
YEN	121,28500	....	130,71500	19,92500	194,52000	81,98500
EURO	0,92764	0,76502	....	0,15245	1,48820	0,62645
FRANC	6,08520	5,01730	6,55957	....	9,76640	4,11300
LIVRE	0,62352	0,51410	0,67195	0,10245	....	0,42120
FRANC SUISSE	1,48080	1,22095	1,59550	0,24315	2,37445	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 08/04 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,14	2,77	4,02	4,91
ALLEMAGNE	3,06	....	3,92	4,86
GDE-BRETAG.	5,38	5,03	4,51	4,43
ITALIE	....	2,90	4,15	5,11
JAPON	0,13	0,10	1,52	....
ÉTATS-UNIS	4,78	4,46	5,10	5,49
SUISSE	1	1,12	2,37	3,79
PAYS-BAS	3,10	2,84	4,06	4,91

Matif

Cours 12 h 30 ▶	Volume 09/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	10280	96,36	96,52
Euribor 3 mois			
JUIN 99	4966	97,37	97,38

Matières premières

En dollars ▶	Cours 08/04	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1426,5	−0,52
ALUMINIUM 3 MOIS	1254,5	−0,20
PLOMB 3 MOIS	503	−0,40
ETAIN 3 MOIS	5295	0,08
ZINC 3 MOIS	1004	−0,10
NICKEL 3 MOIS	5043	−0,04
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	4,97	−0,20
PLATINE A TERME	79808,16	−0,11
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	267,5	−0,47
MAÏS (CHICAGO)	216,5	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	131,8	−0,38
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1079	−4,85
CAFÉ (LONDRES)	1504	....
SUCRE BLANC (PARIS)	185	....

Pétrole

En dollars ▶	Cours 08/04	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	14,21	....
WTI (NEW YORK)	15,86	0,19
LIGHT SWEET CRUDE	15,82	−0,31

Or

En Euros ▶	Cours 08/04	Var % 07/04
OR FIN KILO BARRE	8350	....
OR FIN LINGOT	8350	−0,38
ONCE D'OR (LO) $	281	+0,30
PIÈCE FRANCE 20 F	50,30	−1,37
PIÈCE SUISSE 20 F	50,80	+0,40
PIÈCE UNION LAT. 20 F	49	−3,16
PIÈCE 10 DOLLARS US	284	....
PIÈCE 20 DOLLARS US	487	+0,31
PIÈCE 50 PESOS MEX	309,50	....

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

هكذا من الأصل

VALEURS EUROPÉENNES

● **DaimlerChrysler** a progressé, jeudi 8 avril, de 1,85 %, à 84,99 euros. Temic, sa branche pièces détachées, s'attend à la poursuite de l'augmentation de ses ventes cette année.

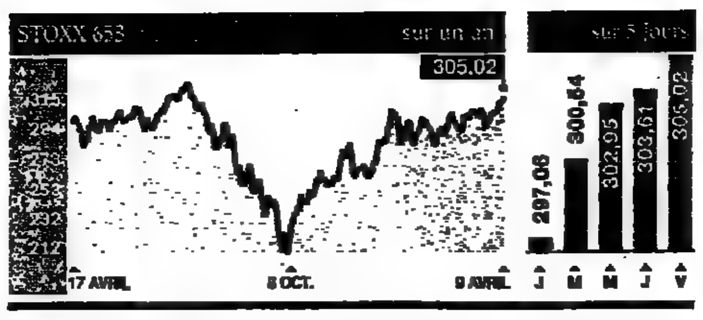
● **Granada Group** a gagné jeudi 3,37 %, à 1 350 pence. ONdigital, un service de télévision à péage que le groupe détient avec Carlton Communications, a conquis 110 000 abonnés depuis son lancement, le 15 novembre. Un nombre largement supérieur aux prévisions des analystes.

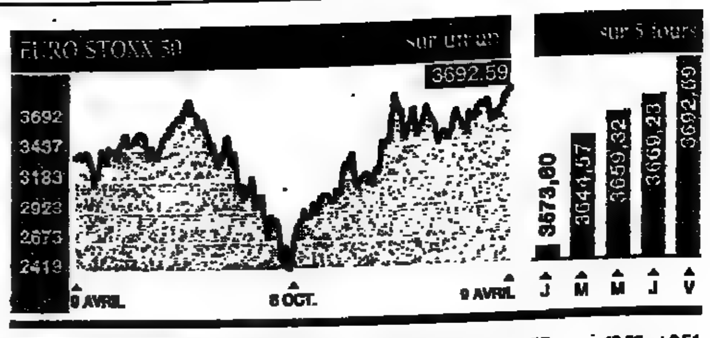
● **Great Universal Stores** a bondi jeudi de 7,22 %, à 713 pence. L'entreprise de vente par correspondance a bénéficié de conseils positifs d'une maison de titres.

● **Marks & Spencer** a perdu jeudi 3,3 %, à 422,25 pence. Selon une information parue dans le *Daily Mail*, le groupe de distribution s'apprêterait à baisser ses prix de détail pour augmenter ses parts de marché.

● **Novartis** a affiché jeudi une progression de 3,45 %, à 2 490 francs suisses. Le titre du numéro un mondial de l'industrie pharmaceutique continue de bénéficier de spéculations sur des rapprochements dans le secteur.

● **Telecom Italia** s'est apprécié jeudi de 2,29 %, à 9,529 euros. Des rumeurs ont fait état d'une possible alliance entre l'opérateur et un investisseur étranger pour contrer l'OPA d'Olivetti.





09/04 12 h 46 ▶ — Code pays — Cours en euros — % Var. veille

AUTOMOBILE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	37,71	+0,30
BASF AG	BE •	38	+4,68
BMW	DE •	627,5	+0,72
CONTINENTAL AG	DE •	23,38	+1,30
DAIMLERCHRYSLER	DE •	87,1	+1,87
FIAT	IT •	3,09	....
FIAT PRIV.	IT •	1,59	+0,63
LUCAS VARITY	GB	4,28	-0,35
MICHELIN-B- /RM	FR •	43,67	+1,33
PEUGEOT /RM	FR •	148,9	+2,69
PIRELLI	IT •	2,7	+1,69
RENAULT	FR •	33	+0,95
VALEO /RM	FR •	77,65	+1,77
VOLKSWAGEN	DE •	62,35	+0,89
VOLVO -A-	SE	24,32	-0,23
VOLVO -B-	SE	24,86	+0,22
▶ DJ E STOXX AUTO P		235,99	-1,78

BANQUES

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	19,94	-0,74
ABN AMRO HOLDIN	NL •	19,35	+0,52
ALLIED IRISH BA	GB	15,90	....
ALPHA CREDIT BA	GR	72,74	....
ARGENTARIA R	ES •	22,1	+0,18
B PINTO MAYOR R	PT •	18,27	....
BANCO ESSI R	PT •	10,54	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	57,2	+1,69
BANK OF IRELAND	GB	18,34	+0,16
BANK OF PIRAEUS	GR	27,97	....
BANKINTER R	ES •	36,65	+0,82
BARCLAYS PLC	GB	26,61	-0,41
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	53	+0,95
BCA FIDEURAM	IT •	5,71	-0,17
BCA INTESA	IT •	5,6	-0,71
BCA ROMA	IT •	1,48	+0,68
BCO BILBAO VIZC	ES •	14,39	+0,36
BCO CENTRAL HIS	ES •	12,1	+0,92
BCO POPULAR ESP	ES •	68,2	-0,94
BCO SANTANDER	ES •	20,16	+0,80
BCP R	PT •	28,4	....
BNP /RM	FR •	73,85	+0,90
CCF /RM	FR •	84,5	-0,12
CHRISTIANIA BK	NO	3,64	+1,66
COMIT	IT •	7,3	-1,48
COMM.BANK OF GR	GR	154,68	....
COMMERZBANK	DE •	29,85	+0,17
DEN DANSKE BK	DK	104,38	+0,65
DEN NORSKE BANK	NO	3,39	+1,79
DEUTSCHE BANK A	DE •	50	+3,52
DEXIA CC	BE •	146,7	+1,03
DEXIA FCE RM	FR •	129,1	+0,86
DRESDNER BANK	DE •	37,8	+0,27
ERGO BANK	GR	77,02	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	675	....
FOERENINGSSB A	SE	23,37	+3,20
FOKUS BK	NO	9,16	....
HALIFAX	GB	12,45	-1,06
HSBC HOLDS	GB	32,24	-0,14
IONIAN BK REG.S	GR	61,03	....
JYSKE BANK REG	DK	74,81	....
KAPITAL HOLDING	DK	38,48	+0,35
KBC BANCASSURAN	BE •	64,85	-0,54
LLOYDS TSB	GB	14,63	-0,51
MERITA	FI •	5,31	+2,51
NAT BANK GREECE	GR	71,94	....
NATEXIS	FR •	60,66	+0,10
NATL WESTM BK	GB	22,48	-0,28
NORDBANKEN HOLD	SE	5,58	+0,40
ROLO BANCA 1473	IT •	22,9	+1,33
ROYAL BK SCOTL	GB	20,21	-0,73
S-E-BANKEN -A-	SE	11,99	+0,47
STE GENERAL-A-/	FR •	165,9	-0,60
SV HANDBK -A-	SE	34,42	+1,15
UBS REG	CH	309,56	+1,13
UNICREDITO ITAL	IT •	5,04	+0,20
UNIDANMARK -A-	DK	65,53	+0,41
XIOSBANK	GR	28,14	....
▶ DJ E STOXX BANK P		276,24	+0,59

PRODUITS DE BASE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	60,87	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,41	+11,72
ASSIDOMAEN AB	SE	19,02	+0,29
AVESTA	SE	3,67	+1,59
BEKAERT	BE •	438,8	-0,38
BILTON	GB	4,60	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	43,68	-0,05
BRITISH STEEL	GB	1,92	+4,00
BUHRMANN NV	NL •	15,9	+1,27
BUNZL PLC	GB	3,65	+2,07
CART.BURGO	IT •	6,34	-0,79
ELKEM ASA, OSLO	NO	13,44	....
ELVAL	GR	12,08	....
INPARSA	PT •	17,2	....
JOHNSON MATTHEY	GB	7,04	+1,28
MAYR-MELNHOF KA	AT •	40,7	-0,52
METSAE-SERLA A	FI •	6,5	....
MODO B FR	SE	21,84	+3,47
NORSKE SKOGIND-	NO	29,37	-0,20
OUTOKUMPU OY -A	FI •	9,85	-1,50
PECHINEY-A-	FR •	34,2	-1,81
PORTUCEL INDUST	PT •	5,16	....
RAUTARUUKKI K	FI •	6,34	+0,63
RIO TINTO	GB	13,55	+0,11
SIDENOR	GR	25,29	....
SILVER & BARYTE	GR	28,94	....
SMURFIT JEFFERS	GB	1,81	....
SONAE INDUSTRIA	PT •	10,97	....
SOPORCEL	PT •	10,42	....
SSAB SW ST A FR	SE	11,60	+3,47
STORA ENSO -A-	FI •	9	+3,45
STORA ENSO -R-	FI •	9,18	+2,57
SVENSKA CELLULO	SE	21,20	-0,78
THYSSEN	DE •	174	....
TRELLEBORG B	SE	9,26	-0,60
UNION MINIERE	BE •	32,6	+0,31
UPM-KYMMENE COR	FI •	24,84	+3,93
USINOR	FR •	13,31	-1,48
VIOHALCO	GR	28,85	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	28	-0,46
▶ DJ E STOXX BASI P		162,81	+0,79

CHIMIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGA -A-	SE	11,93	+0,94
AGA -B-	SE	11,99	+0,47
AIR LIQUIDE /RM	FR •	139,7	+1,23
AKZO NOBEL	NL •	....	....
BASF AG	DE •	38	+4,68
BAYER AG	DE •	37,2	+1,92
BOC GROUP PLC	GB	13,45	-0,88
CIBA SPEC CHEM	CH	73,94	+0,84
CLARIANT N	CH	440,30	-0,28
DEGUSSA-HUELS	DE •	36,35	+2,78
DYNO INDUSTRIER	NO	15,22	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4637,17	....
HENKEL KGAA VZ	DE •	68,8	+2,08
ICI	GB	8,41	-1,05
KEMIRA	FI •	5,44	-1,09
LAPORTE	GB	8,42	+1,80
PERSTORP -B-	SE	9,29	....
SNIA	IT •	1,36	-0,79
SOLVAY	BE •	61,5	+0,82
TESSENDERLO CHE	BE •	46,4	+0,06
▶ DJ E STOXX CHEM P		315,03	+2,51

CONGLOMÉRATS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	10,34	+0,58
CGIP /RM	FR •	48,86	+1,75
CIR	IT •	1	....
D'IETEREN SA	BE •	438	-0,32
GAZ ET EAUX /RM	FR •	41,4	+0,49
GBL	BE •	177,5	+0,23
GENL ELECTR CO	GB	8,71	+1,21
GEVAERT	BE •	65,25	+4,99
HAGEMEYER NV	NL •	28,05	+0,18
INCHCAPE PLC	GB	2,04	-1,44
INVESTOR -A-	SE	41,56	+0,08
INVESTOR -B-	SE	42,28	+0,66
KVAERNER -A-	NO	16,05	-0,74
LVMH / RM	FR •	234,4	+1,03
MYTILINEOS HOLD	GR	14,38	....
NORSK HYDRO	NO	38,74	+1,31
OERLIKON-BUEHRL	CH	141,78	+0,56
ORKLA -A-	NO	14,15	....
ORKLA -B-	NO	12,37	+0,87
SONAE INVESTIME	PT •	37,39	....
VEBA AG	DE •	62,2	+1,36
▶ DJ E STOXX CONG P		241,51	+1,24

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	16,87	-1,20
CABLE & WIRELESS	GB	11,92	+0,25
DEUTSCHE TELEKO	DE •	41	+2,50
EUROPOLITAN HLD	SE	87,13	+0,13
FRANCE TELECOM	FR •	83,25	+0,12
HELLENIC TELE (	GR	22,01	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	39	+0,52
CAMDEN NATIONAL	GR	....	....
PORTUGAL TELECO	PT •	44	....
SWISSCOM N	CH	374,11	-1,65
TELE DANMARK	DK	106,29	+2,33
TELECEL	PT •	157,65	....
TELECOM ITALIA	IT •	9,47	-0,83
TELECOM ITALIA	IT •	5,65	-0,53
TELEFONICA	ES •	43,83	+0,69
TIM	IT •	6,29	-0,16
VODAFONE GROUP	GB	18,01	+1
▶ DJ E STOXX TCOM P		624,72	+0,73

CONSTRUCTION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCIONA	ES •	54,15	+2,17
ACESA REG	ES •	12,5	+2,12
AKTOR SA	GR	14,27	....
ASKO OY	FI •	13,65	+0,37
AUMAR R	ES •	21,45	+3,37
AUTOSTRADE	IT •	7,19	+0,56
BCA INTESA	IT •	5,6	-0,71
BICC PLC	GB	1,57	....
BLUE CIRCLE IND	GB	5,21	+2,83
BOUYGUES /RM	FR •	236,2	-1,67
BPB	GB	4,29	+5,09
CARADON	GB	1,89	+0,78
CBR	BE •	88,35	+0,76
CHARTER	GB	5,58	....
CIMPOR SGPS R	PT •	25,90	....
COLAS /RM	FR •	170	+0,59
CRH PLC	GB	16,81	-0,18
CRISTALERIA ESP	ES •	47,8	+1,06
DRAGADOS CONSTR	ES •	38,24	+0,94
FOM CON CONTRAT	ES •	55,6	+0,08
GROUPE GTM	FR •	87,8	+0,40
HANSON PLC	GB	6,29	+0,90
HEIDELBERGER ZE	DE •	66	-1,93
HELL.TECHNODO.R	GR	18,73	....
HERACLES GENL R	GR	25,27	....
HOCHTIEF ESSEN	DE •	39	+7,84
HOLDERBANK FINA	CH	240,01	-1,03
HOLDERBANK FINA	CH	1061,58	....
IMETAL /RM	FR •	106,2	-2,52
ITALCEMENTI	IT •	10,2	-1,45
ITALCEMENTI RNC	IT •	4,5	-0,44
LAFARGE /RM	FR •	91,7	+1,89
MICHANIKI REG.	GR	8,35	....
PARTEK	FI •	9,05	-0,33
PHILIPP HOLZMAN	DE •	124	+2,48
PILKINGTON PLC	GB	1,17	+5,33
RMC GROUP PLC	GB	12,23	+1,66
RUGBY GRP	GB	1,56	+1,94
SAINT GOBAIN /R	FR •	151,1	+1,75
SEMAPA	PT •	17,5	....
SKANSKA -B-	SE	32,80	+1,08
SUPERFOS	DK	12,11	....
TARMAC	GB	1,88	+2,73
TAYLOR WOODROW	GB	2,54	....
TECHNIP /RM	FR •	96	+7,87
TITAN CEMENT RE	GR	76,10	....
UNICEM	IT •	9,95	-0,40
URALITA	ES •	8,69	+0,59
VALENCIANA CEM	ES •	9,6	-0,93
WIENERB BAUSTOF	AT •	168	+0,63
WILLIAMS	GB	6,09	+2,50
▶ DJ E STOXX CNST P		194,22	+1,33

CONSOMMATION CYCLIQUE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR •	220,5	+1,80
ADIDAS-SALOMON	DE •	77,2	-0,89
ALITALIA	IT •	3,16	+0,64
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	30,1	+0,84
BANG & OLUFSEN	DK	64,55	+0,42
BARRATT DEV PLC	GB	4,78	+4,55
BEAZER GROUP	GB	3,11	+3,98
BENETTON GROUP	IT •	1,74	....
BERKELEY GROUP	GB	10,06	....
BRITISH AIRWAYS	GB	6,85	+5,01
BRYANT GROUP PL	GB	1,96	+3,13
CHARGEURS RM	FR •	49,6	-0,80
CLUB MED. /RM	FR •	95	+4,56
COATS VIYELLA	GB	0,62	....
COMPASS GRP	GB	11,16	-0,40
COURTAULDS TEXT	GB	2,53	+4,29
DT.LUFTHANSA N	DE •	21,6	+0,93
ELECTROLUX -B-	SE	19,08	-0,58
EMI GROUP	GB	7	-0,42
EURO DISNEY /RM	FR •	1,22	-0,81
FINNAIR	FI •	4,88	-0,41
G WIMPEY PLC	GB	2,38	+0,63
GRANADA GROUP P	GB	20,41	+1,25
HERMES INTL	FR •	71,8	-2,97
HPI	IT •	0,63	....
HUNTER DOUGLAS	NL •	28,25	+2,36
KLM	NL •	24,6	-2,38
LADBROKE GRP	GB	4,38	+0,71
MOULINEX /RM	FR •	10,57	+0,67
NCL HLDG	NO	2,80	+1,18
PATHE /RM	FR •	294,5	-2,21
PENTLAND GRP	GB	1,57	....
PERSIMMON PLC	GB	3,73	+4,15
PREUSSAG AG	DE •	500	-1,93
RANK GROUP	GB	3,45	+0,87
SAIRGROUP N	CH	210,87	+1,51
SAS DANMARK AS	DK	9,86	-0,56
SEB /RM	FR •	68	+1,94
THE SWATCH GRP	CH	579,65	+1,08
THE SWATCH GRP	CH	125,80	+0,40
WILLIAM BAIRD	GB	1,58	-0,94
WILSON BOWDEN	GB	10,21	-0,43
WOLFORD AG	AT •	42,53	+2,48
WWWW UK UNITS	GB	0,71	-5,88
▶ DJ E STOXX CYC GO P		180,24	-0,57

PHARMACIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	20,75	-1,06
ASTRA -B-	SE	20,21	-1,08
ELAN CORP	GB	62,40	....
GLAXO WELLCOME	GB	28,21	-4,25
HOECHST AG	DE •	42,45	-0,91
NOVARTIS N	CH	1577,88	+1,12
NOVO NORDISK B	DK	103,80	....
ORION A	FI •	28,2	-6,91
ORION B	FI •	19,9	-6,13
RHONE POUL/RM	FR •	42,14	+1,79
ROCHE HOLDING	CH	16003,75	-0,26
ROCHE HOLDING G	CH	11314,07	-1,47
SANOFI /RM	FR •	166,4	-0,58
SCHERING AG	DE •	110,4	+1,01
SMITHKLINE BEEC	GB	13,10	-1,56
ZENECA GROUP	GB	43,98	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		332,05	[illegible]

ÉNERGIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	8,20	+6,15
BG	GB	5,38	+1,41
BP AMOCO	GB	15,51	+2,76
BURMAH CASTROL	GB	13,92	-0,22
CESPA	ES •	30,85	-2,23
ELECTRAFINA	BE •	111,6	+0,54
ELF AQUITAINE /	FR •	[illegible]	+1,53
ENI	IT •	5,91	-1,19
ENTERPRISE OIL	GB	4,87	-5,48
F.OLSEN ENERGY	NO	6,76	+3,64
LASMO	GB	1,77	....
OMV AG	AT •	86,06	-1,69
PETROFINA SA BR	BE •	496	-1,78
PETROLEUM GEO-S	NO	19,02	+0,32
PRIMAGAZ /RM	FR •	90,3	-3,21
PROSAFE	NO	6,78	-4,20
REPSOL	ES •	47,7	+0,74
ROYAL DUTCH CO	NL •	48,4	+1,04
SAGA PETROLEUM	NO	9,91	-0,62
SAIPEM	IT •	3,88	-0,54
SHELL TRANSP &	GB	6,14	+1,72
SMEDVIG -A-	NO	9,81	-1,23
TOTAL /RM	FR •	112	-1,15
▶ DJ E STOXX ENGY P		259,91	-0,07

SERVICES FINANCIERS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	9,89	-3,90
ALMANIJ	BE •	69,5	+0,76
ALPHA FINANCE	GR	33,44	....
AMVESCAP	GB	8,88	+2,05
BAIL INVEST /RM	FR •	128,2	+0,48
BPI-SGPS R	PT •	20,08	....
BRITISH LAND CO	GB	8,05	+3,24
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,53	-1,59
COBEPA	BE •	66,8	-0,15
CORP FIN ALBA -	ES •	137,2	+0,04
CPR /RM	FR •	41	+0,07
CS GROUP N	CH	185,40	+3,30
EURAFRANCE /RM	FR •	436,3	-1,89
FONCIERE LYONNA	FR •	129	+2,44
GECINA /RM	FR •	102,4	+0,39
HAMMERSON	GB	6,16	+0,24
KAPITAL HOLDING	DK	38,48	+0,35
LAND SECURITIES	GB	12,38	+0,12
LIBERTY INT.HDG	GB	6,21	-0,95
MEDIOBANCA	IT •	12,05	-2,32
MEDIOLANUM	IT •	6,46	+1,73
MEPC PLC	GB	6,58	+1,37
METROVACESA	ES •	23	-0,35
MEDIOLANUM	NL •	6,48	+1,73
PARIBAS	FR •	97,45	-2,11
PROVIDENT FIN	GB	15,97	+1,81
RODAMCO NV	NL •	21,55	+0,23
SCHRODERS PLC	GB	22,33	+0,20
SEFIMEG N /RM	FR •	62	+0,49
SIMCO N /RM	FR •	81	+0,62
SLOUGH ESTATES	GB	4,77	+2,23
UNIBAIL /RM	FR •	119	+0,85
UNIM	IT •	0,5	....
VALLEHERMOSO	ES •	10,04	+0,10
WOOLWICH PLC	GB	5,90	....
▶ DJ E STOXX FINS P		237,31	-1,06

ALIMENTATION ET BOISSON

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	6,88	-0,64
ASSOCIATE BRIT	GB	6,18	-1,80
BASS	GB	12,48	-0,24
BBAG OE BRAU-BE	AT •	40,8	+0,75
BONGRAIN /RM	FR •	350	....
BRAU-UNION	AT •	48,5	-0,21
CADBURY SCHWEPP	GB	13,37	+0,22
CARLSBERG -B-	DK	38,25	+1,78
CARLSBERG AS -A	DK	37,67	+1,08
CHR. HANSEN HLD	DK	98,71	-1,92
CULTOR -1-	FI •	17,75	....
DANISCO	DK	42,62	-0,32
DANONE /RM	FR •	230	+1,88
DELTA DAIRY	GR	16,66	....
DIAGEO	GB	10,27	+0,73
ELAIS OLEAGINOU	GR	29,85	....
ERID.BEGH.SAY /	FR •	135	....
GREENCORE GROUP	GB	3,42	....
HEINEKEN	NL •	45	+1,35
HELLENIC BOTTLI	GR	27,74	....
HELLENIC SUGAR	GR	8,34	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI •	32,6	+0,31
KERRY GRP-A-	GB	12,21	....
MONTEDISON	IT •	0,95	-1,04
NESTLE N	CH	1661,92	+0,90
PARMALAT	IT •	1,36	-1,45
PERNOD RICARD /	FR •	58	-1,11
RAISIO GRP V	FI •	9,2	+2,79
RIEBER & SON -B	NO	5,80	....
TATE & LYLE	GB	6,17	-0,24
UNICER R	PT •	21,5	....
UNIGATE PLC	GB	5,55	-0,34
UNILEVER	NL •	64,65	....
UNILEVER	GB	8,41	+0,89
▶ DJ E STOXX F & BV P		[illegible]	[illegible]

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	12,23	+0,45
ABB AB -B-	SE	12,28	+0,45
ABB BADEN	CH	1306,20	-0,05
ADECCO CHESEREX	CH	446,05	+0,70
ALSTOM	FR •	27,4	+1,48
ALUSUISSE LON G	CH	1057,32	+1,91
ASSOC BR PORTS	GB	4,17	+0,72
ATLAS COPCO -A-	SE	24,77	+2,37
ATLAS COPCO -B-	SE	24,26	+1,86
ATTICA ENTR SA	GR	8,17	....
BAA	GB	10,06	-0,15
BBA GROUP PLC	GB	6,79	+0,44
BERGESEN	NO	12,86	-3,54
BONHEUR	NO	19,82	....
CMB	BE •	36,05	-0,71
CMG	GB	26,37	+3,80
COOKSON GROUP P	GB	2,21	+2,76
DAMPSKIBS -A-	DK	6727,48	+2,74
DAMPSKIBS -B-	DK	7265,68	+1,89
DAMSKIBS SVEND	DK	10080,32	+2,67
DELTA PLC	GB	2,04	-0,72
DET SONDENFJ NO	NO	5,05	-2,08
ELECTROCOMPONEN	GB	7,05	+0,21
EQUANT NV	DE •	79	+1,28
FINNLINES	FI •	29,6	....
FKI	GB	2,37	-1,92
FLS IND.B	DK	18,40	....
FLUGHAFEN WIEN	AT •	38,1	+0,28
GKN	GB	14,72	+3,23
GLYNWED INTL PL	GB	2,99	+4,15
HALKOR	GR	3,98	....
HAYS	GB	10,67	+1,84
HEIDELBERGER DR	DE •	40,5	+1,02
HELLAS CAN SA P	GR	21,59	....
IFIL	IT •	3,54	-1,67
IMI PLC	GB	4,06	+1,87
ISS INTL SERV-B	DK	60,24	+0,49
KOEBENHAVN LUFT	DK	98,22	....
KON.NEDLLOYD	NL •	20,26	-0,49
KONE B	FI •	96	-3,03
LAHMEYER	DE •	46,01	....
LEGRAND /RM	FR •	205,5	-0,72
LEIF HOEGH	NO	10,11	....
LINDE AG	DE •	508	+1,82
MAN AG	DE •	28,16	-2,80
MANNESMANN AG	DE •	129,4	+1,65
METALLGESELLSCH	DE •	17,8	....
METRA A	FI •	15,4	-0,61
MORGAN CRUCIBLE	GB	3,40	+1,39
NFC	GB	2,06	....
NKT HOLDING	DK	69,29	-0,19
OCEAN GROUP	GB	14,86	+2,36
PENINS.ORIENT.S	GB	[illegible]	+2,16
PREMIER FARNELL	GB	3,06	+2,99
RAILTRACK	GB	19,67	+2,32
RANDSTAD HOLDIN	NL •	42,85	+0,12
RATIN -A-	DK	182,81	....
RATIN -B-	DK	171,56	....
RAUMA OY	FI •	11,1	+0,91
RENTOKIL INITIA	GB	5,97	-0,99
REXAM	GB	2,97	-1,48
REXEL /RM	FR •	73,75	+1,10
RHI AG	AT •	24,35	-1,18
RIETER HLDG N	CH	526,38	+0,48
SANDVIK -A-	SE	19,13	+0,59
SANDVIK -B-	SE	19,19	+0,59
SAURER ARBON N	CH	485,02	+4,59
SCANIA AB -A-	SE	25,21	+0,74
SCANIA AB -B-	SE	25,27	+0,44
SCHINDLER HOLD	CH	1435,84	-0,30
SCHINDLER HOLD	CH	1519,81	-0,16
SCHNEIDER /RM	FR •	51,7	+2,38
SEAT-PAGINE GIA	IT •	1,03	+1,98
SECURICOR	GB	8,77	+2,08
SECURITAS -B-	SE	14,85	-1,83
SGS GENEVA BR	CH	850,88	+2,31
SHANKS & MCEWAN	GB	3,64	-0,81
SIDEL /RM	FR •	73,1	-0,14
BTR SIEBE	GB	4,39	+1,37
SITA /RM	FR •	205,5	-0,24
SKF -A-	SE	12,72	+2,70
SKF -B-	SE	13,44	+2,36
SOPHUS BEREND -	DK	27,45	+2,51
STORK NV	NL •	18,5	+0,54
SULZER FRAT.SA1	CH	614,74	+1,13
SVEDALA	SE	15,38	+0,73
SVENDBORG -A-	DK	9887,58	+1,41
T.I.GROUP PLC	GB	8,09	+1,99
TOMRA SYSTEMS	NO	37,10	-1,58
VA TECHNOLOGIE	AT •	88,05	+0,22
VALMET	FI •	10,25	+1,49
▶ DJ E STOXX IND GO P		335,55	+1,31

(Publicité)

http://www.lemonde.fr

La Bourse au quotidien :
l'actualité des entreprises
les cotations en direct
les informations financières...

ASSURANCES

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR •	51,1	+0,89
ALLEANZA ASS	IT •	11,3	....
ALLIANZ AG	DE •	288	-0,17
ALLIED ZURICH	GB	13,31	+0,79
ASPIS PRONIA GE	GR	15,41	....
AXA /RM	FR •	130,8	+1,16
CGU	GB	15,23	+2,60
CNP ASSURANCES	FR •	23,85	-0,21
CORP.MAPFRE REG	ES •	18,72	+0,54
ERGO VERSICHERU	DE •	118,5	+0,42
ETHNIKI GEN INS	GR	48,82	....
FONDIARIA ASS	IT •	5,4	-1,46
FORSIKRING CODA	DK	105,15	+0,45
FORTIS AMEV NV	NL •	....	....
GENERALI ASS	IT •	38,4	-0,39
GENERALI HLD VI	AT •	166	-2,48
INA	IT •	2,73	-1,80
IRISH LIFE	GB	9,17	....
LEGAL & GENERAL	GB	11,45	+3,77
MUENCH RUECKVER	DE •	184,5	+4,68
NORWICH UNION	GB	6,67	+0,22
POHJOLA GRP.B	FI •	61	-1,92
PRUDENTIAL CORP	GB	12,45	+2,57
RAS	IT •	10,2	-2,38
ROYAL SUN ALLIA	GB	8,89	+0,34
SAMPO -A-	FI •	28,5	-6,26
SWISS RE N	CH	2202,03	+1,41
SEGUROS MUNDIAL	PT •	50,92	....
SKANDIA FOERSAE	SE	17,18	....
STOREBRAND	NO	7,02	+0,86
SWISS LIFE BR	CH	605,34	+1,36
TOPDANMARK AS	DK	168,25	-0,79
TRYG-BALTICA	DK	25,30	....
ZURICH ALLIED N	CH	618,82	+0,91
▶ DJ E STOXX INSU P		395,46	[illegible]

MEDIAS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	8,04	....
CANAL PLUS /RM	FR •	295	+4,20
CARLTON COMMUNI	GB	8,82	+1,10
ELSEVIER	NL •	14,06	-0,35
HAVAS ADVERTISI	FR •	176,4	+1,65
INDEPENDENT NEW	IR •	4,90	-3,35
LAGARDERE SCA N	FR •	30,3	+1,03
MEDIASET	IT •	8,82	-0,07
PEARSON	GB	19,90	....
REED INTERNATIO	GB	8,80	+0,17
REUTERS GROUP	GB	14,54	+0,89
SCHIBSTED	NO	11,59	+0,52
TELEWEST COMM.	GB	4,58	+1,65
TF1	FR •	201,8	+1,36
UNITED NEWS & M	GB	8,84	....
WOLTERS KLUWER	NL •	178,15	+1,28
WPP GROUP	GB	7,77	+0,19
▶ DJ E STOXX MEDIA P		[illegible]	[illegible]

BIENS DE CONSOMMATION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AHOLD	NL •	37,2	+0,19
ASDA GROUP PLC	GB	2,21	....
ATHENS MEDICAL	GR	16,58	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	66,2	-4,30
BEIERSDORF AG	DE •	67	-2,82
BIC /RM	FR •	47,75	-4,50
BRIT AMER TOBAC	GB	7,85	-0,80
CASINO GP /RM	FR •	98,4	-0,22
CFR UNITS -A-	CH	1477	-0,84
CPT MODERNES /R	FR •	613	....
DELHAIZE	BE •	86,9	-0,12
ESSILOR INTL /R	FR •	317,5	+0,00
ETS COLRUYT	BE •	667	+1,23
FYFFES	GB	2,09	+5,07
GIB	BE •	35,93	+0,37
GOODYS	GR	29,39	....
IMPERIAL TOBACC	GB	9,16	-2,88
KESKO OY	FI •	14	+0,72
L'OREAL /RM	FR •	605	+2,15
MODELO CONTINEN	PT •	19,7	....
PAPASTRATOS CIG	GR	15,83	....
PROMODES /RM	FR •	595	+2,17
RECKITT & COLMA	GB	9,84	-0,75
SAFEWAY	GB	3,76	+1,20
SAINSBURY J. PL	GB	5,88	-1,04
SEITA /RM	FR •	40,5	+1,34
SMITH & NEPHEW	GB	2,44	-1,20
STAGECOACH HLDG	GB	2,34	-0,44
TABACALERA REG	ES •	19,43	-0,81
TAMRO	FI •	4,05	-0,95
TESCO PLC	GB	2,38	-1,24
TNT POST GROEP	NL •	28,6	-2,78
▶ DJ E STOXX N CY G P		355,23	-0,04

COMMERCE DISTRIBUTION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	3,80	+3,84
BOOTS CO PLC	GB	12,29	-1,49
CARREFOUR /RM	FR •	732	+1,53
CASTO.DUBOIS /R	FR •	269,1	+1,30
CENTROS COMER P	ES •	19,8	+0,77
CONTINENTE	ES •	28,7	-0,18
DIXONS GROUP PL	GB	21,10	+0,71
GEHE AG	DE •	43,7	+0,90
GREAT UNIV STOR	GB	10,65	+0,99
GUILBERT /RM	FR •	122,7	+2,36
HENNES & MAURIT	SE	71,51	+1,10
JERONIMO MARTIN	PT •	32,48	....
KARSTADT AG	DE •	372	+0,41
KINGFISHER	GB	12,88	....
MARKS & SPENCER	GB	6,27	-0,24
METRO	DE •	64	+3,23
NEXT PLC	GB	12,11	+3,18
PINAULT PRINT./	FR •	160,9	+2,48
RINASCENTE	IT •	7,48	....
STOCKMANN A	FI •	21,5	....
VALORA HLDG N	CH	225,28	+0,84
W.H SMITH GRP	GB	11,31	-2,44
WOLSELEY PLC	GB	6,91	+1,09
▶ DJ E STOXX RETL P		360,01	+2,25

HAUTE TECHNOLOGIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR •	114,8	+4,27
ALTEC SA REG.	GR	14,82	....
BAAN COMPANY	NL •	8,85	-1,44
BARCO	BE •	173,6	+0,87
BRITISH AEROSPA	GB	6,40	+1,65
CAP GEMINI /RM	FR •	161,8	+3,72
COLOPLAST B	DK	98,29	-0,21
COLT TELECOM NE	GB	18,98	-1,06
DASSAULT SYST./	FR •	37,39	-3,13
FINMECCANICA	IT •	0,97	+1,04
FRESENIUS MED C	DE •	57	....
GAMBRO -A-	SE	9,06	+1,25
GETRONICS	NL •	36,5	+3,69
GN GREAT NORDIC	DK	32,98	+1,24
INTRACOM N	GR	60,75	....
KON. PHILIPS EL	NL •	74,1	-2,60
MERKANTILDATA	NO	8,74	+0,68
MISYS	GB	8,88	-2,87
NERA ASA	NO	1,91	+0,63
NETCOM ASA	NO	28,13	-0,41
NOKIA -A-	FI •	152,8	+1,73
NOKIA -K-	FI •	152,5	+1,58
NYCOMED AMERSHA	GB	7,38	+2,87
OCE	NL •	25	+3,31
OLIVETTI	IT •	2,82	-1,74
ROLLS ROYCE	GB	4,10	+1,47
SAGEM	FR •	505	+1
SAP AG	DE •	280	+4
SAP VZ	DE •	292	+2,46
SEMA GROUP	GB	10,81	-0,56
SIEMENS AG	DE •	68,5	+0,32
SMITHS IND PLC	GB	13,85	+0,54
STMICROELEC SIC	FR •	107	+4,90
TANDBERG DATA A	NO	4,34	+0,85
THOMSON CSF /RM	FR •	27,5	....
WILLIAM DEMANT	DK	61,22	....
▶ DJ E STOXX TECH P		454,4	+1,92

SERVICES COLLECTIFS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	10,77	-0,41
BRITISH ENERGY	GB	8,30	+0,70
CENTRICA	GB	1,86	+0,81
EDISON	IT •	8,72	-1,47
ELECTRABEL	BE •	341,5	+1,04
ELECTRIC PORTUG	PT •	19,7	....
ENDESA	ES •	23,48	-0,84
EVN	AT •	134	+4,20
GAS NATURAL SDG	ES •	86,5	+1,76
HAFSLUND -A-	NO	5,94	....
HAFSLUND -B-	NO	3,64	....
IBERDROLA	ES •	13,8	+0,73
ITALGAS	IT •	4,58	+2
NATIONAL GRID G	GB	6,65	+1,32
NATIONAL POWER	GB	7,24	+0,83
OESTERR ELEKTR	AT •	145,5	-0,61
POWERGEN	GB	10,58	+0,14
SCOT POWER	GB	7,84	+0,57
SEVERN TRENT	GB	12,36	+0,48
SUEZ LYON EAUX/	FR •	172,7	-0,75
SYDKRAFT -A-	SE	24,90	....
SYDKRAFT -C-	SE	18,15	....
THAMES WATER	GB	13,50	+0,88
TRACTEBEL	BE •	149	+0,82
UNION EL.-FENOS	ES •	14,31	+0,85
UNITED UTILITIE	GB	10,59	....
VIAG	DE •	488,5	+0,77
VIVENDI/RM	FR •	242,4	+1,34
▶ DJ E STOXX PO SUP P		332,74	+0,83

EURO NOUVEAU MARCHÉ

09/04 12 h 46 ▶ — Cours en Euros — % Var. veille

AMSTERDAM

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	24,15	-2,03
ANTONOV	0,88	+1,84
C/TAC	12,8	+1,67
CARDIO CONTROL	10	+2,85
CSS	14,2	-1,73
HITT NV	6,80	....
INNOCONCEPTS NV	20,2	+1
NEDGRAPHICS HOLD	17,85	+0,84
POLYDOC	2,25	....
PROLION HOLDING	99,2	-0,82
RING ROSA	6,75	-0,74
RING ROSA WT	0,85	....
UCC HOLDING NV	12,7	-1,55

BRUXELLES

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,27	+7,08
FARDEM BELGIUM ABC	21,4	....
INTERNOC HLD	4,1	-2,38
INTL BRACHYTHERB	12	+4
LINK SOFTWARE B	11,5	+4,55
PAYTON PLANAR	2,2	+2,04
SYNERGIA	6,1	....

FRANCFORT

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AC & CO.KGAA	118,25	+2,89
AIXTRON	107	+3,05
AUGUSTA BETEILIGUN	64	-0,62
BB BIOTECH ZT-D	35,8	+0,79
BB MEDTECH ZT-D	18,01	-1,88
BERTRANDT AG	59,7	-0,81
BETA SYSTEMS SOFTW	16	-1,84
CE COMPUTER EQUIPM	158	+4,64
CE CONSUMER ELECTR	313	+3,64
CENIT SYSTEMHAUS	225,5	-0,22
DRILLISCH	130	+4
EDEL MUSIC E 97	342	-0,89
ELSA	63,5	-0,78
EM.TV & MERCHANDI	604	....
EUROMICRON	25,9	+4,02
GRAPHISOFT NV	17,8	-6,41
HOEFT & WESSEL	165	+6,45
HUNZINGER INFORMAT	98,5	+1,08
INFOMATEC	240	+0,15
INTERSHOP COMMUNIC	300	+2,82
KINOWELT MEDIEN	173	-2,26
LHS GROUP	28,1	+5,24
LINTEC COMPUTER	133	....
LOESCH UMWELTSCHUT	8,4	....
MENSCH UND MASCHIN	38,5	+0,29
MOBILCOM	218	+9,86
MUEHL PRODUCT & SE	17,1	-0,29
MUEHLBAUER HOLDING	67	-2,23
PFEIFFER VACU TECH	38,9	+1,83
PLENUM	114,80	+6,42
PSI	71	+1,42
QIAGEN NV	68,8	+3,57
REFUGIUM HOLDING A	31,5	-1,56
SACHSENRING AUTO	14,7	-0,68
SALTUS TECHNOLOGY	30,8	+3,29
SCM MICROSYSTEMS	48,1	+0,81
SER SYSTEME	367,5	+2,08
SERO ENTSORGUNG	5,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	125	+2,88
SOFTM SOFTWARE BER	61	+4,27
TDS	75,65	-0,20
TECHNOTRANS	50,5	+5,21
TELDAFAX	35,3	+2,02
TELES AG	200	-0,50
TIPTEL	7,60	+1,18
TRANSTEC	65	+1,85
W.E.T. AUTOMOTIVE	42,8	-1,61

★ **CODES PAYS ZONE EURO**
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

هكذا من الأعلى

VALEURS FRANÇAISES

● L'action **L'Oréal** a poursuivi sa progression en gagnant 1,66 %, dans les premières transactions du vendredi 9 avril. Les investisseurs ont apprécié la hausse de 9,5 % des ventes au premier trimestre 1999 et l'ambition du groupe de réaliser de nouvelles acquisitions.

● Le titre **Pinault-Printemps-Redoute** a progressé de 2,2 % à l'ouverture de la séance du 9 avril. Après le rejet par Gucci de l'OPA de LVMH, PPR semble bien placé pour devenir l'actionnaire de référence du groupe de luxe italien *(lire page 23)*.

● Le titre **Strafor-Facom** a gagné 0,61 %, dans la matinée du vendredi 9 avril. Après le rejet de l'OPA de Fimalac, l'action se négocie à 82 euros, soit un prix supérieur à l'offre de 80 euros faite par Fimalac.

● L'action **Grandvision** a grimpé de 5,43 %, vendredi matin. Le groupe avait annoncé, la veille, que son chiffre d'affaires avait progressé de 9 %, à 168 millions d'euros, au cours du premier trimestre 1999.

● L'action **BIC** est restée stable au début de la séance du vendredi 9 avril. Le groupe a dévoilé une baisse de 6 % de ses ventes au premier trimestre 1999, à 290 millions d'euros.

● L'action **STMicroelectronics** a gagné 2,9 % à l'ouverture des transactions, vendredi 9 avril. Le titre est à son plus haut niveau historique.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 9 AVRIL — Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 23 avril

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
B.N.P. (T.P)	149,20	[illegible]	978,69	—	152
CR.LYONNAIS(TP)	142,10	[illegible]	932,77	+ 0,07	1000
RENAULT (T.P.)	414	[illegible]	2690,06	– 0,94	1000
SAINT GOBAIN(T.P	182	[illegible]	1193,84	—	1000
THOMSON S.A (T.P	149	[illegible]	959,01	– 1,87	1000
ACCOR	216,80	[illegible]	1449,85	+ 2,03	100
AGF	50,85	[illegible]	335,19	+ 0,56	30
AIR FRANCE GPE N	16,77	[illegible]	109,02	– 0,89	54
AIR LIQUIDE	138	[illegible]	916,37	+ 1,23	70
ALCATEL	110,10	[illegible]	753,89	+ 4,35	10
ALSTOM	27	[illegible]	179,73	+ 1,48	40
ALTRAN TECHNO. #	227	[illegible]	1490,33	+ 0,09	10
ATOS CA	86,80	[illegible]	581,50	– 1,49	5
AXA	129,30	[illegible]	859,30	+ 1,31	9
BAIL INVESTIS	125,60	[illegible]	831,10	+ 0,87	100
BAZAR HOT. VILLE	97,25	[illegible]	655,63	+ 2,87	50
BERTRAND FAURE	53,70	[illegible]	352,25	—	5

	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
MATSUSHITA #	19	18,94	124,24	– 0,31	50
MC DONALD'S #	42,53	43,17	283,18	+ 1,50	—
MERCK AND CO #	74,10	75,55	495,58	+ 1,95	—
MITSUBISHI CORP.	6,95	6,95	45,59	—	50
MOBIL CORPORAT. #	85	85,85	563,70	+ 0,98	1
MORGAN J.P. #	118	119,70	785,18	+ 1,44	2
NIPP. MEATPACKER	12,90	12,83	84,16	– 0,54	50
PHILIP MORRIS #	31,50	32	209,91	+ 1,58	—
PROCTER GAMBLE	93,50	93,20	611,35	– 0,74	—
SEGA ENTERPRISES	17,50	—	—	—	50
SCHLUMBERGER #	51,60	51,80	339,79	+ 0,38	—
SONY CORP. #	94,15	94,20	617,91	+ 0,05	50

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros ; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

VENDREDI 9 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

SECOND MARCHÉ

VENDREDI 9 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 8 avril

LÉGENDE
★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

هكذا من الأصل

AUJOURD'HUI

SPORTS Le XV de France reçoit l'Ecosse, samedi 10 avril, au Stade de France à l'occasion d'un match du Tournoi des cinq nations qui peut lui permettre de racheter une saison en demi-teinte après deux grands chelems consécutifs. ● RAPHAEL IBANEZ, le capitaine français, invite ses coéquipiers a retrouver la cohésion et l'ambition qui les habitaient lors des précédentes campagnes européennes. ● L'ENTRAÎNEUR, Jean-Claude Skrela, a prévenu que la rencontre servirait de base à la sélection en vue de la Coupe du monde 1999. ● *L'ANGLETERRE, qui sera opposée au pays de Galles, dimanche 11 avril, à Twickenham, doit s'imposer si elle veut réaliser le grand chelem.* ● JONATHAN PETER WILKINSON, buteur émérite du XV à la rose à 19 ans, sera l'attraction du match, lui que la presse anglaise compare à Michael Owen, la jeune idole du club de football de Liverpool.

Le XV de France veut défendre son honneur face à l'Ecosse

Le capitaine des Tricolores, Raphaël Ibanez, espère que ses coéquipiers sauront faire face à leurs responsabilités afin de se relancer en vue de la Coupe du monde 1999. Il faut « recoller les morceaux », « recréer un puzzle », « retrouver la continuité », dit-il

C'ÉTAIT il y a un an. Raphaël Ibanez, le capitaine comblé d'un XV de France euphorique, invaincu en deux saisons européennes, savourait son bonheur, un deuxième grand chelem consécutif. Etonnamment sage, il songeait déjà aux nuages qui ne manqueraient pas d'obscurcir le parcours sans tache de sa jeune équipe de France : *« C'est aussi dans la défaite que ce groupe va pleinement se révéler »*, assurait-il en substance.

C'était il y a moins de trois semaines, quelques minutes après la triste performance des rugbymen français à Twickenham, face à l'Angleterre, santionnée par une deuxième défaite (21-10) dans le Tournoi des cinq nations 1999. Raphaël Ibanez, capitaine critiqué, faisait face. A l'heure sombre des déceptions, il tentait de se remémorer les moments passés, si glorieux, si lointains déjà : *« Peut-être n'avons nous pas pris pleinement conscience de la valeur de ces deux grands chelems consécutifs »*, regrettait-il.

Un peu déboussolé, le talonneur des Bleus n'évoque plus aujourd'hui, avant de rencontrer l'Ecosse, samedi 10 avril au Stade de France, que la nécessité de *« recoller les morceaux »*, de *« recréer un puzzle »*, de *« retrouver la continuité »*. Il avance également quelques regrets, des *« reproches »* : la première mi-temps catastrophique de son équipe face au pays de Galles, qui avait, selon lui, *« révélé un manque de préparation »* et les vingt premières minutes de la deuxième mi-temps face à l'Australie, *« vingt minutes stériles, pendant lesquelles on a bousculé les Australiens, mais à 8 joueurs lorsque 4 ou cinq auraient suffi. En tant que capitaine, je me reproche ces mauvais choix stratégiques »*.

AFP
Thierry Cleda, nouveau venu dans l'équipe de France, lors du dernier entraînement à Clairefontaine.

Entre ces allers-retours presque mélancoliques de la pensée de son capitaine, l'équipe de France a enchaîné les désillusions à un rythme que Raphaël Ibanez n'osait pas imaginer il y a un an. D'une défaite rageante face à l'Australie (21-32), cet automne, à une autre, marquée par une inquiétante impuissance offensive, en Angleterre, cette équipe a laissé en chemin sa quête d'un troisième grand chelem d'affilée ; elle a abandonné une bonne dose de cet enthousiasme qui l'avait portée au sommet du rugby européen. Du statut d'équipe à battre, elle a dégringolé au niveau d'une formation honnête. Elle ne fait plus peur. *« Il me semble que, tandis que les autres nations ont progressé depuis la saison dernière, la France a un peu stagné, ou en tout cas moins progressé que les autres »*, relève, cruel, l'ouvreur écossais Gregor Townsend dans la dernière édition de l'hebdomadaire *Midi-Olympique*.

« UNE REVANCHE CONTRE SOI-MÊME »

Défié comme il ne l'avait plus été depuis longtemps, atteint dans ses certitudes, le XV de France n'aura plus que son honneur à défendre, face à l'Ecosse. Une troisième défaite serait synonyme de dernière place dans le Tournoi 1999, à égalité avec l'Irlande, l'adversaire promis aux Français pour les quarts de finale de la Coupe du monde : pas la meilleure façon de se présenter dans la seule vraie compétition internationale du rugby moderne. C'est pourquoi Jo Maso, le manager général des Bleus, présente ce France-Ecosse comme *« le match du rachat »*, une rencontre *« aussi importante qu'une finale du grand chelem »*.

« Pour certains joueurs, précise-t-il, *il s'agira du match le plus important de leur carrière. » « Se sublimer ou ne pas participer à la tournée d'été et à la Coupe du monde »*, telle est leur unique alternative. *« Ce match doit être une revanche contre soi-même*, ajoute Pierre Villepreux. *Il faut faire en sorte qu'il soit intéressant et mobilisateur en vue de la Coupe du monde. »* Aux nouveaux venus, tels le troisième-ligne aile toulousain Christian Labit ou encore le centre dacquois Giordani d'entendre le message. Aux autres, joueurs confirmés, de prendre la menace au sérieux.

Depuis le début de la saison internationale, la Coupe du monde est omniprésente dans l'esprit des rugbymen français. Trop sans doute, si l'on en juge par le manque de concentration démontré lors de la rencontre face au pays de Galles, le 6 mars. Après l'Ecosse, les joueurs de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux n'auront plus que huit matches pour se roder définitivement : un, face à la Roumanie, début juin, suivi de quatre autres lors de la tournée d'été (Tonga, Samoa occidentales, Baby Blacks et All Blacks), puis une rencontre *« amicale »* face au pays de Galles, fin août, et, enfin, de trois autres programmées en septembre, face à des sélections françaises.

En un hiver de tous les doutes, les joueurs français se sont embourbés dans un jeu au sol perclus de fautes et, privés de quelques joueurs majeurs, ils n'ont pas retrouvé leur brio offensif. Mais pour Jean-Claude Skrela, plutôt placide dans la défaite alors qu'une certaine nervosité a dominé le stage de l'équipe de France, il est encore temps de renouer avec *« une dynamique haute »* : *« Le Français est toujours en formation*, explique l'entraîneur français. *Il faut toujours répéter, répéter, répéter. C'est une rééducation permanente. »* Raphaël Ibanez, qui, lui aussi, fustige souvent *« l'inconstance française »*, *« cette culture latine qui fait qu'on se laisse parfois emporter »*, a regardé avec attention le documentaire récemment diffusé par Arte sur la tournée des Lions britanniques en Afrique du Sud. Il a été impressionné par la préparation mentale d'avant-match : *« Cela engage la responsabilité de chacun. Cela donne des idées. En voyant ce documentaire, je me suis demandé si on était capables de faire cela en France. »* Il a fait un rêve, de courte durée : *« Je suis sûr qu'au bout de quelques minutes de discours les gars me diraient : "Ça va comme ça, on a compris." »*

Eric Collier

Un Australien quitte le rugby anglais, écœuré

Troy Coker, un ancien international australien recruté par le club anglais de Saracens, a brutalement claqué la porte du rugby anglais dix semaines avant la fin de son contrat de douze mois avec le club londonien. *« L'état du rugby d'ici est dans une situation déplorable*, a-t-il confié au *Daily Mail*, mardi 6 avril. *J'ai vu des joueurs maladroits recevoir des salaires énormes pour des raisons que je ne peux pas m'expliquer. Je n'ai pas beaucoup d'espoir pour le futur du rugby britannique quand je vois comment il est structuré pour le moment. Je ne sais pas où va le rugby dans l'hémisphère Nord. Il est dans un tel état ! Il n'y a pas de plaisir à jouer. »* Agé de trente-cinq ans, Troy Coker, sélectionné à vingt-sept reprises avec les Wallabies, a décidé de rentrer chez lui pour se construire une maison sur la plage et *« oublier le rugby »*. – (AP.)

Les équipes

FRANCE : 15. Emile Ntamack (Stade toulousain) ; 14. *Xavier Garbajosa (Stade toulousain)* ; 13. Pascal Giordani (Dax) ; 12. Franck Comba (Stade français) ; 11. Christophe Dominici (Stade français) ; 10. Thomas Castaignède (Castres) ; 9. Philippe Carbonneau (Brive) ; 8. Thomas Lièvremont (Perpignan) ; 7. Richard Castel (Béziers) ; 6. Christian Labit (Stade toulousain) ; 5. Thierry Cleda (Pau) ; 4. *Olivier Brouzet (Bègles-Bordeaux)* ; 3. Franck Tournaire (Stade toulousain) ; 2. Raphaël Ibanez (Perpignan, cap.) ; 1. Christian Califano (Stade toulousain).
Remplaçants : 16. Christophe Laussucq (Stade français) ; 17. David Aucagne (Pau) ; 18. Thomas Lombard (Stade français) ; 19. Christophe Juillet (Stade français) ; 20. David Auradou (Stade français) ; 21. Sylvain Marconnet (Stade français) ; 22. Marc Dal Maso (Colomiers).
ECOSSE : 15. Glenn Metcalfe (Glasgow) ; 14. Cameron Murray (Edimbourg) ; 13. Alan Tait (Edimbourg) ; 12. John Leslie (Glasgow) ; 11. Kenny Logan (Wasps) ; 10. Gregor Townsend (Brive) ; 9. Gary Armstrong (Newcastle, cap) ; 8. Stuart Reid (Leeds) ; 7. Martin Leslie (Edimbourg) ; 6. Budge Pountney (Northampton) ; 5. Stuart Grimes (Glasgow) ; 4. Scott Murray (Bedford) ; 3. Paul Burnell (London Scottish) ; 2. Gordon Bulloch (Glasgow) ; 1. David Hilton (Bath).
Remplaçants : 16. Shaun Longstaff (Glasgow) ; 17. Craig Chalmers (Edimbourg) ; 18. Iain Fairley (Edimbourg) ; 19. Peter Walton (Newcastle) ; 20. Andy Reed (Wasps) ; 21. George Graham (Newcastle) ; 22. Steven Brotherstone (Edimbourg).
● Arbitres : Clayton Thomas (Galles), assisté de Derek Bevan (Galles) et S. Lander (Angleterre).
● *Coup d'envoi à 15 h 15 ; en direct sur France 2.*

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : en Coupe des coupes,** jeudi 8 avril, les demi-finales aller Chelsea (Ang.)-Majorque (Esp.) et Lokomotiv Moscou (Rus)-Lazio Rome (Ita.)se sont achevés sur le même score (1-1). En match avancé des quarts de finale de la Coupe de France, Le Mans (D2) a battu (3-1) Laval (D2). En match en retard de la 21e journée du championnat de D1, Lyon a conforté sa place de troisième en battant Sochaux (4-1)

■ **CYCLISME : deux soigneurs** d'équipes cyclistes, Michel Decock (masseur de l'équipe Crédit agricole) et Guy Bentabou, ont été mis en examen à Grenoble pour *« exercice illégal de la médecine et de la pharmacie »*, à la suite d'une descente de police effectuée en novembre 1997, lors des Six Jours de Grenoble, révèle *le Dauphiné Libéré* du vendredi 9 avril. Les policiers avaient retrouvé des substances médicamenteuses dans les vestiaires du Palais des sports de la ville.

A 19 ans, l'Anglais Jonathan Wilkinson joue les fines lames

A PREMIÈRE VUE, Jonathan Peter Wilkinson n'a rien d'impressionnant : un visage d'adolescent aux joues encore arrondies et des mensurations plutôt « ordinaires ». Son gabarit (1,78 m pour 80 kg) fait de lui un joueur au physique presque « limite » en des temps où il n'est pas rare de voir des trois-quarts centre approcher le quintal et le mètre quatre-vingt-dix. Mais celui que tous les Anglais appellent Jonny ne s'en formalise pas. A dix-neuf ans, il est encore à l'âge des insouciances, voire des insolences, qui lui font soulever des montagnes de muscles et remuer des dizaines de kilos de chair.

En bon sujet de Sa Majesté, dès lors qu'il revêt le maillot blanc frappé de la rose pour défendre sur le pré l'honneur du royaume, Jonny Wilkinson ne craint rien. Ni une charge irlandaise d'un Keith Wood, figure emblématique du rugby celte dans son antre dublinois de Lansdowne Road, ni le vertige du *« goal-kicker »* pressé par l'enjeu et la rumeur du stade au moment de placer le ballon sur son petit support plastique pour l'expédier ensuite entre les poteaux.

« DÉFENSEUR HORS PAIR, EXCELLENT BUTEUR »

Deux semaines avant que les Français le mesurent à Twickenham, Keith Wood l'a éprouvé à ses dépens à l'occasion du dernier Irlande-Angleterre (15-27), disputé le 6 mars. Jonny Wilkinson plaque comme il botte : avec sang-froid et détermination. *« A part la victoire*, affirme-t-il, *mon meilleur souvenir d'Irlande-Angleterre, c'est ce plaquage sur Wood. »* A la suite de ce rude contact, le talonneur irlandais, symbole du *« fighting spirit »*, est resté nez contre terre, tardant à se relever sous l'œil médusé du local. Outre cet « exploit », le jeune Wilkinson s'est également distingué en inscrivant 14 des 27 points de son équipe.

Son pied gauche ne tremble jamais et ajuste sans coup férir pénalités et transformations depuis le début de ce Tournoi des cinq nations, rapprochant chaque fois un peu plus l'Angleterre d'une 24e victoire et d'un probable douzième grand chelem. Ce prodige, tout juste sorti de son collège du Hampshire, pourrait bien être consacré dimanche 11 avril, au soir de son septième match avec le XV d'Angleterre, nouvelle star du rugby d'outre-Manche.

Jonny Wilkinson est devenu le plus jeune capé de l'histoire du rugby anglais le samedi 4 avril 1998, en entrant sur la pelouse de Twickenham. Il n'avait que dix-huit ans et déjà suffisamment d'audace pour remplacer Mike Catt au beau milieu d'un Angleterre-Irlande. *« Défenseur hors pair, excellent buteur. »* La critique ne s'encombre pas de doutes pour qualifier ce gamin auteur des 21 points de son équipe, le 20 mars, contre le XV de France. A Newcastle, son club, Jonny Wilkinson joue indifféremment ouvreur ou centre.

Parce qu'ils ont le même âge et provoquent le même enthousiasme, la presse anglaise le compare au footballeur Michael Owen, autre joyau de la Couronne, qui brille à Liverpool. Agents et spécialistes du marketing, personnages désormais incontournables chez les professionnels du sport, lui promettent un avenir triomphant, sur les terrains et en dehors. C'est que Jonny, qui a débuté le rugby à quatre ans, a toujours rivalisé d'impatience et de précocité. International scolaires d'abord, il a fait ensuite partie à l'été 1998 de la catastrophique tournée en hémisphère Sud.

« Ce fut une terrible leçon de technique et d'abnégation collective », reconnaît-il aujourd'hui. Dimanche, à Wembley, contre le pays de Galles, pour la dernière édition de l'épreuve (puisque l'arrivée de l'Italie en *2000 la transformera en Tournoi des six nations*), les Anglais attendent de Jonathan Peter Wilkinson qu'il ramène à Londres le trophée du Tournoi et le grand chelem. Il sera alors temps pour le héros de réaliser un autre rêve : emporter, le 6 novembre, à Cardiff, la Coupe du monde 1999.

Y. Be.

TROIS QUESTIONS À...

SANDRO DISENTO

1 **Sandro Disento, vous êtes secrétaire général de la Fédération italienne de rugby. Dans un an, l'Italie entrera dans le Tournoi qui deviendra ainsi celui des six nations. Qu'est ce que cela changera dans le rugby de la péninsule ?**

Nous préparons notre entrée dans le Tournoi depuis dix ans. Au début des années 80, on a travaillé avec des entraîneurs britanniques puis français. Pierre Villepreux est venu chez nous, aujourd'hui Georges Costes est notre entraîneur national.

Nous avons posé les fondations et avons prouvé que notre équipe nationale pouvait rivaliser avec la France, l'Angleterre et les autres nations de l'hémisphère Nord. Notre rugby s'est beaucoup développé. Nous avons environ 35 000 pratiquants, tous âges confondus. Nous espérons que notre entrée dans le Tournoi nous permettra d'arriver à maturité.

On a fait un sondage auprès du public : lorsque la télévision italienne diffuse un match de rugby avec l'Italie, il est suivi par 250 000 à 300 000 téléspectateurs. C'est peu. Mais les retransmissions du Tournoi, elles, atteignent des audiences qui se rapprochent de celles du football !

2 **Pourtant les derniers résultats du XV d'Italie sont plutôt décevants...**

Nos derniers matchs, surtout celui contre les Gallois à Trévise il y a trois semaines (NDLR, 60-21 en faveur du pays de Galles) ne sont pas très bons. Il faut savoir que nous avions de nombreux blessés et se souvenir que quatre mois auparavant nous avons mis les Anglais en grande difficulté à Twickenham. Nous jouons, samedi 10 avril, à Dublin contre les Irlandais, une occasion de nous racheter. Mais notre rugby souffre de lacunes importantes. Cela est essentiellement dû à l'organisation de notre championnat et à son trop faible niveau. Nous travaillons à la création d'une nouvelle formule.

3 **Dans quelle ville et sur quel stade l'équipe italienne accueillera-t-elle ses adversaires pour le Tournoi des six nations ?**

Le samedi 5 février 2000, nous recevrons les Ecossais au stade Flaminio de Rome pour notre premier tournoi, qui nous verra jouer trois fois à l'extérieur, notamment en France. Ce stade, situé non loin du Stade olympique, deviendra le nôtre. Des travaux vont bientôt porter sa capacité à 28 000 spectateurs. Nous le remplirons sans problème. Il y a deux ans, pour la venue des Springboks, nous avions eu 55 000 personnes au Stade olympique.

Propos recueillis par Yves Bordenave

هكذا من الأصل

La maison se met au parfum

Finis les déodorants à la rose, les senteurs d'encens et le pot-pourri : l'époque est aux effluves de bois, de thé parfumé ou de feuilles de tomates

LA DÉCENNIE 70 était celle des bâtonnets d'encens indien et des vapeurs de patchouli, la décennie 80, celle du pot-pourri dans la pure tradition des parfumeurs britanniques (Crabtree, Floris...). En cette fin de siècle, les bougies à la flamme rassurante se consument dans les foyers. En 1998, L'Artisan parfumeur affichait une croissance de 17 % du chiffre d'affaires des parfums d'ambiance et une progression de 47 % sur les seules bougies. Des spécialistes du linge de maison aux chaînes de vêtements en passant par les fleuristes, les marques se mettent au parfum. Loin des bombes et des sticks déodorants qui donnaient aux pièces des allures de toilettes géantes, les senteurs de la maison gagnent en subtilité. Les tendances olfactives, les compositions et le mode de parfumage se complexifient.

Aujourd'hui, le diffuseur en céramique est relégué au rang de gadget pour stations-service et la lampe Berger, prisée par Cocteau ou Colette dans les années 30, ne trône plus dans les intérieurs de style. De la guirlande de sachets d'organdi ou de thé parfumés (L'Artisan parfumeur) à la poudre d'aspirateur (L'Occitane, Estéban), les effluves se diffusent partout et l'on conçoit même des kits de bureau ou de voyage. Miller & Bertaux – qui crée des senteurs pour la maison avec la firme Estéban – propose des bûchettes allume-feu, de la cire à bois ou des cintres parfumés au cèdre... Dernière trouvaille du duo, le « bâton nomade » en céramique parfumée qui tient dans le creux de la main. *« Ces gestes quotidiens pour le confort domestique s'accordent avec le cocooning et l'engouement pour le* home wear *[vêtement d'intérieur] »*, assure Patrick Bertaux, l'un des deux créateurs, qui note *« une envie de notes fraîches, plus que d'odeurs mystiques ou orientales »*.

Très en vogue, les bouffées de verdure artificielle s'engouffrent dans les appartements et évoquent un jardin mouillé par la rosée ou un potager. Naturellement concerné, le fleuriste Christian Tortu propose des senteurs pour la maison, dont le vaporisateur gourmand aux feuilles de tomates. Le parfumeur anglais Crabtree & Evelyn lance ce printemps Cooks, une ligne pour la cuisine, de la bougie purificatrice d'air au lierre et à la menthe au savon au cresson. Dans cette pièce, on diffuse des effluves quasi comestibles de salade verte, de pâtisserie ou de compote de baies, un mélange doux-amer de baies sauvages mijotant sur le feu qui rappelle les recettes de grands-mères... *« Il n'y plus tellement d'odeurs* sui generis *dans les maisons. On s'invente des traditions de bien-être à travers des senteurs reconstituées de cire ou de tarte aux pommes »*, constate Marie Dumont, directrice générale de L'Artisan parfumeur, créé en 1976.

Cubes d'ambre végétal L'Occitane, 129 F (19,7 €). Ci-dessous, la ligne Aroma d'Estéban, de 38 F (5,8 €) le bâton « nomade » en céramique à 180 F (27,4 €) la bougie. En haut, bougies de l'anglais Crabtree & Evelyn, 105 F (16 €).

DE LA SENTEUR À L'IMAGINAIRE

Depuis 1976 également, la société de Manosque L'Occitane cultive la douceur de vivre provençale. Après les treize desserts de Noël (pain d'épice, tarte au miel...) en 1997, la marque a lancé en septembre 1998 une gamme inspirée d'une balade au marché. Un tourbillon d'odeurs, où les essences fruitées se mélangent aux épices. Best-seller parmi les trente bougies de L'Occitane, tomate-cassis, talonnée par poire-mélisse. Dans ce besoin de réinventer des traditions oubliées, on parfume aussi ses draps et ses vêtements à l'eau de linge. Cette eau florale (lavande, verveine ou fleur d'oranger) qu'utilisaient les lavandières au début du siècle, relancée fin 1997 par L'Occitane, est devenue la deuxième vente de la marque (150 000 unités écoulées en 1998).

« Avant, on proposait une senteur stricto sensu, *comme la vanille ou la rose, maintenant, on vend plus un imaginaire qui évoque des instants de vacances, des lieux et des saveurs »*, explique Marc Gignoux, directeur général de L'Occitane. Avec ses emballages en carton brut, marqués d'un coup de tampon, la petite marque de Montpellier, Geodesis, offre un tour du monde olfactif raffiné, de l'écume d'ambre des mers australes au thé noir de Chine. *« Quand on part en voyage, on ramène souvent des souvenirs, pas des senteurs. De ce constat est né Geodesis »*, précise Catherine Lambert, directrice des ventes de la marque créée en 1996 par un ancien photoreporter, Norbert Hublot.

COMME UNE TISANE

Dans cette invitation au voyage, les couturiers diffusent aussi les effluves précieux de leurs lieux de vie. Les bougies d'Yves Saint Laurent entraînent dans les jardins Majorelle (Thé à Marrakech) ou sur une plage de Deauville (Pluie d'été). Giorgio Armani lance ce printemps ses flammes griffées inspirées de trois de ses résidences (New York, Saint-Tropez et Pantelleria).

Une envie d'ailleurs cultivée par Esteban, qui s'est associé à la société Nippon Kodo, dont l'origine remonte au XVIe siècle, pour importer le rituel de l'encens japonais (l'un des rares parfumages tolérés par les consommateurs nippons, qui se convertissent lentement à des fleuris discrets). Réalisés à base de bois, de végétaux ou de coquillage broyés et extrudés comme des spaghettis, ces bâtonnets sont vendus autour de 100 francs (environ 15 euros) par la marque, au lieu de 30 francs (4,5 euros) pour l'encens indien. Moins raffinés, ces sticks de bambou sur lesquels on agglomère poudre de bois ou barbes de maïs ont toujours des adeptes. En témoignent les ventes des laboratoires Sipa – qui diffusent notamment Spiritual Sky –, leaders européens de l'encens avec 10 millions de bâtonnets écoulés chaque année.

Autre tendance, l'aromathérapie a développé l'idée d'un parfum curatif pour le bien-être du corps. Les huiles essentielles sont mélangées à toutes les sauces, d'Aromathology de Crabtree & Evelyn à Aromachologie de L'Occitane. Dans la ligne Aroma d'Esteban – lancée en janvier –, Alpha au lotus est censé apaiser et Béta favoriser *« l'éveil et la création »* par ses notes hespéridées. *« Une nouvelle approche du parfum d'intérieur, qui devient parfum de confort et s'utilise comme une tisane pleine de vertus »*, dit-on chez Esteban.

Anne-Laure Quilleriet

Les voyages olfactifs de Diptyque

Fondé en 1961 par Desmond Knox-Leet, Christiane Gautrot et Yves Coueslant, issus du monde de l'art et de la décoration, Diptyque a démarré à Paris avec des tissus d'ameublement dessinés par les propriétaires. En 1963, la marque sort sa première gamme de bougies parfumées, suivie en 1968 d'une eau de toilette – simplement baptisée Eau – inspirée d'une recette de pot-pourri du XVIe siècle. Les effluves subtils revisitent les recettes du passé, avec L'eau lente, aux notes d'un parfum en usage sous Alexandre le Grand, ou le Vinaigre de toilette, évoquant un remède du XIXe siècle. Parfums de peau ou de maison, ils s'inspirent souvent de voyages en Grèce, en Provence ou au Proche-Orient. Diptyque diffuse aujourd'hui une palette de quarante-trois bougies, enrichie récemment du fruité tenace du coing et du rustique feu de bois, à la cire couleur de bûche.

Guide senteurs

● **Vertige.** Figue, basilic, mousse ou bois ciré... un choix de 43 bougies parfumées, 155 F (23,6 €), le vaporisateur d'ambiance 125 F (19 €) et le coffret d'essence à diffuser, 115 F (17,5 €). Diptyque, 34, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris, au Printemps Haussmann et par correspondance au 01-43-26-45-27.

● **Bucolique.** Inspiré des senteurs de la campagne aveyronnaise chère à Annick Goutal, Dans les foins, 350 F (53,3 €) la bougie rechargeable et 220 F (33,5 €) le vaporisateur de 125 ml. Annick Goutal, 12, place Saint-Sulpice, 75006 Paris. Tél. : 01-46-33-03-15. Feuille de tomate, vert frais, forêts ou muguet des bois, 175 F (26,7 €) le spray de 125 ml et 260 F (39,6 €) la bougie dans un épais pot de verre, Christian Tortu, 6, carrefour de l'Odéon, 75006 Paris. Tél. : 01-43-26-02-56. Emotion estivale, une fragrance pétillante à base de figue et de mandarine, 39 F (5,9 €) le spray de 30 ml, Promod.

● **Soleil levant.** Encens japonais Free (cassis, prune, melon d'eau), Pure (baies rouges, pamplemousse, aiguilles de pin) et Spirit (thé vert, citron, menthe poivrée), 80 F (12,2 €) les cinquante bâtonnets avec porte-encens, Estéban. Points de vente au 04-67-07-12-90.

● **Voyage.** Teck et tonka, inspirée de l'odeur des épices africaines, 47,5 F (7,2 €) la poudre d'aspirateur et 99 F (15,1 €) le carnet de voyage parfumé, Primerose Bordier pour Estéban. Le tour du monde de Geodesis, des écorces de cannelier de Ceylan au cèdre de l'Ouest américain, 100 F (15,2 €) la bougie. Renseignements au 04-67-16-05-01.

● **Gourmand.** Des senteurs inspirées des treize desserts de Noël ou des marchés de Provence, 69 F (10,5 €) la bougie de 100 grammes et 75 F (11,4 €) le parfum de 75 ml, L'Occitane. Numéro vert : 08-00-20-11-46. Dans la gamme Thé et pain d'épice, des sachets de thé en organza à glisser dans une commode, 35 F (5,3 €) l'unité, L'Artisan parfumeur. Renseignements au 01-40-64-15-64.

● **Aromathérapie.** Concentration, Restauration, Relaxation et Romance, les fragrances de la ligne Aromathology de Crabtree & Evelyn à adapter aux moments de la journée, 145 F (22,1 €) le brumisateur corps et maison. Tél. : 03-89-37-62-00.

« Quand Jim monte à Paris », il a son lit

« QUAND Jim monte à Paris » est un lit. A son chevet, deux accessoires indispensables : une lampe et un réveil. Lorsqu'il ne sert pas, il suffit de le plier et il devient une colonne à laquelle s'accrochent aisément l'horloge et la loupiote. L'instant d'une manœuvre... et l'objet utilitaire se transforme en élément décoratif. Signé Matali Crasset, ce couchage d'appoint de 1,20 m de large sur 1,90 m de long a été conçu pour coller à la petitesse des appartements parisiens et pour répondre à une utilisation exceptionnelle.

Il est aussi l'aboutissement d'une réflexion sur l'hospitalité. *« Le canapé Clic-Clac ne me plaisait pas beaucoup »*, reconnaît Matali Crasset. *« Je trouvais que coucher dans le canapé sur lequel tout le monde s'est assis dans la journée n'est pas forcément très agréable. J'ai donc eu envie d'offrir un lit qui ne prenne pas de place et qui soit vraiment la chambre de l'invité. »* Le succès de cette petite merveille d'ingéniosité éditée en 1997 par Domeau & Pérès s'est fait un peu attendre. *« Il faut que la proposition faite à travers l'objet entre dans les habitudes des gens. Pour un couchage d'appoint, ils ont en général comme référence le canapé-lit. C'est difficile de les faire passer à autre chose »*, constate Bruno Domeau. Mais cette création devrait bientôt toucher un public plus large en intégrant un catalogue de vente par correspondance.

Loin d'être un élément isolé, ce lit fait partie d'une gamme d'objets baptisée « Les amis de Matali ». Parmi eux : « Jules est plutôt dandy », une chaise qui intègre un cintre à son dossier ; « Marie a ses petites manies », un fauteuil dont les accoudoirs, en pivotant, deviennent des tablettes. Chacun cherche à offrir au public des meubles adaptés à son mode de vie, capables de remplir plusieurs fonctions.

On l'aura compris, ce qui intéresse cette jeune créatrice de trente-trois ans, ce n'est pas tant la recherche formelle que l'intention de l'objet, la légitimité d'un projet. Une démarche qu'elle applique à ses passions – les rites domestiques et l'intégration de la technologie dans notre univers – et qui la conduisent tout naturellement à aimer le travail en équipe. Elle fut durant cinq ans responsable du projet Thomson Multimédia chez Philippe Starck et collabore aujourd'hui avec L'Oréal, SEB, Lexon, Authentics... Au sein de chacune de ses entreprises, elle aime apporter ses idées, en discuter avec ceux qui détiennent le savoir-faire, les monter en commun. Matali Crasset signe aussi des scénographies et va se lancer dans l'architecture d'intérieur puisqu'une commande d'aménagement d'un appartement privé vient de lui être passée.

Véronique Cauhapé

★ « Quand Jim monte à Paris », distribué par Domeau & Pérès, 21, rue Voltaire 92250 La Garenne-Colombes, tél. : 01-47-60-93-86, 3 900 francs (595 euros).

DOMEAU & PÉRÈS

« Quand Jim monte à Paris », alternative au canapé-lit.

هكذا من الأصل

Myriam Sibuet, biologiste aux curiosités abyssales

Chercheuse de l'Ifremer, passionnée par la faune des grands fonds, elle étudie d'étranges espèces animales, nouvelles pour la science

« MAGNIFIQUE, non ? Regardez ! Le bleu-nuit de ce lac de saumure à l'ovale parfait. A côté, les volutes blanches d'un voile bactérien, comme une voie lactée. Dessous, ces taches jaunes et orangées, des millions de coquilles de mollusques tapissant le sol. Et là ! Le rouge sang d'un ver tubicole... » Myriam Sibuet s'extasie, comme devant un tableau impressionniste. Ces images, rapportées d'un mois de plongées au-dessus des volcans de boue de la Méditerranée orientale – la campagne Médinaut, menée de mi-novembre à mi-décembre 1998 avec le submersible *Le Nautile* –, peu de personnes les ont encore vues.

PORTRAIT

Pour l'océanologue, « la vie est plus inventive qu'on ne l'imaginait »

« C'est un univers qui me fascine. Une autre planète », dit-elle. Derrière les lunettes finement cerclées, son regard semble s'ouvrir à d'autres horizons. Son visage s'éclaire. *Ses mains se font* volubiles. Elle retrouve alors, pour faire partager la *« curiosité »* qui l'anime, les qualités de pédagogue de sa mère, *« institutrice et naturaliste dans l'âme »*, qui a su *« montrer à ses enfants la beauté de la nature »* et leur donner *« envie de comprendre la complexité du monde vivant »*.

De ces précoces leçons de choses lui est venu sans doute le goût des sciences naturelles, étudiées à Strasbourg, avant une spécialisation en physiologie animale. Maîtrise en poche, elle rejoint, en 1969, le jeune Centre national pour l'exploitation des océans (Cnexo), ancêtre de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), et participe à la création du département scientifique du Centre océanologique de Bretagne. Elle n'a que vingt-trois ans et a conscience de prendre part à la naissance d'une science neuve. *« A l'époque, beaucoup de laboratoires de stations marines étudiaient le milieu côtier, mais l'environnement hauturier et les grands fonds marins restaient des domaines presque vierges. »*

Trente ans plus tard, devenue responsable du Laboratoire d'écologie abyssale de Brest, elle mesure le chemin accompli dans cette discipline, grâce à la mise au point d'instruments et d'engins océanographiques de plus en plus performants. Lors de son baptême de la mer – trois mois à sillonner l'Atlantique sur le *Jean-Charcot* –, les chercheurs ne disposaient, pour prélever des sédiments marins et des échantillons de faune, que de dragues et de chaluts. Au fil des ans, des carottiers, des pièges à particules et des nasses à animaux à déclenchement acoustique, des courantomètres et des capteurs de toutes sortes ont enrichi la panoplie. Surtout, les sous-marins habités – en France, la soucoupe *Cyana* (– 3 000 mètres), puis *Le Nautile* (– 6 000 mètres) – ont permis aux scientifiques d'accéder aux grands fonds, dont l'exploration se poursuit, aujourd'hui, à l'aide de robots téléopérés.

« FLUIDES FROIDS »

Pour la communauté des biologistes marins, ces années pionnières furent marquées par la découverte, dans la nuit abyssale, d'oasis de vie associées à des sources hydrothermales et totalement déconnectées de l'énergie solaire. Mais, pour Myriam Sibuet, spécialiste des formations sédimentaires, la « révélation » eut lieu en 1986 : *« Un géologue de l'Ifremer m'a montré des photos prises dans les fosses océaniques du Japon. On y voyait une faune extraordinaire, liée non pas à des sources chaudes mais, pour la première fois, à des émissions de fluides froids. »*

« La vie est plus inventive qu'on ne l'imaginait, s'enthousiasme la biologiste. *Les écosystèmes attachés aux fluides froids sont voisins de ceux des sources hydrothermales, mais ils sont beaucoup plus variés – on y a déjà recensé soixante-quatre espèces différentes de mollusques, de vers et d'éponges vivant en symbiose avec des bactéries – et d'une très grande densité. C'est spectaculaire ! »* Le ton redevient savant, pour décrire la genèse de ces populations : sur certaines pentes continentales où la croûte terrestre est soumise à des phénomènes de compression et de fracturation, en particulier dans les zones de subduction où s'affrontent les plaques tectoniques, se produisent des éjections massives de boue, de fluides et de gaz. Ces effluents, généralement riches en méthane, sont à l'origine de l'éclosion d'agrégats biologiques qui se nourrissent par des processus de chimiosynthèse.

L'étude de ces communautés en est à ses débuts. Vingt-quatre d'entre elles ont été observées, dans des environnements géologiques très divers – du golfe du Mexique aux marges du Japon en passant par les fosses du Pérou ou le prisme d'accrétion de la Barbade – et à des profondeurs qui s'étagent entre 400 et 6 000 mètres. Mais la chercheuse est persuadée qu'elles sont extrêmement répandues, spécialement aux frontières des plaques tectoniques. *« Dans la seule partie orientale du bassin méditerranéen, on recense plus de deux cents volcans de boue susceptibles d'héberger de telles colonies »*, dit-elle. La campagne Médinaut, qui associait des géologues, des géochimistes et des biologistes d'une dizaine de laboratoires français et hollandais, a permis la première exploration par submersible de ce réseau de sources froides. Des dizaines d'échantillons ont été recueillis, des centaines de mesures effectuées. De quoi donner à Myriam Sibuet et à ses collègues plusieurs mois de travail.

« ÉCOSYSTÈMES SI SINGULIERS »

L'analyse de cette moisson sous-marine pourrait, espère-t-elle, aider à mieux connaître les processus de production de matière organique dans les grands fonds, donc le rôle de l'océan dans le cycle du carbone dont dépend toute la vie sur notre planète. Elle pourrait aussi trouver des applications pratiques, pour localiser des gisements d'hydrocarbures – des compagnies pétrolières ont déjà manifesté leur intérêt – ou repérer les zones sujettes aux séismes, dont la faune associée aux fluides froids servirait en quelque sorte de marqueur. Mais ce qui motive la biologiste, c'est avant tout de *« comprendre le fonctionnement de ces écosystèmes si singuliers »*. Evoluent-ils dans le temps et dans l'espace ? Des émissions de fluides froids sur de longues durées favorisent-elles, comme elle le pense, une diversification des espèces et l'émergence de communautés plus complexes ?

Plus d'une vingtaine de campagnes de plongée n'ont pas émoussé son envie de savoir. Déjà Myriam Sibuet prépare une nouvelle expédition, au large des côtes africaines. *« A chaque fois que l'on fait un pas en avant dans la connaissance, de nouvelles questions surgissent. C'est cela qui est passionnant. »*

Pierre Le Hir

DIDIER OLIVRÉ POUR « LE MONDE »

Myriam Sibuet à bord du navire océanographique « Le Suroît », en rade de Brest.

Un bestiaire hors du commun

Les colonies animales repérées au voisinage des sources de fluides froids sont formées d'espèces nouvelles pour la science. Plus ou moins enfouies dans les sédiments, elles sont dominées par des invertébrés que caractérise leur gigantisme : 36 centimètres pour des coquilles de moules *(mytilidae)* prélevées sur un volcan de boue de la Barbade, 1 mètre pour des vers vestimentifères *(lamellibrachia)* observés dans les fosses du Japon ou en Méditerranée. Mollusques bivalves et vers tubicoles côtoient fréquemment des buissons de spongiaires. La biomasse de ces écosystèmes est élevée, puisqu'elle peut atteindre 50 kilos par mètre carré. Cette faune vit en symbiose avec des bactéries autotrophes qui produisent, par chimiosynthèse, la matière organique dont elle a besoin.

Chercheurs et agriculteurs peinent à domestiquer la truffe

AIX-EN-PROVENCE
de notre envoyée spéciale

Commencée en décembre, la saison de la truffe vient de se terminer sur les marchés de Provence et du Sud-Ouest. La sécheresse d'août et le gel de novembre dans les régions productrices (Provence et Périgord principalement) ont fait baisser la production et flamber les prix. Pour l'année 1998-1999, la vente des *Tuber melanosporum* (cousins très éloignés des morilles) d'origine française n'aura pas dépassé les 15 à 20 tonnes, au prix moyen de 4 600 francs le kilo. Au début du siècle, elle atteignait couramment les 1 000 tonnes annuelles. Le déclin a débuté vers 1910, avec les débuts de l'exode rural et de la mécanisation de l'agriculture.

Aujourd'hui, 80 % de la production française sont issus de la trufficulture. Elle reste largement insuffisante pour faire face à la demande de plus en plus importante des consommateurs. C'est que, malgré les recherches et les essais menés depuis plus de vingt ans par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), la culture de ce joyau gastronomique est loin d'être maîtrisée (*Le Monde* du 17 octobre 1996). Elle demeure *« une agriculture d'art »*, soulignait Jean-Charles Savignac, président de la Fédération française des trufficulteurs, en ouverture du 6e congrès international de science et culture de la truffe, tenu récemment à Aix-en-Provence.

Les truffes, comme de nombreux champignons, vivent en association avec les racines de certains arbres, chênes pubescents, noisetiers notamment. Au moment de leur germination, les spores, ces cellules de multiplication du champignon, donnent naissance à des filaments ramifiés, le mycélium, qui colonisent progressivement les racines secondaires de l'arbre en créant un organe mixte, la mycorhize. Cette mycorhization est désormais bien contrôlée. Les premiers plants mycorhizés ont été développés il y a plus de vingt ans par l'INRA, qui a breveté son procédé en 1972 et cédé les droits de licence à la société Agri-truffe.

Mais la technique employée, celle des semis, entraîne néanmoins une certaine hétérogénéité des plants, qui se manifeste ensuite par des variations de la croissance, de la forme et de la résistance au gel ou aux parasites. Pour éliminer cet inconvénient, les scientifiques de l'INRA se sont lancés dans le clonage. Les premiers clones de chêne pubescent plantés en mars 1993 dans le Sud-Ouest ont commencé à produire à la fin de 1997.

« UN MYSTÈRE »

Mais, au-delà de cette première étape, *« la sexualité ainsi que le mécanisme qui déclenche la fructification de la truffe demeurent un mystère*, explique Gérard Chevalier, chercheur à l'INRA de Clermont-Ferrand. *Nous ne maîtrisons ni la germination des spores ni la formation* in vitro *des ascocarpes* [les bébés truffes]. *Il y a peu, certains chercheurs ont découvert que la truffe serait un peu hermaphrodite. Les organes mâles et femelles seraient produits par le même mycélium, et les truffes pourraient fructifier sans croisement de différentes souches »*.

Au total, pour le chercheur français, *« certains secteurs de la recherche ont effectivement beaucoup progressé en dix ans, mais les résultats n'ont que partiellement profité à la trufficulture »*. Un jugement que Pierre Sourzat, responsable de la station d'expérimentation sur la truffe de Cahors-Le Montat (Lot), trouve trop sévère. *« Certaines plantations dans des terrains calcaires n'ont, en effet, pas donné les résultats escomptés. On a même cru qu'il s'agissait d'un échec. Mais*, explique-t-il, *plusieurs années après, vers la fin des années 80, elles se sont mises à produire de façon remarquable dans un environnement proche de la friche. »*

De ces observations et de quelques autres, les trufficulteurs ont appris qu'il ne fallait pas trop arroser les plants, car, alors, *« l'allongement des racines de l'arbre symbiotique est plus rapide que la propagation de la mycorhization »*. On peut, en revanche, *« obtenir des rendements exceptionnels »* en ralentissant la croissance de l'arbre. La truffe est un champignon adapté au climat chaud et sec, et il ne faut pas hésiter à la mener *« jusqu'à son extrême limite de résistance à la sécheresse »*, précise le trufficulteur.

Autre leçon : la présence d'environnements boisés peut provoquer la contamination de la zone de culture par *Tuber brumale*, une espèce de truffe très agressive. Il faut alors éviter de retourner la terre, comme le font certains, car cela disperse les spores de *Tuber brumale*.

« Le gros progrès, depuis dix ans, a été de définir des méthodes de culture différentes de celles pratiquées dans le passé », résume Pierre Sourzat. Si Dame Truffe accepte enfin de se laisser apprivoiser, la France retrouvera peut-être un jour les tonnages du début du siècle qui font rêver tous les trufficulteurs.

Christiane Galus

Nouvelle dégradation en

MÉTÉOROLOGIE

Le réchauffement fait recul

deux glaciers de l'Antarctiq

MOTS CROISÉS

Nouvelle dégradation en vue

SAMEDI. L'accalmie aura été de courte durée, de nouvelles pluies arrivant de l'Atlantique. Un front froid traversera la France d'ouest en est ce week-end. A l'avant, le soleil résistera assez bien sur une large moitié est du pays. Dimanche, le scénario s'inversera avec du soleil à l'Ouest et des risques de pluies sur la moitié est.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – La grisaille dominera en Bretagne et Normandie. Pluies à la mi-journée avant une amélioration par l'ouest. Sur les pays de Loire, des éclaircies passagères sont possibles. On attend 13 à 16 degrés.

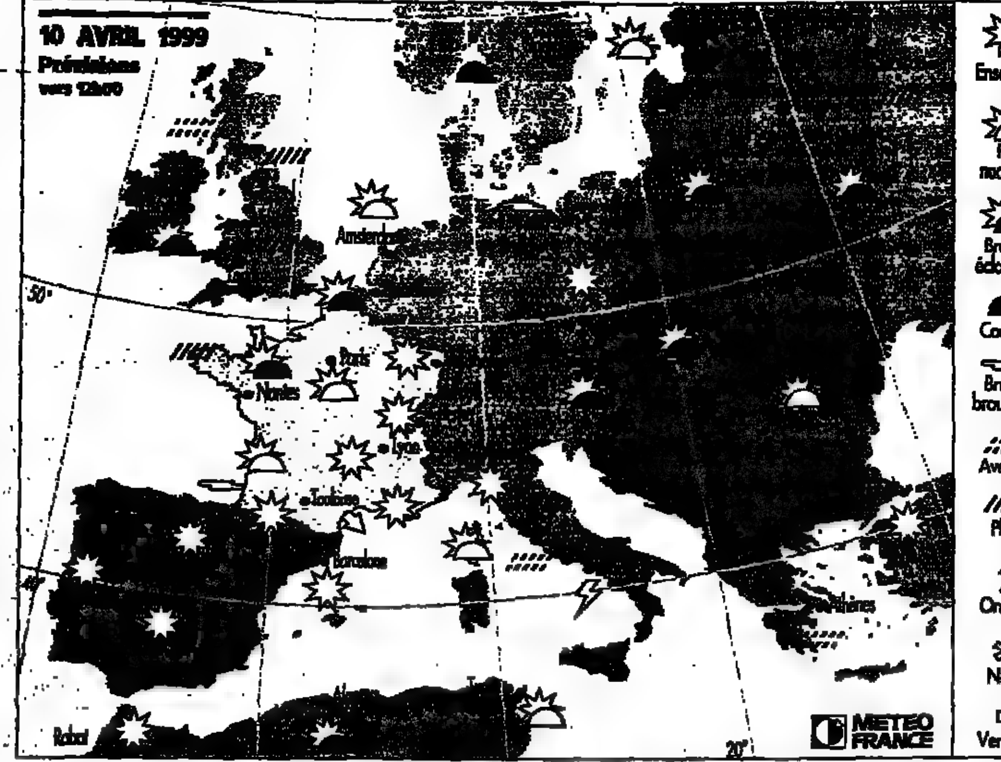
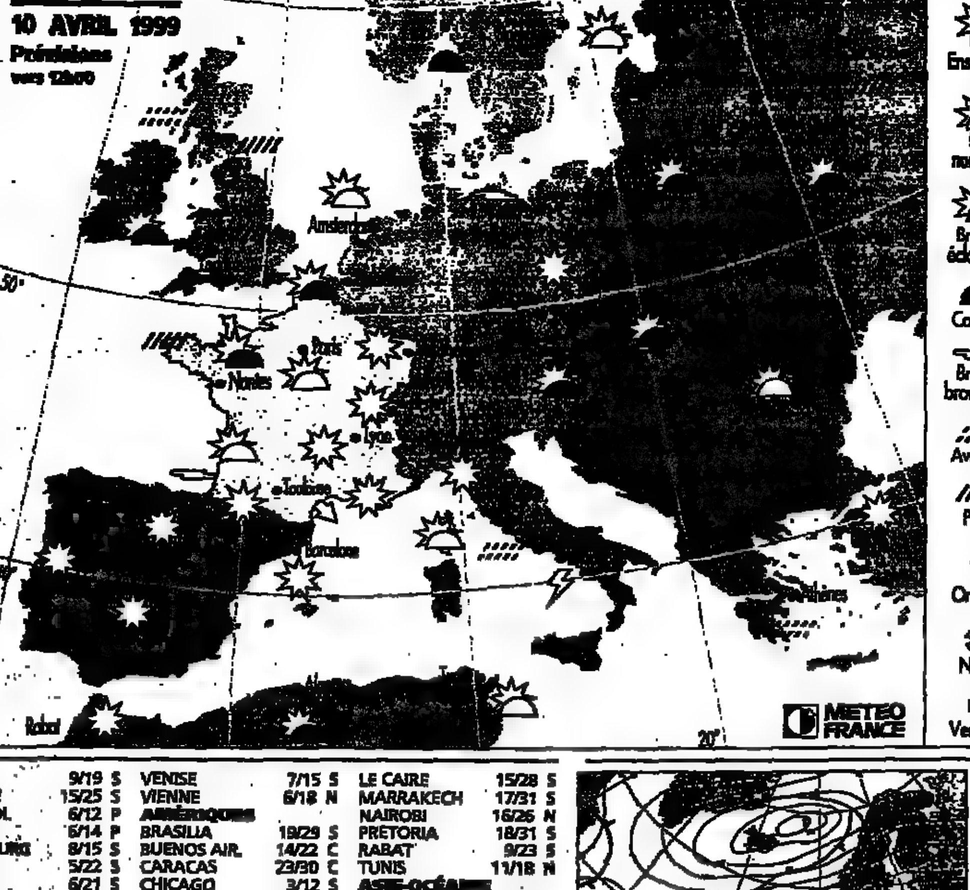
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Il pleuvra un peu l'après-midi de la Normandie au Pas-de-Calais. La dégradation sera plus tardive ailleurs. La pluie est attendue le soir en région parisienne. Il fera entre 13 et 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Journée calme. Les éclaircies l'emporteront près de la frontière allemande. En revanche, nuages plus menaçants le soir en Champagne. On attend de 12 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – La journée débutera le plus souvent sous la grisaille. Au fil des heures, les éclaircies reprendront le dessus dans l'intérieur. L'amélioration aura du mal à se dessiner du Poitou au pays Basque. Il fera de 15 à 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – On profitera d'une belle journée de printemps de l'Auvergne à Rhône-Alpes. En revanche, soleil contrarié en Limousin. Bons moments de soleil vers la mi-journée. Il fera entre 15 et 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil l'emportera très largement sur le continent. Le vent sera un peu plus discret autour du golfe du Lion. Les averses s'attarderont en Corse. On attend entre 17 et 20 degrés.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PÉROU.** L'accès ferroviaire au site inca du Machu Picchu, situé non loin de Cuzco, a été suspendu le 6 avril à la suite d'un glissement de terrain. Deux solutions s'offrent aux visiteurs : une marche de quatre jours ou 30 minutes d'hélicoptère...

■ **RUSSIE.** Fermé depuis plusieurs semaines, le mausolée de Lénine, sur la place Rouge, à Moscou, a été rouvert au public le 7 avril.

■ **AÉRIEN.** L'aéroport d'Atlanta (Géorgie, Etats-Unis) qui, en 1998, a accueilli 73,5 millions de passagers, a ravi à celui de Chicago (72,4 millions) le titre de premier aéroport du monde en termes de fréquentation. Viennent ensuite Los Angeles (61,2 millions) et Londres-Heathrow (60,7 millions), Paris-Roissy occupant pour sa part la 9e place avec 38,6 millions de passagers, soit une progression de 9,5 % par rapport à 1997.

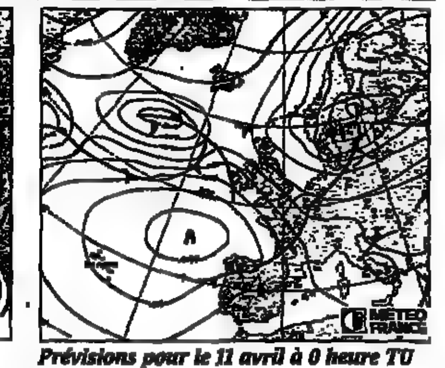
PRÉVISIONS POUR LE 10 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	6/14	N
BIARRITZ	5/15	N
BORDEAUX	7/18	N
BOURGES	5/17	N
BREST	8/13	P
CAEN	8/14	N
CHERBOURG	8/14	N
CLERMONT-F.	3/16	S
DIJON	3/17	S
GRENOBLE	4/19	S
LILLE	9/17	N
LIMOGES	6/16	N
LYON	5/17	S
MARSEILLE	6/18	S
NANCY	0/17	S
NANTES	8/16	N
NICE	8/15	S
PARIS	8/18	N
PAU	4/15	N
PERPIGNAN	11/20	S
RENNES	7/17	C
ST-ETIENNE	3/15	S
STRASBOURG	2/16	S
TOULOUSE	5/17	S
TOURS	7/17	N
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	24/29	P
FORT-DE-FR.	24/29	C
NOUMEA	24/29	P
PAPEETE	25/31	N
POINTE-A-PIT.	22/29	C
ST-DENIS-RÉ.	23/28	S

EUROPE		
AMSTERDAM	8/15	N
ATHENES	13/20	P
BARCELONE	9/18	S
BELFAST	4/13	P
BELGRADE	10/16	P
BERLIN	9/18	C
BERNE	4/14	C
BRUXELLES	8/16	N
BUCAREST	7/18	N
BUDAPEST	8/20	S
COPENHAGUE	6/14	N
DUBLIN	4/12	S
FRANCFORT	9/16	S
GENEVE	6/16	N
HELSINKI	5/9	S
ISTANBUL	14/20	S
KIEV	9/19	S
LISBONNE	15/25	S
LIVERPOOL	6/12	P
LONDRES	6/14	P
LUXEMBOURG	8/15	S
MADRID	5/22	S
MILAN	6/21	S
MOSCOU	5/14	P
MUNICH	3/14	C
NAPLES	9/15	P
OSLO	5/15	C
PALMA DE M.	4/19	S
PRAGUE	6/16	S
ROME	7/16	P
SEVILLE	13/30	S
SOFIA	9/14	P
ST-PETERSB.	5/8	S
STOCKHOLM	10/17	N
TENERIFE	12/21	S
VARSOVIE	6/17	S
VENISE	7/15	S
VIENNE	6/18	N

AMÉRIQUES		
BRASILIA	19/29	S
BUENOS AIR.	14/22	C
CARACAS	23/30	C
CHICAGO	3/12	S
LIMA	18/24	N
LOS ANGELES	8/16	S
MEXICO	14/31	S
MONTREAL	1/7	S
NEW YORK	8/15	S
SAN FRANCIS.	6/12	C
SANTIAGO/CHI	5/24	S
TORONTO	1/11	S
WASHINGTON	8/16	S
AFRIQUE		
ALGER	5/20	S
DAKAR	16/22	S
KINSHASA	23/29	P
LE CAIRE	15/28	S
MARRAKECH	17/31	S
NAIROBI	16/26	N
PRETORIA	18/31	S
RABAT	9/23	S
TUNIS	11/18	N
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	27/33	N
BOMBAY	23/31	S
DJAKARTA	26/30	C
DUBAI	21/27	S
HANOI	23/24	P
HONGKONG	22/26	C
JERUSALEM	12/25	S
NEW DEHLI	21/41	S
PEKIN	11/23	S
SEOUL	10/15	P
SINGAPOUR	26/30	P
SYDNEY	17/20	P
TOKYO	9/15	P

Situation le 9 avril à 0 heure TU



Prévisions pour le 11 avril à 0 heure TU

MÉTÉOROLOGIE

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

DEUX GLACIERS POLAIRES de l'Antarctique sont *« en pleine récession »* en raison du réchauffement du climat dans cette région et ont perdu près de 3 000 km² de leur surface en 1998, ont annoncé, mercredi 7 avril, des chercheurs américains et britanniques de l'université de Boulder (Colorado) travaillant pour le British Antarctic Survey. Des photographies prises par satellites, indiquent les scientifiques, montrent un net recul de la glace dans deux zones de la péninsule antarctique, le glacier de Larsen B, qui s'étend actuellement sur 7 000 km², et celui de Wilkins, dont la surface est près de deux fois supérieure. Depuis novembre 1998, 1 174 km² de Larsen B se sont séparés du continent, souligne un chercheur de l'université de Boulder, Ted Scambos. De l'autre côté de la péninsule, Wilkins a perdu 1 100 km².

« Les images radar ont montré une grande zone de glaces complètement disloquées, indiquant que le front des glaces a reculé de 35 km par rapport à autrefois, précise Ted Scambos. *L'apparition soudaine de milliers de petits icebergs laisse penser que les glaciers se brisent sur place et sont ensuite évacués par des tempêtes ou des courants. »* Les scientifiques savaient déjà que ces deux glaciers régressaient, mais l'accélération du phénomène les a surpris. *« Nous avons les preuves que les glaciers dans cette zone reculent depuis cinquante ans, mais les pertes se montaient sur l'ensemble de cette période à environ 7 000 km² seulement »,* note le chercheur britannique David Vaughan. *« Enregistrer une récession de 3 000 km² en une seule année représente nettement une escalade. Dans quelques années,* pense-t-il, *la plus grande partie de Wilkins aura sans doute disparu. »* Américains et Britanniques s'accordent à expliquer cette fonte par le réchauffement climatique dans cette région, où l'augmentation moyenne des températures est estimée à 2,5 degrés Celsius par rapport aux années 1940. Selon eux, au cours de ces vingt dernières années, l'élévation de la température dans cette région a allongé la période de fonte glaciaire de deux à trois semaines. – *(AFP.)*

SPORTS D'HIVER

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement du jeudi 8 avril. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 En montagne et sur Internet : www.skifrance.fr.

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes ; le second, en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE
Alpe-d'Huez : 148-330 ; Alpe-du-Grand-Serre : n.c. ; Auris-en-Oisans : n.c. ; Autrans : 50-110 ; Chamrousse : 70-110 ; Le Collet-d'Allevard : 20-90 ; Les Deux-Alpes : 80-400 ; Lans-en-Vercors : 80-100 ; Méaudre : 30-80 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : n.c. ; Les Sept-Laux : n.c. ; Villard-de-Lans : 80-240.

HAUTE-SAVOIE
Avoriaz : 110-230 ; Les Carroz-d'Arâches : 34-545 ; Chamonix : 60-290 ; Châtel : 50-180 ; La Clusaz : 30-250 ; Combloux : 50-190 ; Les Contamines-Montjoie : 10-200 ; Flaine : 115-635 ; Les Gets : n.c. ; Le Grand-Bornand : 110-190 ; Les Houches : 30-150 ; Megève : 60-200 ; Morillon : 0-545 ; Morzine-Avoriaz : 30-245 ; Praz-de-Lys-Sommand : 80-150 ; Praz-sur-Arly : 80-180 ; Saint-Gervais : 30-200 ; Samoëns : 10-550 ; Thollon-les-Mémises : n.c.

SAVOIE
Les Aillons : 10-184 ; Les Arcs : 85-314 ; Arêches-Beaufort : 15-240 ; Aussois : 50-60 ; Bonneval-sur-Arc : n.c. ; Bessans : 45-55 ; Le Corbier : 70-130 ; Courchevel : 107-235 ; La Tania : 80-235 ; Crest-Voland-Cohennoz : 50-150 ; Flumet : 60-180 ; Les Karellis : 90-220 ; Les Menuires : 55-200 ; Saint-Martin-Belleville : 20-200 ; Méribel : 50-253 ; La Norma : 20-90 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 70-190 ; La Plagne : 140-300 ; La Rosière 1 850 : 130-295 ; Saint-François-Longchamp : 70-130 ; Saint-Sorlin-d'Arves : 70-160 ; Les Saisies : 60-200 ; Tignes : 125-270 ; La Toussuire : 60-100 ; Val-Cenis : 50-180 ; Val-Fréjus : 20-80 ; Val-d'Isère : 98-220 ; Valloire : 30-170 ; Valmeinier : 25-180 ; Valmorel : 80-185 ; Val-Thorens : 100-250.

ALPES DU SUD
Auron : 30-70 ; Beuil-les-Launes : n.c. ; Isola 2000 : 55-135 ; Montgenèvre : 40-50 ; Orcières-Merlette : 35-130 ; Les Orres : 50-110 ; Pra-Loup : 60-160 ; Puy-Saint-Vincent : 20-120 ; Risoul 1 850 : 30-70 ; Le Sauze-Super-Sauze : 20-160 ; Serre-Chevalier : 10-80 ; Superdévoluy : 70-150 ; Valberg : n.c. ; Val d'Allos/Le Seignus : 50-80 ; Val d'Allos/La Foux : 60-80 ; Vars : 30-70.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : 10-100 ; Font-Romeu : 40-60 ; Gourette : 30-150 ; Luchon-Superbagnères : n.c. ; Luz-Ardiden : 60-100 ; La Mongie : 32-120 ; Piau-Engaly : 40-70 ; Saint-Lary-Soulan : 20-60.

AUVERGNE
Besse/Superbesse : 20-110 ; Le Mont-Dore : 25-120 ; Superlioran : n.c.

JURA
Métabief : 05-60 ; Mijoux-Lélex-la-Faucille : 50-130 ; Les Rousses : n.c.

VOSGES
Le Bonhomme : n.c. ; La Bresse-Hohneck : 50-100 ; Gérardmer : 30-70 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventron : n.c.

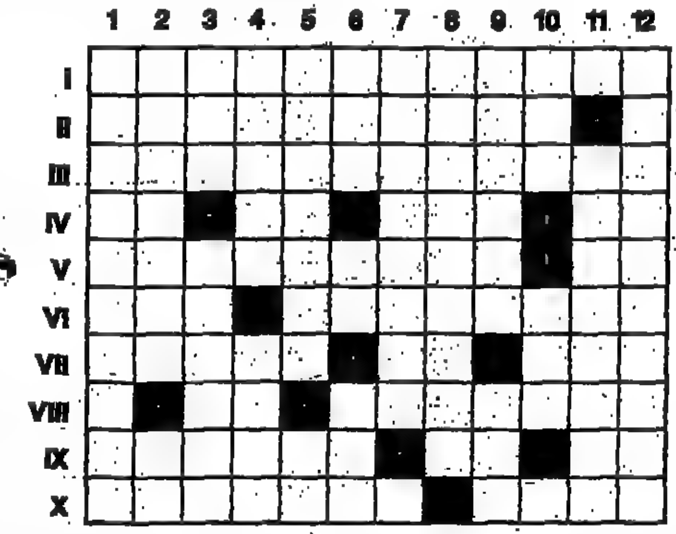
■ **HAUTE-SAVOIE À LA CARTE.** Haute-Savoie Réservations (tél. : 04-50-23-96-00) propose des idées et des suggestions pour des séjours ou des circuits à la carte. Sur simple coup de fil, il trouve, dans la journée, ce qui convient : ski de printemps dans la Vallée blanche en toute sécurité, avec un guide de haute montagne (1 730 F, 264 € en pension complète, forfait remontées et encadrement inclus), semaine raquettes, week-end culturel ou gastronomique, randonnée en famille, séjour cocooning, au meilleur prix.

■ **NARCISSES AUTRICHIENS.** Région réputée pour la beauté de ses lacs alpins, le Salzkammergut, à l'est de Salzbourg, est également le royaume du narcisse blanc qui, en mai, tapisse de ses étoiles immaculées prés et collines entourant les pittoresques villages de Bad Aussee, Altaussee et Grundlsee. Depuis 1960, une Fête des narcisses marque, pendant une semaine (du 22 au 30 mai, cette année), l'arrivée du printemps et s'achève par la parade des sculptures de narcisses qui, juchées sur des chars, sont conduites jusqu'aux lacs d'Altaussee ou de Grundlsee avant d'être embarquées sur des barques décorées. Renseignements au 00-43-3622-52-273.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99085

◆ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Reconnaît la valeur des choses. – II. Importunes à la longue. – III. Ouvertures au sommet. – IV. Reliée au continent depuis 1988. Article. Familièrement suivi de quoi. Arrive en tête. – V. Mettent en avant. Doublé en perdant les pédales. – VI. En grandissant, elle a perdu un E. Un exercice où l'on finit par tout jeter. – VII. Vraiment sans confort. Dans la gamme. Trois sur six. – VIII. Homme à tête de faucon. Se fit sottement remarquer. – IX. Impose le silence. Le strontium. En rouge sur la carte. – X. Qui se fait remarquer. Terrain de chasse pour Diane et Henri.

VERTICALEMENT

1. Universelle et vérifiée depuis que les pommes tombent. – 2. Protège le foyer du foyer. A moitié mort. – 3. Lieu de rencontre. Apporte son aide au passage difficile. – 4. Dressai le chant. Première capitale nippone. – 5. Un bon début. Excellent résultat. – 6. Prises de courant. Exclamation. Populaire en juillet. – 7. Belle monture sans tache. – 8. Tentatives criminelles. – 9. Met en couleur. Se rendra. – 10. Points. Défense anglaise. – 11. Support aquatique. – 12. Plus que suffisant pour faire le plein.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99084

HORIZONTALEMENT

I. Préélectoral. – II. Rétrograde. – III. Epart. Utiles. – IV. Valets. Ile. – V. Ire. Ea. Léché. – VI. SARL. Gel. Tué. – VII. Ib. Analogues. – VIII. Olive. Néré. – IX. Névé. Donne. – X. Grossesses.

VERTICALEMENT

1. Prévisions. – 2. Réparable. – 3. Etaler. IVG. – 4. Erre. Laver. – 5. Lotte. Né. – 6. Eg. Saga. DS. – 7. Cru. El (le). Os. – 8. Tatillonne. – 9. Odile. Gens. – 10. Relectures. – 11. Huée. – 12. Lassées. Es.

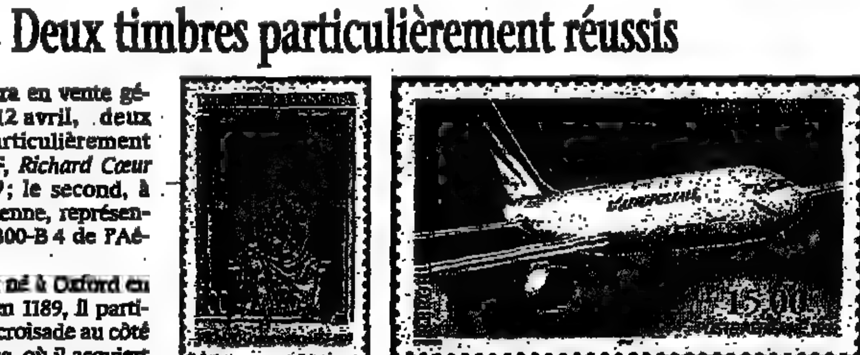
PHILATÉLIE

Deux timbres particulièrement réussis

LA POSTE mettra en vente générale, lundi 12 avril, deux timbres-poste particulièrement réussis : l'un, à 3 F, *Richard Cœur de Lion 1157-1199* ; le second, à 15 F, de poste aérienne, représentant un Airbus A 300-B 4 de l'Aéropostale.

● Richard Ier est né à Oxford en 1157. Devenu roi en 1189, il participe à la troisième croisade au côté de Philippe Auguste, où il acquiert son surnom de « Cœur de Lion ». De retour en Angleterre, en 1194, il revient sur le continent pour combattre le roi de France, édifie Château-Gaillard – reproduit sur un timbre paru en 1954 – et meurt pendant le siège du château de Châlus, près de Limoges, en 1199. Il repose, depuis, à l'abbaye de Fontevraud (timbre émis en 1978).

Richard Cœur de Lion, popularisé par l'œuvre de Walter Scott (timbre de Grande-Bretagne paru en 1971), apparaît sur des timbres de Tuvalu, Barbuda et Chypre.



Le timbre, gravé et mis en page par Claude Jumelet, d'après une photo d'un détail de *L'Historia Anglorus* (British Library), est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

Sa vente anticipée se déroulera les samedi 10 et dimanche 11 avril, au château de Châlus-Chabrol (Haute-Vienne), à la salle des fêtes des Andelys (Eure), à l'abbaye royale de Fontevraud (Maine-et-Loire).

● **Le premier vol de l'Airbus** A 300-B 4 remonte au 26 décembre 1974. Cet avion doit équiper les lignes de l'Aéropostale courant 1999 et remplacer les Boeing 727-200 de la compagnie.

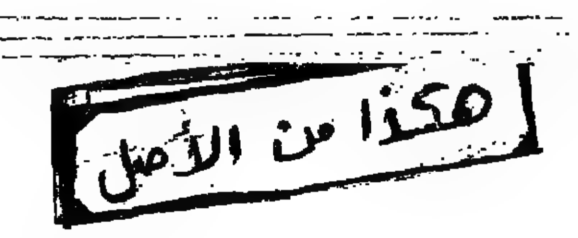
Le timbre, un Airbus en phase finale de décollage, dessiné par Jame's Prunier et mis en page par Charles Bridoux, est imprimé en héliogravure en feuilles de quarante. Il est aussi conditionné en feuillets de dix, avec illustrations marginales représentant des silhouettes d'avions (Chauve-Souris, Concorde, etc.).

La vente anticipée se déroulera les 10 et 11 avril, dans le hall de départ de l'aéroport de Toulouse-Blagnac.

P. J.

★ **Souvenirs philatéliques : Richard Cœur de Lion, auprès de l'Union des philatélistes et des télécartistes de La Poste et de France-Télécom, 78, rue Taitbout 75009 Paris (tél. : 01-49-70-09-36) ; L'Aéropostale, auprès de la Société aérospatiale philatélique, Alain Culerrier, 18, allée de la Corrèze, 31770 Colomiers.**

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE



Le Monde Publicité
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

et agriculteurs peinent
...estiquer la truite

هكذا من الأصل

ARCHÉOLOGIE **L'exposition « L'Art égyptien au temps des pyramides », présentée au Grand Palais jusqu'au 12 juillet, est un *événement unique*. Pour la première fois, une manifestation de grande ampleur est consacrée exclusivement à l'art d'une période dont il reste peu de traces, celle de l'Ancien Empire. Celle-ci était pourtant considérée par les Egyptiens des dynasties suivantes comme l'âge d'or de leur civilisation. ● LA FINESSE du ciselé, la douceur du modelé, l'expressivité des traits des sculptures présentées ne manquent pas d'étonner tant elles tranchent avec le hiératisme des époques ultérieures. ● SELON Christiane Ziegler, commissaire de l'exposition, *« pour restituer la vie, l'artiste* [de l'Ancien Empire] *cherchait à "totaliser" les aspects les plus singuliers d'un individu plutôt qu'à capter une ressemblance ».***

L'âge d'or de l'Egypte au Grand Palais

Pour la première fois, une grande exposition est consacrée exclusivement à l'art de l'Ancien Empire. Les sculptures de cette période surprennent par la finesse de leur exécution et l'expressivité de leurs traits

L'ART ÉGYPTIEN AU TEMPS DES PYRAMIDES, Galeries nationales du Grand Palais, square Jean-Perrin, 75008 Paris. Tél. : 01-44-13-17-47. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 20 heures, le mercredi de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 juillet. A partir de 56 F (8,54 €). Catalogue, sous la direction de Christiane Ziegler, RMN éd., 520 pages, 290 F (44,21 €) jusqu'au 30 juin, 340 F (51,83 €) ensuite.

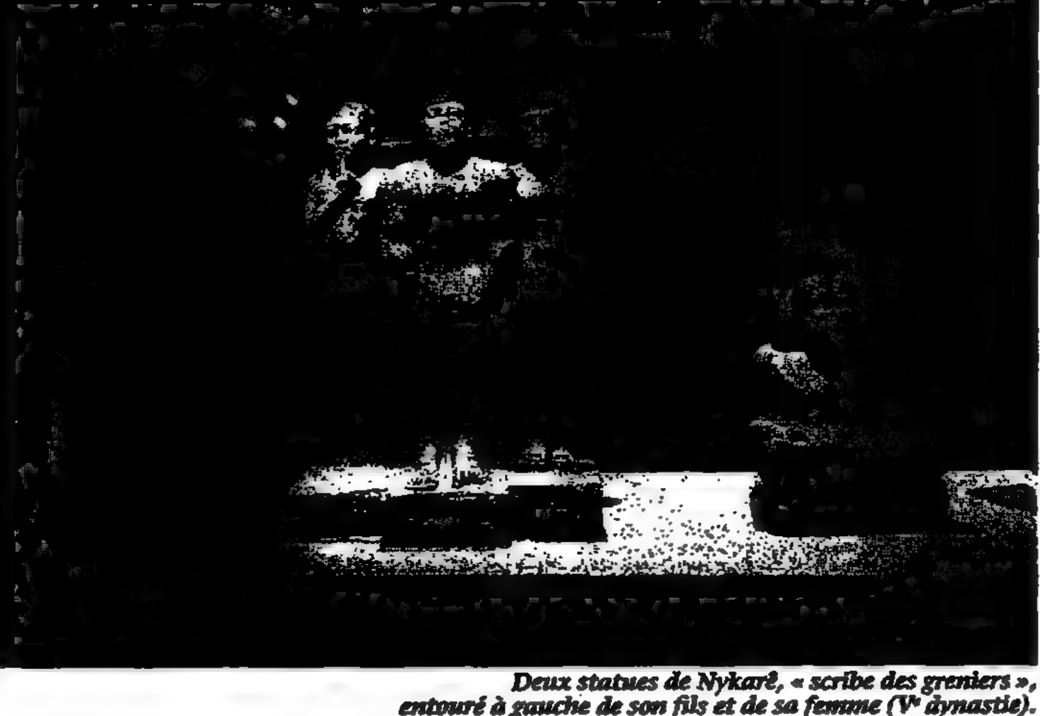
Le miracle égyptien jouera-t-il encore ? Remplira-t-il les salles du Grand Palais comme il remplit celles du département égyptien du Louvre ? C'est vraisemblable. Et si l'or de Toutânkhamon n'est pas là pour servir d'appât, pas plus que la figure hérétique d'Aménophis IV, le mystère des grandes pyramides devrait suffire. Chéops, Chéphren et Mykérynos, ces souverains mythiques qui se firent élever de gigantesques mausolées, sont de puissants sésames. Dans la mémoire collective, *des milliers de figurants* ahanent toujours dans la poussière sous les caméras de Cécil B. De Mille ou de Howard Hawks ; Blake et Mortimer n'en finissent pas de poursuivre Olrik à la recherche des trésors du Pharaon. Par Horus demeure !

Les visiteurs ne seront pas déçus : ils auront même droit à une grande maquette de la nécropole de Giza à l'époque de la IVe dynastie, avec ses pyramides, son sphinx, ses tombes et ses temples *annexes, ses ateliers, ses chaussées* et son port aujourd'hui menacé par l'extension des banlieues du Caire. Ils pourront voir aussi dans une vitrine quelques-uns des modestes outils avec lesquels ces travaux ont été menés.

Le véritable étonnement viendra d'ailleurs. Car ce que Christiane Ziegler, commissaire de l'exposition, présente avec sobriété dans de grandes salles ocre et bleu, c'est tout simplement un choix de la production artistique de l'Ancien Empire, une époque que les Egyptiens des dynasties suivantes considéraient eux-mêmes comme un âge d'or.

Sans doute existe-t-il un courant esthétique égyptien repérable au premier coup d'œil qui court sur trois millénaires. Mais les caractéristiques de l'art de ces quatre dynasties, à cheval sur un demi-millénaire, sont loin de répondre au cliché d'une esthétique immuable, façonnée pour l'éternité. Dès le seuil de l'exposition, trois effigies grandeur nature – celles d'un prêtre, Sepa, *« grand des dizaines du Sud »*, et celle d'une femme, la dame Mésa (IIIe dynastie), taillées dans un calcaire qui garde de nombreuses traces de polychromies – donnent le ton de ce panorama où l'accent est mis sur l'importance de la statuaire privée.

Ici, les statues sont encore raides, adossées à un pilier, les bras collés au corps, comme sortant d'une gangue, mais l'individu est déjà là. Dans la grande salle courbe vouée à la IVe dynastie, celle des rois bâtisseurs, une statuette de femme taillée dans un albâtre translucide propose une silhouette plus fine en dépit de la convention de son attitude. Son visage plein, soigneusement modelé, est d'une douceur extrême. On mesure presque la plasticité de sa chair ; ses cheveux apparaissent sous la lourde perruque ; *ses mains sont comme ciselées.*



GÉRARD RONDEAU

Deux statues de Nykarê, « scribe des greniers », entouré à gauche de son fils et de sa femme (Ve dynastie).

DOUCEUR DU MODELÉ

Le vizir Hémiounou, sorte de père Ubu majestueux, avec sa double poitrine pendante en mamelons mous, les chairs affaissées et les muscles flasques, montre l'intérêt de l'artiste pour une sorte d'hyperréalisme tempéré par les codes qui le ligotent étroitement.

Même les grands groupes royaux hiératiques (Mykérinos et son épouse, la « triade de Mykérinos »), qui font partie des chefs-d'œuvre présentés au Grand Palais, ne sont pas exempts de la douceur du modelé. Celle-ci prête à la physionomie du pharaon l'ombre d'un sourire et une lueur d'humanité dans son regard vide. L'artisan Intichédou (IVe dynastie), personnage beaucoup plus modeste, s'est fait représenter quatre fois à différents âges de sa vie. Les statues, découvertes en 1992 dans le cimetière des ouvriers de Giza, ont conservé leurs peintures. Le visage naïf du personnage, l'os frontal saillant, les yeux écarquillés, est barré d'une fine moustache.

Celles de Nykarê, « scribe des greniers », permet d'évoquer la diversité de cet art privé pendant la Ve dynastie. Dans le premier groupe, taillé dans un bloc de calcaire, c'est Nykarê qui est mis en valeur : l'artiste a soigné le modelé de son corps, traité sa musculature avec attention. Dans un second groupe, façonné dans le même matériau, également peint, c'est sa femme et son fils qui sont mis en évidence. La première enlace tendrement son mari tandis que, debout, les pieds joints, son rejeton rompt la symétrie de la composition en portant un doigt à ses lèvres. Nykarê est aussi l'objet de deux autres statues, en granit cette fois, où il apparaît seul, avec les attributs de sa fonction. L'expression attentive, il déchiffre un manuscrit. L'œuvre est traitée en amples volumes pour conférer au corps, penché en avant, une plus grande souplesse.

LIBERTÉ DE L'ARTISTE

Avec la VIe dynastie, le style se modifie : les membres s'allongent, les têtes grossissent, les muscles s'étirent et les tailles s'affinent exagérément ; les postures sont plus rigides. La nudité qui caractérise de nombreuses statues masculines semble indiquer une évolution des croyances funéraires.

Pourtant, dans l'évocation du *chancelier Tchéti, jeune d'abord,* puis dans son âge mur, l'artiste n'a pas manqué de souligner le regard ouvert et presque joyeux du jeune homme qui contraste avec le visage massif, porté par le cou empâté du chancelier vieillissant. De même que les déformations physiques engendrées par les liens de cet étonnant prisonnier agenouillé sont rendues par des anomalies musculaires au niveau de sa poitrine et de son abdomen. Sans doute y a-t-il beaucoup de conventions dans ces représentations, mais la liberté de l'artiste semble s'être raréfiée après la fin de l'Ancien Empire.

Age d'or d'une certaine intimité sculpturale, ces quatre dynasties sont aussi un sommet pour ces reliefs gravés sur les parois des tombes ou des chapelles funéraires : scènes de la vie quotidienne, scènes de chasse ou de guerre. La Ve dynastie a produit des œuvres frémissantes, rarement égalées par la suite : oiseaux se donnant la becquée, troupeaux de bœufs défilant avec leurs hautes cornes en forme de lyre, soldats courant, muscles tendus, ânes piétinant des gerbes de blés... La plus remarquable est peut-être cette stèle d'albâtre (IVe dynastie) où figure un personnage dont seule la tête est en relief, tandis que le corps est esquissé d'un seul trait de gravure.

E. de R.

Les « Têtes de réserve »

On peut voir au Grand Palais une série de têtes dites *« de réserve »*. Façonnées dans du calcaire, datées de la IVe dynastie, elles ont été trouvées dans le cimetière ouest de Giza. Elles ne comprennent que la tête et le cou d'un individu, homme ou femme, ce qui est inhabituel dans la statuaire funéraire égyptienne. Leurs physionomies, quoique stylisées, sont nettement différenciées. Certaines portent des entailles ou des dégradations volontaires (oreilles arrachées). La plus belle, intacte, a des traits nettement négroïdes.

Leur destination reste une énigme. Etaient-elles taillées pour se **substituer à une effigie endommagée ? Servaient-elles de modèles pour les sculpteurs ? Etaient-elles des supports magiques, comme le laisseraient supposer les entailles et les mutilations ? Christiane Ziegler suggère qu'elles pouvaient être aussi des supports de perruques.**

Chronologie

● **La période préhistorique** s'achève en Egypte vers 4000 av. J.-C. Pendant un millier d'années se développent dans la vallée du Nil les civilisations dites Nagada I, II et III. Vers 3100 av. J.-C. débute l'époque thinite (Ire et IIe dynasties).

● **L'Ancien Empire** (2700-2200 av. J.-C.). Il comprend quatre dynasties, sa capitale est Memphis, un peu en amont du delta du Nil. Il s'étend de la Méditerranée à la première cataracte.

● **IIIe dynastie** (2700-2620 av. J.-C.). Elle commence avec le roi Djéser, dont la pyramide à degrés est fouillée à Saqqara depuis 1927.

● **IVe dynastie** (2620-2500 av. J.-C.). C'est celle des constructeurs des grandes pyramides. Snéfrou, le premier souverain de la dynastie, fait édifier la première pyramide régulière. Son successeur, Chéops, puis Chéphren et Mykérinos dressent la leur sur le plateau de Giza, à côté du Grand Sphinx.

● **Ve dynastie** (2500-2359 av. J.-C.). Elle compte neuf rois. L'administration s'y développe beaucoup.

● **VIe dynastie** (2350-2200 av. J.-C.). Les relations avec la Phénicie (Byblos) et la Nubie s'intensifient. L'architecture et la statuaire connaissent un grand développement. Après Pépi Ier commence le déclin de l'Ancien Empire, peut-être perturbé par une décentralisation excessive. Pépi II n'arrive pas à régler les problèmes frontaliers.

● **Période intermédiaire.** S'ouvre une période de troubles et de division du pays qui va durer près de deux cents ans.

● **Le Moyen Empire** (1550-1069 av. J.-C.). Il ressoude l'Egypte. Après une deuxième période intermédiaire (1069-624 av. J.-C.) de désordres et d'invasions, le Nouvel Empire (1550-1069 av. J.-C.) porte les frontières de l'Egypte jusqu'à la 4e cataracte, au Sud, et jusqu'en Syrie, au Nord. La Basse Epoque (664-332 av. J.-C.) verra la domination des Perses. Alexandre de Macédoine y mettra fin. La dynastie grecque des Ptolémée (332-30 av. J.-C.), puis celle de Rome, lui succéderont.

Christiane Ziegler, chef du département des antiquités égyptiennes au Louvre et commissaire de l'exposition

« Le sens de l'individu est une des particularités de la statuaire de cette époque »

CHEF du département des antiquités égyptiennes au Louvre, Christiane Ziegler mène également des fouilles sur le site de Saqqara, au sud du Caire. L'Ancien Empire est une période qu'elle étudie depuis longtemps, notamment à travers les riches collections du Louvre. Elle est à l'origine de l'exposition actuellement présentée au Grand Palais.

« Comment est née "L'art égyptien au temps des pyramides" ?

– Cette exposition a mis cinq ans à se faire. Elle ira ensuite à New York puis à Toronto. C'est la conclusion d'une dizaine d'années de travail – débats, publications, colloques, dont le dernier s'est tenu en avril 1998 à Paris. Mais paradoxalement, c'est la première fois qu'une telle manifestation est consacrée exclusivement à l'art de l'Ancien Empire. Sans doute parce que c'est une époque que l'on *connaît moins bien. La succession* des souverains n'est pas encore fixée avec certitude. Tous les rois n'ont pas laissé de monuments et, à l'inverse, on découvre certaines stèles comme celle du roi Qahedjet qui portent des noms que l'on ne trouve pas sur les listes de rois. Les documents sont rares. Les problèmes de datation sont encore nombreux. C'est ainsi que le célèbre "scribe assis", une des pièces maîtresses du Louvre, présenté au Grand Palais en fin de parcours, peut être daté de la IVe, de la Ve ou de la VIe dynastie – même si je penche plutôt pour la première hypothèse.

– D'où viennent les pièces exposées ?

– D'une douzaine de pays. Nous avons fait venir des oeuvres éparpillées *dans un grand nombre de mu*sées, celui du Caire bien sûr, mais aussi ceux de Turin, Berlin, Leipzig, Londres, Boston ou New York. Ce qui nous a parfois permis de réunir des pièces ayant la même origine, séparées depuis longtemps, et qu'on peut enfin voir côte à côte, au Grand Palais. C'est ainsi qu'on peut comparer d'un seul coup d'oeil les quatre statues de Nykarê, le "scribe des greniers", trouvées dans la même tombe à Saqqara, mais acquises au début du siècle par différents musées. *Des fragments d'une* même scène de chasse dont les éléments se trouvent à New York et à Berlin sont rassemblés. On a pu également rapprocher des éléments architecturaux de la tombe de Métchétchi. Nous présentons aussi des objets exhumés il y a longtemps, mais restés enfouis dans des magasins de sites et que personne ne connaissait plus, comme certains bas-reliefs de la pyramide de Snéfrou. Enfin, l'exposition s'est trouvée enrichie par des découvertes récentes, notamment celles des tombes de la communauté des travailleurs de Giza, fouillées par des archéologues *égyptiens, qui ont* livré les statues de l'artisan Intichédou que l'on peut voir au Grand Palais.

– Qu'est-ce qui caractérise l'art *de l'Ancien Empire ?*

– A côté de l'art royal, on trouve une statuaire privée, raffinée, idéalisée, sublimée, mais relativement réaliste. Bien sûr, pas au sens où nous l'entendons : c'est pour restituer la vie que l'artiste cherche à caractériser physiquement un individu, aussi cherche-t-il à "totaliser" ses aspects les plus singuliers plutôt qu'à capter une ressemblance. Le relief d'Hézyrê, médecin présumé de Snéfrou, est presque grandeur nature. Son corps nu est soigneuse*ment modelé, les traits précis* de son visage et les détails de ses vêtements lui donnent une indéniable singularité. Les pectoreaux flasques, le nombril distendu du vizir Hémiounou, proche collaborateur de Chéops, sont finement reproduits. Sa corpulence signale son âge mûr et sa haute fonction, son *nez aquilin et sa bouche impérieuse* expriment sa forte personnalité. Ce sens de l'individu que l'on retrouve chez le "scribe assis" *ou dans* la célèbre statue du Cheikh El Beled – qui est au Caire – est une des particularités de la statuaire de l'Ancien Empire.

– Ce qui est également frappant, c'est la rigueur classique de certaines formes, la simplicité des matériaux, leur patine...

– Cette simplicité ne doit pas faire illusion. Presque toutes les effigies royales étaient peintes ou rehaussées de peinture. Là où nous admirons le poli et la forme brillante des matériaux, les Egyptiens voyaient un groupe aux couleurs parfois vives.

– Peut-on constater une évolution du goût en ce qui concerne l'art de l'Ancien Empire ?

– Il a été placé très haut, dès sa découverte. La "triade de Mykérinos", ou le "scribe assis" ont été considérés comme des sommets. *Mais le public, même cultivé,* ne fait pas toujours la différence entre les styles égyptiens – alors qu'il le fait pour l'art grec. L'un des buts de cette exposition, c'est de montrer la spécificité de quelques-uns de ces styles. »

Propos recueillis par Emmanuel de Roux

Nilda Fernandez retrouve Lorca à Buenos Aires

Pour « Castelar 704 », le chanteur a mis en musique douze poèmes de Federico Garcia Lorca

JOSE AGUSTIN GOYTISOLO, poète espagnol, est mort le 19 mars à Barcelone, tombé d'une fenêtre, sans doute par désespoir incurable (*Le Monde* du 26 mars). Paco Ibanez répétait avec lui son prochain spectacle. Paco, l'amoureux des poètes, qui les a tant chantés, en est encore abasourdi, touché au fond. Nilda Fernandez est un chanteur de variétés implanté en France, et dont Miguel Bosé, star de la pop à paillettes et du cinéma espagnol, a repris l'une des plus belles chansons, *Madrid, Madrid*.

Nilda Fernandez est arrivé sur les ondes françaises au début des années 90 avec une chanson qui disait quelque chose comme *« Nos fiançailles, où que tu ailles »*. Depuis, il a fabriqué d'autres albums, fait le tour de France en roulotte avant de donner un récital de fin de voyage fin 1997 – avec chevaux, remorque et bottes de paille en stationnement – au Théâtre de la Renaissance à Paris. Nilda fut d'abord pris pour ce qu'il n'était pas, une femme, à cause du nom, inhabituel, et de la voix, haut perchée, et de fait, ni grave, ni virile. Premier charme.

Autre atout de séduction, la folie intérieure, un feu, des coquetteries lointaines dans le regard, une insoumission chronique, presque tatillonne, aux lois du business de la variété. Un pied dedans, un pied dehors : un jour, la grande scène des Francofolies de La Rochelle, temple de la défense des quotas francophones, un autre, un duo en espagnol avec l'Argentine Mercedes Sosa, qui l'adore – il le lui rend bien, mais souhaiterait sans doute, comme nous tous, que cette dernière abandonne toute idée de modernisation au synthétiseur.

Nilda Fernandez, né entre Lyon et Barcelone, est bien évidemment parti du côté de la nouvelle Espagne, l'Amérique latine, afin de retrouver ses racines et de s'en affranchir. Il a signé un contrat d'artiste avec sa maison de disques, EMI, qui le libérait de ses obligations de bon petit soldat des ventes locales en cas de production en espagnol. EMI n'était d'ailleurs pas intéressée par une possible reconversion en chanteur poético-ibérique.

Nilda profite de sa liberté, et en vertu de tous les paramètres ci-dessus évoqués, s'intéresse à Federico Garcia Lorca, musicien, poète bien sûr et résistant encore plus, né aux environs de Grenade le 5 juin 1898, mort sous les balles du franquisme le 19 août 1939.

VOYOUCRATIE JOYEUSE

Nilda Fernandez a la flamme, il chante de la gorge. Il aime Lorca le vagabond, celui qui parcourut les terres espagnoles, s'en fut à New York, s'installa à Madrid ou en Argentine (*Castelar 704*, titre de l'album, est le nom de l'hôtel et le numéro de la chambre où Lorca vécut à Buenos Aires d'octobre 1933 à mars 1934). A propos de Garcia Lorca voyageur, on écoutera *Présence de Lorca, Paseando por España*, poèmes chantés et dits par Germaine Montero, avec Pedro Soler à la guitare et l'orchestre de Salvador Bacarisse (1 CD Le Chant du monde/Harmonia Mundi).

PATRICK SHEÁNDELL O'CARROLL

Nilda Fernandez, Espagnol implanté en France.

Dans ce projet conçu avec le percussionniste Mino Cinelu, le chanteur n'a pas choisi les poèmes les plus évidents, mais plutôt ceux qui lui permettent d'y poser la voix de la manière la plus aérienne possible. Il a pris à Lorca des bribes d'émotion, de révoltes, tels *Nana del caballo* (extrait du *Poème du chant profond*), *New York oficina e denuncia* (d'*Un poète à New York* : *« Je dénonce le complot de ces bureaux déserts/Qui ne diffusent pas les agonies/Qui effacent d'un trait les/ Programmes de la forêt./ Et je m'offre en pâture aux vaches/entassées/ Lorsque leurs cris emplissent le val/Où l'Hudson s'enivre d'huile. »* Poèmes d'amour (*Gacela del mercado matutino*), de danse, de musique, de voyoucratie joyeuse (*Chanson du « Mariquita »*) s'enchaînent par le lien musical des mots.

Garcia Lorca aimait le flamenco, mais pas seulement. Il était andalou, mais surtout espagnol, universel, il jouait du piano, aimait les chanteuses populaires, la belle musique. Nilda Fernandez l'interprète sans grandiloquence, comme il l'a fait pour Jorge Luis Borges fin 1998 dans la capitale argentine. Il a composé des musiques qui évoquent une fois encore l'esprit du voyage, belles mélodies sans charpentes trop farouches. Mino Cinelu aux percussions, Lucho Gonzales, un proche de Mercedes Sosa, à la guitare sud-américaine, Tomatito à la guitare flamenca. Jolie troupe que celle-ci. Une ligne de basse (Gilles Coquard dans *New York*), un peu de cubanité (*Son de negros en Cuba*), quelques castagnettes, à peine. *« Quelle épingle de cactus bref assassine ton cristal ? »* (*Poemas sueltos*), écrivait Lorca.

Véronique Mortaigne

★ *Castelar 704*, 1 CD La Nina 122992. Distribué par Musidisc.

DÉPÊCHES

■ **CHANSON : Luz Casal**, chanteuse espagnole révélée au public français grâce à la chanson du générique du film *Talons aiguilles*, de Pedro Almodovar, a obtenu un disque d'or pour les ventes en France de son dernier album (*Luz Casal*, un florilège, chez Epic).

■ **JAZZ : les Double Six**, sextette vocal fondé en 1959 par la chanteuse Mimi Perrin, reviennent dans l'actualité avec la réédition, chez BMG, en compact-disc de leurs deux premiers disques. Le premier, paru en 1959, est consacré aux compositions de Quincy Jones ; le deuxième emprunte au répertoire de Count Basie, Duke Ellington ou Gerry Mulligan. Un thème inédit de dix minutes figure sur cette réédition, qui avait déjà été réalisée au début des années 80 pour un label indépendant français.

■ **MUSIQUES DU MONDE : les éditions Autrement** publient *Nouvelle-Calédonie, horizons pacifiques*, d'Anne Pitoiset, portrait socio-politique de l'archipel, accompagné d'un disque réalisé par RFI et les Studios Mangrove. Les seize titres de cette compilation inédite présentent les groupes-phares du kanéka, la musique moderne des Canaques (288 p., un CD, 120 F, 18,30 €).

■ **Virgin lance « Arabian Masters »**, une collection consacrée aux grands noms de la musique arabe (Fairuz, Oum Kalsoum, Nagat, Kazeem El Saher...). Une compilation regroupant des thèmes de ces interprètes et des compositions d'autres légendes (Abdoud Abdel'Aal, Mohammed Abdu, Assalah, Abdel Halim Hafez, Warda...) paraît simultanément.

■ **ROCK : après *Berlin***, grand-œuvre de Lou Reed et du producteur Bob Ezrin en 1973, c'est au tour du disque *Transformer* d'être réédité (RCA-BMG), en bénéficiant d'une remastérisation des bandes originales et d'un livret documenté. Le disque, paru en 1972, produit par David Bowie, avait fait découvrir au grand public le chanteur et guitariste américain, créateur du Velvet Underground, avec le succès d'un de ses titres, *Walk on The Wild Side*.

SÉLECTION DISQUES

FAZIL SAY
Piano
Œuvres de Bach, Bach-Liszt et Bach-Busoni.

Fazil Say est un pianiste qui anime en permanence sa relation avec l'auditeur. Comblée ou frustrée par des propositions souvent originales, l'écoute ne court jamais le risque de verser dans une passivité engendrée par l'extase ou l'indifférence. Après un Mozart ébouriffant, le jeune Turc présente dans son second CD un Bach aux allures de mutant. L'extension est le mot-clé de ce programme qui réunit des œuvres où le cantor de Leipzig paraît un aboutissement (des pratiques des clavecinistes français ou des violonistes italiens) puis, à son tour, une source (à laquelle viennent s'abreuver Liszt et Busoni). La *6e Suite française* révèle un interprète qui se prend ingénument au jeu d'une écriture encore fraîche sous ses doigts. Le *Concerto italien* tourne au contraire à la parade rayonnante. Ici Fazil Say affiche de la cohérence. Beaucoup moins dans les transcriptions qui viennent ensuite, mais leurs auteurs (surtout Busoni) s'en sont-ils eux-mêmes soucié ? Monté sur coussins d'air, le *Prélude et Fugue en la mineur* donne l'impression de jouer à saute-mouton avec les époques. Séquentielle et convulsive au possible, la *Chaconne en ré mineur* part dans tous les sens d'une lecture seulement légitimée par l'intensité ou le vide de l'instant. L'ensemble confère donc à Fazil Say le statut d'interprète plus authentique que fidèle.

Pierre Gervasoni

★1 CD Warner Classics 3984261 242.

CONCERTI POUR LUTH
Œuvres de Fasch, Haydn, Kohaut et Hagen
Hopkinson Smith (luth), Chiara Banchini, David Plantier (violons), David Courvoisier (alto), Roel Dieltiens (violoncelle)

Faut-il bouder son plaisir sous prétexte que la littérature pour le luth tient davantage, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, de la survivance que de l'innovation ? Composé pour le mai du luth à la Cité de la musique, ce programme élégant, à peine aménagé – la séduisante pièce de Fasch était initialement destinée au hautbois –, est d'un charme sans défaut. Auteur virtuose de cadences dignes de Sylvius Leopold Weiss, Hopkinson Smith défend avec générosité un répertoire qui n'est pas essentiel, mais dont la vivacité et la fraîcheur sont rendues par ses partenaires, en une vision chambriste précieuse.

Philippe-Jean Catinchi

★1 CD Astrée-Auvidis E 8641

STEVE COLEMAN
The Sonic Language of Myth

La musique de Steve Coleman puise, depuis vingt ans, dans divers codes du jazz, dans les musiques du bassin caraïbes ou de l'Afrique de l'Ouest, et passe, du point de vue rythmique, par le funk et ses évolutions. Aussi cohérent et repéré soit-il, cet univers musical surprend à chaque nouvelle étape par l'influx créatif que le saxophoniste chicagoan transmet aux musiciens de sa formation (Five Elements et invités, dont Ravi Coltrane, Ralph Alessi, Regg Washington), par sa science de l'écriture. Dans *The Sonic Language of Myth*, Coleman se concentre sur un quatuor à cordes, déjà présent dans un précédent enregistrement, et des voix. Le quatuor n'est pas restreint à un rôle de supplément harmonique, mais considéré comme un instrument indépendant ; les voix mêlent la vocalisation et le débit de la parole quotidienne. Sans s'interdire de possibles ruptures de tons, Steve Coleman insiste sur la fluidité orchestrale au travers de parties improvisées collectivement. Il le fait en géomètre et compositeur savant, sans perdre de vue l'émotion et le don de soi.

Sylvain Siclier

★1 CD RCA-Victor 74321641232. Distribué par BMG.

ROOTS MANUVA
Brand New Second Hand

Concurrencé par les musiques caraïbes et la *club culture*, le hip-hop n'a jamais vraiment pris souche en Grande-Bretagne. Mais fondu à d'autres ingrédients, il a paradoxalement bénéficié d'une invention formelle qui fait, ces temps-ci, cruellement défaut à la masse très conservatrice du rap américain. Après les trouvailles des Stereo MC's, Massive Attack ou Rae & Christian, Roots Manuva rénove le genre avec brio. Produit par Big Dada, l'un des sous-labels de Ninja Tune, l'une des entreprises les plus audacieuses des musiques électroniques, cet Anglais d'origine jamaïcaine manie sa grosse voix sensuelle avec une nonchalance menaçante oscillant entre rap et ragga. Mais aux clichés – scratches, breakbeats, riddims... – de ces styles respectifs, le jeune homme préfère un voyage étrange aux confluents du dub et des expériences synthétiques. Basses d'une épaisseur tropicale, beats asymétriques, effets électroniques s'échappant en bouffées aériennes, choc grinçant ou filet liquide... *Brand New Second Hand* séduit autant qu'il étonne.

Stéphane Davet

★1 CD Big Dada/Ninja Tune bdcd010. Distribué par PIAS.

MASSACRE
Funny Valentine

Institué en trio fondateur du free rock blanc à vocation bruitiste, Massacre, soit Fred Frith (guitare), Bill Laswell (basse électrique) et Charles Hayward (batterie), a conservé la naïveté enchantée de ses premiers fracas communs. Les morceaux sont – à l'exception de *Ladder* – courts, bâtis autour de quelques idées, ritournelles rythmiques et mélodies simples. *Massacre*, c'est un peu la rencontre du blues psychédélique de Jimi Hendrix (*South Orange Sunset*) et de toutes les ficelles du hard rock (*Talk Radio*). Un résultat détonant, qui échappe à la banalité ou à l'amoncellement de références grâce aux trois musiciens solistes et compositeurs de l'instant, improvisateurs virtuoses qui se surprennent, se provoquent et s'amusent. La musique improvisée, si plate lorsqu'elle reste blottie dans sa seule représentation (comme le néo-bop, le néo-swing, etc.), prend là une bonne secousse.

S. Si.

★ 1 CD Tzadik Records TZ7601. Distribué par Orkhêstra International.

BRIGITTE FONTAINE
Morceaux de choix

Et voilà qu'elle est habillée de blanc, elle, papillon de nuit, de noir vêtue depuis la nuit des temps, elle la Fontaine, la Brigitte de *Comme à la radio*, du *Nougat* et de *La Belle Abandonnée* ! En blanc ! Cristalline, en robe de neige (Issey Miyake) ! Il y a bien une explication : c'est son premier best of pour de vrai – florilège, dit-on en français – avec de l'ancien (*Cet enfant que je t'avais fait*, en duo avec le jeune Higelin) et du neuf (*Ah que la vie est belle*), quand la techno a déjà fait son entrée naturelle dans l'univers curieux de Brigitte Fontaine, qui avait eu le talent d'y accueillir l'Art Ensemble of Chicago. Dans ces dix-huit titres en désordre qui militent pour le désordre, il y a la reprise de *Caravan* paru dans l'album collectif *Jazz à Saint-Germain* (musique d'Ellington, paroles de Fontaine la Bretonne, qui transposent les chameaux au Mont-Saint-Michel). Cet album se place sous l'empire du goût et comporte un inédit, cerise, rouge comme les morceaux de choix du boucher, sur le gâteau : *Dressing*, un catalogue des fringues possibles, *« robe coquelicot, mousseline aux chevilles, médiéval caraco, à la couleur vanille... tous, tous, il me les faut tous, habits d'hiver, d'été, tous, il me les faut tous »*, sur un tempo techno-orientaliste.

V. Mo.

★ 1 CD Virgin 7243 846177 28.

BURNING SPEAR
Resistance

Afro-jamaïcain, figure de proue du reggae, Winston Rodney (Burning Spear) n'a jamais désarmé, ni dans sa résistance aux diktats de Babylone la blanche ni dans sa défense d'un reggae unitaire, militant de Jah et de Marcus Garvey, des douceurs de l'herbe et de l'égalité entre frères humains. Paru en 1986, *Resistance* affichait encore une naïveté de ton que les noirceurs des mélanges anglo-jamaïcains, le trip-hop ou la jungle rendraient aujourd'hui impensable. Mais c'est cette sorte d'impudeur frontale, rythmée par les coupures dansantes du reggae, qui fait l'incommensurable charme de cette musique qui inspira UB 40. Enveloppé d'un blues très urbain, l'appel des montagnes et de la nature, l'envie de la dévotion et du retour à soi n'empêchent guère le plaisir. Fraîcheur et moralité politique sont dans le même bateau de l'œcuménisme.

V. Mo.

★ 1 CD *Musidisc* 123042.

Les meilleures ventes d'albums en France

	ARTISTE ou GROUPE	Rang de la semaine précédente	TITRE	MAISON DE DISQUES
1	FRANCIS CABREL	E	Hors saison	COLUMBIA
2	ANDREA BOCELLI	8	Sogno	POLYDOR
3	AXELLE RED	1	Toujours moi	VIRGIN
4	FONKY FAMILY	E	Hors série, vol. 1	SMALL
5	LARA FABIAN	2	Live	POLYDOR
6	MANAU	3	Panique Celtique	POLYDOR
7	MANU CHAO	4	Clandestino	VIRGIN
8	THE CORRS	5	Talk on Corners	ATLANTIC
9	DIVERS ARTISTES	6	Notre-Dame de Paris (intégrale)	POMME/SONY
10	FREEMAN	7	L'Palais de justice	DELABEL

Période du 28/03 au 03/04 inclus. E = Nouvelle entrée

Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

Deux millions et demi de *Samedi soir sur la Terre*, et combien de *Hors Saison*, déjà nº 1 ? Francis Cabrel s'installe au sommet, et La Fonky Family, qui entre à la 4e place, fait de l'air. Timidement arrivé à la 24e place, l'*Aïda* de Tim Rice et Elton John ne fait pas tomber l'acheteur à la renverse. A *Racines*, l'album du collectif franco-congolais Bisso na Bisso (12e), il préfère le single *Bisso na Bisso*, 4e dans une catégorie où la chanteuse Larusso garde la primeur. Dans les albums encore, on remarquera la remontée de la 62e place à la 20e d'*Intemporel* du joueur de flûte de Pan Gheorghe Zamfir, inoubliable dans la musique du film *Le Grand Blond avec une chaussure noire*, d'Yves Robert.

هكذا من الأصل

Quand Cendrillon préfère la Fée au Prince charmant

Jean-Christophe Maillot et les Ballets de Monte-Carlo donnent une version très œdipienne du conte

Depuis 1993, Jean-Christophe Maillot, qui monte aujourd'hui *Cendrillon*, dirige les Ballets de Monte-Carlo, succédant à ceux qui se sont efforcés de rendre à la compagnie son prestige : celui des Ballets russes de Monte-Carlo de Diaghilev (1926-1929), repris jusqu'en 1939 par René Blum et le colonel de Basil ; du Nouveau Ballet de Monte-Carlo, d'abord avec Serge Lifar (1945-1947) puis avec le marquis de Cuevas (1947-1950).

CENDRILLON, de Jean-Christophe Maillot par les Ballets de Monte-Carlo. Ernest Pignon-Ernest (scénographie). Jérôme Kaplan (costumes). Dominique Drillot (lumières). Serge Prokofiev (Philharmonique de Monte-Carlo dirigée par David Garforth). Printemps des Arts, Casino, 98000 Monaco. Prochains spectacles : les 9 et 10 avril à 20 h 30, au Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines. *160 F* (24,39 €), TR 125 F (19,05 €). Tél. : 01-30-96-99-00.

MONTE-CARLO
de notre envoyée spéciale

Le directeur des Ballets de Monte-Carlo a le crâne rasé, et habite Nice et non la principauté, pour que *« ses enfants ne croient pas qu'à dix-huit ans la coutume veut qu'on reçoive une Porsche bleu marine »*. Il s'appelle Jean-Christophe Maillot. Il aura quarante ans en l'an 2000. En 1993, la princesse Caroline de Monaco lui proposait de quitter le Centre chorégraphique de Tours afin de prendre la tête d'une compagnie à laquelle, depuis 1985, le couple Pierre Lacotte-Ghislaine Thesmar puis Jean-Yves Esquerre se sont efforcés de rendre son lustre d'antan. Mieux vaut être costaud pour assumer la succession. Jean-Christophe Maillot, en même temps que son travail personnel, compose pour ce ballet de cinquante danseurs (budget : 36 millions de francs, des studios de répétition tout neufs) un répertoire contemporain où les noms de Karole Armitage, Nacho Duato, Mats Ek, William Forsythe, John Neumeier, Angelin Preljocaj viennent *s'inscrire auprès de ceux de Fokine*, Massine, Balanchine... Pas écrasé pour deux sous par ce panthéon *chorégraphique, le Tourangeau, arrivé* avec toute son équipe, s'offre aujourd'hui le luxe d'une *Cendrillon où l'héroïne a visiblement plus envie* de se faire la belle avec la Fée qu'avec le Prince charmant.

Bernice Coppieters (la Fée) possède cette présence en scène qui ne se discute pas. Pas besoin de baguette magique. Figure maternelle pour Cendrillon l'orpheline ? Sa sensualité autoritaire fait tourner toutes les têtes. *Le* peintre Ernest Pignon-Ernest a imaginé une scénographie formée d'immenses pages blanches sur lesquelles s'impriment des écritures de grimoires, des morceaux rouge et or des fastes de l'Opéra de Monte-Carlo (construit par Charles Garnier). Une seule feuille restera blanche : réservée au destin ? Au prochain chorégraphe ?... Ces panneaux volants simulent aussi des voiles de navire. Le vent souffle sur cette *Cendrillon de la Société* des bains de mer. D'ailleurs les personnages portent souvent des maillots. *Mieux vaut, en effet, savoir nager* : plus qu'à une histoire fermée sur son intrigue (Cendrillon-souillon-*princesse*), *le ballet s'ouvre à toute* la symbolique du conte.

TROUBLES RELATIONS

Si chaque personnage est bien identifié, il possède son double, ou *sa caricature. Les relations qui* unissent tout ce petit monde sont extrêmement troubles, tant chacun *est tendu par le désir de trouver* chaussure à son pied. La pantoufle et la fée sont donc les deux pivots de l'action. *Quand le rideau se lève*, on croit que le bal est fini, qu'on entre dans une sorte d'après-Cendrillon, une *suite à l'épilogue « Ils* furent heureux et eurent beaucoup d'enfants ». En fait, l'héroïne (*Aurélia Schaeffer*) est en train de rêver ce qui va advenir. Cendrillon dans Cendrillon. La jeune fille incarne le point focal où se réfléchissent les passions ; elle est semblable à une de ces feuilles d'aluminium du décor qui reflètent des bribes de corps, de jambes. Labyrinthe optique dans lequel on aime se sentir largué comme le Petit Poucet, avec tantôt cette impression d'être *dans Roméo et Juliette* quand le prince s'amuse avec les quatre surintendants des plaisirs, tantôt *dans Peau d'Ane* quand, à la fin, vêtue d'une robe en fils de lune, Cendrillon *grimpe, au bras de son Prince*, les marches d'un escalier qui ne mène nulle part.

Le parti pris de cette « relecture », très vivant, moderne, dans le style des familles recomposées actuelles, *où on ne sait plus qui est* qui, intéresse plus que l'écriture de la danse elle-même, jamais inattendue. *Maillot est un visuel. D'où* l'importance des costumes pleins d'imagination. Masques, coiffes de *damoiselles du Moyen Age*, entre licorne et bélier, tutus à la queue retroussée façon scorpion, accentuent *une cruauté*, un désir de sexe, qui ne sont plus, loin de là, du seul ressort des sœurs et de leur génitrice.

Dominique Frétard

Sandrine Piau a mis les cœurs à genou au Théâtre des Champs-Elysées

**GIULIO CESARE, de George Frederic Haendel (version de concert), avec Sara Mingardo (contralto), Sandrine Piau (soprano), Hilary Summers (contralto), Brigitte Balleys (mezzo), Laura Polverelli (mezzo), Roberto Scaltriti (basse), Robert Expert (contre-ténor), Laurent Slaars (baryton), les Talens Lyriques, Christophe Rousset (direction).
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, le 6 avril.**

On ne dira jamais assez à quel point Haendel conçut en 1724 avec *Giulio Cesare* un chef-d'œuvre. Dès l'ouverture fine et incisive, la direction de Christophe Rousset, tout en nuances, donnera à chaque contour sa juste place, à chaque couleur sa juste valeur. Sans doute se surprendra-t-on à espérer parfois je ne sais quelle bouffée plus exaltée, quelle pâmoison davantage consentie...

Deux partis s'affrontent, quatre protagonistes dans chaque camp. Dans celui de Rome, Cornelia, la veuve de Pompée, et son fils Sesto. Laura Polverelli donne à Cornelia une dignité sans faille. Voix bien timbrée et solidité technique servent une sensibilité un rien rhétorique, mais qui se libère peu à peu au fur et à mesure qu'elle lève les yeux de la partition. Le Sesto de Brigitte Balleys, d'une grande véhémence, est crédible même si ses élans mettent parfois l'intonation en péril. Proche de l'empereur Cesare, le tribun Curio, qu'incarne avec pertinence le baryton Laurent Slaars.

Dans le camp égyptien, Tolomeo, frère et rival de Cleopatra, flanqué d'Achillas, son conseiller. Abonnée aux *arias di furore* de Tolomeo, Hilary Summers témoigne d'une belle vaillance en dépit d'un timbre sourd qu'elle compense dans les récitatifs. Quant à Roberto Scaltriti (qui excelle lui aussi dans les récitatifs), son Achillas semble avoir quelque peine à résister aux tentations de l'opéra-bouffe. Au côté de Cleopatra, le Nireno confident de Robert Expert : une voix moins confidentielle qu'il n'y paraît de prime abord, souple et ductile.

CÉSAR VASSAL DE CLÉOPÂTRE

Pour le rôle-titre, la chaude densité du timbre de Sara Mingardo, le poli impeccable d'une technicienne du son : sombre méditation à l'évocation des mânes de Pompée, ruse chasseresse dans l'air avec cor obligé, délit de grande vitesse dans l'aria torrentiel et vengeur du *romanus bello*. On regrette simplement ce soupçon de retenue, ce retrait de la ferveur qui freine l'identification dramaturgique et réduit Cesare au rang de vassal face à Sandrine Piau, reine d'Egypte et, incontestablement, de la soirée.

Dès son *« Non sperar, chi sa ? »*, on est sous le charme : tant d'aisance et de simplicité, de perfection vocale et stylistique. Sa déclaration d'amour à Cesare (*« V'adoro, pupille »*) met tous les cœurs à genoux, tandis que se dessine avec le lamento *« Se pietà di me non senti »* le visage même de l'affliction. Il faudrait tout citer, de l'air de bravoure *« Da tempeste il legno infranto »* au fameux *« Piangero la sorte mia »* chanté à fleur de peau. Les poignants adieux à Nireno avant la salvation par l'imperator et le délicat duo d'amour qui s'ensuit (*« Caro ! Bella ! »*) attestent encore des qualités d'une interprète qui a mérité mardi soir tous les lauriers de César.

Marie-Aude Roux

La démesure de Ger Lataster

INSTITUT NÉERLANDAIS, 121, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : 01-53-59-12-40. Tous les jours, de 13 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 2 mai. ESPACE KIRON (œuvres récentes), 10, rue de la Vacquerie 75011 Paris. Tél. : 01-44-64-11-50. Jusqu'au 1er mai.

Ger Lataster est un peintre comme il n'y en a plus, le dernier peut-être des expressionnistes plus ou moins abstraits. Un peintre houleux qui a le sens de la démesure. A Paris, on l'a oublié, alors qu'il y a été reconnu en tout premier lieu grâce à la galerie Facchetti qui, dans les années 60 et au début des années 70, présentait régulièrement ses œuvres. Dans son pays, les Pays-Bas, où William Sandberg, le directeur du Stedelijk Museum d'Amsterdam, l'a fait découvrir, il est célèbre, et reconnu au point que lui a été confié, il y a une dizaine d'années, la réalisation d'un plafond monumental du Musée Mauritshuis de La Haye.

Né en 1920 dans un petit village, il avait d'abord appris le métier de peintre en bâtiment, mais suivait autant que possible des cours à l'École des arts appliqués de Maastricht. Puis il était entré à l'Académie des beaux-arts d'Amsterdam. Ses débuts sont modestes, figuratifs, disciplinés. Mais au fil des années 50, son besoin d'expression immédiate, plus sauvage, l'emporte. Par ses débordements d'alors, il se rapproche des artistes de Cobra (de Jorn s'il s'était pris au sérieux), mais il n'épouse pas leur folklore bariolé. Son souffle est plus dramatique, plus romantique, plus désespéré. C'est au fond toujours la même histoire de tourments humains, d'aspirations vers les hauteurs et de chutes catastrophiques, que l'artiste développe, à travers un mode d'expression lyrique et abstrait, mais non dépourvu de signes accrochant ses visions orageuses à la réalité de la vie quotidienne ou de l'Histoire. Il n'est pas rare de le voir associer un plat de fruits à quelque spectacle de la nature déchaînée. Mais ses cerises ont goût de sang et de révolte, et ses citrons l'aspect de boulets de canon projetés contre le ciel.

PARTOUT SENSUEL

L'exposition de l'Institut néerlandais montre un choix de peintures de toutes les époques, dont nombre de très grands formats, en polyptyques, qui frisent les plafonds des grands salons. Elles y vivent bien, nullement anachroniques, sans doute parce qu'elles ont l'exubérance contrôlée de la grande peinture baroque et un rien de l'emphase de ses drapés.

Les salles du sous-sol, vouées aux œuvres les plus anciennes et de dimensions plus modestes, présentent aussi des dessins qui mêlent allégrement violence et lascivité. La sensualité est partout chez Lataster, dans les citrons comme dans les tempêtes, dans ce qui ressemble à l'aile noire d'un ange, dans les masses colorées et même dans les noirs profonds des failles et des gouffres d'angoisse. Volupté de dame peinture qui mène la danse. Une danse de mort bien sûr.

Geneviève Breerette

La flamme glacée d'Hedda Gabler au Théâtre de l'Est parisien

**HEDDA GABLER, de Henrik Ibsen. Mise en scène : Gloria Paris. Avec Marcelle Barreau, Philippe Delbart, Bruno Fleury, Alain Gautré, Olga Grumberg, Aurélie Rusterholtz.
THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN, 159, avenue Gambetta, Paris 20e. Tél. : 01-43-64-80-80. Mo Pelleport. 75 F à 140 F (11,43 € à 21,34 €). Durée : 2 h 10. Mardi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; mercredi et jeudi à 19 h ; dimanche à 15 h ; Jusqu'au 15 avril.**

Un fond de fjord norvégien. Matin indistinct. Salon bourgeois, d'époque indéfinissable, dont les baies ouvrent sur de hautes montagnes qui tombent à pic dans l'eau. Abysses sous-marins suggérés par leurs lignes croisées. Désir d'ascension, effet de domination. A l'intérieur, dans un enfermement presque expérimental, une microsociété se meurtrit. Les hommes paraissent captés par une seule lumière, flamme glacée qui les brûle, émise, comme malgré elle, par Hedda Gabler (Aurélie Rusterholtz), porteuse des espérances de chacun – hors les siennes. Une *« torture »*, dira Ibsen, que cette femme toujours trop droite, suppliciée par *« l'absence d'un but à la vie »*. Jeune mariée à un chartiste dont le regard ne s'embue que devant les livres, Jörgen Tesman (*Philippe Delbart*), *Hedda se consume* pour le génie dissolu qu'elle a défié autrefois en un duel à mort : Ejlert Lövborg (Bruno Fleury). Cette fois, ils vont rejouer la scène, autrement, et le feu jeté sur le feu ne laissera que des cendres.

Vie de province : nuits de défonce au punch entre notables exaltés et petits matins au bordel. Démarches légèrement somnambuliques de personnages s'avançant à tâtons, cherchant une faille qui ouvrirait vers une autre rive. Hedda Gabler vit dans l'espoir d'un ébranlement violent. Elle y met en jeu sa vie et celle des autres. Elle exige un geste plus marquant, inscrit plus profondément dans les mémoires que toute œuvre d'art. Qu'il excède et même détruise celle-ci prouverait sa supériorité. Elle est prête à la bassesse pour connaître sa *« délivrance »* s'il advient *« un acte qui irradie de la beauté pure »*.

Est-ce dans l'atmosphère ? Est-ce dans cet aveu de la jeune femme (*« Tout ce que je touche, la vulgarité et le ridicule s'en emparent, comme une malédiction »*) ? Ibsen semble ici rejoindre Tchekhov. *« Cinq tonnes d'amour »*, disait Tchekhov de *La Mouette*. *« Cinq tonnes de mort »*, aurait pu dire Ibsen de la sienne. La mort exigée comme preuve d'amour total, défi à la vacuité. Cette rencontre entre deux géants, Ibsen et Tchekhov, entre leurs personnages, doit beaucoup à Gloria Paris. A la sobriété de sa mise en scène, à la précision de sa direction d'acteurs, à son refus d'ajouter du noir au noir... Mais d'authentiques revolvers sont là, dans un coffret précieux, à portée de main.

Jean-Louis Perrier

SORTIR

SAINT-ÉTIENNE

Giacometti, de Beaubourg à Saint-Etienne
Les Giacometti du Centre *Pompidou* sont à Saint-Etienne. Tous. Soit quatre-vingts numéros : trente sculptures, quatre peintures, une trentaine de dessins et huit objets décoratifs. L'ensemble est conséquent, le deuxième au monde après celui de la Fondation de Zurich. On ne saurait parler pour autant de rétrospective. Il y a trop de manques pour cela, notamment pour la période de l'après-guerre qui a fait la célébrité du sculpteur. Celle-ci n'est illustrée que par quelques tirages en bronze, une seule *Femme de Venise*, pas de *Forêt*, pas de *Clairière* non plus. En revanche, l'exposition exhaustive de la collection permet de voir comme jamais le Giacometti insolite des années surréalistes, celui des *Objets désagréables*, ou de *Femme égorgée*, et nombre d'œuvres, plâtres originaux et dessins, qui sortent rarement des réserves.
Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000 Saint-Etienne. Tél. : 04-77-79-52-52. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Entrée 28 F. Jusqu'au 27 juin.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

L'Ecureuil rouge
de Julio Medem. Espagnol, 1993 (1 h 50).
Vacas
de Julio Medem. Espagnol, 1991 (1 h 36).
Le Quartier latin, 5e (01-43-26-84-65).

FESTIVALS CINÉMA

ABBEVILLE
9e Festival du film de l'oiseau
Ce festival rend hommage au monde ornithologique en présentant les meilleurs documentaires du cinéma animalier mondial. Des expositions, des activités pédagogiques, des sorties nature pour découvrir l'univers secret de l'oiseau complètent la programmation de cette manifestation répartie dans la baie de Somme.
Bureau du festival : 30, rue Lesueur, 80142 Abbeville. Du 10 au 18 avril. Tél. : 03-22-24-02-02.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Jeune peinture 1999
Espace Eiffel-Branly, 29-55, quai Branly, Paris-7e. Mo Alma-Marceau. Tél. : 01-44-18-42-65. De 11 heures à 21 heures. Du 9 au 18 avril. 25 F et 40 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Turing-Machine
De Jean-François Peyret et Nicolas Bigards, mise en scène des auteurs. Une évocation d'Alan Turing (1912-1954), savant britannique qui pendant la seconde guerre mondiale parvint à décrypter les codes chiffrés que les Allemands envoyaient à leurs sous-marins.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Mo Bobigny - Pablo-Picasso. Le 9 avril, à 21 heures. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F. Jusqu'au 18 avril.
Danse Makishi (Zimbabwe)
Les danses masquées des peuples du Zambèze. Dans le cadre du 3e Festival de l'imaginaire.
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris-12e. Mo Porte-Dorée. Les 9 et 10 avril, à 20 h 30 ; le 11, à 18 heures. Tél. : 01-45-44-72-30. 120 F.
Compagnie Bouvier-Obadia
Indaten (chorégraphie). Dans le cadre des Rendez-Vous chorégraphiques de Sceaux.
Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau, 92 Sceaux. RER Bourg-la Reine. Les 9 et 10 avril, à 20 h 45. Tél. : 01-46-61-36-67. 140 F.
Akademie für alte Musik Berlin
Œuvres de Haendel. Andreas Scholl (contre-ténor).
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 9 avril, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 100 F à 160 F.
Orchestre national de France
Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 96, Romance pour violon et orchestre op. 40, Symphonie no 2.* Marc Neikrug (piano), Pinchas Zukerman (violon, direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. Mo Alma-Marceau. Le 9 avril, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 190 F.
Vladimir Spivakov (violon)
Marc Laforêt (piano)
Mozart : *Sonate pour violon et piano KV 379.* Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 24 « Le Printemps ».* Ravel : *Sonate posthume pour violon et piano.* Franck : *Sonate pour violon et piano.*
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e. Mo Ternes. Le 9 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-45-61-53-00. De 100 F à 350 F.
Bojan Z Quartet et ses invités
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1er. Mo Châtelet. Les 9, 10, 12 et 13 avril, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Jacky Samson Trio
Le Franc Pinot, 1, quai de Bourbon, Paris-4e. Mo Pont-Marie. Le 9 avril, à 22 heures. Tél. : 01-46-33-60-64. 90 F.
Achille Gajo Trio
Le Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-1er. Mo Châtelet. Les 9 et 10 avril, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.
Marc Berthoumieux, Louis Winsberg Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1er. Mo Châtelet. Les 9 et 10 avril, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Ludovic de Preissac Quintet, Glenn Ferris Trio
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16e. Mo Passy. Le 10 avril, à 17 h 30. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.
Marc Fosset, Philippe Carment, Jacques Bolognesi
Sceaux-What, 49, avenue Georges-Clemenceau, 92 Sceaux. RER Bourg-la-Reine. Les 9 et 10 avril, à 21 h 30. Tél. : 01-46-61-36-67. 90 F.
Eddy Louiss, Thierry de Michaux, Sophie Uvodic
Espaces V, hôtel de ville, 93 Villepinte. Le 9 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 95 F.
African Internation Reggae
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Mo Anvers. Le 9 avril, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45.
Pits, Andy Scisco
Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-La-Villette, Paris-19e. Mo Porte-de-La-Villette. Le 9 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-40-36-55-65. 50 F.
Françoise Kucheida
Maison pour tous, 26, rue Gérard-Philipe, 94 Fontenay-sous-Bois. Le 9 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-48-75-05-21. 60 F.
Mama Ohandja et ses Magistrats
Cithéa, 114, rue Oberkampf, Paris-11e. Mo Parmentier. Le 9 avril, à 22 h 30. Tél. : 01-47-00-00-32.
Nazaré Pereira
All Jazz Club, 7, rue Saint-Benoît, Paris-6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Les 9 et 10 avril, à 22 h 30. Tél. : 01-42-61-53-53. 130 F.

RÉSERVATIONS

Pina Bausch
Masurka Fogo (chorégraphie, création).
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4e. Du 24 avril au 5 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F et 190 F.
Ernesto Tito Puentes
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e. Le 24 avril. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.
Laurent de Wilde
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1er. Les 28 et 29 avril et le 1er mai, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 120 F.

DERNIERS JOURS

11 avril :
La Femme changée en renard
de David Garnett, mise en scène de Didier Bezace.
Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Tél. : 01-48-33-93-93. De 50 F à 130 F.
12 avril :
Tropiques métis
Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris-16e. Tél. : 01-44-17-60-00. 25 F.

KIOSQUE

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999

La tragédie du Kosovo rouvre les plaies de l'inconscient tchèque

Le quotidien « Lidové Noviny » compare le nettoyage ethnique à l'expulsion des Allemands des Sudètes en 1945. Un parallèle gênant pour les dirigeants de Prague, majoritairement opposés aux frappes de l'OTAN

POURQUOI la majorité des responsables politiques tchèques, à l'exception du président Vaclav Havel, de la hiérarchie catholique et de deux petits partis de centre droit, ont-ils pris leurs distances – jusqu'à les condamner pour certains – avec les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie ? Cette question taraude les dirigeants de l'Alliance atlantique, que la République tchèque a rejointe officiellement le 12 mars dernier. Elle perturbe aussi la presse libérale qui, résolument pro-OTAN et en faveur des frappes, tente de s'expliquer l'attitude *« honteuse »* du gouvernement social-démocrate et la *« traîtrise »* de l'ex-premier ministre Vaclav Klaus.

Le quotidien *Lidové Noviny*, très critique envers le *« pacifisme »* des dirigeants praguois, estime que des éléments de réponse gisent dans l'inconscient national, et non dans la mémoire historique à laquelle se réfèrent les opposants à l'action des alliés.

L'actuelle tragédie du Kosovo est en effet comparée le plus souvent aux événements de septembre 1938 : le diktat – Slobodan Milosevic a utilisé le même terme pour désigner les accords de Rambouillet – de Munich conclu entre le IIIe Reich, la France et l'Angleterre qui, sous prétexte de préserver la paix, avait dépecé la Tchécoslovaquie en lui retirant les Sudètes peuplées majoritairement d'Allemands. *« Or cette comparaison est boiteuse »*, affirme l'ex-dissident et politologue Emanuel Mandler, commentateur attitré du journal : *« Ce fut une tragédie pour la Tchécoslovaquie mais ce n'était pas un nettoyage ethnique, à la différence de ce que les Serbes font maintenant au Kosovo. »*

M. Mandler estime plus pertinent le parallèle entre le nettoyage ethnique actuel au Kosovo et l'expulsion des trois millions d'Allemands des Sudètes de Tchécoslovaquie au lendemain de la guerre. Dans un climat de nationalisme exacerbé, une grande majorité de Tchèques approuva la vengeance de Munich et de la guerre par l'expulsion de tous les Allemands installés depuis plusieurs siècles en Bohême-Moravie et la confiscation de leurs biens :

« Comme aujourd'hui en Yougoslavie, l'expulsion des Kosovars est possible grâce au nationalisme combatif professé par l'immense majorité des Serbes, qui ne doutent pas de la volonté des Albanais de les priver de "leur" province historique. »

« Mais c'est peut-être justement l'évidence de ce parallèle qui inconsciemment nous empêche de comparer ces deux actions violentes », et de comprendre les enjeux de la crise yougoslave, suggère-t-il. *« Car un nettoyage ethnique est toujours honteux. Or, plus de cinquante ans après, les Tchèques continuent de justifier leur nettoyage ethnique de l'après-guerre. »*

Ainsi, le refus de désapprouver une page peu glorieuse de leur histoire aveuglerait les dirigeants tchèques, dont le silence sur l'évolution du drame des Albanais du Kosovo est *« assourdissant »*, selon *Lidové Noviny*, le seul journal à souligner ce gênant parallèle. Ne reculant devant rien, le quotidien en a fait le sujet du traditionnel poisson d'avril. Il a annoncé à la « une » que *« des experts serbes étudiaient les techniques optimales d'expulsion de population dans les archives tchèques »*. Le journal donna même la parole à un « conseiller » – au nom parodiant le patronyme du chef des communistes tchèques anti-allemands et pro-serbes – qui recommandait de disposer de suffisamment de wagons, avant d'ajouter qu'expulser trois millions de personnes avait été *« une tâche plus difficile »*.

Martin Plichta

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION
Gérard Dupuy

■ Partout en Europe, le même mouvement d'opinion se fait jour vers une approbation mesurée, sans le moindre enthousiasme martial. Chirac et Jospin l'ont compris, chacun dans son registre, en défendant leur politique de la manière la moins tonitruante possible. (...) Rarement dans l'histoire un tel déchaînement de puissance militaire aura été justifié de façon moins va-t-en-guerre. A écouter Jospin, on se souvenait de la vieille remarque : la seule façon moralement tolérable de faire la guerre, c'est de la mener sans l'aimer, voire en la détestant. Cela n'empêche pas de devoir la faire aussi de la manière la plus efficace. Sur ce point, le ministre français a été moins convaincant. Le succès de la stratégie de frappes aériennes n'est pas aussi évident qu'il l'a affirmé pour mieux rejeter à nouveau une intervention au sol.

FRANCE-SOIR
Yves Thréard

■ Les bombardements sont, chaque jour, plus violents, et l'envoi de troupes au sol paraît inévitable. Combien ? Leur nombre sera justement fonction de l'objectif. Restaurer *« la paix »*, comme l'a souligné hier soir Lionel Jospin, c'est plus que la seule défense des Kosovars. Cela suppose donc l'élimination du sinistre Milosevic, qui crache sa haine depuis des années sur les Balkans, et une guerre totale. Libérée du syndrome de Bagdad, où nos fameuses frappes « chirurgicales » n'ont jamais empêché Saddam Hussein de tuer.

FINANCIAL TIMES

■ La Banque centrale européenne (BCE) a enfin baissé les taux d'intérêt dans la zone euro. Ce demi-point de baisse était largement justifié : il est extrêmement bienvenu. La BCE n'aurait pas dû attendre si longtemps avant de prendre cette mesure. (...) Depuis le lancement de l'euro, en janvier, il est clair que le plus grand risque couru par l'Europe, c'est la déflation, pas l'inflation. L'Allemagne et l'Italie sont particulièrement faibles, et elles représentent plus de la moitié de l'activité économique dans la zone euro. La France est en meilleure situation mais elle ne connaît aucun signe de la moindre inflation. (...) Il est dommage que les cent jours de l'euro ne puissent être célébrés demain avec le même optimisme que celui qui présida à son lancement. Mais la BCE paraît enfin répondre aux pressions économiques, alors qu'elle avait, jusqu'à présent, réagi par opposition à des pressions politiques.

LA TRIBUNE
Philippe Mudry

■ La BCE donne un argument de poids aux gouvernements européens face aux Etats-Unis qui les accusent de manquer à leur devoir de tirer, à leur côté, la croissance mondiale. Mais, en leur ôtant par ailleurs tout alibi monétaire, elle les invite à s'interroger sur les vraies raisons, structurelles, qui font qu'un cercle économique vertueux, à l'américaine, ne parvient toujours pas à s'engager sur le Vieux Continent. Fiscalité, protection sociale, marché du travail : les chantiers à ouvrir sont connus.

SUR LA TOILE

GRÈVE

■ Telecom.eu.org, la coordination regroupant des associations d'internautes de 13 pays européens, dont la France, appelle à une nouvelle journée de grève et de boycottage pour le dimanche 6 juin. L'objectif du mouvement est d'obliger les différentes compagnies de téléphone nationales à proposer des tarifs de connexion moins élevés, et si possible des forfaits pour une connexion illimitée. Les coordonnées des associations sont disponibles sur le site www.telecom.eu.org/eu. – *(AFP.)*

MUSIQUE

■ BMG (filiale du groupe Bertelsmann) et Universal Music se sont associés pour créer un site de vente de CD et de cassettes audio sur Internet, baptisé Getmusic. Les termes financiers de l'accord n'ont pas été dévoilés. – *(Reuters.)*
www.getmusic.com

PROFITS

■ Yahoo!, l'un des moteurs de recherche les plus populaires sur Internet, a annoncé que pour le premier trimestre 1999 ses revenus s'élevaient à 86 millions de dollars (80 millions d'euros) et ses profits à 16 millions de dollars. – *(AP.)*

www.ida.liu.se/%7evaden/communism

Si le Web avait existé au temps de Leonid Brejnev...

LA PAGE D'ACCUEIL est impressionnante, avec, sur fond rouge, une citation de Brejnev, une énorme plaque de bronze comme celle qui ornait l'entrée de l'immeuble du comité central sur la Vieille Place de Moscou et la mention, en anglais et en russe : *« Parti communiste de l'Union soviétique »*. Suit un tampon *« approuvé par le glavlit »*, l'organisme qui censurait tout ce qui était publié en URSS. Mais aussi, en petits caractères, une mise en garde : *« L'information fournie ici n'a bien entendu rien à voir avec le PCUS. »* On l'aura compris, ce site, créé par de joyeux lurons suédois, est facétieux. Passée « l'antichambre » du secrétaire général du Parti, où l'on est invité à écouter debout l'hymne soviétique, on trouve un message de félicitations adressé à Brejnev pour son 90e anniversaire (en 1996) et, plus perfidement, le texte d'un authentique discours prononcé par le député Mikhaïl Gorbatchev en 1977 à la gloire de Brejnev.

Le site abrite aussi une boutique où l'on peut acquérir un ordre du Drapeau rouge du travail (49 dollars, 46 €), un badge du KGB ou la médaille anniversaire de Gagarine (7 dollars, 6,5 €). Les visiteurs sont invités à devenir *« membres honoraires »* ou *« candidats membres »* du PCUS-Web en apportant des contributions à son comité virtuel.

L'une des premières personnes admises a été une chercheuse italienne, pour une biographie de Tchernenko.

Cela dit, l'information est exacte et des liens renvoient à de nombreux sites fort sérieux, notamment à des universités américaines.

Les amateurs d'histoire apprécieront les Mémoires de Vladimir Medvedev, qui fut garde du corps de Brejnev puis de Gorbatchev, des écrits de Roy Medvedev, la Constitution soviétique de 1977 et des pages richement illustrées sur le KGB. On est aussi invité à installer sur son ordinateur la police de caractères cyrilliques en consultant le site www.siber.com/sib/russify. *« Il n'y a presque rien sur le Web qui soit consacré à l'une des plus importantes et des plus puissantes organisations du XXe siècle. Nous nous sommes efforcés de combler cette étrange lacune et de rassembler tout ce qui a trait au socialisme développé »*, annoncent les auteurs du site, qui avouent ne recevoir que quinze à vingt visiteurs par jour. Avant de céder la parole aux « continuateurs » actuels du PCUS en proposant une collection de liens vers d'autres sites, depuis le KPRF de Ziouganov jusqu'aux groupuscules « rouge-brun » de Russie en passant par Cuba et la Corée du Nord.

Michel Tatu

EN VUE

■ L'oncle d'une jeune morte a livré sur-le-champ à la police ghanéenne **Alexander Nsiah**, thaumaturge qui, jeudi 8 avril, devant une foule assemblée au cimetière de Nsawam, avait fait déterrer le corps et manqué sa résurrection.

■ Depuis que **Gerrit-Willem Oberman**, pasteur de Stuttgart, a installé dans son église un terminal Eurochèque, *« la quête a augmenté de 20 % »*.

■ Le gouvernement indien veut lutter contre le viol en proposant aux femmes une prime de 25 000 roupies en cas d'agression sexuelle, contre une cotisation de 15 roupies par an.

■ Le gouvernement égyptien a l'intention de supprimer l'article du code pénal prévoyant l'impunité pour les viols collectifs, si l'un des participants épouse la victime.

■ Après une dispute avec son père, jeudi 8 avril, **Besra Kiran**, jeune Turque d'Otlu, près de Siverek, s'est suicidée à la grenade, contrariant un mariage arrangé.

■ **Samia Sarwar**, en instance de divorce sans le consentement de sa famille, est morte exécutée, mardi 6 mars, à Lahore. Pour se faire ouvrir la porte de la maison où elle s'était réfugiée, sa mère, accompagnée d'un tueur à gages, l'avait pourant rassurée : *« Il me soutient, sans lui je ne peux pas marcher »*.

■ Une Saoudienne apprenant que son mari voulait épouser une jeune fille, a récemment porté plainte devant le tribunal islamique de Tabouk contre le distributeur du Viagra agréé par le royaume.

■ Le gouvernement de Dubaï interdit aux hommes d'insulter l'islam en dansant en *dichdacha*, robe blanche traditionnelle, dans les discothèques de l'émirat.

■ Les services de santé russes veulent interdire la fabrication de l'eau de Cologne, des déodorants, des dissolvants et des vernis à ongle, pis-aller des alcooliques à cours d'argent.

■ Les douaniers moldaves de l'aéroport de Chisinau ont saisi, jeudi 8 avril, 5 000 pistolets à bord d'un Antonov 32 ukrainien à destination de Sofia.

■ Récemment trois cambrioleurs suisses ont été arrêtés par la police de Zurich, poussant vivement devant eux dans les rues de la ville un Caddie rempli de 1 700 cartouches.

■ *« La lutte mortelle a lieu dès la tombée de la nuit aux environs de Girawa ; les charognards ont subi de lourdes pertes »*, communiquent les autorités éthiopiennes du Harargue, où six lions et trente hyènes ont déjà succombé dans les combats sanglants que se livrent actuellement les bêtes féroces.

Christian Colombani

La cinquième colonne *par Alain Rollat*

ELLE S'APPELLE IRINA. Comment vous la décrire ? Elle est très belle. Elle a de grands yeux noirs, des cheveux pain d'épice, un visage d'opaline. Sa voix océane a l'ampleur de la houle. Son sourire est rempli d'étoiles tristes. Je l'ai croisée, jeudi soir, alors que, incognito, en civil, j'accompagnais une caméra de France 2 chez les Serbes de Paris. Ils préparaient des colis destinés aux habitants de Belgrade. Elle en revenait. On m'a dit qu'elle était pianiste. Elle avait participé, la veille, à un concert de solidarité. Elle parlait des bombardements. Elle insistait sur la nécessité d'envoyer là-bas des médicaments. Il n'y avait pas foule dans ce local. Les professionnels de l'humanitaire s'activaient dans l'autre camp. Que faisais-je là ?

Je ne sais pas. J'avais mauvaise conscience. Je me reprochais d'avoir eu l'ironie facile à l'égard des pacifistes de Belgrade qui se prêtent aux mises en scène des experts en propagande après avoir manifesté contre eux. *« Pourquoi*, avais-je écrit, *leurs chaînes humaines réduisent-elles la fraternité au chaînon serbe ? Est-il donc si difficile, quand on est serbe, de donner la main à un Albanais ? »* Une lectrice parisienne, prénommée Milica, m'avait gentiment répondu : *« Il est facile à un Serbe de tendre la main à un Albanais, et réciproquement. Mais Les Albanais et les Serbes sont prisonniers de leurs émotions... »* Elle m'avait interpellé sur la responsabilité des attiseurs de feu *« en présence de deux désespérances »*. Elle avait raison. Comment ne pas désespérer Belgrade quand Belgrade se suicide en faisant corps, contre son gré, sous les bombes, par instinct vital, avec un Milosevic ?

Irina a tout dit en deux phrases. Sans remonter au Champ des Merles pour réécrire l'histoire de son peuple. Sans revenir sur les injustices faites aux Serbes pour justifier le massacre des Albanais. Sans allumer le moindre cierge orthodoxe pour absoudre l'intolérable. Elle l'a dit en deux phrases qui paraîtront d'une extrême banalité à ceux qui ne veulent pas voir comment les Milosevic assassinent la pensée sous leurs godillots blindés. Elle a dit de ses amis de Belgrade : *« Ce sont des êtres humains comme les autres. Ils sont, eux aussi, des victimes de cette guerre. »* Je traduis : si nous sommes tous des réfugiés albanais, nous sommes tous, aussi, en même temps, des bombardés serbes. Le refus de la désespérance implique la reconnaissance de l'unité humaine, l'affirmation d'autrui en tant que part de soi-même. Je suis un avec tous, donc je ne nie personne. Pollen de printemps. Foin des Milosevic ! Message reçu, Irina. Votre Serbie, on l'aime.

مكثرا من الأصل

VENDREDI 9 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Brigitte Lahaye, Wayne Kramer, Claude Sérillon. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Invités : Michel Jonasz et Gérard Pullicino. LCI
20.05 C'est la vie. Mort subite du nourrisson : pourquoi lui, pourquoi si vite ? TSR
20.55 Thalassa. L'Odyssée du vaisseau spatial. France 3
22.00 Faut pas rêver. Chine : L'héritage des missionnaires. France : Les clochettes de Leyment. Russie : Paris, Oural. Invité : Thomas Romero. France 3
22.50 Sans aucun doute. Le droit à la différence. TF 1
23.20 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art. Invités : Emmanuel de Roux, Roland-Pierre Paringaux, Jean-Paul Barbier, Henri-François de Breteuil, Hélène Leloup, Jean-Michel Mimran, Hubert Duez. France 2
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [2/3] : Pacte avec le diable. Jean-François Delassus. France 3
20.35 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. [2/3]. Les mères. Planète
20.45 Les Celtes. [6/6]. L'héritage. Histoire
20.45 Vatikan. Pie XII et l'Holocauste. Odyssée
21.05 Epopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [3/13]. Explorer un continent. TV 5
21.30 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [2/4]. Sous le signe libertaire. Planète
21.40 Voyage au pays des dieux. [1/13]. Jérusalem, une mosaïque de foi. Odyssée
22.00 Grand format. Made in Germany. Arte
22.10 Toutes les drogues du monde. [6/6]. Quel avenir pour les drogues ? Odyssée
22.25 Portraits de gangsters. [10/10]. La mafia américaine. Planète
22.30 Affaire Grégory, le «roman noir d'un fait divers». Forum Planète
0.50 La Case de l'Oncle Doc. Donka, radioscopie d'un hôpital africain. France 3

DOCUMENTAIRES

19.40 Monsieur Patel tourne à Bollywood. Planète
20.15 Palettes, Raffaello Sanzio, dit Raphaël. *Portrait de Baldassare Castiglione.* Arte

SPORTS EN DIRECT

20.00 Handball. Championnat de France. Montpellier - Dunkerque. Eurosport
21.30 Boxe. Championnat de France des super-légers. Tripp - Mapouka. A Vesoul (Haute-Saône). AB Sport
0.00 Golf. US Masters. Canal +

DANSE

20.45 A Folk Tale. Ballet. Musique d'August Bournonville. Par le Royal Danish Ballet. Mezzo

MUSIQUE

21.00 The Atlantic Living Legends. Montreux 1993. Muzzik
21.55 La Dame de pique. Opéra de Tchaïkovski. Par l'Orchestre philharmonique de Londres et les Chœurs de Glyndebourne, dir. Andrew Davis. Paris Première
22.35 Paolo Conte. Montréal 1988. Muzzik
0.35 Le Live du vendredi. Lenny Kravitz. M 6

TÉLÉFILMS

20.45 L'Envol. Alex Pillai. Arte
20.50 La Mémoire du cœur. Judith Vogelsang. O. M 6
22.10 Le Record. Edwyn Baily. Festival

SÉRIES

20.55 Soirée sitcom. Téva
22.50 X-Files. Mauvais sang. Insomnie. O. M 6
0.30 Star Trek, Deep Space Nine. Les Cardassiens (v.o.). Canal Jimmy
1.15 Star Trek, la nouvelle génération. [1/2]. La pierre de Gol (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

15.25 No Smoking ■ ■ Alain Resnais (France, 1993, 150 min) O. Cinéstar 1
16.10 Forever and a Day ■ ■ René Clair, Edmund Goulding, Cedric Hardwicke, Frank Lloyd, Victor Saville et Robert Stevenson et Herbert Wilcox (EU, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classics
19.30 Le Comédien ■ ■ Sacha Guitry (France, 1947, N., 95 min) O. Cinétoile
20.30 Les femmes s'en balancent ■ Bernard Borderie (France, 1954, N., 110 min) O. Ciné Classics
21.00 Sleepers ■ Barry Levinson (Etats-Unis, 1996, 145 min) O. Ciné Cinéma 1
21.00 Les Granges brûlées ■ ■ Jean Chapot (France, 1973, 100 min) O. Ciné Cinéma 2
21.05 Top Hat ■ ■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min) O. Cinétoile
21.20 Darkman ■ Sam Raimi (Etats-Unis, 1990, 95 min) O. Cinéstar 1
23.00 Vidéodrome ■ David Cronenberg (Canada, 1983, v.o., 90 min) O. 13ème Rue
0.15 Sailor et Lula ■ ■ David Lynch (Etats-Unis, 1989, 120 min) O. Ciné Cinéma 2
0.55 Out of the Fog ■ ■ Anatole Litvak (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics

PROD

1.05 Frances ■ ■ Graeme Clifford. Avec Jessica Lange, Sam Shepard (EU, 1982, v.o., 130 min) O. France 2
1.30 Intervista ■ ■ Federico Fellini (France - Italie, 1986, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 3
3.05 Nuit d'été en ville ■ ■ Michel Deville (France, 1990, 85 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Attention les enfants regardent...
22.50 Sans aucun doute. Le droit à la différence.
0.40 TF 1 nuit, Météo.
0.55 Mode in France. [5/8].
1.55 Cités à la dérive. [7/8]. O.

FRANCE 2

18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Taratata.
23.20 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art.
0.35 Journal, Météo.
1.00 Ciné-club. Cycle Stars en miroir.
1.05 Frances ■ ■ Film. Graeme Clifford (v.o.). O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. L'Odyssée du vaisseau spatial.
22.00 Faut pas rêver.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. [2/3].
0.25 Libre court. *Le Café de la plage.* Mohamed Ulad-Mohand. O.
0.50 La Case de l'Oncle Doc. Donka, radioscopie d'un hôpital africain.
1.50 Nocturnales, Jazz à volonté.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.30
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Petits meurtres entre nous ■ Film. Jim Wilson. O.
22.30 Anaconda, le prédateur ■ Film. Luis Llosa. O.
0.00 Golf.
1.50 Liane la sauvageonne. Film. Eduard von Borsody (v.o.). O.

ARTE

19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Raffaello Sanzio, dit Raphaël.
20.45 L'Envol. Téléfilm. Alex Pillai. O.
21.55 Contre l'oubli. Khalide Ildiri, Niger.
22.00 Grand format. Made in Germany.
23.30 L'Albatros ■ Film. Jean-Pierre Mocky. O.
1.00 Le Dessous des cartes. Sri Lanka : un conflit sans fin.
1.10 L'Honneur de ma famille. Téléfilm. Rachid Bouchareb. O.

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 La Mémoire du cœur. Téléfilm. Judith Vogelsang. O.
22.50 X-Files, l'intégrale. Mauvais sang. O. Insomnie. O.
0.35 *Le Live du vendredi.* Lenny Kravitz.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Paul de Sinety.
21.00 Black And Blue. *L'odyssée de la Note Bleue.*
22.10 Fiction. *Le Globe,* de Marc Israël-Lepelletier.
23.00 Nuits magnétiques. [5/5].

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la MDR, dir. Marcello Viotti : Œuvres de Fauré, Ravel, Brahms.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Gougeon.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Schubert, par la Staatskapelle de Dresde, dir. Colin Davis. 20.40 La rencontre de Brahms, Grieg et Tchaïkovski.
23.00 Silvana. Opéra de Weber, par le Chœur de l'Opéra et l'Orchestre philharmonique de Hagen, dir. Gerhard Markson.

Le Monde TÉLÉVISION

ARTE

20.45 L'Envol

Shikha a dix-sept ans. Elle se destine à la médecine, avec la bénédiction de son père. Mais, comme souvent dans les familles immigrées, une divergence générationnelle et culturelle met le feu aux poudres. *L'Envol*, réalisé par Alex Pillai, sur un scénario de Tanita Gupta, jeune femme d'origine indienne, a été couronné par plusieurs prix (en France, en Grande-Bretagne, en ex-URSS).

FRANCE 3

0.50 Donka, radioscopie d'un hôpital africain

Un tableau de la vie quotidienne au centre hospitalier universitaire Donka à Conakry (Guinée). Bâtiments vétustes, sous-équipement criant, formation insuffisante... L'état des lieux établi par le documentariste belge Thierry Michel est saisissant, mais son film rend justice à la lucidité et au courage des médecins qui se battent pour sauver ce qui peut l'être...

FRANCE 2

1.05 Frances ■ ■

Frances Farmer (1914-1970) fut une star dans les années 30, mais sa volonté d'indépendance et ses comportements jugés scandaleux provoquèrent sa chute. Elle sombra dans l'alcool, la drogue... Ce premier film de Graeme Clifford repose sur un scénario accumulant, jusqu'à l'horreur, les détails les plus dramatiques, afin de réhabiliter l'exclue. Belle performance de Jessica Lange. En v.o.

SAMEDI 10 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des Idées. La guerre en Europe. Invités : Régis Debray et Alain Finkielkraut. LCI
23.20 L'Enfer du Goulag. Invités : Yohann Ediger, Victor Fainberg, Pierre Juquin, Cyrille Koupernik, Pierre Rigoulot, Jacques Rossi. Forum Planète

MAGAZINES

13.45 Savoir plus santé. Les attaques cérébrales. France 2
14.10 Droit de cité. Le plus beau métier du monde ? RTBF 1
14.15 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art. TV 5
16.00 Papa, maman et moi. Les accidents domestiques. RTBF 1
16.30 Le Magazine de l'Histoire. Invités : André Zysberg, Christian Millau, Maurice Lever. Histoire
17.10 Courts particuliers. Mathieu Amalric. Paris Première
17.30 Envoyé spécial, les années 90. La voiture de l'an 2000. Camp Z30D. Invités : Jean-Louis Loubert, Jean-Louis Margolin. Histoire
18.15 Des racines et des ailes. Russie : les naufrages de l'Empire. Le prix de l'excellence. Les «Cocois Girls». TV 5
19.00 T.V. +. Canal +
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 10 avril 1949. Y a-t-il un modèle agricole ? Invité : Joseph Klatzmann. Arte
20.30 Le Club. Sidney Lumet. Ciné Classics
20.45 La Semaine d'Histoire. Histoire
21.05 Thalassa. Les gardiens du pôle Nord. TV 5
22.15 Envoyé spécial. Kosovo, l'exode. Trafic de femmes. Les fous du village. TV 5
23.10 Union libre. France 2
20.45 L'Aventure humaine. La Guerre de pacification en Amazonie. Arte
20.45 Toutes les drogues du monde. [6/6]. Odyssée
20.50 Planète animal. [13/16] Les requins. TMC
21.15 Inde, naissance d'une nation. Les femmes. Odyssée
21.45 Voyage au pays des dieux. [1/13]. Jérusalem, une mosaïque de foi. Odyssée
21.55 Planète Terre. L'Ouest américain [6/8]. TMC
22.00 Hugh Hefner. L'aventure «Playboy». Canal Jimmy
22.05 Monsieur Patel tourne à Bollywood. Planète
22.10 La Bible d'Amiens. Odyssée
22.35 Dans les coulisses de... Mon Trésor. France 3
22.55 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. [2/3]. Les mères. Planète
23.00 Les Descendants. [9/13] Les Habsbourg. Histoire
23.40 Le Pays des bouddhas d'or. Odyssée
23.50 La Guerre sans nom. Planète
0.25 Music Planet. The Beach Boys, Endless Harmony [2/2]. Arte
0.35 Les Oiseaux en Europe. Odyssée
0.45 Saturnales. Un air de famille [2/2]. France 3

DOCUMENTAIRES

17.25 Les Grandes Expositions. De Rembrandt à Vermeer. Planète
18.15 Cinéma de notre temps. David Lynch. Ciné Cinémas
18.25 L'Amérique vue du ciel. [1/2]. Planète
19.00 Vatikan. Pie XII et l'Holocauste. Odyssée
19.35 Les Grandes Batailles du passé. Gettysburg, 1863. Planète
19.50 Histoire de l'eau. [1/4]. Une lutte de tous les jours. Odyssée
20.10 Au cœur de la vallée. [7/8]. La course d'un jour. France 3
20.35 Dancing in the Street. [7/10]. Hang On to Yourself. Planète

SPORTS EN DIRECT

14.30 et 19.00 Motocyclisme. Les 24 heures du Mans. Eurosport
15.30 Tennis. Tournoi messieurs d'Estoril. Demi-finales. Eurosport
17.00 Football. Coupe de France. Quart de finale : Nantes - Guingamp. TF 1
17.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Nigeria - Paraguay. Eurosport
18.00 Handball. Coupe des champions. Zagreb - Barcelone. AB Sport
20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Costa Rica - Allemagne. Eurosport
20.00 Basket-ball. Championnat de France féminin. Finale aller : Valenciennes-Orchies - Bourges. AB Sport
22.05 Boxe. Réunion de Paris-Bercy. Championnat du monde WBA. Canal +
1.05 Golf. US Masters. Canal +

MUSIQUE

17.25 Nuit italienne. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Mezzo
19.30 Symphonie nº 9, de Beethoven. Au Royal Festival Hall de Londres 70. Par le New Philharmonia Orchestra, dir. Otto Klemperer. Muzzik
19.55 Schubert, Chopin et Brahms par Rubinstein. Mezzo
20.30 La Périchole. Opéra d'Offenbach. Mise en scène Jérôme Savary. Par l'Orchestre de la Suisse romande et le Chœur du Grand-Théâtre de Genève, dir. Marc Soustrot. Mezzo
21.00 Solti dirige Beethoven. Avec Murray Perahia, piano et le London Symphony Orchestra. Muzzik
23.30 Black Sessions. Mangu. Paris Première

TÉLÉFILMS

17.20 L'Eternel Mari. Denys Granier-Deferre. Festival
18.50 Une femme explosive. Jacques Deray. Festival
20.25 Echec et mat. J. M. Sanchez [1/2]. O. Ciné Cinémas
20.30 Molière pour rire et pour pleurer. Marcel Camus [2/3]. Festival
20.55 La Femme du pêcheur. Dominique Cheminal. France 3
20.55 La Porte du passé. Gary Nelson [1 et 2/2]. Téva
22.25 Le Prince des imposteurs. Jean-Pierre Prévost. Festival
22.45 La Flèche de l'amour. Antonio Tibaldi. Arte

SÉRIES

18.30 Homicide. Le fantôme d'Agnès. Série Club
19.35 Happy Days. [1/2]. Le retour de Richie. Série Club
19.45 La Vie à cinq. Separations. Téva
20.15 100 % kascher. (v.o.). Arte
20.15 Ellen. Harold and Ellen. RTL 9
20.25 Working. Top o'the World, Ma (v.o.). Série Club
20.35 Evamag. Haute sécurité. O. Canal +
20.50 Charmed. La quatrième sœur. M 6
21.00 Spin City. Quand le maire s'invite. O. Canal +
21.00 Nights, l'intégrale. Canal Jimmy
21.20 A la une. Petits mensonges en famille. O. Canal +
21.40 South Park. Poisson sanglant O. Canal +
21.45 The Sentinel. Protection rapprochée. M 6
22.10 The Practice. Pris au piège (v.o.). L'esprit de l'Amérique (v.o.). Série Club
22.40 C-16. Radio FBI. O. M 6
0.00 Star Trek, Deep Space Nine. Les Cardassiens. Canal Jimmy
2.00 Friends. Celui qui embrassait mal (v.o.). France 2

FILMS

13.05 Les Deux Orphelines ■ ■ Maurice Tourneur (France, 1932, N., 100 min) O. Ciné Classics
14.20 Notre agent à La Havane ■ ■ Carol Reed (Grande-Bretagne, 1959, N., 115 min) O. Cinétoile

LES FILMS ARIANE

16.15 Le Comédien ■ ■ Sacha Guitry. Avec Sacha Guitry, Lana Marconi (France, 1947, N., 95 min) O. Cinétoile
17.50 Gwendalina ■ ■ Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min) O. Cinétoile
20.40 Les Fugitifs ■ ■ Francis Veber (France, 1986, 90 min) O. TSR

COLLECTION CHRISTOPHE L.

23.00 Los Olvidados ■ ■ Luis Bunuel. Avec Estela Inda (Mexique, 1950, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics
23.00 Sailor et Lula ■ ■ David Lynch (Etats-Unis, 1989, 125 min) O. Ciné Cinéma 1
23.00 Rafles sur la ville ■ ■ Pierre Chenal (France, 1957, N., 80 min) O. Cinétoile
23.00 Smoking ■ ■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) O. Cinéstar 1
0.20 Poil de Carotte ■ ■ ■ Julien Duvivier (France, 1932, N., 90 min) O. Cinétoile
0.30 Intervista ■ ■ Federico Fellini (France - Italie, 1986, 105 min) O. Ciné Cinéma 2
1.20 Regarde les hommes tomber ■ ■ Jacques Audiard (France, 1993, 100 min) O. Arte
1.55 Forever and a Day ■ ■ René Clair, Edmund Goulding, Cedric Hardwicke, Frank Lloyd, Victor Saville et Robert Stevenson et Herbert Wilcox (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classics
2.25 Un homme parmi les loups ■ ■ Carroll Ballard (Etats-Unis, 1983, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 1
3.05 Scream ■ ■ Wes Craven (Etats-Unis, 1997, v.o., 110 min) O. Canal +
3.15 La Joyeuse Divorcée ■ ■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 100 min) O. Cinétoile
3.55 The Hit ■ ■ Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1984, 100 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

15.40 Flipper. O.
16.45 Football. Coupe de France : 17.00 Nantes - Guingamp.
19.05 Sous le soleil. O.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 La Fureur.
23.10 Hollywood Night. Sous haute protection. Téléfilm. Jack Gill. O.
0.50 Formule F 1.
1.30 Rallye. Rallye de Tunisie.

FRANCE 2

14.40 Samedi sport. 14.45 Tiercé. 15.15 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. France - Ecosse.
17.05 Pardonnez-moi, je l'aime. Téléfilm. Vivian Naefe. O.
18.45 Friends. O.
19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Le monde est petit.
19.50 et 20.50 Tirage du Loto.
19.55 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Le Plus Grand Cabaret du monde.
23.10 Union libre.
0.45 Journal, Météo.
1.05 Troisième mi-temps.

FRANCE 3

15.40 Couleur pays.
18.10 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Le Feuilleton de la vie. [7/8].
20.35 Tout le sport.
20.55 La Femme du pêcheur. Téléfilm. Dominique Cheminal. O.
22.35 Dans les coulisses de... Mon Trésor.
23.35 Météo, L'Euro, Soir 3.
0.00 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.35 Saturnales. Journal des spectacles. 0.45 Un air de famille. [2/2]. 1.10 Le Manège de glace.

CANAL +

16.40 NBA Action.
17.05 Arliss. O.
17.30 Ned et Stacey. O.
► En clair jusqu'à 20.35
17.55 Décode pas Bunny.
18.30 Toonsylvania. O.
19.00 T.V. +.
20.03 Jean-Luc et Faipassa. O.
20.05 Daria. O.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Samedi comédie. 20.35 Evamag. Haute sécurité. O. 21.00 Spin City. Quand le maire s'invite. O. 21.20 A la une. Petits mensonges en famille. O. 21.40 South Park. Poisson sanglant. O.
22.05 Boxe. Championnat du Monde WBA des poids légers. J.B.Mendy - J.Lorcy.
1.05 Golf. Championnat du monde professionnel. Masters Augusta.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.00 Sur les chemins du monde. Histoire de la Terre [4/8]. 16.55 Exploration planète. [13/17]. 17.25 Greyhound, aller simple.
18.25 Va savoir.
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 10 avril 1949.
19.45 Météo, Arte info.
20.00 Le Dessous des cartes. Le retour de l'Inca.
20.15 100 % kascher. [2/6]. O.
20.45 L'Aventure humaine. La Guerre de pacification en Amazonie.
21.45 Metropolis. Carnets du Maroc (nº 1) : Aoura et l'ahwach. Jean Lescure. Les supports de l'écrit.
22.45 La Flèche de l'amour. Téléfilm. Antonio Tibaldi. O.
0.25 Music Planet. The Beach Boys, Endless Harmony [2/2].
1.20 Regarde les hommes tomber ■ ■ Film. Jacques Audiard. O.

M 6

17.00 Mission casse-cou. O.
17.55 Motocyclisme.
18.05 Bugs. O.
19.05 Turbo.
19.40 Motocyclisme.
19.45 et 1.10 Rallye.
19.50 Mieux vaut prévenir.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi. 20.50 Charmed. La quatrième sœur. O. 21.45 The Sentinel. Protection rapprochée. O. 22.40 C-16. Radio FBI. O.
23.35 Une femme en enfer. Téléfilm. Michael Scott. O.
1.15 *Boulevard des clips.*

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. Comédie-Française. Nikolaï Gogol. Le Révizor.
22.35 Prélude à la Pâques orthodoxe.
23.00 Pâques orthodoxes. Nuit Pascale retransmis depuis la cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky, à Paris.
0.05 Le Gai Savoir. Guy Lubeigt.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 La Dame de pique. Opéra de Tchaïkovski. Par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opéra de New York, dir. Valery Gergiev.
23.30 Présentez la facture.

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Spohr, Reicha.
20.00 Les Soirées. Emmanuel Chabrier, compositeur. Œuvres de Chabrier, Liszt, Wagner, Debussy, Ravel, etc.
22.00 Da Capo. Eugen Jocheum. *Concerto nº 4*, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise. Œuvres de Bruckner.

Le Monde TÉLÉVISION

CINÉ CLASSICS

13.05 Les Deux Orphelines ■ ■

Ce film, qui connut un grand succès, est l'adaptation d'une pièce d'Adolphe Ennery et Eugène Cormon. Tout en reconstituant avec soin l'époque prérévolutionnaire et ses classes sociales, des salons aux bas-fonds, Maurice Tourneur a joué la carte du mélodrame, et les rebondissements de l'intrigue tiennent d'autant plus en haleine que tous les personnages sont parfaitement typés et interprétés.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 La Dame de pique

Avant-dernier opéra de Tchaïkovski, *La Dame de pique* offre une sorte de pendant lyrique à la *Symphonie pathétique*, car un destin fatal y broie les êtres. L'amour partagé de Lisa, fiancée au prince Eletzky, et d'Hermann, jeune officier sans fortune, ne butte pas sur la question de classe ou d'argent, mais sur la fascination obscure qu'exerce la grand-mère de la jeune fille sur son amoureux.

ARTE

20.15 100 % kascher

Deux valeurs plus ou moins sûres de l'humour ont fini par s'imposer : l'anglaise, sous l'étendard de l'absurde, la juive, sous la bannière de l'autodérision. Arte se penche sur la seconde en programmant la série israélienne en six volet *100 % kascher*, qui apporte la preuve que l'humour israélien existe et qu'il procède de l'humour juif... non sans le brutaliser quelque peu. Tous les samedis, jusqu'au 8 mai.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
- O Tous publics
- O Accord parental souhaitable
- O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- O Public adulte. Interdit aux moins de 16 ans
- O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
- ■ On peut voir
- ■ ■ A ne pas manquer
- ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
- DD Dernière diffusion
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

هكذا من الأصل

Le Monde
SAMEDI 10 AVRIL 1999

Lionel Jospin réaffirme que les « anti-guerre » n'ont pas d'« alternative » à proposer

Le premier ministre minimise les divergences au sein de la gauche

LES CONTRAINTES étaient sévères : revendiquer sa part de responsabilité dans l'engagement de la France aux côtés de l'OTAN sans empiéter sur le territoire du président de la République ; justifier l'action de guerre sans se couper d'une partie de sa majorité, qui ne cesse de la condamner. C'est dans ce cadre étroit que Lionel Jospin est intervenu, jeudi 9 avril, au journal de France 2, livrant pour la première fois directement aux Français son analyse de l'actuelle situation de guerre.

Depuis le 24 mars, début des frappes de l'Alliance sur la Yougoslavie, une répartition naturelle des rôles – selon la formule en vigueur à l'hôtel Matignon – réservait le canal audiovisuel au président de la République, le premier ministre se cantonnant à l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Jugeant que ses quatre principales interventions avaient été imparfaitement perçues par les Français, M. Jospin a décidé de sortir de ce cadre, en veillant à respecter les formes d'une certaine hiérarchie avec M. Chirac.

Le chef de l'Etat ayant procédé par interventions *« solennelles »*, le premier ministre s'est proposé, lui, de répondre aux *« questions que les Français se posent »*, telles que Claude Sérillon, présentateur du journal de 20 heures sur la chaîne publique, entendait les formuler. Sur le fond, les propos de M. Jospin ont de nouveau témoigné d'une parfaite identité de vues avec M. Chirac *(lire ci-dessous)*. A cette nuance près : alors que ce dernier parle sèchement de *« Milosevic »* lorsqu'il évoque le président de la République yougoslave, M. Jospin continue, lui, de faire précéder le nom d'un *« monsieur »*, plus respectueux de la fonction. Et quand on le lui fait remarquer, il répond : *« Ça n'a pas d'importance »*, négligeant le fait qu'il donne ainsi l'impression de considérer encore le dirigeant serbe comme un interlocuteur possible, ce qui ne semble plus être le cas de M. Chirac.

Le premier ministre est également revenu sur les divergences existant au sein du gouvernement. Après que Jean-Pierre Chevènement, Jean-Claude Gayssot et Dominique Voynet avaient manifesté des *« doutes »* ou des *« inquiétudes »* au conseil des ministres, le 31 mars, M. Jospin avait admis, devant les députés, le principe même de telles différences (*Le Monde* du 2 avril). Sur France 2, jeudi soir, il a été plus précis : *« S'il y avait des divergences au sein de mon gouvernement (...) sur la nature du régime de M. Milosevic, la caractérisation de la politique qu'il conduit, notamment de déportation, sur la philosophie qui l'anime,* a-t-il expliqué, *(...) alors, oui, il y aurait un problème majeur (...), mais ce n'est pas le cas. Nous avons la même condamnation, le même jugement, la même analyse. Il y a divergence sur les moyens, mais (...) il n'y a pas d'alternative qui ait été proposée. L'alternative, c'est la négociation, mais la négociation, c'est d'où nous venons, pendant un an, sans que rien ne bouge. »*

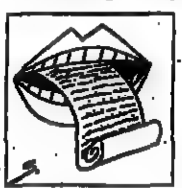
Concrètement, cette position empêche tout ministre de critiquer la décision fondamentale de l'intervention et, aussi, de relayer la demande *« d'arrêt immédiat des frappes »*, formulée plus ou moins explicitement par le Parti communiste et le Mouvement des citoyens. Sous ces conditions, M. Jospin espère pouvoir maintenir intact l'attelage de la gauche « plurielle », pourtant sévèrement secoué par la crise yougoslave.

Jean-Michel Aphatie

« Des frappes menées au nom du droit »

VOICI les principaux points de l'intervention de Lionel Jospin, jeudi 8 avril, sur France 2 :

● **Frappes aériennes** : « Nous n'interromprons pas les frappes. Il faut comprendre que renoncer unilatéralement aux frappes serait figer la situation aux conditions de M. Milosevic. (...) Nous agissons au nom d'une morale, je dirais même au nom d'une philosophie, et d'une conception de la civilisation. Ça n'est pas une guerre, ce sont des frappes menées au nom du droit, fondées sur une conception de la morale, sur une conception de la civilisation, sur une vision de l'Europe. (...) Les buts (...) de ces opérations, c'est la paix. »



● **Intervention terrestre** : « Poser dès maintenant la question d'une intervention au sol me paraît tout à fait prématuré. La politique que nous conduisons, les moyens que nous utilisons sont ceux qui sont adaptés à la situation. »

● **Milosevic** : « Ce que sera le sort de M. Milosevic, nous le verrons. Je pense qu'il sera battu, je pense qu'un jour son peuple se retournera contre lui, je pense qu'il aura certainement à rendre compte devant l'Histoire et, peut-être, devant d'autres instances. »

● **Réfugiés** : La volonté de la France n'est pas de « disperser ». les réfugiés « à travers toute la planète, de les écarter de chez eux et des frontières auprès desquelles ils sont. (...) Notre volonté, au contraire, est qu'ils retournent chez eux. »

● **Russie** : « Nous souhaiterions que la diplomatie russe et les autorités russes soient plus actives encore dans la recherche d'une solution (...) La position de la France n'est certainement pas de marginaliser les Russes », *[mais]*, « au contraire, d'espérer qu'ils vont jouer un rôle plus important dans la recherche d'une solution. (...) Il y a sans doute une solidarité slave avec la Russie, mais il n'y a pas un accord avec la politique de M. Milosevic du côté des Russes. »

● **ONU** : « Lorsqu'il y aura à définir la solution politique et diplomatique et lorsqu'il y aura à la garantir, nous pensons – je pense personnellement, et c'est aussi la pensée du président – que l'ONU doit jouer un rôle essentiel (...) Nous aurions préféré agir dans le cadre des Nations unies. »

● **Etats-Unis** : « Nous ne suivons pas. La France n'a pas l'habitude de suivre, elle a l'habitude d'assumer ses propres responsabilités et elle l'a fait dans cette Alliance (...) Nous avons décidé – les autorités françaises, le président de la République, le gouvernement et moi-même –, de façon délibérée, mûrie, d'intervenir dans ce conflit. »

La drôle de paix

par Pierre Georges

DANS CETTE GUERRE qui divise les meilleures familles, il est un couple admirable, admirablement uni et faisant, si l'on ose dire, front commun. Pas un mot de travers. Pas une entourloupe. Pas une initiative prise par l'un qui ne soit voulue ou partagée par l'autre.

Dieu que la cohabitation est jolie ! Un vrai équipage France. On lisait, hier dans *Le Monde*, le récit consacré au parcours comme gémellaire et à la conduite des affaires balkaniques exemplaire des deux personnages essentiels de l'exécutif français. Et le titre lui-même *« nous avons décidé que..., nous pensons que... »* était pur bonheur, illustrant parfaitement le récit d'une coopération idyllique. Lui c'est moi, moi c'est lui, et la France sera bien gouvernée dans la crise.

Elle l'est. Car, sauf à se moquer, ce qui ne serait pas vraiment de circonstance, il faut bien constater que cette fameuse cohabitation, si disséquée, si décriée, faisant l'objet de si larges réserves, obéit, en la circonstance, à un bon vieux réflexe français des temps conflictuels : l'Union sacrée. Droite, gauche, droite gauche, même allure, même combat.

La cohabitation sacrée des temps de guerre a ceci de particulier qu'elle impose, sur le front politique intérieur, un absolu cessez-le-feu, le renoncement responsable et simultané à ces pratiques coutumières du bras de fer quotidien et de la chausse-trappe occasionnelle. La politique peut attendre, doit attendre et les élections à venir aussi.

La cohabitation sacrée fait que nous avons deux chefs de guerre, ce qui pourrait être inquiétant par hypothèse et se révèle rassurant dans les faits. Jacques Chirac, Lionel Jospin, même France. Pas l'épaisseur d'une feuille de route entre les deux ! Là encore, on se moque un peu, mais pas trop, devant ce phénomène dont chacun peut constater la réalité et s'en félicite d'ailleurs, à voir, sauf votre respect, la montée conjuguée et simultanée des amis Bidasse dans les sondages.

La guerre profite à la cohabitation. C'est une évidence. Jacques Chirac fut excellent lors de sa récente intervention télévisée. Et Lionel Jospin ne le fut pas moins, jeudi soir sur France 2, dans la manière qu'il eut de dire clairement les choses et le soin constant qu'il apporta à préciser en permanence l'accord du gouvernement *« avec la présidence »*, *« avec le président »*.

La guerre profite à la cohabitation et devrait nécessairement faire le désespoir des états-majors des partis sur cette drôle de paix politique. Jeudi soir, sur Canal Plus, Les Guignols de l'info, poussant le paradoxe jusqu'à l'absurde, n'ont d'ailleurs pas manqué l'occasion. On y voyait Jacques Chirac et Lionel Jospin, dans le tutoiement qu'autorise la fraternité des armes, célébrer cette cohabitation sans nuages. A tel point qu'une voix *off* finit par s'inquiéter pour l'avenir, dans un détournement d'un vieux cri fameux : *« Maudite soit la paix ! »*.

Bienvenue soit la paix ! Et le plus vite possible. Quand Jacques Chirac et Lionel Jospin auront fini de faire, et bien, leur travail (*« do the job »*, comme il était cité hier *in english* dans *Le Monde*), ce sera avec le plus vif plaisir qu'on vaquera aux délicieux tourments de la cohabitation ordinaire.

Soutien massif des Français aux organisations humanitaires pour aider les Kosovars

« RIEN À VOIR avec les autres crises ». Pour le docteur Antoine Crouan, directeur de la communication de la Croix-Rouge française, la mobilisation des Français en faveur des Kosovars est sans précédent. Même réaction au Secours populaire et au Secours catholique : *« Il y a une très grande émotion, beaucoup plus forte que lors des crises précédentes, qui se traduit par une multitudes d'initiatives »*, affirme le président du Secours populaire, Julien Lauprêtre. Les organisations de secours d'urgence, comme Médecins du monde (MDM), Médecins sans frontières (MSF) ou Action contre la faim (ACF), reçoivent, elles aussi, beaucoup de dons ou d'offres de services, mais dans des proportions équivalentes aux autres périodes de crise.

« Nous avons beaucoup de gens qui demandent comment aider autrement qu'en faisant des dons », témoigne Philippe Lévêque, directeur général adjoint de Médecins du monde. La Croix-Rouge française l'a bien compris, qui, comme le Secours populaire, a mis sur pied une opération de collecte de colis. Suite à un accord entre la Croix-Rouge et La Poste, jusqu'au 18 avril, tous les bureaux de poste proposent gratuitement des emballages standard et se chargent de la distribution des colis de denrées alimentaires, à partir d'une liste pré-établie (le coût du contenu d'un colis variant de 80 F à 100 F selon le magasin). Quatre grandes chaînes de distribution (Auchan, Carrefour, Champion, et Continent) se sont associées à l'opération. Des mairies comme celles de Paris et de Bordeaux se sont jointes à cette initiative en ouvrant des permanences dans leurs locaux. *« On pense atteindre 500 000 colis, soit 3 000 tonnes de nourriture à la fin de ce week-end »*, espère Antoine Crouan, pour lequel la mobilisation des Français est sans précédent. Les entreprises sollicitées pour envoyer du matériel à la Croix-Rouge albanaise (tentes, couvertures, etc.) répondent toutes favorablement, de même que les élèves d'écoles de commerce chargés de démarcher les sociétés.

DONS PLUS IMPORTANTS

L'organisation a reçu 9 000 chèques mercredi 8 avril, et 18 000 jeudi – *« du jamais vu sans mailing »* –, la moyenne des dons s'élevant à 435 F. L'ensemble des associations reçoivent des dons supérieurs à la moyenne. *« D'habitude, les chèques sont d'environ 300 francs, là c'est souvent 1 000 francs »*, affirme Graziella Godain, responsable de programmes à MSF. L'association a reçu un don d'un particulier de 1 million de francs, de même que MDM, ce qui arrive régulièrement en cas de crise. Les dons restent cependant inférieurs pour l'instant à ce qu'ils ont été lors de la crise rwandaise, en 1994. MDM, qui avait envoyé un mailing sur le Kosovo avant les frappes, engrange les fruits de cette campagne : en dix jours, l'association a reçu 4,5 millions de francs. *« Pour le Rwanda, c'était de l'ordre du double »*, témoigne Philippe Lévêque. Si le public semble plus favorable aux actions concrètes qu'aux dons financiers, cette réaction ne fait pas l'affaire des organisations caritatives, qui sont confrontées à la difficulté d'acheminement des biens, lesquels peuvent être achetés dans les pays destinataires.

Les bonnes volontés se manifestent également par des offres de services. MDM reçoit chaque jour une cinquantaine d'appels téléphoniques de professionnels de la santé prêts à se rendre sur place, *« mais ça n'atteint pas les proportions qu'on a connues pour le Rwanda »*, précise Fabienne Alarçon, chargée du recrutement. De nombreuses familles se proposent également pour l'accueil de familles ou d'enfants. *« Il y a une grande ouverture, qui contraste avec la position timorée du gouvernement »*, estime Michel Roy, directeur de l'action internationale au Secours catholique. L'association préférerait toutefois la mise sur pied de lieux d'accueil collectifs, l'expérience de l'hébergement de Bosniaques dans les familles s'étant avérée négative sur la durée.

Se mobilisent également des mairies, des coopératives, ou des professionnels, comme le Groupe des céréaliers de France qui va envoyer, en partenariat avec Action contre la faim, 500 tonnes de farine de blé aux réfugiés.

Marie-Pierre Subtil

Autriche : le leader de l'extrême droite est élu gouverneur de Carinthie

VIENNE
de notre correspondante

Après le raz de marée de la droite nationaliste FPOe le 7 mars aux élections régionales de Carinthie, son leader, Jörg Haider, a été élu jeudi 8 avril gouverneur de la province. Le score de 42,1 % du FPOe au scrutin et leurs propres pertes considérables ont convaincu sociaux-démocrates et conservateurs de se plier aux réalités et ne pas chercher à s'unir dans une « alliance des perdants » pour contrer l'arrivée au pouvoir de Jörg Haider. Ce dernier a été élu au premier tour à la majorité simple par les 16 députés du FPOe au parlement régional, les 12 sociaux-démocrates ayant voté pour leur propre candidat et les 8 députés conservateurs s'étant abstenus de voter.

Pour Jörg Haider, c'est un retour en triomphe à un poste qu'il avait occupé de 1989 à 1991 avant d'être destitué par la Diète à la suite de ses propos intolérables sur la bonne politique de l'emploi pratiquée par le IIIe Reich d'Adolf Hitler. Pour celui qui n'a jamais caché son ambition de devenir un jour chancelier, la Carinthie servira de tremplin pour renforcer les positions de son parti en vue des élections législatives en octobre prochain. Jeudi, devant la diète de Carinthie, Jörg Haider n'a pas caché sa satisfaction, estimant que le vote du 7 mars était *« un signal clair pour briser le système politique basé sur le bipartisme »* et pour que le FPOe *« ne reste pas éternellement dans l'opposition »*.

Selon un sondage, environ la moitié des Autrichiens sont favorables à une alliance gouvernementale avec le FPOe à Vienne. Pour 13 % des personnes interrogées la participation du FPOe au gouvernement est *« très souhaitable »* et 35 % l'estiment *« plutôt souhaitable »*. Les dérapages verbaux xénophobes et ses positions équivoques à l'égard du national-socialisme avaient cependant rendu infréquentable Jörg Haider pour les dirigeants du Parti social-démocrate et du parti conservateur dont la coalition gouverne à Vienne depuis treize ans.

Waltraud Baryli

La politique agricole dénoncée par les syndicats de gauche

VESOUL
de notre envoyé spécial

C'est une Confédération paysanne très remontée contre les pouvoirs publics, et contre le gouvernement de Lionel Jospin en particulier, qui s'est réunie en congrès mercredi 7 et jeudi 8 avril à Vesoul. Le nom de Jean Glavany, retenu à Paris par la discussion à l'Assemblée nationale de la loi d'orientation agricole – adoptée jeudi en deuxième lecture –, n'a délibérément même pas été prononcé. *« C'est vrai qu'avec le ministre on est en froid. Il voulait dialoguer avec nous par vidéo-conférence pendant le congrès. Nous avons refusé »*, a sèchement commenté François Dufour, porte-parole du syndicat.

Alors que depuis deux ans la Confédération, classée à gauche, a vu sa représentativité reconnue, au grand dam de la FNSEA, le langage des dirigeants n'a jamais été aussi combatif. Dénonçant l'*« échec total »* de l'accord européen de Berlin pour répartir plus équitablement les aides agricoles, les militants ont concentré leurs flèches sur *« les gouvernements européens socio-démocrates et socio-traîtres, adeptes de la dérégulation, de la dérive libre-échangiste où les Etats sont devenus les porte-parole des multinationales »*.

La Confédération rejette en bloc les orientations de la nouvelle politique agricole commune, *« désastreuse et entêtée »*, qui fait fausse route en continuant à ne s'intéresser qu'aux signaux du marché mondial, alors que plus de 80 % de la production européenne est destinée au marché intérieur européen. *« La baisse artificielle des prix pour les adapter au marché mondial est un crime contre les paysans du monde entier »*, a lancé François Dufour. Pour exprimer cette exaspération radicale contre *« les formidables profits des despotes financiers »*, la Confédération entend organiser des mouvements revendicatifs de façon régionalisée et en partenariat avec d'autres partenaires de la *« base sociale agissante »*, comme les associations de défense de l'environnement. Ces actions se succéderont jusqu'à l'ouverture, à la fin de l'année, des négociations sur l'Organisation mondiale du commerce.

MARGE DE MANŒUVRE

Toutefois, la motion finale du congrès, adoptée à l'unanimité, insiste sur *« les importantes marges de manœuvre franco-françaises »* (estimées à plus de 4 milliards de francs) qui existent désormais, en vertu du principe européen de la subsidiarité, et qui pourront être utilisées – grâce à la loi d'orientation – pour réorienter les aides publiques vers les exploitants les plus fragiles.

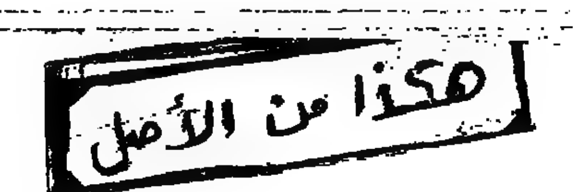
Au même moment, comme à l'unisson, 300 militants fêtaient, jeudi à Sarrians (Vaucluse), le 40e anniversaire du Mouvement de défense des exploitants familiaux (Modef). Ce syndicat continue, comme au premier jour, à se battre contre le *« grand capitalisme »*. Son secrétaire général, Raymond Girardi, a rappelé la volonté de développer *« une agriculture produisant en quantité suffisante pour couvrir les besoins alimentaires du pays et capable, pour certains produits, de répondre à notre vocation exportatrice, qui est une richesse pour la France »*. Même s'il reconnaît comme un fait positif que, pour la première fois depuis 1960, la loi d'orientation agricole en cours d'examen propose de mettre un frein au productivisme, le Modef n'en dénonce pas moins les conséquences d'une politique qui a provoqué, depuis sa création, la disparition de plus de 2 millions d'actifs agricoles.

François Grosrichard (avec Monique Glasberg à Avignon)

Souci d'apaisement à « France-Soir »

LES ÉDITEURS du Syndicat de la presse parisienne (SPP) ont rencontré, jeudi 8 avril, après le projet de vente de *France-Soir* et l'arrêt qui a perturbé la parution des quotidiens mercredi, les représentants des rotativistes, des correcteurs et d'une partie des ouvriers de la distribution, en désaccord avec la Fédération du livre-CGT (Filpac). Dans une déclaration commune, ils *« réaffirment leur volonté, dans le champ de leurs responsabilités respectives, d'éviter par tous les moyens le dépôt de bilan ou l'arrêt d'un titre de la presse quotidienne nationale »*. Ils réaffirment également *« leur attachement aux relations paritaires nouées de longue date et au respect des engagements, avec comme objectif le développement et la modernisation de la presse »* et *« souhaitent que tous les moyens soient mis en œuvre pour pérenniser les titres et sites de la presse parisienne »*. De leur côté, la CGT et la Filpac-CGT ont publié une déclaration commune pour exprimer *« leur total soutien et leur solidarité aux salariés de* France-Soir *et au Comité intersyndical de la presse parisienne dans leur lutte contre le bradage de l'entreprise et les menaces qui pèsent sur l'avenir du titre et des emplois »* et en appeler *« à la mobilisation des salariés »*. La diffusion de *France-Soir* et du *Figaro* a été perturbée en province, vendredi. Une délégation de la Filpac devait rencontrer, vendredi 9 avril, David Kessler, conseiller du premier ministre. Le Syndicat du livre devait aussi rencontrer Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse, vendredi soir.

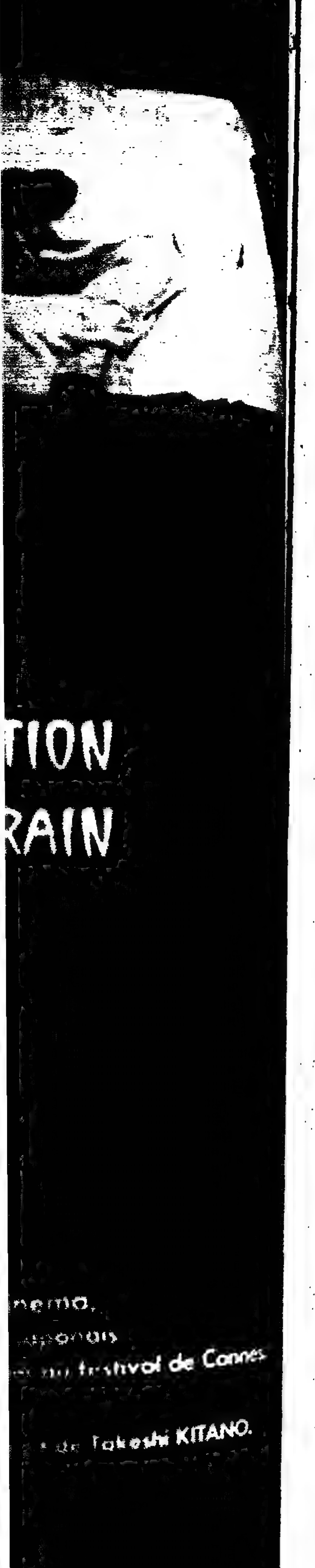
Tirage du *Monde* daté vendredi 9 avril 1999 : 552 803 exemplaires.



LE PALM

FONDS

le Monde
PARIS
LE SOIR
BRUXELLES
LE TEMPS
GENÈVE
EL PAIS
MADRID
LA STAMPA
TURIN
tageblatt
LUXEMBOURG
DER STANDARD
VIENNE

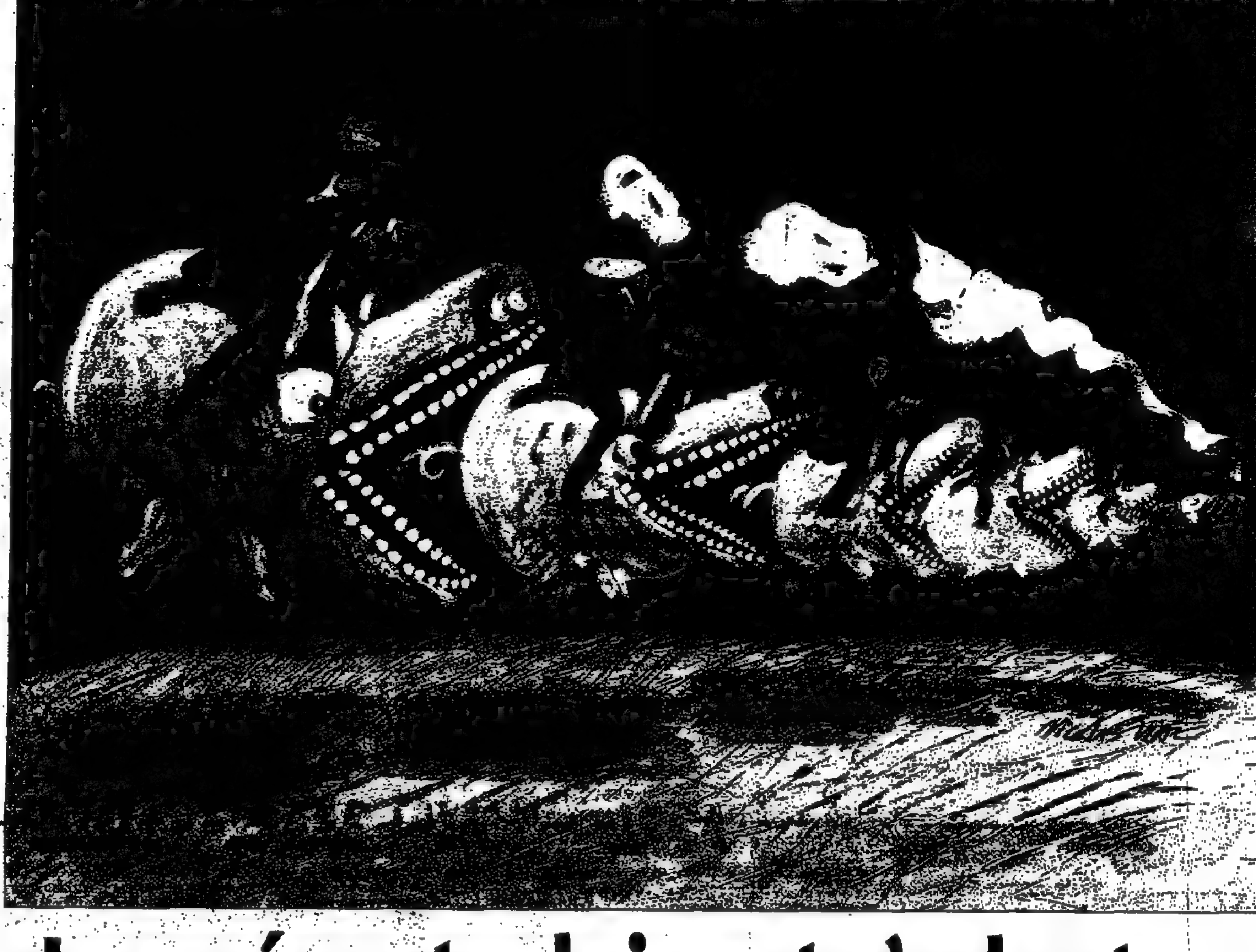


Le Monde

LE PALMARÈS EUROPÉEN DES SICAV

▶ *Le Monde* publie simultanément avec huit autres grands journaux européens, *El Pais* (Espagne), *Guardian/Money Observer* (Royaume-Uni), *Le Soir* (Belgique), *La Stampa* (Italie), *Suddeutsche Zeitung* (Allemagne), *Tageblatt* (Luxembourg), *Le Temps* (Suisse) et *Der Standard* (Autriche), le seul classement des sicav et des fonds de placement commercialisés dans toute l'Europe.

PARIS
LE SOIR
BRUXELLES
LE TEMPS
GENÈVE
MONEY OBSERVER
LONDRES
EL PAIS
MADRID
Süddeutsche Zeitung
MUNICH
LA STAMPA
TURIN
tageblatt
LUXEMBOURG
DER STANDARD
VIENNE



Les gérants doivent s'adapter au changement de climat

Pour la deuxième fois, « Le Monde » et huit quotidiens européens publient un classement des sicav et des fonds gérés en Europe. Il permet à partir de la méthode APT d'apprécier la performance et les risques pris par les gestionnaires. Des indications d'autant plus importantes que la conjoncture n'est plus euphorique

Plus de cent jours après le lancement de l'euro, *Le Monde* et huit quotidiens européens publient ensemble pour la deuxième fois un classement des sicav et des fonds gérés dans l'Union européenne. Grande première il y a trois mois dans le monde des gérants habitués à se comparer uniquement avec des confrères de leurs pays, ce classement réalisé à partir d'une méthode baptisée APT (*arbitrage pricing theory*), qui fait autorité aux Etats-Unis, suscite un intérêt croissant. De la part des promoteurs des fonds tout d'abord, qui fournissent maintenant toutes les informations nécessaires pour analyser l'ensemble de leurs produits de placement. La société Aptimum, qui établit le palmarès, a pu enrichir sa base de données. Le nombre de fonds désormais étudiés étroitement sur une période de quatre ans s'élève à 3 774, soit 800 de plus que lors de notre précédent classement publié le 4 janvier (nous donnons ici une sélection des premiers de chaque catégorie).

Pour leur part, les épargnants soucieux de disposer d'une palette de choix plus large pour leurs investissements et d'un outil unique de comparaison des performances ont également fait preuve d'une attention particulière pour les différents fonds européens présentés dans ce classement, comme en témoignent les nombreux appels reçus dans les différentes rédactions des journaux publiant le classement.

Pour ce deuxième palmarès, le contexte a radicalement changé. L'optimisme qui avait prévalu lors du lancement de l'euro n'est plus de mise. L'an dernier, en dépit des crises asiatique et russe, les épargnants avaient pu bénéficier de Bourses euphoriques dans les pays occidentaux et de marchés obligataires très bien orientés. Cette conjoncture avait permis à une large majorité de gérants de fonds d'enregistrer, sans trop d'efforts, de bonnes performances. Cette année, la partie s'annonce plus serrée, comme en témoigne l'évolution heurtée des marchés au cours du premier trimestre.

Du côté des marchés d'actions, les perspectives sont incertaines. Sortant de sa torpeur, la place japonaise s'est réveillée, gagnant plus de 19 % en l'espace de trois mois. Toutefois, les observateurs s'interrogent sur la durée de ce rebond, la Bourse de Tokyo étant coutumière des faux départs. Wall Street continue de surprendre par sa vigueur. L'indice Dow Jones s'est stabilisé autour des 10 000 points, un niveau record qu'il a franchi le 29 mars. La Bourse de New York bénéficie du dynamisme de l'économie américaine mais également de la révolution technologique liée au développement d'Internet. Le Nasdaq, marché où se traitent la plupart des sociétés de haute technologie, a progressé de plus de 17 % depuis le début de l'année. Mais les valorisations atteintes par certains titres font craindre aux gestionnaires une brutale correction. Devant cette menace, ils hésitent à rester sur une place qu'ils jugent, pour la plupart, surévaluée.

Sur l'autre rive de l'Atlantique, le travail des gérants est au moins aussi compliqué. Contre toute attente, c'est un marché qui se situe hors de la zone euro qui enregistre les meilleures performances. La Bourse de Londres est parvenue à battre des records historiques grâce à des perspectives économiques moins sombres. Sur le Vieux Continent, les places boursières ont débuté l'année sur un rythme irrégulier, les incertitudes se multipliant sur les perspectives de croissance dans l'Euroland. L'indice CAC 40 de la Bourse parisienne n'est pas parvenu à battre son record atteint en juillet 1998 tout en affichant toutefois une hausse proche de 9 % au cours du premier trimestre. En revanche, les valeurs allemandes ont très mal commencé l'année, avec un recul de près de 1 % pour les actions figurant dans l'indice vedette de la place francfortoise. Il faut dire que la conjoncture outre-Rhin se montre particulièrement décevante.

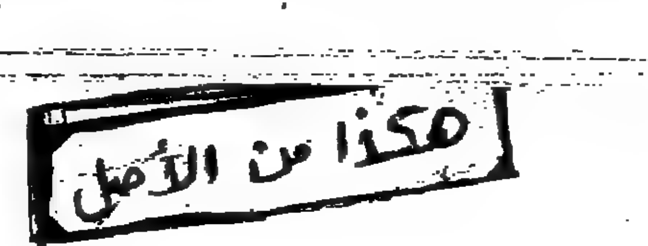
Pour le moment, beaucoup de gérants de fonds spécialisés en actions européennes qui ne peuvent pas bénéficier du « gisement » américain d'entreprises de haute technologie ont privilégié dans leur portefeuille les valeurs de croissance. Ces sociétés ont le mérite, à leurs yeux, d'avoir la capacité d'afficher des résultats en progression quelle que soit l'évolution de la conjoncture. Mais ces titres souffrent d'un handicap majeur : celui d'être aujourd'hui très chers, ce qui les rend vulnérables à la moindre mauvaise nouvelle.

Déjà, certains gérants vont chercher leur performance ailleurs. Quelques-uns misent sur un réveil des petites valeurs qui ont été délaissées ces derniers mois au profit des poids lourds de la cote figurant dans les indices boursiers nationaux ou européens. D'autres se tournent vers des titres dont les cours ne reflètent pas actuellement la réelle valeur de l'entreprise. Mais cette politique de gestion peut ne pas être positive. Les sociétés qui présentent actuellement une décote en Bourse appartiennent pour la plupart aux secteurs cycliques. Elles sont sensibles aux évolutions de la conjoncture économique et du prix des matières premières. Pour que ce pari s'avère payant, il faudra donc que la croissance reprenne à la fin de l'année et que le prix des matières premières poursuive son redressement amorcé ces dernières semaines.

Du côté des marchés obligataires, la tâche des gérants de fonds européens n'est pas non plus aisée. Beaucoup de gestionnaires qui avaient pu bénéficier de la baisse des taux continue depuis près de trois ans ont été surpris par la correction intervenue sur le marché obligataire à la mi-février. Dans la zone euro, les gestionnaires ne peuvent plus se contenter d'acheter des obligations d'Etat pour engranger des plus-values. Ils doivent explorer de nouveaux gisements de performances comme les écarts de rémunération – même minimes – qui existent entre les emprunts d'Etat émis dans les différents pays participant à la monnaie unique. Ces gestionnaires de fonds commencent également à regarder les obligations émises par des sociétés privées. Celles-ci sont plus rémunératrices mais aussi plus risquées, ce qui oblige les gérants à effectuer un travail d'analyse approfondie sur chacune des entreprises et non plus uniquement à parier sur l'évolution des taux d'intérêt.

Joël Morio

Illustration : Nicolas Vial



Les performances des fonds d'actions européens se rapprochent

▼ Les Bourses européennes subissent les mêmes contraintes. Leur évolution est semblable. Les distinctions se font maintenant au niveau des secteurs

La naissance de l'euro va-t-elle conduire à la disparition des fonds actions uniquement investis sur une Bourse d'un des onze pays de la zone euro ? Probablement pas. Comme on peut l'observer dans la gestion des sicav obligataires, la disparition des fonds nationaux n'est pas pour demain. Là aussi, ce sont des raisons fiscales qui expliquent largement ce phénomène. Les produits de placement qui privilégient les actions nationales continuent de bénéficier d'avantages fiscaux. C'est le cas en France par exemple avec le plan d'épargne en actions ou des contrats d'assurance-vie dits DSK.

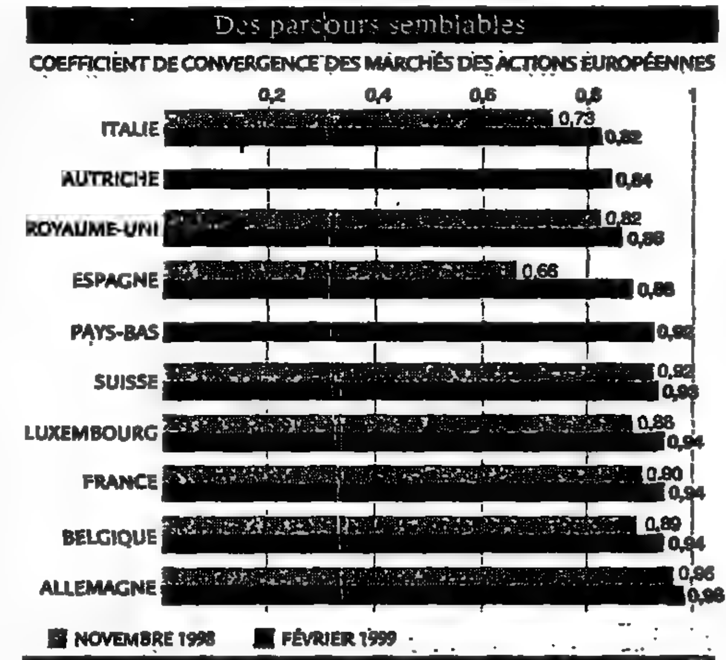
Toutefois, l'arrivée de l'euro a incontestablement marqué une étape importante dans l'évolution du comportement des gérants. Peu à peu, les différences de performances entre les produits spécialisés sur un des dix pays et étudiés par Aptimum ont tendance à s'estomper. La raison de cette évolution est simple. Selon les calculs effectués par l'organisme chargé d'analyser les performances des fonds européens apparaissant dans le classement publié par *Le Monde*, le coefficient de convergence des marchés d'actions européens se rapproche de 1. En clair, les différents marchés européens se comportent de plus en plus comme l'ensemble des Bourses européennes. C'est la place allemande qui *« ressemble »* le plus au coeur du marché des actions européennes. A l'opposé, la Bourse italienne a un comportement atypique par rapport aux places du Vieux Continent. Mais les choses évoluent rapidement. La Bourse de Madrid qui était le marché européen ayant le parcours le plus spécifique est rentrée dans le rang de façon spectaculaire au cours des derniers mois, depuis notre classement publié le 5 janvier 1999. Il se situe désormais non loin du marché français. Les places autrichienne et néerlandaise incorporées à l'analyse présentent également une forte homogénéité avec l'ensemble du reste de l'Europe.

La réduction de l'écart de performance entre les Bourses européennes n'est pas surprenante. Même si les économies des onze pays participant à l'euro ne se trouvent pas toutes exactement dans la même phase du cycle de conjoncture, leurs marchés financiers sont soumis à des contraintes semblables. L'évolution des taux d'intérêt qui est un élément majeur dans l'appréciation de la valeur d'une action, est désormais le même dans la zone euro. De plus, les investisseurs, particulièrement anglo-saxons, font de moins en moins cas de la place où est cotée une action.

Une étude réalisée par la banque d'investissement Morgan Stanley a révélé que depuis le début des années 90, le secteur dans lequel évolue une entreprise donnée conditionne de plus en plus les fluctuations enregistrées par le cours d'une action, alors que le marché national exerce de moins en moins d'influence. A la fin des années 80, 97,5 % des rendements d'actifs pouvaient être attribués à des influences nationales et seuls 2,5 % de ces rendements résultaient de facteurs sectoriels. Au milieu des années 90, la part des rendements des actions imputables aux influences nationales est passée à 69,7 % et la proportion résultant de facteurs sectoriels est passée à 30,3 %. Cette tendance devrait s'accélérer dans les prochaines années. Une étude menée par l'Union Bank anticipe que l'analyse nationale perdra les trois quarts de son importance et seuls 15 % des rendements d'actifs pourront être attribués à des facteurs géographiques.

Déjà l'effet secteur commence à prendre le pas sur l'effet pays. Selon une étude réalisée par les équipes de recherche d'Axa Investment Managers sur les 324 sociétés figurant dans l'Euro Stoxx, l'effet pays comptait pour 54 %, contre 46 % pour l'effet secteur dans les années 1994-1996. Entre 1996 et 1998, les choses s'étaient renversées avec la dominance de l'effet secteur pour 60 % contre l'effet pays 40 %. L'évolution est particulièrement marquée pour les constructeurs automobiles et les industries de base. Toutefois, cet effet secteur est variable. Il est très net pour les entreprises appartenant au secteur des médias, de l'alimentaire et des services aux collectivités. Il est plus mitigé pour les entreprises de services financiers. Cette étude révèle en revanche que pour les entreprises appartenant au secteur des biens de consommation le critère du pays est encore prépondérant pour expliquer la performance des actions. Plus surprenant, il en est de même pour les valeurs technologiques !

Joël Morio



L'euro n'a pas vaincu les sicav d'obligations françaises

Comme sur les marchés financiers, la devise européenne a fait depuis le 4 janvier 1999 son entrée dans le milieu des OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières). Les sicav et les fonds communs de placement, qu'ils soient investis sur les marchés d'actions ou sur les marchés obligataires, ont tous été confrontés à l'introduction de l'euro. A la différence des sicav actions, les fonds obligataires sont davantage concernés, puisque la concurrence sur les marchés entre les obligations françaises et les obligations européennes s'exerce plus directement et plus rapidement que sur les marchés d'actions. Les gestionnaires de sicav obligataires ont en outre davantage de liberté que par le passé. Ils ont le droit, depuis le 31 décembre 1998, de détenir jusqu'à 49 % d'obligations de la zone euro qui ne soient pas françaises.

Pour une sicav, une telle diversification dans des obligations d'autres pays de la zone euro est intéressante. D'abord, elle permet d'augmenter la performance de l'ensemble du portefeuille car le gérant recherche des placements rentables sur un marché plus vaste. Ensuite, elle est censée diminuer le risque du portefeuille. La possibilité d'investir sur les emprunts de l'ensemble de la zone euro est d'autant plus importante pour le gérant d'OPCVM qu'il subit une pression croissante des investisseurs et de ses dirigeants pour obtenir les meilleures performances possibles.

Il y a quelques années, les OPCVM obligataires parvenaient sans aucune difficulté à dégager des performances attractives, qui leur permettaient d'ailleurs de concurrencer les fonds investis en actions. Les gérants plaçaient les liquidités du fonds dans un bouquet d'obligations émises par l'Etat français, et le tour était joué. Mais continuer à utiliser une telle méthode aujourd'hui ne permet plus de s'attirer les faveurs des investisseurs. Les taux d'intérêt à dix ans en France n'ont cessé de baisser depuis fin 1994. De plus de 8 % à cette époque, ils sont aujourd'hui à peine supérieurs à 4 %.

Les gestionnaires de sicav ont donc entrepris depuis le début de l'année de faire leurs courses sur les différentes places européennes. *« Nous avons ainsi acheté des obligations allemandes qui arrivent à échéance entre 2004 et 2007, car leur rendement est anormalement supérieur – de 0,10 % à 0,15 % – aux emprunts de l'Etat français, une anomalie qui dure d'ailleurs depuis six mois déjà »*, signale Thierry Moulin, gestionnaire obligataire chez Société générale Asset Management. Au vu de l'enthousiasme manifesté par les gestionnaires pour une diversification européenne de leurs investissements, on peut s'interroger sur la pérennité des OPCVM d'obligations françaises. En réalité, les OPCVM d'obligations françaises ne devraient pas disparaître de sitôt.

Malgré la suppression du risque de change et l'introduction de la nouvelle réglementation sur les fonds, tous les OPCVM ne peuvent pas investir librement dans les emprunts d'Etat de l'ensemble des pays de la zone euro. L'absence d'harmonie fiscale freine la diversification européenne des fonds de droit français.

Selon la législation actuelle, seules les obligations émises par un émetteur français sont soumises au prélèvement libératoire. Ceci n'est pas sans conséquence pour le détenteur des parts d'une sicav obligataire. Si son OPCVM a investi dans des obligations de la zone euro hors France, les revenus qui lui seront versés lors du détachement du coupon des titres étrangers ne sont pas soumis au prélèvement libératoire. Ils rentrent directement dans le cadre de l'impôt sur le revenu et peuvent être en conséquence taxés, pour les revenus les plus élevés, sur la base d'un taux de 54 %. Plus précisément, la distinction entre les titres s'effectue par la nationalité de l'émetteur des obligations. *« Ce qui donne parfois lieu à des aberrations »*, constate un gérant obligataire. *« Par exemple, un emprunt émis par le Crédit local de France en lires sera considéré comme un emprunt français, tandis qu'une obligation émise en francs par Saint-Gobain, dont le siège est en Hollande, sera qualifiée de titre étranger. »* Résultat : l'intérêt de souscrire à une sicav qui détient des titres étrangers peut paraître limité si le surplus de rentabilité obtenu par une diversification européenne est entièrement mangé par la fiscalité.

Mais, pour les souscripteurs de sicav, le problème de l'euro ne se pose en fait véritablement que pour les fonds distribuant leurs revenus et non pour ceux qui les capitalisent. Pour éviter à leurs clients d'être plus fortement taxés, les gestionnaires ont trouvé une parade. Afin de ne pas avoir à déclarer des revenus issus des titres étrangers, il leur suffit de vendre les emprunts concernés, peu avant la date du détachement de leurs coupons, et de les racheter juste après. Une telle gymnastique étant trop contraignante, elle n'est cependant pas largement mise en application. L'absence d'harmonisation fiscale freine donc aujourd'hui la volonté des gestionnaires de sicav d'acheter des obligations étrangères appartenant à la zone euro. *« Dans les sicav obligataires de distribution, nous ne détenons que 10 % de titres de la zone euro hors France, alors que ce pourcentage s'élève à 30 % de l'actif pour les OPCVM de capitalisation »*, constate M. Moulin. Pour le moment, cet écart n'a pas encore réellement pénalisé les porteurs de sicav de distribution. *« Nos performances ne sont pas sensiblement différentes sur les OPCVM d'obligations à dominante française et sur les fonds d'obligations de la zone euroland »*, indique François Marbeck, gérant obligataire au Crédit lyonnais Asset Management. L'écart actuel entre les taux d'intérêt des Etats de la zone euro, d'environ 0,20 % au maximum, n'est pas, il est vrai, suffisamment grand pour avoir une répercussion importante sur le rendement des sicav obligataires.

Cécile Prudhomme

L'accès aux fonds étrangers reste difficile

Même si la mise en place de l'euro a facilité l'achat de fonds étrangers faisant disparaître les risques liés à la fluctuation des monnaies, les particuliers rencontrent encore beaucoup de difficultés pour acquérir des sicav de droit étranger. D'abord, certains de ces produits n'ont pas reçu l'homologation de la Commission des opérations de Bourse, ils ne peuvent donc pas être souscrits par les épargnants français. Ensuite, l'achat d'un fonds étranger se heurte à des problèmes techniques. Ces sicav ne sont pas toujours référencées dans le système de règlement livraison de titres qui permet aux établissements bancaires de passer de façon automatisée les ordres d'achat. Un nombre important de fonds étrangers devrait pourtant obtenir une référence d'ici à la fin de l'année. De plus, certains intermédiaires comme Vega Finance ou CPR Bourse permettent à leurs clients de souscrire à une large palette de produits étrangers. Enfin, des compagnies d'assurances accueillent largement dans leurs contrats des fonds étrangers.

La méthode APT permet de mesurer les risques pris par les gérants

▼ Dans chaque catégorie de sicav, l'étude des performances dont les risques sont a priori comparables donne une appréciation de leurs rendements futurs

Par construction, les classements de sicav décrivent le passé et l'investisseur cherche des certitudes pour l'avenir. Intuitivement, il utilise les palmarès, pour prédire, en espérant la reproduction plus ou moins à l'identique des performances réalisées. Une démarche dont l'efficacité et la pertinence sont loin d'être prouvées. Le passé peut-il être d'une quelconque utilité en matière d'investissements pour éclairer l'avenir ? En décrivant la performance d'hier, le classement paraît suggérer celle de demain. Mais existe-t-il vraiment un lien ? Les exemples ne manquent pas de fonds figurant certaines années au sommet des classements et dans d'autres périodes au fin fond des palmarès.

Depuis plus de trente ans, les statisticiens étudient minutieusement les performances des gestionnaires et tentent, sans succès, de les mettre en équation. L'épargnant est-il condamné à jouer à la loterie ? Sans doute pas. Les mêmes statisticiens ont mis en lumière un phénomène intéressant : l'importance de la performance relative par rapport aux concurrents comparables a tendance à se répéter dans le temps. Si le résultat passé d'un gestionnaire, relatif à une référence externe (l'indice CAC 40 ou le Dow Jones, par exemple), prédit mal sa performance future, l'ampleur du risque encouru a lui une grande valeur prédictive. En résumé, les gestionnaires et les établissements ont des façons de faire, des méthodes, des techniques et des habitudes qui se répètent dans le temps. Ils ne prennent pas les mêmes risques pour parvenir aux mêmes performances.

Cette observation est la clé de l'énigme. Elle permet de lire entre les lignes. Anticiper l'histoire qui aurait pu être. A performance comparable, le moindre risque est toujours et par définition le critère de choix le plus judicieux pour l'investisseur. Car si le gestionnaire subit comme tout le monde les aléas des marchés, il est directement responsable des risques pris.

Pour lire entre les lignes de l'histoire, il faut pouvoir imaginer les évolutions de marchés alternatives, les autres scénarios possibles. De même que le consommateur ne saurait effectuer un achat sans connaître le prix, l'investisseur averti ne saurait choisir un gestionnaire, une sicav, un fonds, sans connaître le vrai prix de son choix. Le prix affiché (les frais de gestion) en cache un autre souvent beaucoup plus élevé, parce qu'il est occulte : le risque encouru pour l'enjeu recherché.

Quelle que soit la catégorie de sicav et de fonds (obligataire, actions européennes, actions françaises, immobilière...), le plus judicieux n'est pas de comparer les performances relatives des fonds d'une même classe. Il est plutôt de comparer les performances à risques a priori comparables. Tel est l'objet de la méthode de classement utilisée par *Le Monde* et huit autres journaux européens et développée par la société Aptimum.

Mais comment connaître réellement le risque pris par un gestionnaire. L'histoire ne se réécrit pas. Peut-on simplement observer a posteriori les fluctuations de performances réalisées au fil des ans ? Deux volatilités historiques (le terme savant pour fluctuations de performances) identiques cachent souvent des risques a priori très différents. Par exemple, Axa France Actions, une sicav d'actions françaises, affichait en juin 1998 une volatilité de 14 % par an au cours des quatre dernières années. Peut-on en conclure que toute autre sicav ayant une volatilité de 14 % lui est comparable ? Au cours de la même période (1994-1998), Quantamerica, une sicav d'actions américaines, a également affiché une volatilité annuelle de 14 %. Mais, de toute évidence, les risques encourus étaient fort différents. Les performances des économies, des marchés et des entreprises américaines et françaises ont été radicalement différentes sur cette période. Les risques encourus a priori le furent également. Le même chiffre (volatilité historique) cache des réalités opposées. Il suffirait de calculer les volatilités de ces mêmes fonds sur une autre période pour conclure qu'elles ne sont en rien comparables.

Il faudrait pouvoir imaginer les histoires alternatives. Il n'est pas question de calculer d'autres volatilités historiques sur la même période puisque les cours des titres ne se réécrivent pas. Il faut chercher au-delà de ce chiffre. Si, sur certaines périodes, deux fonds différents affichent la même volatilité, il doit bien exister des composantes élémentaires, des sous-volatilités en quelque sorte, qui les différencient. La volatilité historique serait ainsi le produit d'un code génétique, une sorte d'ADN du risque de chaque instrument. Pour comprendre le risque, il faut déchiffrer le code génétique, et établir la carte du risque. C'est de ce code que naît la volatilité historique. Pour cerner le risque, il faut le déconstruire.

Mais un tel code existe-t-il réellement ? L'expérience des physiciens est instructive. Depuis près de cent ans, leurs modèles mathématiques les ont conduits progressivement à postuler l'existence de nouvelles particules, bien avant de les observer expérimentalement. Les théoriciens de la finance ont également dû conclure à l'existence d'éléments constitutifs du risque avant de pouvoir les mesurer avec précision. La découverte fondamentale baptisée théorie des prix d'arbitrage – plus connue sous son sigle anglo-saxon, APT *(Arbitrage Pricing Theory)* – de Steve Ross remonte à 1977.

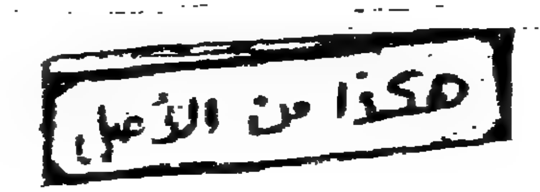
Le professeur Ross a découvert que le point commun entre tous les actifs cotés est d'être sensibles, à des degrés divers, à un grand nombre de facteurs de risques. Les cours de ces actifs reflètent la manière dont les marchés financiers évaluent le prix des différents risques portés par ces actifs. Le modèle APT établit la logique interne des cours des actifs financiers les uns par rapport aux autres. Sans entrer dans les détails techniques, le théorème de l'APT conclut que la performance espérée de tout actif financier (action française, obligation internationale, indice boursier, contrats sur matières premières...) se décompose en un certain nombre de coefficients de sensibilité aux risques partagés par tous les actifs. Les coefficients de sensibilité sont bien le code génétique recherché, le dénominateur commun. Les connaître permet d'évaluer les risques a priori des actions, des obligations, des indices boursiers..., mais aussi des sicav et des fonds de placement. Le modèle APT agit comme un prisme décomposant la lumière en couleurs primaires. Il décompose les cours des actifs en profils de risques primaires.

Utilisé pour construire un classement de sicav, ce modèle offre de grands avantages. Il permet d'abord de regrouper, sans risque de se tromper ou d'être trompé, les sicav dans des catégories homogènes et donc comparables. Il suffit de placer dans une même catégorie des sicav dont les profils de risques sont très proches, et qui sont donc gérées dans une logique similaire. Les intrus des classements « traditionnels » sont immédiatement démasqués et replacés dans des catégories qui correspondent à leurs véritables profils. La méthode APT offre un autre intérêt, plus grand encore : elle permet d'analyser très finement le passé, de décomposer l'origine de la performance réalisée et l'importance des risques pris. En donnant la possibilité de comparer les performances à risques identiques, la méthode utilisée offre la possibilité de porter une appréciation objective sur la qualité de la gestion.

Eric Leser

Les atouts du palmarès

Le lecteur trouvera dans ce classement européen de nombreuses informations supplémentaires par rapport à un simple palmarès sur les évolutions dans le temps des valeurs liquidatives. La performance est retraitée afin de prendre en compte les risques. A côté du classement reflétant l'évolution des valeurs sur un an figurent les chiffres et un classement des performances retraitées. Une appréciation est portée sur la performance sous forme d'étoiles en nombre croissant. Une autre appréciation, sur l'importance des risques pris par rapport aux sicav et fonds de la même catégorie, est donnée aussi sous la forme d'étoiles ou même de points d'exclamation dans les cas extrêmes *(voir légende page III).*



vaincu les sicav
françaises

L'accès aux fonds étrangers reste

es gérants

APT

ACTIONS INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 7,22 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
DEKA-TELEMEDIEN	Deka (Deka-Grup	GR	38,20	1	*****	****	41,87	2
CONVEST 21 VL	Adig	GR	35,19	2	*****	****	32,32	6
TELE-GLOBAL	Hypo-Invest Lux	LUX	33,39	3	*****	*	40,53	3
SCOT EQUIB TECHNOLOGY	Scottish Equita	UK	31,95	4	*****	!	42,58	1
PARTNER AUTOROUTES DE	Banque Français	FR	29,73	5	*****	**	36,94	4
DYNAMIK GLOBAL	Deutsche Postba	GR	25,47	6	*****	***	27,83	8
DIT-MULTIMEDIA	Dit (Dit-Gruppe	GR	25,65	7	*****	•	32,59	5
PREMIER GLOBAL 100	Premier Portfol	UK	24,03	8	*****	****	25,60	11
TECHNOLOGIE	Dit (Dit-Gruppe	GR	22,79	9	*****	•	28,70	7
ADITEC	Adig	GR	22,21	10	*****	**	26,48	9
INTERGLOBAL	Dit (Dit-Gruppe	GR	21,30	11	*****	****	22,46	14
PARTNER SANTÉ INT.	Banque Français	FR	21,08	12	*****	***	18,78	19
INTER STRATEGIES GLOBA	Bnp-Bank Nassau	BL	20,84	13	*****	***	18,19	21
DELBRÜCK SPEZIAL	Union-Invest	GR	20,57	14	*****	*	24,80	12
WM AKT. GL. US$	Universal-Inves	GR	20,51	15	*****	*	24,79	13
HENDERSON TECHNOLOGY	Henderson Inves	UT	20,25	16	*****	•	25,98	10
AKTIEN INT.	Allianz	GR	20,17	17	*****	****	21,00	17
PUILAETCO QUALITY FD G	Puilaetco	BL	19,00	18	*****	*****	18,54	20
BARING GLOBAL GROWTH	Baring Fund Man	UK	17,90	19	*****	***	20,11	18
DEKASPEZIAL	Deka Asset Man	BL	17,88	20	*****	**	21,34	16
INTERNATIONAL	Sal Invest	GR	17,49	21	*****	*	21,74	15
JUNIOR A	Gamax Managemen	LUX	17,48	22	*****	***	15,10	32
UNIGLOBAL	Union-Invest	GR	16,66	23	****	****	17,72	22
GALILEO INTERNAZIONALE	Sai Investment	ITL	16,55	24	****	**	14,20	40
F&F PROF GESTIONE INTL	Finanza E Futur	ITL	16,40	25	****	*****	16,04	26
JUNIOR B	Gamax Managemen	LUX	16,01	26	****	***	13,85	45
OBERBANK STOCK MIX	Capital Invest	AU	15,39	27	****	****	16,38	27
OLD MUTUAL WORLDWIDE	Old Mutual Fund	UK	15,39	28	****	**	17,70	23
CAPITAL INTER. F.	Capital Interna	GR	15,35	29	****	***	13,27	50
NASPA-AKTIEN	Deka (Deka-Grup	GR	15,25	30	****	***	17,09	24
F&F LAGEST AZIONARIO	Finanza E Futur	ITL	15,06	31	****	*****	14,75	33
M&G INTERNATIONAL GROW	M & G Securitie	UK	14,75	32	****	*****	14,60	35
CARDIF EXP.INTL	Cardif-Cie Banc	FR	14,59	33	****	***	16,49	26
BPB RUBENS	Arca	ITL	14,52	34	****	****	13,77	47
GAM INTERNATIONAL GROW	Gam Sterling Ma	UK	14,46	35	****	*	11,33	75
APOAESCULAP	Union Investmen	LUX	14,43	36	****	*****	14,31	39
ANGLO & OVERSEAS	Morgan Grenfell	UT	14,40	37	****	*****	14,65	34
SINGER & FRIED GLOBAL	Singer & Fried.	UK	14,40	38	****	*****	14,37	38
SUN LIFE-CANADA WRLD W.	Sun Life Of Can	UK	14,28	39	****	*****	14,06	43
AMPLITUDE MONDE C	La Poste	FR	14,28	40	****	****	15,27	31
RG GLOBAL EQUITY	Robeco Group	BL	14,19	41	****	*	17,07	25
LLOYDS BK W WIDE GROWT	Lloyds Bank Uni	UK	14,18	42	****	*****	14,43	37
UNIGLOBAL-NET	Union-Invest	GR	14,02	43	****	***	15,43	30
MGM INTL EQUITY GROWTH	Mgm Unit Manage	UK	13,87	44	****	*****	13,52	48
TRANSATLANTA	Dit (Dit-Gruppe	GR	13,78	45	****	***	15,44	29
AZ INTERNAZIONALE ROMA	Romagest Spa	ITL	13,62	46	****	***	11,94	67
TSB WORLWIDE GROWTH	Tsb Unit Trusts	UK	13,54	47	****	****	14,12	41
HEALTHCARE	Lbt Asset Man.	GR	13,48	48	****	****	13,88	44
HILL SAMUEL INTERNATIO	Hill Samuel Un.	UK	13,34	49	****	****	13,83	46
TOP 50 WELT	Dws	GR	13,27	50	****	****	12,41	64

ACTIONS EUROPE

Performance moyenne brute sur un an : 11,70 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
JHNSN.FRY EUR.UTILS.OR	Johnson Fry	UT	58,77	1	*****	****	58,93	1
TU EUROPEAN	Tu Fund Manager	UK	49,05	2	*****	***	42,68	4
EUROAC A CHF	Banque Pouffer	CH	46,29	3	*****	***	56,29	2
EUROLAND PLUS (SMCOS.)	Lombard Odier	UT	44,49	4	*****	**	36,34	6
INVESCO EURO SMR COS	Invesco Interna	UK	42,93	5	*****	***	39,07	5
EUROPA FONDS	[illegible]	LUX	38,88	6	*****	**	32,06	8
ADISELEKT	Adig	GR	35,81	7	*****	*	28,80	10
INVESCO EUROPEAN GROWT	Invesco Interna	UK	35,67	8	*****	*	44,01	3
EUROACTION	Union Investmen	LUX	32,38	9	*****	*	25,67	16
HEND.EUROTR.PKG.	Henderson Inves	UT	30,50	10	****	***	27,98	12
UNIEUROPA DYN.	Union Investmen	LUX	27,77	11	****	****	29,48	9
F&C EUROPEAN SMALLER C	Foreign & Colon	UK	27,75	12	****	***	26,20	17
M&G EUROPEAN SMALLER C	M & G Securitie	UK	26,86	13	****	*	21,29	31
LLOYDS BK GERMAN GROWT	Lloyds Bank Uni	UK	26,42	14	****	*****	26,44	13
SINGER & FRIED CONTINE	Singer & Fried.	UK	25,87	15	****	***	20,12	24
DUCATO AZIONARIO EUROP	Ducato Gestioni	ITL	25,46	16	****	****	23,46	21
HEND.EUROTR.ORD.	Henderson Inves	UT	25,16	17	****	•	32,48	7
HILL SAMUEL EUROPEAN	Hill Samuel Un.	UK	25,11	18	****	****	25,17	15
SINGER & FRIEDLANDER E	BT Offshore Fun	IR	24,95	19	****	****	23,75	19
GESTIELLE EUROPA	Gestielle Spa	ITL	24,59	20	****	****	28,30	23
NEWTON EUROPEAN	Newton Fund Man	UK	24,47	21	****	****	26,40	14
VB-EUROPAFONDS	Bkg Bayerische	GR	23,68	22	****	*****	23,94	22
HAUSSMANN EUROPE CAP	Bq Worms	FR	23,05	23	***	****	23,71	20
PERPETUAL EUROPEAN IT	Perpetual Portf	UT	22,49	24	***	*	28,05	11
RENAISSANCE EUROPE	Comgest Bq Louv	FR	22,02	25	***	*	17,16	58
PORTFOLIO EUROFUND	Portfolio Fund	UK	21,24	26	***	****	20,47	37
LLOYDS BK CONT EURO GT	Lloyds Bank Uni	UK	21,05	27	***	*****	21,22	32
GARTMORE EUROPEAN SEL	Gartmore Fund M	UK	21,04	28	***	**	24,78	18
NPI EUROPEAN	Npi Investment	UK	20,26	29	***	****	21,83	29
SCOT EQUIB EURO TACTIC	Scottish Equity	UK	20,79	30	***	****	22,20	27
CU PPT EUROPE GROWTH	Commercial Unio	UK	20,75	31	***	***	22,56	25
EUROPE - DJ STOXX 50 P		EU	19,55	32	**	****	21,06	33
CPR ACTIONS EUROPE	Cpr Gestion	FR	19,49	33	**	**	22,83	26
DEKASPEZIAL	Deka (Deka-Grup	GR	19,35	34	**	***	21,35	30
TSB EUROPEAN	Tsb Unit Trusts	UK	19,27	35	**	****	20,56	36
BARING EUROPEAN GROWTH	Baring Fund Man	UK	19,24	36	**	****	20,69	35
JUP.EUROPEAN ORD.	Jupiter	UT	19,24	37	**	***	21,94	28
SANWA EUROPEAN GROWTH	Sanwa Internati	UK	19,18	38	**	***	16,58	64
BETA ACCIONES	Gesbeta Sgiic S	SP	18,80	39	**	*****	18,97	44
MURRAY EUROPEAN	Murray Johnstone	UK	18,75	40	**	****	17,25	57
FONDERSEL EUROPA	Sogerse	ITL	18,71	41	**	****	17,13	60
EUROPEAN EQUITY B	Vontobel	CH	18,70	42	**	***	20,84	34
CAZENOVE EUROPEAN PORT	Cazenove Unit T	UK	18,67	43	**	****	20,19	39
WACHSTUM-EUROPA	Dit (Dit-Gruppe	GR	18,65	44	**	***	20,29	38
EURACTIVE	Cdc Gestion	FR	18,39	45	**	****	17,39	55
F&F SELECT EUROPA	Finanza E Futur	ITL	18,06	46	**	***	15,82	71
HENDERSON EUROPEAN INC	Henderson Inves	UK	18,02	47	**	*	14,41	91
SOGELUX FD EQUITIES SP	Société Généra	LUX	17,85	48	**	***	20,13	40
LION INTERACTION EUROP	Crédit Lyonnais	BL	17,49	49	**	*****	17,47	54
EUROPE DISCOVERY	Cie Fin Rothsch	FR	17,32	50	**	**	14,16	96

ACTIONS ALLEMAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 3,25 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
GERMAN GR. T.	Baring Asset Ma	GR	70,75	1	*****	**	60,15	1
GERMAN SMALLER COS.	Hill Samuel	UT	36,06	2	*****	*****	29,83	2
AC DEUTSCHLAND	Axa Colonia Kag	GR	19,57	3	****	***	22,01	3
RWS-AKTIENFONDS	Westfa	GR	19,49	4	***	****	18,82	5
PHARMA-AK. TYP O	Dws	GR	18,33	5	***	**	15,69	6
PICTET C.F. GERMAVAL	Pictet & Cie	CH	17,38	6	***	***	19,00	4
SPEZIAL	Hypo-Invest	GR	16,84	7	***	!	12,14	10
PLUSFONDS	Adig	GR	14,91	8	***	*****	15,96	8
AA GERM. EQUITY FD	Abn Amro Luxemb	LUX	13,62	9	***	**	15,42	7
UBS EQ INV SCANDINAVIA	Ubs	CH	13,07	10	***	****	14,80	9
GERMAN INDEX	Romagest Spa	ITL	12,09	11	***	***	11,15	12
KOLN-AKTIENF. GL	Deka (Deka-Grup	GR	12,09	12	***	*****	12,03	11
VERMOGENS-AUFBAU	Dit (Dit-Gruppe	GR	8,94	13	**	****	9,23	13
DEUT. AKT. TYP O	Dws	GR	8,08	14	**	***	8,99	14
BERLINWERTE	Oppenheim	GR	7,98	15	**	***	7,12	17
GT DT AKTIENFONDS	Lbt Invest	GR	7,87	16	**	*****	7,69	16
BBL INVEST GERMANY CAP	Bbl - Banque Br	BL	7,75	17	**	***	8,46	15
F&F SELECT GERMANIA	Finanza E Futur	ITL	6,99	18	**	***	6,36	19
SANTANDER DEUTSCHE AKT	Julius Bär	CH	6,46	19	**	*****	6,52	18
UNIVERSAL EFFECT	Universal-Inves	GR	5,96	20	**	****	5,72	21
NB-PORTFOLIO	Frankex Trust	GR	5,71	21	**	•	4,34	25
SBC EF GERMANY	Ubs	CH	5,41	22	**	****	5,75	20
CU PP GERMAN GROWTH	Cu Pp-Bank Van	BL	5,27	23	**	*****	5,26	22
HMT-PROINVEST	Hmt	GR	4,67	24	**	****	4,85	24
INVESTA	Deutsche Bank	LUX	4,60	25	**	***	4,99	23
GERMAN STOCK FUND B DE	Julius Bär	CH	4,25	26	**	****	4,02	26
DVG-SELECT-INV.	Dws	GR	3,86	27	**	****	3,83	27
SWISSCA GERMANY	Swissca	LUX	3,43	28	**	****	3,59	29
SOGELUX FD EQUITIES GE	Société Général	LUX	3,39	29	**	***	3,78	28
FRANKF. SPARINVEST	Deka (Deka-Grup	GR	3,27	30	**	*****	3,30	30

ACTIONS BELGIQUE

Performance moyenne brute sur un an : 31,39 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
ZELIA EQUITIES	Zelia	BL	66,15	1	*****	•	85,99	1
ANHYP INVEST BELGIAN I	Anhyp Bank	BL	57,11	2	****	*	43,82	2
FT/S&P AWI - BELGIUM D		BL	45,79	3	***	*	35,76	9
DEWAAY BELGIAN SHARES	Banque Dewaay	BL	44,18	4	***	***	39,09	4
MSCI - BELGIUM(LC)		BL	39,76	5	**	****	36,77	7
BBL INVEST HIGH YIELD	Bbl - Banque Br	BL	37,44	6	**	****	39,04	5
BACOB BELINVEST C	Artesia-Bacob-C	BL	37,18	7	**	****	40,39	3
BELGINVEST EQUITY CAP	Petercam Asset	BL	36,74	8	**	***	33,38	11
ING-IN BELG EQTY	Ing Bank Patrio	BL	35,64	9	**	****	38,37	6
KB BELGIAN INDEX FUND	Kbc	BL	33,98	10	**	****	32,88	13
SIVEK SHARE A CAP	Kbc	BL	33,59	11	**	****	32,92	12
BBL INVEST BELGIUM CAP	Bbl - Banque Br	BL	33,16	12	**	*****	34,19	10
PAM BELGIAN ASSETS CAP	Petercam Asset	BL	31,98	13	**	*****	31,69	14
INTERSELEX INVEST BELG	Generale Bank-F	BL	31,59	14	**	****	29,86	18
RB BELGIAN EQTYS	Royale Belge	BL	31,52	15	**	*****	31,35	15
ES-INVEST BELGIAN OPPO	Banque Ciser	BL	30,98	16	**	****	28,93	23
KB INSTIT FUND BELGIUM	Kbc	BL	30,18	17	*	*****	30,36	17
BELGIUM - BEL-20 RETUR		BL	29,39	18	*	***	26,04	28
G-INST BELGIUM EQUITY	Generale Bank-F	BL	28,89	19	*	*****	29,76	19
CORDIUS ALLO BELGIAN E	Artesia-Bacob-C	BL	28,82	20	*	*****	29,22	21

ACTIONS ESPAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 13,48 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
CIBER BK VARIABLE	Ciber	SP	21,07	1	****	****	19,74	1
CAIXA CATALUNYA CREIXE	Caja Cataluna G	SP	18,94	2	***	**	15,30	8
BK FONDO, FIM	Gesbankinter Sa	SP	17,21	3	**	****	16,41	4
AHORRO CORPORACION ACC	Ahorro	SP	16,91	4	**	****	15,08	9
FONDO TELEFONICO VARIA	Fondo Telefonic	SP	16,85	5	**	*****	16,26	5
ARGENTARIA POSTAL BOLS	Argentaria Gesp	SP	16,38	6	**	*****	16,71	3
SAN FERNANDO BOLSA 1,	San Fernando	SP	15,74	7	**	****	14,04	13
URQUIJO INDICE, FIM	Gestemar Gestio	SP	15,25	8	**	*****	14,80	10
LLOYDS BOLSA, FIM	Lloyds Investme	SP	14,95	9	**	****	15,79	6
GESTINOVA ACCIONES	Gestinova	SP	14,58	10	**	**	17,47	2
INDEXBOLSA	Indexbolsa	SP	13,19	11	*	***	14,79	11
FONDBARCLAYS 2, FIM	Fondbarclays	SP	12,64	12	*	***	13,95	14
CAIXA CATALUNYA INDEX	Caja Cataluna G	SP	12,58	13	*	*****	12,88	17
URQUIJO UNIVERSAL, FIM	Gestemar Gestio	SP	12,52	14	*	*	9,22	20
BOLSATLANTICO, FIM	Bolsatlantico	SP	12,40	15	*	*****	12,82	18
FONDCOMERCIO BOLSA, FI	Fondcomercio	SP	12,37	16	*	**	15,61	7
BCH ACCIONES, FIM	Central Hispano	SP	12,19	17	*	****	13,09	15
BBV INDICE, FIM	Bbv Gestinova S	SP	11,91	18	*	**	14,57	12
CANTABRIA ACCIONES, FI	Cantabria Fondo	SP	11,67	19	*	**	8,79	21
BBV RENDIMIENTO, FIM	Bbv Gestinova S	SP	11,37	20	*	**	8,42	22

ACTIONS FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 15,57 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
CARDIF ACT.OPP.SL	Cardif-Cie Banc	FR	34,58	1	*****	**	28,18	1
UNI HOCHE CAP	Bq Sanpaolo	FR	31,12	2	*****	*	23,53	6
PASQUIER FRANCE	Bnp	FR	25,09	3	*****	*****	25,44	2
CARDIF ACT.FRANCE	Cardif-Cie Banc	FR	23,19	4	****	*****	23,60	5
FEDER.FRANCE EURO	Fédéral Finance	FR	21,94	5	****	***	18,94	26
AKTIEN-FRANKR	Adig	GR	21,87	6	****	***	24,61	3
GROUPAMA CROIS.	Groupama Asset	FR	21,77	7	****	****	20,48	15
SOGENFRANCE C	Société Général	FR	21,61	8	****	*****	21,28	11
PERVALOR	Société Général	FR	20,87	9	****	•	15,00	53
EMIF FRANCE INDEX PLUS	Kbc	BL	20,74	10	****	***	23,84	4
FRANCE FUND FRF	Fidelity Funds	LUX	20,67	11	****	***	17,70	38
CM EP INDUSTRIE CAP	Crédit Mutuel	FR	20,47	12	****	***	22,85	9
SWISSCA FRANCE	Swissca	LUX	20,36	13	****	***	23,06	7
INVESCO FRENCH GROWTH	Invesco Interna	UK	20,20	14	****	***	22,63	10
AXA VALEURS PER	Axa	FR	19,83	15	****	*****	20,41	16
ECUR.INVEST./PEA	Caisses Epargne	FR	19,46	16	****	****	17,94	32
PARVEST FRANCE C	Paribas	BL	19,31	17	***	*****	19,64	22
ZURICH ACT. PLUS	Zurich	FR	19,28	18	***	•	13,67	61
GROUPAMA INDEX FRANCE	Groupama Asset	FR	19,27	19	***	****	18,41	29
ECOFI ACTIONS	Ecofi Finance	FR	19,22	20	***	***	21,16	12
ECUR.ACT.FUT./PEA	Caisses Epargne	FR	19,05	21	***	***	17,23	40
PLAC.FRANCE INDICES	Bq Nsm	FR	18,92	22	***	***	21,13	13
UAP ACTIONS FCE	Axa Uap	FR	18,73	23	***	****	19,88	17
A.A.A. C	Bq Populaires	FR	18,56	24	***	!	12,07	74
CARDIF ACT.DYNAMI.	Cardif-Cie Banc	FR	18,49	25	***	*	22,99	8
FICAC 40	Cdc - Véga Fin.	FR	18,43	26	***	****	19,76	19
NORWICH FRANCE	Norwich	FR	18,42	27	***	*	14,28	60
DEKA-FRANKREICH	Deka (Deka-Grup	GR	18,35	28	***	**	21,13	14
BBL (F) INVEST FRANCE	Bbl - Banque Br	BL	18,01	29	***	***	19,77	18
UN. BOURSE INV.	Cdc	FR	17,92	30	***	**	15,22	50
OFIMACTION	Ofivalmo	FR	17,87	31	***	*****	17,91	33
AGF EPARG.ACTIONS	Agf	FR	17,78	32	***	*****	18,28	31
SUD VALEURS	Lyonnaise De Bq	FR	17,68	33	***	***	19,74	20
INDOCAM FRANCE C	Grp Crdt Agrico	FR	17,62	34	***	****	18,93	27
AXA FRANCE ACTIONS	Axa	FR	17,39	35	***	***	18,97	25
FRENCH INDEX	Romagest Spa	ITL	17,38	36	***	****	16,59	45
FRANCE - CAC 40	Sbf	FR	17,30	37	***	***	19,50	23
ATHÉNA INVEST.	Pfa Vie - Gpa V	FR	17,19	38	***	****	18,51	28
FRANCE - SBF 250	Sbf	FR	17,09	39	***	*****	18,22	39
FRANCE - SBF 120	Sbf	FR	17,04	40	***	****	17,82	34
INVESCO ACT.FSES C	Invesco France	FR	16,94	41	***	*****	16,88	42
INTERSELEX FRANCE CP.	Interselex	LUX	16,94	42	***	***	19,28	24
SLIVAFRANCE	Crédit Lyonnais	FR	16,93	43	***	*****	16,70	44
FRANKREICH	Dws	GR	16,82	44	***	***	18,37	30
RÉGÉFRANCE CAP	Fimagest	FR	16,58	45	***	****	17,70	35
FRANKREICH	Dit (Dit-Gruppe	GR	16,58	46	***	**	19,68	21
SICAV 5000	Crédit Lyonnais	FR	16,32	47	***	****	15,64	47
PARFRANCE C	Paribas Asset M	FR	15,88	48	***	***	17,58	33
FT/S&P AWI - FRANCE(DE		FR	15,85	49	***	****	15,06	52
PICTET C.F. VALFRANCE	Pictet & Cie	CH	15,77	50	***	****	16,89	41
PARTNER FRANCE	Banque Français	FR	15,72	51	***	***	17,65	37
STATE STREET ACT. FRAN.	State Str. Bq.	BL	15,62	52	***	*****	15,22	51
CS EF (LUX) FRANCE	Crédit Suisse	CH	15,51	53	***	****	16,71	43
NATIO VALEURS	Bnp	FR	15,42	54	***	****	14,82	55
MERCURE ACT.FRA.	Chevrillon	FR	15,25	55	***	****	14,38	53
ETOILE FRA.EUROPE	Crédit Du Nord	FR	14,72	56	***	****	13,71	63
AGF 5000	Agf	FR	14,55	57	***	****	15,50	48
ABF FRA. RÉFÉRENCE	Abf Capital Mgt	FR	14,46	58	***	*****	14,53	57
FRUCTIFRANCE CAP	Bq Populaires	FR	14,42	59	***	****	14,93	54
CU PP FRENCH GROWTH	Cu Pp-Bank Van	BL	14,42	60	***	***	15,93	46
PROV.FRANCE II CAP	Crdt Suis Hotti	FR	14,10	61	***	***	12,83	68
CENTRALE ACT.FRA.	Caisse Cent. Ré	FR	13,99	62	**	*****	14,37	59
SBC EF FRANCE	Ubs.	CH	13,87	63	**	***	15,25	49
FRANCE ENTREP. CAP	Bq Nsm	FR	13,78	64	**	*****	13,64	65
ATLAS FRANCE CAP	Financière Atla	FR	13,47	65	**	***	14,76	56
SOGEPEA EUROPE	Société Général	FR	13,42	66	**	****	12,31	72
MARIANNE	Bft	FR	13,28	67	**	****	12,74	69
FRANCIC	Cic	FR	12,89	68	**	****	12,56	70

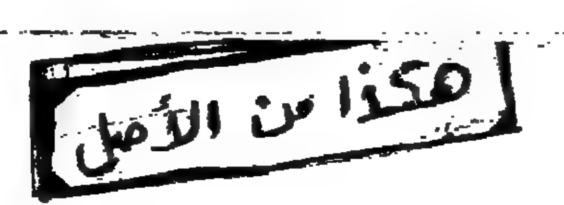
POUR LIRE LES TABLEAUX

CODES PAYS

Allemagne	GR	Danemark	DK	Grèce	GC	Pays-Bas	PB
Angleterre	UK	Espagne	SP	Italie	IT	Portugal	PO
Autriche	AU	Finlande	FI	Irlande	IR	Suisse	CH
Belgique	BL	France	FR	Luxembourg	LX	Suède	SD

Code spécial : dans la colonne pays vous trouverez aussi le sigle UT, qui correspond aux INVESTMENT TRUSTS.

COLONNE PERFORMANCE (sur 1 an) :		COLONNE RISQUES (sur 1 an) :	
*****	Très bonne performance.	*****	Très peu de risques
****	Bonne performance.	****	Peu de risques
***	Performance moyenne.	***	Risques moyens
**	Performance faible.	**	Risques importants
*	Performance très faible.	*	Risques très importants
•	Mauvaise performance.	!	Risques atypiques
ND : non défini.		!!	Risques fortement atypiques



Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
HAUSSMANN FRANCE CAP	Bq Worms	FR	12,75	69	**	****	13,43	67
FONCIER VALEURS	Crédit Foncier	FR	12,49	70	**	****	13,45	66
HERVET FRANCE	Hervet-Baecque	FR	12,07	71	**	***	13,77	62
SÉLECT.VAL.FRSES	Ccf	FR	12,06	72	**	***	13,70	64
PATRIMOINE 120	Eifs	FR	11,96	73	**	****	12,48	71
BARCLAYS ACT.F. CAP	Barclays	FR	11,86	74	**	*****	12,06	75
ODDO GÉNÉRATION	Oddo & Cie	FR	11,80	75	**	**	10,02	81
FRANCE ACTION 250	Crédit Mutuel O	FR	11,51	76	**	*****	11,64	76
MIDLAND OPTION +	Midland Bank	FR	11,28	77	**	*****	11,13	77
FRANCE-GAN	Gan	FR	11,08	78	**	***	10,10	80
UBS EQ INV FRANCE	Ubs	CH	11,08	79	**	***	12,25	73
CAPITAL SÉLECTION FRAN	Banque Privée S	FR	11,05	80	**	*****	10,63	78
CMN FRANCE EUROPE	Cm Nord	FR	10,22	81	**	****	9,53	82
AETNA MF FRENCH NATL E	Aetna Master Fu	BL	9,32	82	**	*	7,30	88
FRANCE AVENIR	Bred Bq Pop	FR	9,08	83	**	*****	9,24	83
FRANCE EMERGENTS	Bq Nsm	FR	8,93	84	**	**	10,26	79
PYRAMIDES OPPOR.CAP	Bq Vernes	FR	8,53	85	*	**	7,05	90
MDM FRANCE	Mut Du Mans	FR	8,47	86	*	*****	8,48	85
EGIDE FRA.ACT.CAP	Europe Egide Fi	FR	8,41	87	*	*****	8,22	86
CITI PF FRENCH EQUITY	Citibank Belgiu	BL	7,74	88	*	***	8,57	84
S.STR.SPINNAKER2 C	State Str. Bq.	FR	7,69	89	*	****	7,26	89
OPTIMAVALOR	Crédit Du Nord	FR	7,66	90	*	*****	7,84	87
SG FRANCE OPPORT.C	Société Général	FR	7,53	91	*	*	5,94	91
RÉGÉ OPPORTUNITÉS	Fimagest	FR	3,01	92	•	**	2,45	92
SPGP FRANCE C	Spgp	FR	2,24	93	•	*****	2,19	93
UNION FRANCE	Ue Cic	FR	−2,12	94	•	*	−1,88	94

ACTIONS SPÉCIALES FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 19,60 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
NATEXIS SÉLECTION CAC4	Natexis Bq	FR	22,18	1	****	****	21,59	2
FRANCE INDEX SICAV	Paribas Asset M	FR	22,03	2	****	****	21,56	3
AXA-UAP INDICE FR	Axa Uap	FR	21,20	3	***	****	21,91	1
DRESNDER RCM INDICE 40	Dresdner	FR	21,16	4	***	****	21,54	4
ACTIGEST C	Bel	FR	19,95	5	***	**	21,49	5
HAUSSMANN IND. F CAP	Bq Worms	FR	19,72	6	***	***	20,47	6
FIMA INDICE 1ERE	Fimagest	FR	19,36	7	***	*****	19,48	10
EFINDEX FRANCE	Crdt Coopératif	FR	19,35	8	***	***	20,26	7
FRANCE - SBF 250	Sbf	FR	19,21	9	***	*	17,40	12
INDOSUEZ FRA.PLUS	Grp Crdt Agrico	FR	19,13	10	***	****	19,62	8
FRANCE - CAC 40	Sbf	FR	19,04	11	***	****	19,50	9
FRANCE - SBF 120	Sbf	FR	18,94	12	***	***	17,82	11
ABF FRANCE INDICE	Abf Capital Mgt	FR	17,41	13	**	**	16,28	13
STATE STR.FRANCE C	State Str. Bq.	FR	14,90	14	*	****	15,26	14

ACTIONS PETITES ET MOYENNES CAPITALISATIONS FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : – 4,12 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
CPR MIDDLECAP FRANCE	Cpr Gestion	FR	12,86	1	****	**	14,25	1
PARIB.FRA.EMER.C	Paribas Asset M.	FR	4,75	2	***	****	4,62	2
FRANCE FUTUR	Bft	FR	4,34	3	***	****	4,22	3
HSBC JC - FRANCE SMALL		FR	3,11	4	***	****	3,27	4
SOGELUX FD EQUITIES FR	Société Général	LUX	2,33	5	***	***	2,54	5
NATIO OPPORTUNITÉS	Bnp	FR	1,96	6	**	****	2,05	6
INDOCAM AVENIR FCE	Grp Crdt Agrico	FR	0,93	7	**	****	0,97	7
AXA SCND MARCHÉ C	Axa	FR	0,57	8	**	*****	0,67	8
ST-HONORÉ PME	Cie Fin Rothsch	FR	−0,60	9	**	***	−0,65	9
OUEST ACT.RÉGIONS	Cio	FR	−1,52	10	**	***	−1,62	10
PASQUIER AVENIR	Bnp	FR	−1,96	11	**	*	−1,69	11
EUROPE RÉGIONS	Cic	FR	−2,07	12	**	****	−1,89	12
MDM PERSPECTIVES	Mut Du Mans	FR	−3,41	13	**	*****	−3,36	13
FRANCE EXPANSION CAP	Bq Obc - Bq Nsm	FR	−5,12	14	**	*****	−5,12	14
SÉLECTION AVENIR	Ccf	FR	−5,53	15	**	***	−5,98	15
CR.MUT.MID-ACT.FRA	Crédit Mutuel	FR	−6,89	16	*	*****	−6,81	16
ETOILE SM	Crédit Du Nord	FR	−8,10	17	*	*****	−8,02	17
BARCLAYS CROIS.D	Barclays	FR	−9,93	18	*	***	−9,28	18
OBJECTIF DYNAMIQUE	Lazard Frères	FR	−10,43	19	*	****	−9,96	19
ENT.AVENIR D	Bq Vernes	FR	−13,09	20	*	***	−12,17	20
CDC MEDIANES	Cdc	FR	−17,17	21	•	**	−15,24	21
RÉGECROISSANCE	Fimagest	FR	−21,17	22	•	**	−18,54	22
FRANCE FONDS	Nestor Investmt	LUX	−24,19	23	•	**	−27,02	23

ACTIONS ITALIE

Performance moyenne brute sur un an : 21,47 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
SCHRODER INTL SEL ITAL	Schroder Isf-Ba	BL	37,85	1	****	****	40,34	1
ITALY STOCK MANAGEMENT	Romagest Spa	ITL	35,18	2	****	***	30,93	4
CLIAM SESTANTE	Cliam Italiana	ITL	31,31	3	***	****	33,59	3
ITALIEN	Dws	GR	30,51	4	***	***	34,73	2
CENTRALE ITALIA	Intesa	ITL	29,88	5	***	*****	28,19	6
INTERBANCARIA AZION	Bnl Gestioni Sg	ITL	29,36	6	***	***	25,80	15
EUROMOBILIARE AZIONI I	Euromobiliare F	ITL	29,30	7	***	****	26,81	11
CENTRALE CAPITAL	Intesa	ITL	29,06	8	***	**	23,77	23
EUROMOBILIARE RISK FUN	Euromobiliare F	ITL	28,86	9	***	**	23,42	25
ECCHINO	Euroconsult Ges	ITL	27,98	10	***	****	28,90	7
CISALPINO AZIONARIO	Cisalpina	ITL	27,95	11	***	*****	28,38	8
BPB TIZIANO	Arca	ITL	27,67	12	***	***	24,89	19
AZIMUT-TREND ITALIA	Azimut	ITL	27,59	13	***	****	25,29	17
ZETA AZIONARIO	Zenit Sgr	ITL	26,79	14	**	****	24,53	21
ITALIAN EQUITY INDEX	Romagest Spa	ITL	26,33	15	**	**	21,70	33
S.PAOLO ALDEBARAN	San Paolo Fondi	ITL	25,96	16	**	*****	26,43	12
CU PP ITALIAN GROWTH	Cu Pp-Bank Van	BL	25,85	17	**	****	26,08	9
ZENIT AZIONARIO	Zenit Sgr	ITL	25,77	18	**	**	20,61	46
OASI ITALIAN EQUITY RI	Deutsche Bank F	ITL	25,57	19	**	*****	25,87	14
FONDICRI SELEZIONE ITA	Fondicri Spa	ITL	26,37	20	**	*****	24,74	20

ACTIONS PAYS-BAS

Performance moyenne brute sur un an : 5,18 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
MSCI - GERMANY(LC)		GR	15,40	1	***	*****	15,48	1
UBS EQ INV NETHERLANDS	Ubs	CH	10,93	2	**	**	12,21	2
CU PP DUTCH GROWTH	Cu Pp-Bank Van	BL	9,85	3	**	*****	9,36	3
PICTETS C.F. NEDVAL	Pictet & Cie	CH	8,96	4	**	**	8,05	5
CS EF (LUX) NETHERLAND	Crédit Suisse	CH	8,48	5	**	****	8,61	4
DUTCH EQUITY DIST. NLG	Ing Internation	CH	8,22	6	**	***	7,72	6
EMIF NETHERLANDS INDEX	Kbc	BL	6,68	7	*	****	6,93	7
PARVEST HOLLAND C	Paribas	BL	5,91	8	*	**	5,09	9
SBC EPF -NETHERLANDS	Ubs	CH	5,52	9	*	***	6,02	8
ALL INDEX AEX DIS	Petercam Asset	BL	3,60	10	•	*****	3,58	10
AETNA MF DUTCH NATL EQ	Aetna Master Fu	BL	3,20	11	•	•	2,61	13
SIVEK DUTCH EQ INDEX A	Kbc	BL	2,78	12	•	***	2,95	11
ABN AMRO NETHERLANDS E	Abn Amro Luxemb	LUX	2,75	13	•	****	2,65	12
RABOBANK HOLLAND DUTCH	Rabobank Luxemb	LUX	2,41	14	•	*****	2,36	14
ABN AMRO NETHERLANDS B	Abn Amro Luxemb	LUX	1,73	15	•	***	1,88	15
CITI DUTCH EQUITIES	Citibank Belgiu	BL	1,40	16	•	****	1,46	16
PUILAETCO HOLLAND	Puilaetco	BL	0,82	17	•	**	1,02	17
SWISSCA NETHERLANDS	Swissca	LUX	0,64	18	•	****	0,66	18
BBL INVEST NETHERLANDS	Bbl - Banque Br	BL	−0,59	19	•	****	−0,57	19

ACTIONS SUISSE

Performance moyenne brute sur un an : 0,39 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
FL TRUST SWITZERLAND	Banque Ferrier	BL	8,67	1	****	****	9,31	1
DH SWISS CAP (EX-SMI)	"Darier, Hentsc	CH	7,01	2	****	•	5,33	3
LO SWISS SMALL & MID C	Lombard Odier F	CH	6,83	3	****	**	5,79	2
EQ. INV. SM.C.SW	Ubs	CH	4,57	4	***	•	3,50	7
SWITZERLAND FUND CHF	Fidelity Funds	LUX	4,52	5	***	*****	4,50	5
SWITZERLAND	Fidelity Funds	LUX	4,50	6	***	***	5,04	4
GART.INDOSUEZ SWITZ.	Grp Crédit Agri	LUX	3,17	7	***	**	3,68	6
LOMBARD ODIER OPPORTUN	Lombard Odier F	CH	2,60	8	**	*****	2,47	9
BCV STRATÉGIE ACTIONS	Banque Cantonal	CH	2,50	9	**	*****	2,51	8
SPECIAL SWISS STOCK FU	Julius Bär	CH	2,46	10	**	*	2,00	11
CICM-CB SWITZERLAND BA	CICM Internatio	IR	2,08	11	**	****	1,95	12
SOGELUX FD EQUITIES SW	Société Général	LUX	2,07	12	**	***	2,31	10
BANKPYME SWISS	Bankpyme	SP	1,70	13	**	***	1,52	14
ABN AMRO SWITZERLAND E	Abn Amro Luxemb	LUX	1,63	14	**	*****	1,63	13
SBC 100 INDEX-FUND SWI	Ubs	CH	1,22	15	**	*****	1,22	15
MULTIHELVETIA	Bsi-Banca Della	CH	1,07	16	**	*****	1,05	17
SWITZERLAND - SPI SWIS		CH	1,00	17	**	*****	0,99	18
SWISS EQUITY	Schroders	GR	0,91	18	**	*****	0,91	19
G.I.F. SWITZERLAND POR	Crédit Agricole	CH	0,89	19	**	*	1,07	16
SWISSAC B CHF	Banque Raiffeis	CH	0,64	20	**	****	0,51	20

ACTIONS ROYAUME UNI

Performance moyenne brute sur un an : 5,10 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
GEARED INCOME ORD.	Bfs	UT	31,13	1	*****	***	27,82	1
ELECTRA INV.TST.	Electra Fleming	UT	23,91	2	*****	•	17,90	8
INVESTORS CAP.ANNUITY	Friends Ivory &	UT	23,37	3	*****	***	21,45	3
FLEM.INC&CAP.ORD.	Fleming	UT	22,81	4	*****	**	19,58	4
HERALD INV.TST.	Herald Investme	UT	20,66	5	*****	**	23,22	2
VENTURI INV.ORD.	Venture	UT	19,99	6	*****	****	19,37	5
DRES RCM UK MID-CAP	Dresdner Rcm Fu	UK	19,35	7	*****	****	18,61	6
GLASGOW INCOME	Glasgow	UT	18,65	8	*****	**	15,48	13
SHIRES INCOME TST.	Glasgow	UT	17,74	9	*****	***	15,77	11
NPI GLOBAL CARE INCOME	Npi Investment	UK	17,31	10	*****	•	13,33	25
JUP.EXTRA INC.ORD.	Jupiter	UT	17,30	11	*****	*	13,79	23
SANWA UK GROWTH	Sanwa Internati	UK	17,28	12	*****	*	14,10	20
DRES RCM UK GROWTH	Dresdner Rcm Fu	UK	16,48	13	*****	**	18,56	7
JUPITER UK GROWTH	Jupiter Unit Tr	UK	16,42	14	*****	*	13,50	24
JUPITER INCOME	Jupiter Unit Tr	UK	16,39	15	*****	•	12,46	30
ST JAMES UK GEN PROG	St James's Place	UK	16,18	16	*****	**	14,10	21
JOS HOLDINGS CAPITAL	Dresdner Rcm Gl	UT	15,68	17	*****	*****	15,47	12
NEWTON INCOME	Newton Fund Man	UK	15,15	18	*****	*****	14,80	17
EDINBURGH INCOME ORD.	Edinburgh (Fnd	UT	15,09	19	*****	**	17,22	10
BSI-THORNHILL CAPITAL	Thornhill Unit	UK	14,87	20	*****	**	17,32	9

ACTIONS ÉTATS-UNIS

Performance moyenne brute sur un an : 13,39 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
DAC-FONDS UI	Universal-Inves	GR	173,14	1	*****	***	194,24	1
FIDELITY AMERICAN	Fidelity Invest	UK	88,48	2	*****	*	86,78	2
PROLIFIC OS AMERICAN	CICM Internatio	IR	67,59	3	*****	*****	67,35	4
US TECH. AKT. TYP 0	Dws	GR	50,65	4	*****	!	69,35	3
TESCAR	Banque Sarasin	CH	48,71	5	***	****	43,90	5
DRES RCM NORTH AMERICA	Dresdner Rcm Fu	UK	35,28	6	***	****	36,44	8
CLARIDEN US TECHNOLOGY	Clariden Invest	IR	33,79	7	***	•	43,82	6
FRAMLINGTON AMERICAN G	Framlington Uni	UK	33,48	8	***	****	36,59	7
AMER GR	Fidelity	GR	33,41	9	***	****	32,33	11
LLOYDS BK N AMERICAN &	Lloyds Bank Uni	UK	30,69	10	***	****	31,82	13
TSB AMERICAN	Tsb Unit Trusts	UK	30,04	11	***	****	32,06	12
BRIT AMERICAN GROWTH	Britannia Fund	UK	30,00	12	***	****	31,35	15
DEXIA EQUITIES B MULTI	Dexia Asset Man	BL	29,26	13	***	**	23,08	32
HILL SAMUEL DOLLAR	Hill Samuel Uni	UK	29,01	14	***	****	31,29	16
BARING AMERICAN GROWTH	Baring Fund Man	UK	28,25	15	***	***	31,70	14
SCOTTISH LIFE AMERICAN	Scottish Life I	UK	27,97	16	***	*****	28,13	18
KB EQUITY FD TECHNOLOG	Kbc	BL	27,94	17	***	*	35,81	9
MRCY.SLT.TST.NTH.AMER	Mercury	LUX	27,81	18	***	*****	27,65	20
OLD MUTUAL NORTH AMERI	Old Mutual Fund	UK	26,69	19	***	***	30,39	17
INVESCO PS GLOBAL LEIS	Invesco	BL	26,02	20	***	****	25,18	21
FP AMERICAN	Friends Provide	UK	26,06	21	**	****	23,94	25
SCHRODER AMERICAN	Schroder Unit Tr	UK	25,86	22	**	***	22,74	33
FIDELITY AMER SPEC SIT	Fidelity Invest	UK	25,41	23	**	•	34,08	10
MMWI-AMERAK	M.M. Warburg, In	GR	25,29	24	**	****	24,25	23
HSBC AMERICAN INDEX	Hsbc Unit Trust	UK	24,87	25	**	****	23,17	29
SINGER & FRIEDLANDER A	SNGAGRL	IR	24,59	26	**	***	27,79	19
SYNCHRONY US STOCKS GR	Synchrony Sa	CH	24,54	27	**	*****	24,33	24
LION INTERACTION AMERI	Crédit Lyonnais	BL	24,29	28	**	**	20,38	43
SCOT WIDOWS NORTH AMER	Scottish Widows	UK	24,17	29	**	*****	24,33	22
MORGAN GRENFELL US TRA	Morgan Grenfell	UK	24,10	30	**	****	23,04	31

ACTIONS JAPON

Performance moyenne brute sur un an : – 0,82 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
PROLIFIC JAPAN GROWTH	PRLJSSI	IR	76,35	1	*****	*****	[illegible]	1
INVESCO JAPAN SMLLR CO	Invesco Internat	UK	47,57	2	*****	****	49,72	2
JAPAN BULLET	Morgan Grenfell	GR	47,19	3	*****	***	42,31	3
FLEMING FLAGSHIP FUND	Fleming Fund Ma	LUX	38,15	4	*****	***	34,31	4
S&P JAPAN SMALLER COS	Save & Prosper	UK	34,18	5	*****	***	29,77	5
CS EF(L)S. C. JAP	Crédit Suisse A	CH	34,39	6	*****	**	25,68	7
L. JAPAN	Lazard Investme	GR	31,49	7	*****	****	26,72	6
BARING JAPAN SUNRISE	Baring Fund Man	UK	29,56	8	*****	**	24,30	10
DRES RCM JAPANESE SPEC	Dresdner Rcm Fu	UK	29,14	9	*****	***	25,35	8
JAPAN SMALL COMP	Gartmore	GR	28,53	10	****	**	24,32	9
BAIG JAPANESE SMALLER	Baillie Gifford	UK	25,18	11	****	***	22,88	11
GROUPE INDOSUEZ JAP SM	Banque Indosuez	BL	17,82	12	****	**	13,81	12
G.I.F. JAPAN SMALLER C	Crédit Agricole	CH	16,55	13	****	*	13,25	13
M&G JAPAN SMALLER COS	M & G Securitie	UK	14,69	14	***	**	12,57	17
STEWART IVORY JAPAN	Stewart Ivory U	UK	14,82	15	***	***	13,21	14
JAPAN SM CO	Baring Asset Ma	GR	14,32	16	***	***	12,89	16
BAILLIE BG JAPANESE FU	Baillie Gifford	UK	14,16	17	***	****	13,77	15
MURRAY JAPAN GROWTH	Murray Johnston	UK	12,87	18	***	***	11,18	18
F&C JAPANESE SMALLER C	Foreign & Colon	UK	12,59	19	***	**	10,56	19
HENDERSON JAPAN SMALLE	Henderson Inves	UK	11,25	20	***	***	10,57	20

ACTIONS EXTRÊME-ORIENT

Performance moyenne brute sur un an : – 20,49 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
BARING KOREA TRUST	Baring Fund Man	UK	27,00	1	*****	*****	27,82	1
JUPITER FAR EASTERN	Jupiter Unit Tr	UK	17,24	2	*****	***	14,37	2
DRES RCM ORIENTAL INCO	Dresdner Rcm Fu	UK	3,90	3	*****	**	2,75	3
GAM FAR EAST	Gam Sterling Ma	UK	1,93	4	*****	***	1,85	4
ROYAL & SUN FAR EAST	Royal Life Fund	UK	1,17	5	*****	**	0,86	5
LEGAL & GENERAL FAR EA	Legal & General	UK	−4,17	6	*****	***	−3,41	7
S&W FAR EASTERN	Smith & William	UK	−4,50	7	*****	**	−3,38	6
SINGAPORE	Fidelity Funds	LUX	−4,85	8	*****	*	−5,79	12
SCOTTISH LIFE PACIFIC	Scottish Life I	UK	−5,49	9	*****	**	−4,74	8
BBL INVEST HK & CHINA	Bbl - Banque Br	BL	−6,46	10	*****	•	−9,86	20
SINGAPORE FUND USD	Fidelity Funds	LUX	−6,72	11	*****	***	−8,10	14
FP PACIFIC BASIN	Friends Provide	UK	−6,72	12	*****	**	−4,90	9
EQUITABLE FAR EASTERN	Equitable Unit	UK	−7,85	13	*****	**	−5,85	10
F&C PACIFIC	For & Col Manag	UT	−8,77	14	*****	**	−6,68	11
CU PPT FAR EASTERN GRO	Commercial Unio	UK	−9,11	15	*****	**	−8,93	13
FL TRUST ASIA	Ferrier Lullin	CH	−9,40	16	***	****	−8,26	15
BT INTL ASIAN GROWTH F	BT Offshore Fun	IR	−9,69	17	***	****	−9,12	19
BT INTL ASIAN GROWTH F	BT Offshore Fun	IR	−9,71	18	***	****	−9,09	18
ABERDEEN NEW THAI	Aberdeen	UT	−10,15	19	***	*****	−10,58	25
HENDERSON FAR EAST INC	Henderson Inves	UT	−10,16	20	***	***	−8,58	17

ACTIONS MARCHÉS EMERGENTS

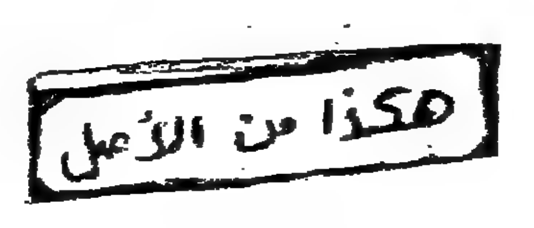
Performance moyenne brute sur un an : – 31,04 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
BAI OST MITEIGENTUMSAN	Capital Invest	AU	1,31	1	*****	***	1,49	1
CREDIT SUISSE S AFRICA	Crédit Suisse A	UK	−0,83	2	*****	****	−0,73	2
LAZARD BIRLA INDIA	Lazard Bros Ass	UT	−1,29	3	*****	**	−1,00	3
S&P EMERGING MARKETS	Save & Prosper	UK	−2,80	4	*****	***	−3,20	4
BARING EMERGING EUROPE	Baring Internat	UT	−7,27	5	*****	**	−8,10	7
FONDICRI ALTO POTENZIA	Fondicri	ITL	−10,92	6	*****	***	−9,05	6
INTER OPTIMUM EMERGING	Bnp-Bank Nederl	BL	−11,73	7	****	!	−5,63	5
EMERGING MARKETS EQUIT	Vontobel	CH	−12,62	8	****	****	−13,80	8
ABERDEEN FRONTIER MARK	Aberdeen Prolif	UK	−15,60	9	****	****	−13,97	9
EMFERNOSTF	Union Investmen	LUX	−19,22	10	***	*****	−19,22	12
FIVE ARROWS CHILE	Rothschild Asse	UT	−22,37	11	***	****	−20,13	13
DEXIA EQUITIES L EMERG	Dexia Asset Man	BL	−23,15	12	***	****	−21,56	14
CERA INVEST EMERGING M	Kbc	BL	−23,78	13	***	*****	−24,10	16
DRES.RCM EMRG.MKTS.	Dresdner Rcm Gl	UT	−24,11	14	***	*****	−24,61	19
TEMPLETON GS EMERGING	Templeton	BL	−24,14	15	***	*****	−24,51	18
SCHRODER GLBL EMERG MK	Schroder Unit Tr	UK	−24,46	16	***	*****	−24,86	21
EMERG MARKETS	Gartmore	GR	−24,47	17	***	****	−27,39	28
MARTIN CURRIE EMER MAR	Martin Currie U	UK	−24,55	18	***	*****	−24,98	22
EM MARKETS	Fidelity Funds	LUX	−25,09	19	***	****	−27,35	27
CITY LDN EMRG MKT COUN	City Financial	UK	−25,33	20	***	***	−22,19	15

ACTIONS MATIÈRES PREMIÈRES

Performance moyenne brute sur un an : – 19,41 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 3 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
MERCURY GOLD & GENERAL	Mercury Fund Ma	UK	−1,12	1	*****	****	−1,21	1
MST GOLD AND MINING US	Mercury Selecte	CH	−3,29	2	*****	****	−3,58	2
M&G GOLD	M & G Securitie	UK	−8,58	3	****	***	−10,42	4
ENERGIA	Bq Worms	FR	−9,90	4	****	***	−8,23	3
MST WORLD MINING FUND	Mercury Selecte	CH	−12,46	5	****	*****	−12,08	5
PEH-Q.GOLDMINES	Peh Wertpapier	GR	−14,67	6	****	**	−19,48	12
INTERGOLD MITEIGENTUMS	Capital Invest	AU	−14,70	7	****	*	−20,22	15
BBL (L) INVEST GOLDMIN	Bbl - Banque Br	BL	−15,08	8	****	**	−20,24	16
RAIFFEISEN-ROHSTOFF FU	Raiffeisen Kap	AU	−15,42	9	****	****	−14,82	8
SWISSCA GOLD	Swissca	LUX	−15,77	10	****	***	−19,57	13
SBC EF GOLD	Ubs	CH	−16,00	11	****	**	−20,28	18
PRÉMIOR	Crédit Du Nord	FR	−17,34	12	***	***	−15,46	7



ACTIONS ROYAUME UNI

ACTIONS ÉTATS UNIS

ACTIONS JAPON

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
TSB NATURAL RESSOURCES	Tsb Unit Trusts	UK	–17,41	13	**	*****	–16,75	11
EQ. INV GOLD	Ubs	CH	–18,18	14	**	**	–23,52	23
FONDIRO	Adamosa	CH	–18,49	15	**	***	–15,43	10
HILL SAMUEL NATURL RES	Hill Samuel Uni	UK	–19,99	16	**	*****	–19,66	14
SBC EF NATURAL RESSOUR	Ubs	CH	–20,24	17	**	**	–14,18	6
BBL (L) INVEST BASE ME	Bbl - Banque Br	BL	–20,70	18	**	****	–22,47	21
ACTI-MINES D'OR C	Bnp	FR	–21,43	19	**	**	–15,17	9
S&P GOLD & EXPLORATION	Save & Prosper	UK	–21,72	20	**	****	–24,66	24

IMMOBILIER FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 12,63 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
UAP AEDIFICANDI	Axa Uap	FR	20,32	1	***	***	23,55	1
CAPIT PIERRE INV	[illegible]	FR	[illegible]	2	**	*	10,16	16
LEVEN INVESTIMMO	[illegible]	FR	[illegible]	3	**	**	11,77	13
INDO.RENDMNT ACT.C	Grp Crdt Agrico	FR	[illegible]	4	**	*****	17,37	2
ZURICH ACT.FRANCE	Zurich	FR	[illegible]	5	**	****	14,99	5
AGF FONCIER	Agf	FR	15,14	6	**	****	12,84	10
FONC. LONG TERME CAP	[illegible]	FR	14,77	7	**	**	10,92	17
ABF FONC.SÉLECTION	Abf Capital Mgt	FR	[illegible]	8	*	****	12,06	12
FONCIER INVEST.CAP	Bq Populaires	FR	12,83	9	*	**	16,35	3
FONCIVAL	Bred Bq Pop	FR	12,79	10	*	****	11,31	14
CONSERVAT.UNISIC	[illegible]	FR	12,75	11	*	***	14,75	6
FRANCIC PIERRE	Cic	FR	12,69	12	*	****	13,35	9
AGFIMO	Agf	FR	[illegible]	13	*	****	13,41	8
MDM IMMOBILIER	[illegible]	FR	[illegible]	14	*	***	14,02	7
CNP-ASSUR-PIERRE	[illegible]	FR	[illegible]	15	*	**	15,81	4
OBJEC.ACTIFS RÉELS	Lazard Frères	FR	[illegible]	16	*	****	12,23	11
ALIZÉS PIERRE	[illegible]	FR	[illegible]	17	*	****	9,89	19
CROISS. IMMOBIL	[illegible]	FR	9,79	18	*	****	9,19	20
PLAC.IMMOBILIER C	Smc	FR	8,45	19	*	**	10,90	15
GEST.IMM.INT.C	Grp Crdt Agrico	FR	[illegible]	20	*	***	6,75	22
HAUSSMANN PIERRE CAP	Bq Worms	FR	7,81	21	*	*****	7,98	21
NATIO IMMOBILIER	Bnp	FR	[illegible]	22	*	**	9,89	18

SECTEUR TECHNOLOGIE

Performance moyenne brute sur un an : 33,92 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
FIDELITY AMERICAN	[illegible]	UK	[illegible]	1	[illegible]	****	66,78	1
US TECH. AKT. TYP 0	[illegible]	GR	[illegible]	2	[illegible]	***	59,35	2
TELE-GLOBAL	[illegible]	LUX	[illegible]	3	[illegible]	****	40,53	6
SVB HIGH TECH FUND	[illegible]	CH	[illegible]	4	[illegible]	****	53,32	3
SCOT EQUIB TECHNOLOGY	[illegible]	UK	[illegible]	5	[illegible]	*****	42,56	5
PARTNER AUTOROUTES DE	[illegible]	FR	[illegible]	6	[illegible]	****	35,24	7
CLARIDEN US TECHNOLOGY	[illegible]	IR	[illegible]	7	[illegible]	****	43,82	4
DIT-MULTIMEDIA	[illegible]	GR	[illegible]	8	[illegible]	*****	32,59	8
TECHNOLOGIE	[illegible]	GR	[illegible]	9	[illegible]	****	28,79	10
ADITEC	[illegible]	GR	[illegible]	10	[illegible]	****	26,46	12

OBLIGATIONS MOYEN TERME AUTRICHE

Performance moyenne brute sur un an : 2,70 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
INTER OPTIMUM BEF CAP	[illegible]	BL	[illegible]	1	[illegible]	***	8,49	3
BELBOND FUND	[illegible]	BL	[illegible]	2	[illegible]	***	10,32	1
LION OBLILUX CAP	[illegible]	BL	[illegible]	3	[illegible]	*****	8,08	4
K 58	[illegible]	AU	[illegible]	4	[illegible]	*	3,81	10
BBL RENTA FUND LUX CAP	[illegible]	BL	[illegible]	5	[illegible]	*	9,59	2
APOLLO MUNDEL	[illegible]	AU	[illegible]	6	[illegible]	***	4,24	7
K-66 FUND	[illegible]	AU	[illegible]	7	[illegible]	*****	4,25	6
SPARDA-RENT FUND	[illegible]	AU	[illegible]	8	[illegible]	*	2,06	42
SALZBURGER SPARKASSE R	[illegible]	AU	[illegible]	9	[illegible]	****	3,33	13
K-56 FUND	[illegible]	AU	[illegible]	10	[illegible]	*****	3,52	11
SKWB TECHNO RENT	[illegible]	AU	[illegible]	11	[illegible]	***	4,18	8
BONDINVEST 1	[illegible]	AU	[illegible]	12	[illegible]	****	3,18	16
DMARK-RESERVE WASCHSTU	[illegible]	AU	[illegible]	13	[illegible]	**	2,24	37
CONSTANTIA MULTI INVES	[illegible]	AU	[illegible]	14	[illegible]	*	5,06	5
R 51 FUND	[illegible]	AU	[illegible]	15	[illegible]	****	3,87	9
VOLKSBANK-SCHILLING-IN	[illegible]	AU	[illegible]	16	[illegible]	*****	3,09	18
R 24 FUND	[illegible]	AU	[illegible]	17	[illegible]	*****	3,29	14
RAIFFEISEN-WERTPAPIER	[illegible]	AU	[illegible]	18	[illegible]	*****	3,1	17
P.S.K. RENT	[illegible]	AU	[illegible]	19	[illegible]	****	2,75	24
EKA-RENT	[illegible]	AU	[illegible]	20	[illegible]	*****	2,32	22

MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS BELGIQUE

Performance moyenne brute sur un an : 13,25 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
FIVEST	[illegible]	BL	[illegible]	1	[illegible]	***	24,34	6
ZELIA EVEREST DYNAMIC	[illegible]	BL	[illegible]	2	[illegible]	****	29,23	1
BACOB PENSION FUND	[illegible]	BL	[illegible]	3	[illegible]	****	28,1	2
CECOS PENSION FUND	[illegible]	BL	24,92	4	[illegible]	*****	25,82	4
STAR FUND	[illegible]	BL	[illegible]	5	[illegible]	****	24,42	5
FBL FUND DEFENSIVE C	[illegible]	BL	[illegible]	6	[illegible]	***	[illegible]	8
ES-INVEST ACTIONS OBLI	[illegible]	BL	21,35	7	[illegible]	****	20,79	7
MAESTRO GLOBAL BELGIUM	[illegible]	BL	[illegible]	8	[illegible]	**	26,34	3
TOP FUND CRESCENDO-MED	[illegible]	BL	[illegible]	9	[illegible]	***	14,15	17
BACOB STIMULUS DYNAMIC	[illegible]	BL	[illegible]	10	[illegible]	*****	16,29	12
BBL PATRIMONIAL EURO C	[illegible]	BL	[illegible]	11	[illegible]	****	17,75	9
FBL FUND NEUTRAL C	[illegible]	BL	[illegible]	12	[illegible]	*****	16,01	13
BRITEC PENSIOENFONDS	[illegible]	BL	[illegible]	13	[illegible]	***	12,58	21
BBL PATRIMONIAL FRANCE	[illegible]	BL	[illegible]	14	[illegible]	*****	15,25	15
TOP FUND FORTISSIMO-HI	[illegible]	BL	[illegible]	15	[illegible]	****	15,53	14
ISIS GLOBAL ASSETS EQ	[illegible]	LUX	[illegible]	16	[illegible]	***	11,17	23
ES-GLOBAL FUND DYNAMIC	[illegible]	BL	[illegible]	17	[illegible]	*****	13,82	20
SIVEK GLOBAL MEDIUM A	[illegible]	BL	[illegible]	18	[illegible]	***	13,19	22
G-GLOBAL FUND AGGRESSI	[illegible]	BL	[illegible]	19	[illegible]	***	15,33	16
ES-GLOBAL FUND AGRESSI	[illegible]	BL	[illegible]	20	[illegible]	*	17,12	10

OBLIGATIONS LONG TERME SUISSE

Performance moyenne brute sur un an : 2,99 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
CS PF(L)FIX INC CHF A	[illegible]	CH	[illegible]	1	[illegible]	**	5,53	1
CS BF(LUX)PR. C.A	[illegible]	CH	[illegible]	2	[illegible]	****	6,43	2
UBS (LUX) BD INV CHF A	[illegible]	CH	[illegible]	3	[illegible]	*****	6,27	3
UBS BV INV CHF DOMESTI	[illegible]	CH	[illegible]	4	[illegible]	*****	6,2	4
SBC BD PF -CHF A	[illegible]	CH	[illegible]	5	[illegible]	***	5,28	5
SWISSCA BOND INVEST CH	[illegible]	LUX	[illegible]	6	[illegible]	***	5,6	6
CS BF DYNAMIC SFR	[illegible]	CH	[illegible]	7	[illegible]	****	4,84	7
HELVETBAER A CHF	[illegible]	CH	[illegible]	8	[illegible]	****	4,07	8
CS PF(L)FIX INC CHF B	[illegible]	CH	[illegible]	9	[illegible]	*	3,11	11
SOGELUX FD BONDS SWITZ	[illegible]	LUX	[illegible]	10	[illegible]	****	3,44	9
LLOYDS INT. PORTF. CHF	[illegible]	Lux	[illegible]	11	[illegible]	***	3,35	10
GROUPE INDOSUEZ DIVERS	[illegible]	BL	[illegible]	12	[illegible]	!	2,41	14
GENERALUX CHF CAP	[illegible]	LUX	[illegible]	13	[illegible]	****	2,86	12
UBS (LUX) BD INV CHF T	[illegible]	CH	[illegible]	14	[illegible]	**	2,68	13
SBC BD PF -CHF B	[illegible]	CH	[illegible]	15	[illegible]	***	2,4	15
PARVEST OBLI CHF C	[illegible]	BL	[illegible]	16	[illegible]	****	2,32	17
CHF OBLIGATIONEN	[illegible]	GR	[illegible]	17	[illegible]	*****	2,22	20
SBC BD SELECT. CHF	[illegible]	CH	[illegible]	18	[illegible]	****	2,27	18
SWISS BOND FUND B CHF	[illegible]	CH	[illegible]	19	[illegible]	****	2,26	19
SWISS OBLI B CHF	[illegible]	CH	[illegible]	20	[illegible]	**	2,38	16

OBLIGATIONS COURT TERME EUROPE

Performance moyenne brute sur un an : 4,14 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
ATHENA EUROPEAN BONDS	[illegible]	BL	[illegible]	1	[illegible]	***	6,89	4
POSTE PREM.2-3 ANS	La Poste	FR	[illegible]	2	[illegible]	***	6,61	5
AKKURENTA 99	[illegible]	GR	[illegible]	3	[illegible]	***	6,18	7
SÉLECT TAUX SI	[illegible]	FR	[illegible]	4	[illegible]	****	6,58	6
DT. RENTENFONDS	[illegible]	GR	[illegible]	5	[illegible]	****	6,1	8
UNIZERO 2000	[illegible]	LUX	[illegible]	6	[illegible]	*****	7,26	3
NORTH AMERICA BONDS	[illegible]	ITL	[illegible]	7	[illegible]	***	3,96	10
KB LUX BOND NLG B	[illegible]	LUX	[illegible]	8	[illegible]	*	9,29	1
KB LUX BOND FUND EURO	[illegible]	LUX	[illegible]	9	[illegible]	**	8,24	2
DM LAUFZEIT 2000	[illegible]	GR	[illegible]	10	[illegible]	***	2,82	11
R 15 FUND	[illegible]	AU	[illegible]	11	[illegible]	***	4,13	9
DEKALUXW. 1/01A	[illegible]	LUX	[illegible]	12	[illegible]	****	1,86	12
RBKM FUND	[illegible]	AU	[illegible]	13	[illegible]	****	0,91	13
R 18 FUND	[illegible]	AU	[illegible]	14	[illegible]	****	0,28	14
TVG-FONDS MITEIGENTUMS	[illegible]	AU	[illegible]	15	[illegible]	*****	0,08	15
SUPERIOR 1 FUND	[illegible]	AU	[illegible]	16	[illegible]	***	0,02	17
RW 1 FUND	RW 1 Fonds	AU	[illegible]	17	[illegible]	***	0,04	16

OBLIGATIONS MOYEN TERME EUROPE

Performance moyenne brute sur un an : 6,84 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
ABN AMRO EUROPE BOND	Abn Amro Luxemb	LUX	10,97	1	***	****	10,54	1
EUROZINS	Dit (Dit-Gruppe	GR	9,82	2	***	****	10,25	2
BIL BONDS C DEM CAP	Banque Internat	LUX	9,71	3	***	****	9,18	3
EUROL. RENTA	Dws	GR	9,18	4	***	***	8,28	4
GENERALUX EURO CAP	Banque Générale	LUX	8,22	5	**	****	7,72	9
FLEMING FLAGSHIP FUND	Fleming Fund Ma	LUX	7,87	6	**	*****	7,95	7
NATIO EURO OBLIG	Bnp	FR	7,48	7	**	****	7,97	5
JP MORGAN GOVT BD - GE		GR	7,4	8	**	*****	7,31	10
CREDIS EURO	Crédit Suisse A	FR	7,32	9	**	***	7,95	6
GROUPAMA HORIZON	Groupama Asset	FR	7,3	10	**	***	7,84	8
ECOFI-MTE SI	Ecofi Finance	FR	7	11	**	*****	6,86	11
EUROCODE	Kbc	BL	6,64	12	**	****	6,46	12
RENDITE 2000	Dws	GR	6,2	13	*	*****	6,23	15
LUXRENT EUROPA	Trinkaus Luxemb	LUX	5,82	14	*	***	6,31	14
RENT 2004	Dws	GR	5,5	15	*	***	6,13	16
BBL RENTA FD DANISH KR	Bbl - Banque Br	BL	5,38	16	*	*	6,45	13
VR-VERMOGEN	Union-Invest	GR	3,58	17	*	*	2,99	17
DELBRÜCK RENTEN	Union-Invest	GR	2,4	18	*	*	1,98	18
EURONORDRENTA	Nordinvest	GR	1,51	19	*	*****	1,5	19

OBLIGATIONS LONG TERME EUROPE

Performance moyenne brute sur un an : 6,55 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
CS BF (LUX) ECU -A-	Crédit Suisse	CH	15,35	1	****	*****	15,09	2
EUROZINS K	Dit (Dit-Gruppe	GR	14,23	2	***	****	15,55	1
SBC BD PF -XEU B	Ubs	CH	13,33	3	***	*****	13,05	4
BIL BONDS B EURO C	Banque Internat	LUX	13,14	4	***	**	10,5	8
MAGDB. WERTFONDS	Dit (Dit-Gruppe	GR	13	5	***	*****	13,18	3
CS BF(LUX)EUR. A	Crédit Suisse A	CH	12,67	6	***	****	11,54	5
BHF-EUROPAZINS	Bhf Invest	GR	12,07	7	***	****	10,93	6
BL MULTI-ZONE EUROPE B	Banque De Luxem	LUX	11,1	8	***	****	10,41	9
ECUPAR C	Artesia-Bacob-C	BL	11,05	9	***	****	10,26	10
G.I.F. SPAIN PESETA BO	Crédit Agricole	CH	10,99	10	***	****	10,57	7
CS BF (LUX) PESETAS -B	Crédit Suisse	CH	10,92	11	***	***	9,62	13
EURORENT. CAP	Mk Luxinvest (L	LUX	10,76	12	***	****	10,26	11
SOGELUX FD BONDS EUROP	Société Général	LUX	10,58	13	***	****	10,11	12
OBLIG-EUROPE	Cpr Gestion	FR	10,08	14	**	***	8,71	21
GENERALUX EUROPE CAP	Banque Générale	LUX	10,06	15	**	***	8,6	23
SBC BD PF -ESP A	Ubs	CH	9,55	16	**	**	7,58	26
CS BF (LUX) ECU -B-	Crédit Suisse	CH	9,29	17	**	*****	9,06	19
AXA EUROPE OBLIG.	Axa	FR	9,25	18	**	****	8,93	20
UBS (LUX) BD INV -XEU	Ubs	CH	9,22	19	**	*****	9,35	15
CDC EURO SOUVERAINS	Cdc Gestion	FR	9,12	20	**	****	9,54	14
INTERSELEX BOND ECU B	Generale Bank-F	BL	9,08	21	**	*****	9,34	16
ABN AMRO EURO BOND	Abn Amro Luxemb	LUX	8,86	22	**	*****	8,7	22
CONVERG.EUR.GEST.CAP	Cdc Gestion	FR	8,75	23	**	****	8,09	24
OFIMA EUROPE	Ofivalmo	FR	8,67	24	**	****	9,06	18
EUROPE BOND FUND XEU	Julius Bär	CH	8,51	25	**	****	9,2	17
G-INSTIT EUROCURRENCY	Generale Bank-F	BL	7,82	26	**	*****	7,75	25
ESPANA-BOND	Dws	GR	7,53	27	**	**	6,23	35
G.I.F. EUROPEAN BOND	Crédit Agricole	CH	7,39	28	**	*****	7,53	27
R 76 FUND	Raiffeisen Kap	AU	7,25	29	**	****	6,63	34
EURO-RENTEN T	Dit (Dit-Gruppe	GR	7,05	30	**	*****	7,18	28

OBLIGATIONS COURT TERME FRANCE

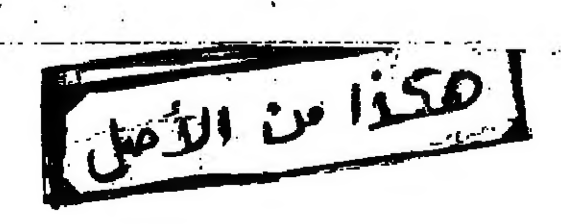
Performance moyenne brute sur un an : 4,79 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
GROUPAMA TRÉSORER	Groupama Asset	FR	6,83	1	*****	**	5,55	8
CPR 1/3 EUROPE	Cpr Gestion	FR	6,29	2	****	**	4,83	21
MERCURE OBLIG	Chevrillon	FR	6,16	3	****	****	6,67	1
GESTILION	Crédit Lyonnais	FR	6,01	4	****	****	5,6	6
DEMACHY COURT TERM	Bq Demachy	FR	5,9	5	***	*****	5,95	4
FINUNION	Ue Cic	FR	5,86	6	***	****	5,4	10
LION-ASSOCIATIONSC	Crédit Lyonnais	FR	5,8	7	***	***	4,92	19
BARCLAYS PREM.CAP	Barclays	FR	5,73	8	***	****	5,97	3
PROVENCE OPTIMUM	Crdt Suis Hottg	FR	5,56	9	***	****	5,8	5
INDOCAM RÉGULARITÉ	Grp Crdt Agrico	FR	5,48	10	***	***	4,78	23
UNIPREMIÈRE-C.T. CAP	Bq Sanpaolo	FR	5,48	11	***	*****	5,38	11
MIDLAND PREMIÈRE	Midland Bank	FR	5,47	12	***	****	5,01	16
ABF HORIZON 2	Abf Capital Mgt	FR	5,44	13	***	****	6	2
FRENCH FRANC CASH FUND	Julius Bär	CH	5,13	14	**	!	3,07	46
ECUR. CAPICOURT CAP	Caisses Epargne	FR	5,02	15	**	*****	4,86	20
SOGEVALOR C	Société Général	FR	4,93	16	**	****	5,11	15
BIP TRÉSORERIE	Dresdner	FR	4,91	17	**	***	4,36	36
VAUBAN	Bred Bq Populai	FR	4,84	18	**	**	3,92	42
SENSIVALOR CAP	Cdc Trésor	FR	4,79	19	**	*****	4,73	27
FONCIER RENDEMENT	Crédit Foncier	FR	4,77	20	**	*****	4,77	25
CM EPARGNE CT CAP	Crédit Mutuel	FR	4,75	21	**	****	4,57	33
SGAM PREMIÈRE ASSO	Société Général	FR	4,75	22	**	*****	4,66	31
ASSOCIC	Cic	FR	4,73	23	**	**	5,59	7
PHENIX PLACEMENT	Agf	FR	4,72	24	**	****	4,99	18
PREMIÈRE OBLIG.CAP	Cdc Trésor	FR	4,68	25	**	****	4,38	35
PATRI.RETRAITE CAP	Cdc Bq Populair	FR	4,68	26	**	****	4,3	37
BTP ASSOCIATION	Bq Du Btp	FR	4,66	27	**	****	4,21	38
SOLSTICE D	La Poste	FR	4,65	28	**	*****	4,65	32
ST-HONORÉ ASSOCIAT	Cie Fin Rothsch	FR	4,61	29	**	***	5,22	13
PLAC.VALORISATIONC	Bq Nsm	FR	4,6	30	**	***	5,18	14
MENSUELCIC	Cic	FR	4,59	31	**	***	4,08	41
EPARCOURT-SICAV D	Caisses Epargne	FR	4,58	32	**	****	4,78	24
OPPORTUNITÉ OBLIG.	Paribas Asset M	FR	4,52	33	**	****	4,8	22
HAUSSMANN PREMIÈRE	Bq Worms	FR	4,43	34	*	**	5,3	12
LIBER-SÉCURITÉ	Oddo & Cie	FR	4,39	35	*	***	5	17
PARTNER OPTIONS	Banque Travail	FR	4,37	36	*	****	4,74	26
OUEST-OBLIG CAP	Cio	FR	4,27	37	*	*****	4,14	40
B.F.T. VALOR UNE	Bft	FR	4,26	38	*	****	4,54	34
ECOFI SÉCURITÉ CAP	Ecofi Finance	FR	4,2	39	*	***	4,67	29
SÉLECTION J C	Cce	FR	4,2	40	*	****	3,91	43
NATIO EPARGNE	Bnp	FR	4,06	41	*	***	4,89	28
SOPRANE C.TERME C	Bacot Allain	FR	3,98	42	*	****	4,16	39
NATIO EPAR. TRÉSOR	Bnp	FR	3,88	43	*	**	4,67	30
DIADEME HORIZON	Lyonnaise De Bq	FR	3,8	44	*	**	2,96	47
CS CAP. (LUX)2000	Crédit Suisse A	CH	3,79	45	*	!	5,41	9
FIMEPARGNE	Fimagest	FR	3,77	46	*	****	3,59	44
ORSAY PREMIÈRE	Bq D'Orsay	FR	2,94	47	*	***	3,33	45

OBLIGATIONS MOYEN TERME FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 7,00 %

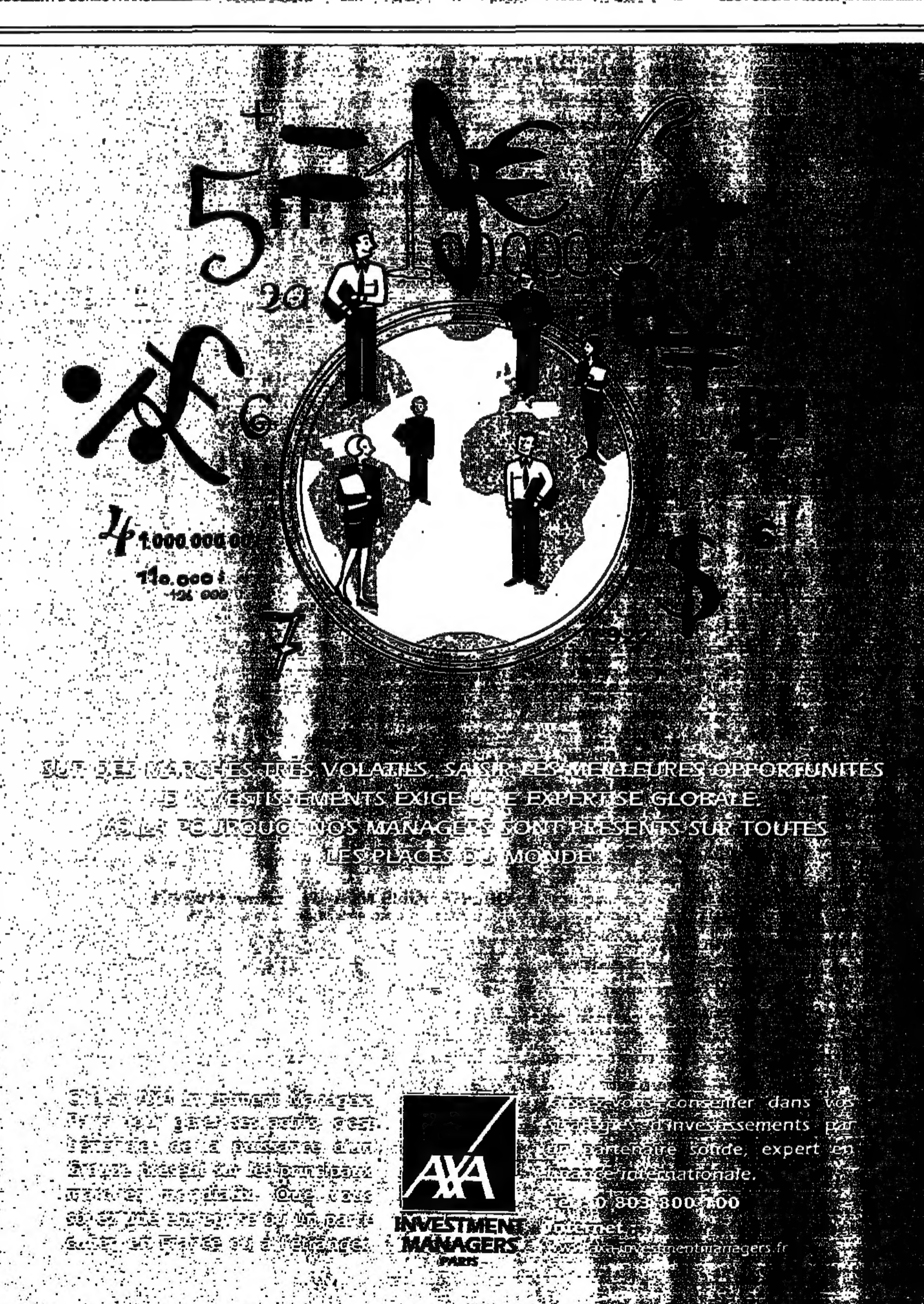
Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
HAUSS.MULTIREVENUS	Bq Worms	FR	10,19	1	****	***	9,01	2
UNI-M.T	Bq Sanpaolo	FR	8,71	2	***	*****	8,44	4
ASSUR.ECUR.CROISS.	Cdc	FR	8,6	3	***	****	9,41	1
THESORA C	La Poste	FR	8,45	4	***	****	7,8	5
INDOCAM STRA.3-5 C	Grp Crdt Agrico	FR	8,01	5	**	****	7,53	11
CAVA-OBLIG.	Cava France	FR	7,83	6	**	**	5,85	27
UNION CAPITALISAT.	Ue Cic	FR	7,8	7	**	*****	7,46	12
GENERALUX FRF CAP	Banque Générale	LUX	7,56	8	**	*****	7,71	6
OBLI-ASSOCIATIONSC	Paribas Asset M	FR	7,49	9	**	****	7,05	16
BBL RENTA FUND PESETA	Bbl - Banque Br	BL	7,47	10	**	***	8,81	3
SUD-GESTION C	Lyonnaise De Bq	FR	7,32	11	*	**	5,67	30
PLACEMENT C.T. C	Smc	FR	7,23	12	*	**	5,77	29
UAP MOYEN TERME C	Axa Uap	FR	7,21	13	*	****	6,92	18
FRENCH BONDS	Romagest Spa	ITL	7,17	14	*	*	4,94	31
ALFA LONG TERME C	SCf Gestion Cons	FR	7,17	15	*	****	6,71	22
TRÉSOR PLUS CAP	Cdc Trésor	FR	7,11	16	*	*****	7,24	14
EUFI-CASH FRF CAP	Banque Cger	BL	7,05	17	*	*****	6,84	19
COEXIS C	Grp Crdt Agrico	FR	6,88	18	*	*****	6,81	20
SOGEOBLIG C	Société Général	FR	6,76	19	*	***	7,7	7
OUEST PREMIÈRE CAP	Cio	FR	6,7	20	*	*****	6,72	21
CMN MOYEN TERME	Cic Nord	FR	6,64	21	*	***	7,61	9
BSD VALORISATION CAP	Bq Scalb Dupont	FR	6,46	22	*	*	4,6	32
CM EPARGNE OBLIG CAP	Crédit Mutuel	FR	6,33	23	*	**	7,67	8
HAUSSMANN EPARGNEC	Bq Worms	FR	6,29	24	*	***	7,41	13
NATIO OBLI. MT CAP	Bnp	FR	6,28	25	*	****	6,93	17
THESAURUS	Bred Bq Populai	FR	6,25	26	*	****	5,82	28
AGF OBLIG	Agf	FR	6,23	27	*	***	7,19	15
CYRIL TRÉSOR	Cyril Finance	FR	6,21	28	*	**	7,6	10
BTP RENDEMENT	Bq Du Btp	FR	6,06	29	*	*****	5,99	26
FRANCE RENDEMENT CAP	Bq Cortal	FR	5,85	30	*	*****	6,05	25
GROUPAMA OBLIGAT.	Groupama Asset	FR	5,51	31	*	**	6,65	23
SOGEPARGNE D	Société Général	FR	5,32	32	*	***	6,25	24



OBLIGATIONS LONG TERME FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 8,10 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
SWISSCA BOND INVEST FR	Swissca	LUX	11,76	1	*****	**	13,43	1
AZUR OBLIGATIONS C	Azur	FR	11,23	2	*****	**	9,18	22
SLIVARENTE	Crédit Lyonnais	FR	10,51	3	*****	***	11,36	2
LION TRÉSOR	Crédit Lyonnais	FR	10,47	4	*****	***	9,07	24
FRANCE OBLIG.CAP	Cdc Trésor	FR	10,29	5	*****	**	8,83	30
BIL BONDS E FRF CAP	Banque Internat	LUX	10,28	6	*****	****	9,83	8
PRIMANCE C	Société Général	FR	10,15	7	*****	****	10,87	3
MORGAN NET	Jp Morgan	FR	9,91	8	*****	****	9,58	13
CROIS.MERCURE C	Abeille Vie	FR	9,87	9	*****	*****	9,96	6
OFIMA OBLIGATIONS	Ofivalmo	FR	9,87	10	*****	*****	9,98	5
INTER OPTIMUM FRF	Bnp-Banq Nacionale	BL	9,76	11	****	****	9,07	25
MORGAN 1ERE CATEG.	Jp Morgan	FR	9,75	12	****	*****	9,55	14
FIMARENTE CAP	Finagest	FR	9,54	13	****	***	8,49	40
ATHÉNA LONG TERME	Pfa Vie - Gan V	FR	9,49	14	****	•	6,97	57
CARDIF OBLIG.FCE	Cardif-Cie Banc	FR	9,43	15	****	*****	9,21	21
EPARGNE INSTITUT.	Crédit Du Nord	FR	9,41	16	****	***	8,59	38
CS BF(LUX)FF A	Crédit Suisse A	CH	9,34	17	****	****	9,73	10
OPTIRENT 2000 FUND	Optirent Fond	AU	9,29	18	****	**	7,83	61
CAPISCOR	Scor	FR	9,27	19	****	*****	9,39	18
CS BF(LUX)FF B	Crédit Suisse A	CH	9,25	20	****	****	9,78	9
HERVET OBLICROISS.	Hervet-Bredoise	FR	9,19	21	****	**	7,72	59
ARC EN CIEL	Cdc Gestion	FR	9,17	22	****	*****	9,27	20
LIONPLUS CAP	Crédit Lyonnais	FR	9,16	23	****	*****	9,1	23
PROV.PREM.CAT.CAP	Crdt Suis Hottinguer	FR	9,05	24	****	***	8,3	45
ETOILE OBLI.LONGT.	Crédit Du Nord	FR	9,04	25	****	****	8,72	34
EURCO SOLIDARITE	Crédit Lyonnais	FR	9,03	26	****	***	8,09	54
UNIPREMIÈRE CAP	Bq Sanpaolo	FR	8,87	27	****	****	9,58	15
MDM LONG TERME	Mut Du Mans	FR	8,84	28	****	****	9,14	50
ARBITRAGES PREMIER	Bq Transat Bsb	FR	8,82	29	****	****	9,45	17
LLOYDS INT. PORTF. FRF	Lloyds Bank Plc	Lux	8,78	30	****	****	8,49	41
INDOCAM STRAT.C	Grp Crdt Agricol	FR	8,67	31	****	*****	8,81	32
ST-HONORÉ CAPITAL	Cie Fin Rothsch	FR	8,67	32	****	*****	8,78	33
GENERALI RENDEMENT	Generali	FR	8,65	33	****	***	9,51	11
PARIBAS CAPITALIS.	Paribas Asset M	FR	8,6	34	****	****	7,98	56
AVEC COUPON	Bq Eurofin	FR	8,59	35	****	**	6,98	66
CPR OBLIG	Cpr Gestion	FR	8,55	36	****	****	8,89	29
EPARGNE PREMIÈRE CAP	Crédit Mutuel	FR	8,48	37	****	***	9,25	19
EXPANSION OBLIGAT.	Meeschaert Bank	FR	8,46	38	****	*****	8,66	36
NATIO OBLI. LT	Bnp	FR	8,46	39	****	*****	8,28	46
UAP ALTO	Axa-Uap	FR	8,45	40	****	***	9,49	16
SOGELUX FD BONDS FRANC	Société Général	LUX	8,43	41	****	*****	8,45	43
PYRAMIDES	Bq Vernes	FR	[illegible]	42	[illegible]	****	8,06	55
TOPOBLIG	Epa Gestion	FR	[illegible]	43	[illegible]	****	8,62	31
OBLIPAR D	Paribas Asset M	FR	[illegible]	44	[illegible]	****	8,8	27
PLACEMENTS NET	Bq Nsm	FR	8,32	45	[illegible]	****	8,6	37
SBC BC PF -FRF B	Ubs	CH	8,26	46	[illegible]	*****	8,32	44
B.F.T.CNO 7/10 CAP	Bft	FR	8,13	47	[illegible]	*	9,94	7
UAP PREM.CAT.C	Axa-Uap	FR	8,19	48	[illegible]	*****	8,23	47
ODDO CAPIT.	Oddo & Cie	FR	[illegible]	49	***	****	8,47	42
OBJECTIF RENDEMENT	Lazard Frères	FR	[illegible]	50	[illegible]	***	9,05	26
SOPRANE L.TERME C	Bacot Allain	FR	[illegible]	51	[illegible]	*	9,56	12
SÉLECT.RENDEMENT	Cic	FR	[illegible]	52	[illegible]	*****	8,22	49
FRF CAP	Kredietrust SA	LUX	[illegible]	53	[illegible]	***	8,8	28
SENSIPREMIÈRE	Caisses Epargne	FR	[illegible]	54	[illegible]	•	10,28	4
G.I.F. FRENCH FRANC BO	[illegible]	CH	[illegible]	55	[illegible]	****	8,28	48
NATIO REVENUS D	Bnp	FR	[illegible]	56	[illegible]	***	7,18	65
OBLICIC-RÉGIONS	Cic	FR	[illegible]	57	[illegible]	****	8,12	51
AXA FRANCE OBLIG	Axa	FR	[illegible]	58	[illegible]	***	8,7	35
PARTNER-VT C	[illegible]	FR	[illegible]	59	[illegible]	***	8,58	39
SOPRANE OBLIG-INT.	Bacot Allain	FR	[illegible]	60	[illegible]	**	6,46	73
AIRES CAP	Bft	FR	[illegible]	61	[illegible]	***	8,1	53
AXA PREMIÈRE C	Axa	FR	[illegible]	62	[illegible]	***	8,1	52
SUD HORIZON	[illegible]	FR	[illegible]	63	[illegible]	****	6,78	69
UBS (LUX) BD INV -FRF	Ubs	CH	[illegible]	64	[illegible]	****	7,82	58
MDM PREM.CATEG.D	Mut Du Mans	FR	[illegible]	65	[illegible]	****	6,84	68
BTP LONG TERME	[illegible]	FR	[illegible]	66	[illegible]	***	6,44	74
SOGEOBLIG D	Société Général	FR	[illegible]	67	[illegible]	****	7,59	60
INDO.STRAT.MONDE C	Grp Crdt Agricol	FR	[illegible]	68	[illegible]	***	7,91	57
PREV. ECUREUIL D	Caisses Epargne	FR	[illegible]	69	[illegible]	•	5,18	78
VALPREMIÈRE	Cardif-Cie Banc	FR	7,03	70	[illegible]	****	7,38	63
CAPITAL AVENIR	Cic	FR	6,75	71	[illegible]	***	7,52	62
PLACEMENT PREMIERC	Sg	FR	[illegible]	72	[illegible]	****	6,26	76
BRED OBLI-PREMIÈRE	Bred Bq Pop	FR	6,65	73	[illegible]	*****	6,5	71
PLAC.OBLIGATIONS CAP	Bq Nsm	FR	6,63	74	[illegible]	***	7,5	64
CITI-RESERVE	Citibank	FR	6,61	75	[illegible]	*****	6,58	70
NORWICH REMUNERAT	Norwich	FR	[illegible]	76	[illegible]	*****	6,31	75
EGIDE PREMIÈRE	[illegible]	FR	[illegible]	77	[illegible]	*****	6,48	72
ECUREUIL CAPITAL.CAP	Caisses Epargne	FR	5,85	78	[illegible]	*	4,59	80
PARVEST OBLI FRANC C	Paribas	BL	[illegible]	79	[illegible]	*****	5,51	77
CM GESTION OBLIG.	Crédit Mutuel	FR	5,12	80	[illegible]	***	4,59	79
MUTUASSUR OBLIGAT.	[illegible]	FR	4,28	81	[illegible]	***	3,88	82
KB LUX BOND FRF B	Kredietbank Lux	LUX	[illegible]	82	[illegible]	*	3,91	81
REFLEX PREMIÈRE C	Sdc Gestion	FR	[illegible]	83	•	****	2,8	83
SBS FCE.OAT PLUS	[illegible]	FR	[illegible]	84	•	***	1,61	84



Sicav actions : encore des différences par pays

Les bonnes performances annuelles des indices actions en 1998 (+ 22,9 % pour l'indice Morgan Stanley mondial et + 26,3 % pour l'indice Morgan Stanley centré sur l'Europe) et la relative stabilité des marchés depuis le début de l'année (+ 8,3 % à New York et + 9,18 % à Paris) donnent une image plutôt flatteuse du marché mondial des actions.

Or, si on mesure la performance des Bourses sur un an, de février 1998 à février 1999, on constate avec surprise que les performances sont plus médiocres. L'indice Dax 30 du marché allemand a même stagné (avec une hausse limitée à 2 %). Les marchés espagnol, italien, néerlandais et suisse sont dans la même situation. Ces places financières avaient beaucoup progressé durant le deuxième trimestre 1998 et n'ont toujours pas compensé les forts reculs enregistrés durant la crise financière de l'été 1998. Seules les Bourses de New York, de Londres et de Paris ont tiré leur épingle du jeu avec des hausses respectives de 9,40 %, 8,7 % et 17 % sur la période considérée.

Dans ces conditions, les performances des sicav actions mesurées par Aptimum sur cette période montrent de grands écarts entre les performances des fonds et celles des indices. Les meilleures sicav internationales gérées par des sociétés de gestion européennes ont réussi à réaliser des performances comprises entre 41,8 % et 17 %. Parmi les meilleures figurent des sicav spécialisées dans les technologies et les valeurs de croissance. Deux thèmes d'investissement qui ont leurs propres logiques (progression rapide pour les valeurs de technologie et progression régulière pour les valeurs de croissance) indépendantes de celle du marché. C'est la démarche que suit Bruno Ducros, gérant de la sicav Cardif Expansion International. Il a concentré ses actifs sur les acteurs majeurs des secteurs de hautes technologies, des télécommunications, de la pharmacie et de la distribution.

Pour les sicav investies en valeurs européennes, le constat est identique. Laurent Dobler, gérant de la sicav Renaissance Europe, qui a réalisé une performance de 21,9 % sur la période considérée, ne tient pas compte de l'évolution des indices européens. *« Seules les valeurs ayant une croissance moyenne de 15 % de leur bénéfice par action et disposant d'une position de force sur leur marché sont éligibles à cette sicav. Nous travaillons donc sur un univers réduit de vingt valeurs »*, précise Laurent Dobler.

Aux dires de nombreux responsables de sociétés de gestion, l'arrivée de la monnaie unique au 1er janvier 1999, devait sonner le glas des particularismes nationaux (convergence des politiques macro-économiques oblige) et consacrer l'émergence de la gestion pan-européenne uniquement centrée sur les secteurs. En janvier 1999, avec le basculement des marchés financiers en euros, les gérants ont effectivement entamé une diversification européenne en plébiscitant les plus importantes valeurs européennes, réunies dans les indices européens comme le Dow Jones EuroStoxx 50 ou l'Eurotop 100.

PIÈTRES RENDEMENTS

Mais, deux mois plus tard, on constate que le facteur géographique conserve encore une certaine importance. Les sicav investies en valeurs allemandes ont, dans l'ensemble, affiché de piètres performances. Mis à part quelques rendements spectaculaires (la sicav gérée par Baring Asset Management a gagné 60 %), les suivantes tombent rapidement à des performances comprises entre 20 % et 5 %. Les sicav spécialisées sur les valeurs néerlandaises et espagnoles offrent également des taux de croissance moyens bien faibles.

En revanche, celles spécialisées sur le marché britannique se situent encore sur des rythmes de croissance annuels de 27 %, à 14 %. Et en France, de nombreuses sicav se situent entre 28 % et 15 %. Là encore, les meilleures sicav sont celles qui ont pris le risque de faire des paris sur des situations nationales. Ainsi la sicav Cardif Actions Opportunités gérée par Michel Perrin a concentré ses avoirs sur les valeurs financières et de distribution. Ces deux secteurs représentent plus de 40 % de l'encours total. La bataille que se livrent la BNP, la Société générale et Paribas pour mener la restructuration du secteur bancaire français lui a donné, jusqu'à présent, raison. Dans ce conflit, aucun intervenant étranger n'a encore osé s'immiscer. Dans le secteur de la défense, British Aerospace a réussi à convaincre son compatriote Marconi (branche défense de General Electric) de passer sous sa coupe plutôt que de s'allier avec l'allemand Dasa ou le français Thomson-CSF. Le véritable marché européen ne devrait émerger qu'avec la fin des restructurations sectorielles nationales.

Enguérand Renault

هكذا من الأصل

OBLIGATIONS LONG TERME + FRANCE
Performance moyenne brute sur un an : 10,13 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
JP MORGAN GOVT BD - FR		FR	16,01	1	***	**	11,12	2
SOGELUX FD BONDS SPAIN	Société Général	LUX	13,56	2	**	**	10,13	9
PRIMERUS FR.ETAT CAP	Ccf	FR	13,21	3	**	**	9,52	13
FIMINDEX PREMIÈRE	Fimagest	FR	11,09	4	*	*****	10,79	5
INDOCAM STRA.7-10C	Grp Crdt Agrico	FR	10,89	5	*	*****	11,1	3
LION INSTITUTION	Crédit Lyonnais	FR	10,83	6	*	*****	10,47	7
FRUCTI-PREMIÈRE CAP	Bq Populaires	FR	10,48	7	*	****	9,9	11
CPR OAT-PLUS	Cpr Gestion	FR	9,72	8	•	*****	9,94	10
SYNTHESIS SICAV	Grp Crdt Agrico	FR	9,44	9	•	****	10,6	6
OAT INDICE GESTION	Cdc Gestion	FR	9,23	10	•	****	10,3	8
BIP INTER-OBLIG.	Dresdner	FR	9,12	11	•	*	12,48	1
SGAM PREM.C7-10ANS	Société Général	FR	9,01	12	•	****	9,59	12
BIP OAT INDEX CAP	Dresdner	FR	8,95	13	•	**	10,87	4
HAUSSMANN OBLIG. CAP	Bq Worms	FR	8,94	14	•	*****	9,06	14
ECOFI PREMIÈRE	Ecofi Finance	FR	8,26	15	•	*****	8,36	15
ACTI LONG TERME C	Natwest-Bel	FR	8,18	16	•	*****	7,87	16

OBLIGATIONS REVENU PÉRIODIQUE FRANCE
Performance moyenne brute sur un an : 6,55 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
TRILION	Crédit Lyonnais	FR	8,14	1	***	**	7,39	2
CM EPARGNE QUATRE	Crédit Mutuel	FR	8,12	2	**	**	6,49	8
CADENCE 1 D	Société Général	FR	7,82	3	**	**	6,34	9
PARIBAS REVENUS	Paribas Asset M	FR	7,06	4	*	****	7,57	1
BARCLAYS O.TRI.CAP	Barclays	FR	7,03	5	*	***	6,09	13
CARDIF REVENUS TRI	Cardif-Cie Banc	FR	6,74	6	*	*****	6,64	4
REVENUS TRIMESTR.D	La Poste	FR	6,53	7	*	*****	6,58	5
CADENCE 2 D	Société Général	FR	6,37	8	*	*****	6,29	10
ETOILE TRIMESTRIEL	Crédit Du Nord	FR	6,34	9	*	*****	6,5	7
TRÉSOR TRIMEST.D	Cdc Trésor	FR	6,3	10	*	****	6,93	3
CADENCE 3 D	Société Général	FR	6,06	11	•	*****	6,22	11
RENTACIC	Cic	FR	5,56	12	•	**	6,51	6
ECUR. TRIMESTR. D	Caisses Epargne	FR	5,29	13	•	***	6,08	14
PLAC.TRIMESTRIELS	Bq Nsm	FR	5,14	14	•	**	6,14	12

OBLIGATIONS CONVERTIBLES FRANCE
Performance moyenne brute sur un an : 14,66 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
ST-HONORÉ CONV.	Cie Fin Rothschild	FR	20,47	1	***	***	18,2	4
VALCOMEX PROTEC.	Natexis Bq	FR	19,76	2	***	****	21,69	1
PROVENCE CONVERT.	[illegible]	FR	17,68	3	**	•	6,1	12
OFIMA CONVERT.C	Ofivalmo	FR	17,2	4	**	****	19,84	2
CPR CAPIT.EXPANS.	Cpr Gestion	FR	15,34	5	*	*****	14,34	8
CONVERTIS C	Société Général	FR	15,32	6	*	***	19,25	3
FEDERAL CROISSAN.CAP	Cie Bretagne	FR	14,92	7	[illegible]	*****	15,01	6
INOGESTION CAP	Ecofi Finance	FR	14,67	8	*	****	12,13	9
PASQUIER CONV.CAP	Bnp	FR	12,58	9	*	***	15,09	5
DIEZE C	Grp Crdt Agrico	FR	12,56	10	*	****	14,61	7
CYRIL CONVERTIBLES	Cyril Finance	FR	[illegible]	11	•	****	10,97	11
ALLIAGE D	[illegible]	FR	[illegible]	12	•	***	11,25	10

MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS FRANCE
Performance moyenne brute sur un an : 11,54 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
CM OPTION EQUIL.CAP	Crédit Mutuel	FR	21,27	1	[illegible]	***	14,08	3
AVENIR ALIZÉS CAP	Crédit Mutuel	FR	20,68	2	[illegible]	***	13,46	5
ARGENTARIA FONDHIPOTEC	Argentaria Gest	SP	18,72	3	[illegible]	***	12,84	7
VALEURS DE FRANCE	Bred Bq Populai	FR	17,76	4	[illegible]	****	15,8	2
KALEIS EQUILIBRE C	La Poste	FR	14	5	[illegible]	***	9,87	9
FRANKR. KONZEPT 99	Dws	GR	13,94	6	[illegible]	***	18,87	1
S.STR.ALLOC.EURO	State Str. Bq	FR	11,5	7	[illegible]	****	10,35	8
CORTAL SIC.DES SIC	Bq Cortal	FR	11,38	8	[illegible]	***	5,89	14
KALEIS DYNAMISME C	La Poste	FR	10,39	9	[illegible]	***	13,58	4
NATIO EP.RETRAITE	Bnp	FR	9,24	10	[illegible]	***	12,65	6
SÉLECT.EQUILIBRE	Société Général	FR	8,55	11	[illegible]	*****	8,19	11
ETOILE PATR.OFF. CAP	Crédit Du Nord	FR	7,44	12	•	***	9,78	10
SÉLECT.DYNAMIQUE	Société Général	FR	6,11	13	[illegible]	***	8,15	12
EURO BALANCED FUND DEM	[illegible]	LUX	5,69	14	[illegible]	***	[illegible]	13

OBLIGATIONS MOYEN TERME ALLEMAGNE
Performance moyenne brute sur un an : 5,89 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
HRD	Dit	GR	16,11	1	[illegible]	***	13,92	1
RENDITDEKA	[illegible]	BL	12,21	2	[illegible]	***	10,07	3
RENTENFONDS	[illegible]	GR	11,48	3	[illegible]	***	12,85	2
GERMAN SHORT TERM	Romagest Spa	ITL	11,38	4	[illegible]	[illegible]	3,11	62
FRANKF. SPARINRENT	Deka (Deka-Grup	GR	9,57	5	[illegible]	**	7,55	29
GENÜSSE+RENTEN	Deka (Deka-Grup	GR	9,51	6	[illegible]	****	8,48	15
DEMETER FRANCS BELGES	Banque Degroof	LUX	9,07	7	[illegible]	*****	9,28	6
LLOYDS INT. PORTF. DEM	Lloyds Bank Plc	Lux	9,05	8	[illegible]	****	9,85	4
S-BAYRENT-DEKA	Deka (Deka-Grup	GR	8,9	9	[illegible]	*****	8,58	10
PROVENTUS DEM BONDS CA	Petercam Asset	BL	8,74	10	[illegible]	**	6,64	38
DM BOND B	[illegible]	CH	8,5	11	[illegible]	***	9,77	5
RENTIDEKA	Deka (Deka-Grup	GR	8,46	12	[illegible]	*****	8,78	8
ADIRETH	Adig	GR	8,42	13	[illegible]	****	7,43	30
DEKALUX KAP. 3-5	[illegible]	LUX	8,34	14	[illegible]	***	7,15	33
GENERALUX DEM CAP	Banque Générale	LUX	8,31	15	[illegible]	*****	8,09	22
VICTORIA RENT	[illegible]	GR	8,18	16	[illegible]	*****	8,45	17
GENERALUX FRANCS CAP	Banque Générale	LUX	8,06	17	[illegible]	*****	8,1	21
KOLN-RENTENFONDS	Deka (Deka-Grup	GR	8,02	18	[illegible]	****	7,63	27
DM RENTEN	Deka (Deka-Grup	GR	7,99	19	**	****	8,81	7
JP MORGAN GOVT BD - BE		BL	7,94	20	[illegible]	*****	8,88	23

OBLIGATIONS LONG TERME ALLEMAGNE
Performance moyenne brute sur un an : 7,55 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
UBS (LUX) BD INV -DEM	Ubs	CH	14,71	1	[illegible]	***	12,8	3
UBS BD INV NLG	Ubs	CH	13,93	2	[illegible]	****	13,51	1
SWISSCA BOND INVEST DE	Swissca	LUX	12,81	3	[illegible]	****	12,34	4
INTERSELEX BOND DKK B	Generale Bank	BL	11,75	4	[illegible]	***	12,87	2
WWK-RENT	Adig	GR	11,73	5	[illegible]	•	8,45	27
BIL BOND H NLG CAP	Banque Internat	LUX	11,06	6	[illegible]	***	9,7	6
BELGIAN BOND CAP. BEF	Ing Internation	CH	10,62	7	[illegible]	***	8,95	18
BIL BONDS DEUTSCHEMARK	Banque Internat	LUX	10,51	8	[illegible]	***	9,18	14
CASTOR & POLLUX B	Kbc	BL	9,91	9	[illegible]	*****	10,03	6
MAESTRO LUX BONDS BELG	Crédit A l'Indu	BL	9,68	10	[illegible]	****	10,1	5
BELGINVEST BONDS CAP	Petercam Asset	BL	9,59	11	[illegible]	****	8,95	17
KB BONDS STRONG CURREN	Kbc	BL	9,5	12	[illegible]	*****	9,8	12
MK RENTAK FONDS	[illegible]	BL	9,31	13	[illegible]	****	9,86	7
FLEMING FLAGSHIP FUND	Fleming Fund M	LUX	9,18	14	[illegible]	****	8,64	24
BELICAV A CAP	Kbc	BL	[illegible]	15	[illegible]	****	9,52	10
INTERFUND BOND MARK	Banca Fideuram	ITL	8,97	16	[illegible]	***	8,21	31
KB RENTA DEMRENTA B	Kbc	BL	[illegible]	17	[illegible]	****	8,47	26
RB BELGIAN BONDS	Royale Belge	BL	[illegible]	18	[illegible]	****	9,57	9
DEWAAY DEM LINKED BOND	Banque Dewaay	BL	[illegible]	19	[illegible]	*****	8,69	22
BBL RENTA FUND GULDEN	Bbl - Banque Br	BL	8,74	20	[illegible]	****	9,31	11

OBLIGATIONS COURT TERME INTERNATIONALES
Performance moyenne brute sur un an : 2,50 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
ING INTL-BELGIAN BOND	Ing Bank-Patrio	BL	[illegible]	1	[illegible]	•	6,09	1
K 57	[illegible]	AU	[illegible]	2	[illegible]	*****	4,54	2
E 3 FUND	[illegible]	AU	[illegible]	3	[illegible]	****	3,78	4
EURORENT	[illegible]	AU	[illegible]	4	[illegible]	****	4,51	3
GF 4 (GROSSANLEGERFOND	[illegible]	AU	[illegible]	5	[illegible]	***	2,89	9
EKA-PRO	[illegible]	AU	3,31	6	[illegible]	****	3,08	6
R 46 FUND	Parent R 1 Fund	AU	3,25	7	[illegible]	****	3,56	5
R 26 FUND	Parent R 1 Fund	AU	2,82	8	[illegible]	***	2,28	14
EKA-KOMMERZ 14	[illegible]	AU	2,77	9	**	****	2,52	11
GENERALUX FRANCS B	Banque Générale	BL	2,39	10	**	***	2,76	7
KLASSIK ANLEIHEN FD	[illegible]	AU	2,38	11	[illegible]	****	2,57	10
SPEZIAL 1 FUND	Spezial 1 Fund	AU	2,36	12	**	****	2,51	12
GF 26 (GROSSANLEGERFON	Capital Invest	AU	2,33	13	**	****	2,17	15
DREI-BANKEN-ANLAGE FUN	Capital Invest	AU	2,25	14	**	****	2,48	13
WR ALLIANZ-CA RENTEN F	Capital Invest	AU	2	15	**	****	2,11	16
DUTCH BOND DIST. NLG	Ing Internation	CH	2,06	16	**	•	2,72	8
GLOBAL ASSET FUND	Parent Global A	AU	1,45	17	**	***	1,12	19
R 45 FUND	Parent R 1 Fund	AU	1,43	18	**	****	1,64	17
R 50 FUND	Parent R 1 Fund	AU	1,36	19	**	****	1,29	18
AKM/AUSTRO MECHANA-FUN	Akm/Austro Mech	AU	1,21	20	*	***	0,96	21

OBLIGATIONS MOYEN TERME INTERNATIONALES
Performance moyenne brute sur un an : 4,78 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
RENTENFONDS	Allianz	GR	12,91	1	***	****	14,64	1
SBC BD PF -DEM A	Ubs	CH	16,14	2	***	***	12,55	2
WALSER RENT DM	Trinkaus Luxemb	LUX	9,39	3	**	****	8,59	3
RG BD. PLUS FD	Robeco	GR	8,83	4	**	**	5,66	8
UBS (LUX) MT INV -FRF	Ubs	CH	7,84	5	**	***	6	7
UBS (LUX) MT INV -ESP	Ubs	CH	7,81	6	**	***	6,21	6
UNIOPTIMA	Union Investmen	LUX	7,32	7	**	***	5,62	9
UBS (LUX) PF IV FI (DE	Ubs	CH	6,57	8	**	**	4,44	13
OPTIRENT	Sam Invest (Lux	GR	6,52	9	**	*****	6,45	5
SBC BD PF -DEM B	Ubs	CH	6,08	10	**	***	7,53	4
SBC GPF (DEM) INCOME B	Ubs	CH	6,05	11	**	****	5,58	10
UBS (LUX) PF IV FI (FR	Ubs	CH	5,64	12	*	***	4,52	12
GERMAN BONDS	Romagest Spa	ITL	5,56	13	*	****	5,17	11
GERL. LUXRENT	Gerling Investm	GR	3,88	14	*	*****	3,76	14
EUROMOBILIARE NORTH EU	Euromobiliare F	ITL	3,43	15	*	****	2,91	16
BELGIAN BOND DIST. BEF	Ing Internation	CH	2,77	16	*	**	3,68	15
SPARKASSEN 7	Sparinvest Fund	AU	2,41	17	*	****	2,56	17
RING-RENTEN	Dws	GR	1,72	18	•	***	2,03	18
LIGA-PAX-RENT	Union-Invest	GR	1,17	19	•	***	1,46	19
CREDIT LYONNAIS MLTICR	Crédit Lyonnais	AU	0,56	20	•	***	0,66	20

OBLIGATIONS LONG TERME INTERNATIONALES
Performance moyenne brute sur un an : 4,69 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
GLOBARENT	Wustenrot (Lux.	GR	15,46	1	*****	**	11,97	5
INTER-RENT FONDS	Allianz	GR	13,37	2	*****	*****	12,87	4
LEUMI LONG TERME CAP	Bq Leumi F.	FR	12,98	3	*****	**	9,48	11
ZINSGLOBAL	Big Immoinvest	GR	12,7	4	****	**	9,8	9
DH TREASURY	Darier, Hentsc	CH	11,9	5	****	****	10,97	6
FP INTERNATIONAL BOND	Friends Provide	UK	11,73	6	****	***	13,78	2
OLD MUTUAL WORLDWIDE B	Old Mutual Fund	UK	10,94	7	****	*	14,65	1
MERCURY GLOBAL BOND	Mercury Fund Ma	UK	10,7	8	****	**	13,15	3
OBLIG.TTES CATÉGO.	Bred Bq Populai	FR	10,58	9	****	**	8,01	26
EUROMIX FUND-DUTCH GLD	Ing Bank-Patrio	BL	10,02	10	****	***	8,06	22
ABBEY WORLDWIDE BOND	Abbey Unit Trus	UK	9,91	11	****	****	10,4	8
GLOBAL BOND	Pioneer	GR	9,7	12	****	*****	9,4	14
OBJECT.CAPITALIS.	Lazard Frères	FR	9,64	13	****	**	6,97	36
ROYAL & SUN ALL WORLWI	Royal Life Fund	UK	8,98	14	****	***	10,62	7
BOND UNIVERSALIS CAP	Petercam Asset	BL	8,85	15	****	***	7,64	29
CU PPT GLOBAL BOND	Commercial Unio	UK	8,83	16	****	****	9,48	12
ABERDEEN GLOBAL BOND	Aberdeen Prolif	UK	8,68	17	****	****	9,4	15
UBS PF INV INC (CHF)	Ubs	CH	8,39	18	***	*****	8,09	21
GLOBAL BOND USD	Samba Finance S	CH	8	19	***	***	6,92	37
GENERALUX MULTI-CUR. C	Banque Générale	LUX	7,92	20	***	**	5,74	57

OBLIGATIONS LONG TERME + INTERNATIONALES
Performance moyenne brute sur un an : 5,60 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
CS PF (LUX) INCOME (US	Crédit Suisse	CH	36,91	1	*****	***	40	1
SBC BD PF -GBP A	Ubs	CH	20,81	2	***	***	18,85	2
SBC BD PF -GBP B	Ubs	CH	18,03	3	**	***	16,34	3
AE SHARP INT BOND & CO	Albert E Sharp	UK	11,07	4	*	***	10,05	8
SBC BD PF -USD A	Ubs	CH	10,6	5	*	***	11,49	5
UBS (LUX) MT INV -GBP	Ubs	CH	9,95	6	*	****	9,3	9
AA EUROPE BOND FD	Abn-Amro	GR	9,77	7	*	****	10,54	7
SBC BD PF -CAD A	Ubs	CH	9,45	8	*	*	11,53	4
RG GLOBAL BD	Robeco	GR	9,06	9	*	**	10,55	6
L. ST. HIGH INC.	Lazard Investme	GR	8,58	10	*	****	9,22	10
MARLBOROUGH MANAGED TR	Marlborough Fun	UK	7,88	11	*	*****	7,82	11
NEWTON INTL BOND FUND	Newton Fund Man	UK	7,78	12	*	*****	7,68	12
GT GLOBAL BOND	Lgt Asset Manag	UK	7,47	13	*	***	6,59	14
LION FORTUNE CL GLOBAL	Crédit Lyonnais	BL	6,62	14	*	****	7,05	13
UBS (LUX) MT INV -USD	Ubs	CH	5,71	15	*	****	5,53	15
L. INT. BOND	Lazard Investme	GR	5,58	16	*	**	4,71	21
UBS (LUX) PF IV FI (US	Ubs	CH	5,36	17	*	*****	5,25	17
ABN AMRO GLOBAL BOND	Abn Amro Luxemb	LUX	5,35	18	*	*****	5,39	16
SHORT-T.BR.USD B	Ubs	CH	5,24	19	*	*****	5,24	18
SBC GPS (USD) YIELD A	Ubs	CH	5,1	20	*	*****	5,17	19

MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS INTERNATIONALES
Performance moyenne brute sur un an : 7,85 %

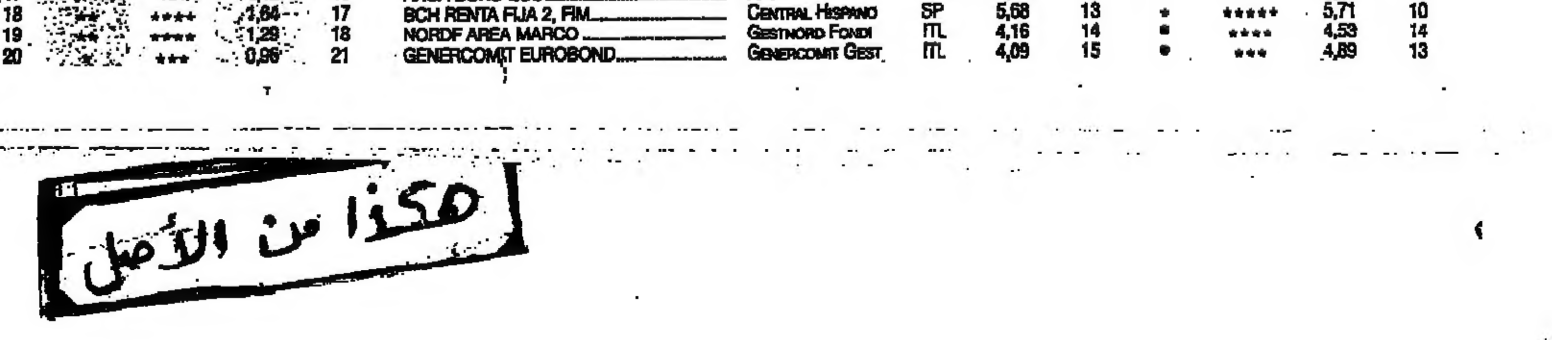
Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
INT STOCK MANAGEMENT	Romagest Spa	ITL	42,92	1	*****	***	54,89	1
BACOT-ALLAIN INTL	Bacot Allain	FR	17,98	2	***	***	23,18	2
OR GLOBAL FUND	OR Global Fund	AU	14,6	3	**	•	6,46	25
PARIBAS CROIS.C	Paribas Asset M	FR	14,4	4	**	***	10,24	11
A-M-I	Sogénal	FR	13,8	5	**	*****	13,32	5
HORIZON CAP	Caisses Epargne	FR	12,93	6	**	****	14,08	4
EAGLE INVEST.	Eagle Star Vie	FR	12,77	7	**	****	14,52	3
PARIBAS OPPORTUN.	Paribas Asset M	FR	12,16	8	**	****	10	12
OUEST VALEURS CAP	Cio	FR	11,86	9	**	***	9,47	15
SBC GPF (USD) BALANCED	Ubs	CH	11,74	10	**	****	9,68	13
OBJECTIF MONDE SI.	Lazard Frères	FR	11,73	11	**	**	8,19	21
INST.OPPORTUNITÉS	Paribas Asset M	FR	11,65	12	**	*****	10,82	7
GROUPAMA EXPANSION	Groupama Asset	FR	11,02	13	**	****	9,6	14
BSD AVENIR	Bq Scalb Dupont	FR	10,24	14	**	*****	10,62	8
MARKS & SPENCER INV PO	Marks & Spencer	UK	9,27	15	**	****	10,33	10
NATIO EPA. PATRIM.	Bnp	FR	9,08	16	**	***	11,25	6
VALUE ASSET MGMT FONDS	Austro-Bavaria	AU	8,67	17	**	**	6,31	30
FIRST GLOBAL FUND	Julius Bär	CH	8,66	18	**	****	7,21	24
LE LIVRET PORTEFE.	Bnp	FR	8,65	19	**	***	10,44	9
GLOBAL BALANCED FUND U	Samba Finance S	CH	8,2	20	**	*****	8,2	20
NPI WORLDWIDE INCOME	Npi Investment	UK	7,96	21	**	****	8,69	19
OPTIGEST BMM D	Optigest	FR	7,89	22	**	****	9,18	16
GEST.INDOSUEZ C	Grp Crdt Agrico	FR	7,8	23	**	***	5,64	28
ATHÉNA VALEURS	Pfa Vie - Gpa V	FR	7,25	24	*	***	9,12	17
ACTI CROISSANCE C	Natwest-Bel	FR	7,1	25	*	***	9,02	18
OPTIGEST BMM C	Optigestion - B	FR	7,02	26	*	****	7,49	23
OUDART INVESTISSEMENT	Oudart	FR	5,96	27	*	**	8,16	22
SWISSCA PF FD GROWTH	Swissca	LUX	5,92	28	*	****	5,37	29
BARCLAYS MONDE CAP	Barclays	FR	5,31	29	*	***	3,67	33
CICAMONDE	Cic	FR	4,92	30	*	***	6,11	26

OBLIGATIONS MOYEN TERME ITALIE
Performance moyenne brute sur un an : 6,83 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
GESTIELLE M	Gestielle Spa	ITL	12,41	1	****	****	11,44	2
INTERFUND BOND LIRA	Banca Fideuram	ITL	12,32	2	****	•	8,74	6
CS BF(LUX)A	Credit Suisse A	CH	12,19	3	****	****	13,22	1
UBS (LUX) MT INV -ITL	Ubs	CH	9,33	4	***	*	7,25	13
JP MORGAN GOVT BD - IT		IT	9,08	5	***	****	8,51	9
BBL RENTA FUND LIRA CA	Bbl - Banque Br	BL	8,82	6	***	***	9,73	3
SBC BD PF -ITL A	Ubs	CH	8,62	7	***	***	9,6	4
CS BF(LUX)B	Credit Suisse A	CH	8,06	8	**	****	8,74	7
CS BF(LUX)B	Credit Suisse A	CH	8,06	9	**	****	8,74	8
CR TRIESTE OBBLIGAZZIO	Fondicri	ITL	7,97	10	**	**	6,43	17
G.I.F. ITALY LIRA BOND	Crédit Agricole	CH	7,95	11	**	****	7,36	12
OASI BTP RISK	Deutsche Bank F	ITL	7,87	12	**	****	8,27	10
UBS (LUX) BD INV -ITL	Ubs	CH	7,77	13	**	***	8,93	5
CISALPINO REDDITO	Cisalpina	ITL	7,62	14	**	*****	7,73	11
MIDA OBBLI. INTERNAZ.	Fidagest Spa	ITL	7,16	15	**	*****	7,09	14
AZIMUT TREND TASSI	Azimut	ITL	7	16	**	***	6,21	18
PHENIXFUND 2	Sai Investiment	ITL	6,67	17	**	*****	6,61	15
AZIMUT-FIXED RATE	Azimut	ITL	6,2	18	**	****	6,56	16
GRIFOREND	Grifogest Spa	ITL	6,1	19	**	***	5,42	23
INVESTIRE OBBLIGAZ	Bnl Gestioni Sg	ITL	5,92	20	**	*****	5,91	20

OBLIGATIONS LONG TERME ESPAGNE
Performance moyenne brute sur un an : 6,18 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
BCH 2002 B	Central Hispano	SP	7,86	1	***	****	7,31	4
URQUIJO GARANTIZADO, F	Gestemar Gestio	SP	7,43	2	**	***	5,98	8
CAIXA CATALUNYA DOBLE	Caja Cataluna G	SP	7,39	3	**	****	6,7	6
BBV PLAN RENTAS 5	Bbv Gestinova S	SP	7,29	4	**	*****	7,42	2
MADRID FONDLIBRETA 5	Gesmadrid Sgiic	SP	6,93	5	**	****	7,34	3
FONBANESTO 2, FIM	Banesto Fondos	SP	6,82	6	**	***	5,63	11
CAIXA CATALUNYA 5	Caja Cataluna G	SP	6,79	7	**	****	6,48	7
ATLANTICO PLUS 3	Gesatlantico Sa	SP	6,22	8	*	****	5,54	12
BBV AHORRO	Bbv Gestinova S	SP	5,99	9	*	**	4,49	15
ATLANTICO PLUS 2, FIM	Gesatlantico Sa	SP	5,86	10	*	*	7,59	1
BCH RENTA FIJA 1, FIM	Central Hispano	SP	5,77	11	*	*****	5,92	9
ARCA BOND ECU	Arca	ITL	5,72	12	*	**	7,14	5
BCH RENTA FIJA 2, FIM	Central Hispano	SP	5,68	13	*	*****	5,71	10
NORDF AREA MARCO	Gestnord Fondi	ITL	4,16	14	•	****	4,53	14
GENERCOMIT EUROBOND	Genercomit Gest	ITL	4,09	15	•	***	4,89	13



MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS ESPAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 4,83 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
SANTANDER 80/20, FIM	Gesbansander Sa	SP	15,41	1	***	***	8,8	17
PROMOGLOBAL II, FIM	Bnp Gestion Sa	SP	14,58	2	***	****	11,35	9
SANTANDER GESTION MIXT	Gesbansander Sa	SP	13,69	3	***	**	6,3	21
EURO TRUST	Carl Spaengler	AU	13,62	4	***	****	16,03	1
BANESTO MIXTO FIJO 2	Banesto Fondos	SP	13,35	5	***	**	4,99	26
PLUSMADRID 2	Gesmadrid Sgic	SP	11,97	6	***	****	9,94	12
EUROVALOR 1, FIM	Sogeval Sgic	SP	11,41	7	***	****	13,93	2
BSN INVERSIONES, FIM	Bsn Gestion Sa	SP	10,9	8	***	****	8,33	18
DB MIXTA, FIM	Db Gestion	SP	10,8	9	***	****	12,31	3
DB MIXTA II, FIM	Db Gestion	SP	10,64	10	***	****	12,04	4
BCH MIXTO RENTA VARIAB	Central Hispano	SP	10,54	11	***	*****	9,92	13
HERRERO CRECIMIENTO, F	Herrero Gestion	SP	10,21	12	***	*****	9,76	14
ABI GLOBAL STOCK FUND	Austro-Bavaria	AU	9,89	13	***	****	11,35	8
C.A.I. RENTA MIXTO	C.A.I.	SP	9,78	14	***	***	5,07	25
FONDO VALENCIA MIXTO	Sogeval Sgic	SP	9,75	15	***	**	4,03	31
CITIFONDO LIDER, FIM	Citigestion Sa	SP	9,74	16	***	**	4,44	29
R 43 FUND	Parent R 1 Fund	AU	9,66	17	**	***	6,61	20
RAIFFEISEN EUROPA AKTI	Raiffeisen Kapi	AU	8,84	18	**	***	11,84	5

OBLIGATIONS LONG TERME ROYAUME-UNI

Performance moyenne brute sur un an : 4,09 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
SCOT EQUIB DIST	Scottish Equita	UK	14,22	1	****	***	12,67	1
BAILLIE HIGH INCOME	Baillie Gifford	UK	12,04	2	***	***	10,87	2
FIDELITY HIGH INCOME	Fidelity Invest	UK	9,47	3	**	***	8,69	4
CAZENOVE UK EQUITY & B	Cazenove Unit T	UK	8,84	4	**	**	7,47	5
AXA EQ & LAW BRIT FNDM	Axa Equity & La	UK	8,01	5	**	***	8,74	3
LLOYDS BK HIGH RESERVE	Lloyds Bank Uni	UK	7,45	6	**	***	6,86	6
GUARDIAN BALANCED	Guardian Unit M	UK	7,39	7	**	***	6,78	7
SCOT WIDOWS BALANCED I	Scottish Widows	UK	6,88	8	**	****	6,58	8
GUIN FLIGHT CAUTIOUS M	Guinness Flight	UK	6,28	9	**	*****	6,14	10
INVESCO UK EXTRA INCOM	Invesco Interna	UK	6,06	10	**	****	6,51	9
MIDLAND EXTRA HIGH INC	Midland Unit Tr	UK	5,39	11	*	****	5,13	12
CU PPT HIGH YIELD	Commercial Unio	UK	5,21	12	*	***	4,7	14
PRUDENTIAL HIGH INCOME	Prudential Unit	UK	4,91	13	*	****	4,72	13
GARTMORE HIGH INCOME	Gartmore Fund M	UK	4,84	14	*	**	5,65	11
S&P EXTRA INCOME	Save & Prosper	UK	4,06	15	*	****	3,86	18
MIDLAND HIGH YIELD	Midland Unit Tr	UK	4,03	16	*	****	4,18	15
ALLCHURCHES HIGHER INC	Allchurches Inv	UK	3,84	17	*	*****	3,82	17
HENRY COOKE UK EQUITY	Henry Cooke Inv	UK	2,83	18	*	***	3,11	16
MERCURY INCOME PORTFOL	Mercury Fund Ma	UK	2,79	19	*	*****	2,8	20
ABERDEEN PROL EXTRA IN	Aberdeen Prolif	UK	2,41	20	*	**	2,84	19

OBLIGATIONS COURT TERME ÉTATS-UNIS

Performance moyenne brute sur un an : 3,59 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
CS PF(L)FIX INC USD A	Crédit Suisse A	CH	9,66	1	*****	*****	9,78	1
COLOMBUS INTEM BOND	Epsilon	ITL	8,23	2	****	****	7,45	2
ÑBERSEE. RENT. K	Dit (Dit-Gruppe	GR	7,75	3	****	****	7,02	6
DEWAAY AMERICAN BONDS	Banque Dewaay	BL	7,02	4	****	*****	7,16	5
BT GLOBAL GLOBAL BOND	BT Offshore Fun	IR	6,97	5	****	****	6,63	9
PARVEST OBLI DOLLAR C	Paribas	BL	6,65	6	****	****	7,28	3
PARVEST OBLI DOLLAR C	Paribas	BL	6,65	7	****	****	7,28	4
ABN AMRO US BOND	Abn Amro Luxemb	LUX	5,88	8	****	****	6,66	7
ABN AMRO US BOND	Abn Amro Luxemb	LUX	5,88	9	****	****	6,66	8
CICM CB DEEP DISCOUNT	CICM Internatio	IR	5,53	10	****	*****	5,69	13
PARVEST GLOBAL 3 USD C	Paribas	BL	5,94	11	***	**	6,58	10
BONDSELECT A	Dit (Dit-Gruppe	GR	5,29	12	***	***	6,34	11
G-INSTIT N-AMERICAN DO	Générale Bank-F	BL	5,23	13	***	****	5,87	12
ATHENA DOLLARS BONDS	Bank Degroof	BL	5,15	14	***	*****	4,94	25
ASTROBAL DOLLAR BOND C	Astrobal	LUX	5,13	15	***	****	5,37	17
SBC BD SELECT. USD	Ubs	CH	5,05	16	***	****	5,84	14
SOGELUX FD MONEY MKT U	Société Général	LUX	5,01	17	***	*****	5,14	18
SOGELUX FD BONDS USA	Société Général	LUX	5	18	***	****	5,53	15

OBLIGATIONS MOYEN TERME ÉTATS-UNIS

Performance moyenne brute sur un an : 3,89 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 26/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 26/02/99	Rang brut sur 1 an
BBL RENTA FD CANADIAN	Bbl - Banque Sa	BL	13,45	1	*****	***	14,61	1
CS BF(LUX)SH.-TR.A	Crédit Suisse A	CH	10,77	2	*****	****	10,11	2
CONSERVATIVE USD CAP	Banque Paribas	CH	7,48	3	****	****	7,96	3
ABN AMRO US BOND	Abn Amro Luxemb	LUX	6,76	4	****	*****	6,66	4
BIL MONEY MARKET USD C	Bil	LUX	5,8	5	****	**	4,93	10
UBS(LUX) MEDIUM TERM I	Ubs	CH	5,59	6	****	****	5,39	6
AAIGF-USD	Abn Amro Luxemb	LUX	5,34	7	****	***	4,92	11
DEKALUX CASH A	Deka Internatio	LUX	5,32	8	****	***	4,91	12
PARVEST SHORT TERM DOL	Paribas	BL	5,31	9	****	***	4,89	13
CS MMF(LUX)	Crédit Suisse A	GR	5,2	10	****	***	4,8	14
OBLIFLEX US DOLLAR SHO	Lombard Odier F	CH	5,1	11	****	***	4,6	17
PARLINSTN.USD SHT.TM.	Pari. Instn	LUX	5,03	12	****	****	4,65	16
CLARIDEN MONEY MARKET	Clariden Invest	IR	4,94	13	****	****	4,57	18
PARVEST OBLI CANADA C	Paribas	BL	4,91	14	****	**	5,5	5
LLOYDS INT. PORTF. CAN	Lloyds Bank Plc	Lux	4,67	15	****	***	5,06	8
CANADIAN DOLLAR CAP.	Kredietrust Sa	LUX	4,51	16	****	**	5,09	7
SWISSCA MM FUND CAD	Swissca	LUX	4,26	17	****	****	4,45	19
CS BF (LUX) CAN$ -B-	Crédit Suisse	CH	4,24	18	****	**	4,95	9
BIL MONEY MARKET CAD	Banque Internat	LUX	4,24	19	****	****	4,35	22
SBC MMF -CAD	Ubs	CH	4,2	20	****	****	4,37	20

Année charnière pour les sicav obligataires

Cette année, les sicav obligataires profitent encore des effets bénéfiques de la crise financière de l'automne 1998. Face à la situation désastreuse dans laquelle se trouvait la Russie et à la menace de faillite d'un fonds spéculatif américain en septembre 1998, les investisseurs avaient délaissé à cette époque les placements en actions, jugés trop risqués, pour se réfugier massivement sur les emprunts obligataires, et plus spécifiquement sur ceux des différents Etats, réputés plus sûrs. L'achat massif d'obligations avait alors déclenché mécaniquement un vaste processus de baisse des taux d'intérêt à long terme, ceux-ci évoluant à l'inverse des prix. Ainsi, le taux de rendement de l'OAT française à dix ans, qui atteignait 4,458 % le 12 octobre 1998, avait poursuivi progressivement sa baisse pendant plusieurs mois pour revenir à 3,725 % le 26 janvier 1999. Cette évolution du marché des taux longs, qui a favorisé les fonds obligataires et en particulier ceux dont les portefeuilles étaient bourrés d'emprunts d'Etat, montre aujourd'hui ses limites : bénéficiant encore d'une large avance car leurs performances sont analysées sur un an glissant, certaines sicav obligataires vont devoir rapidement trouver un relais pour éviter l'effet de ciseau qui pourrait se produire dans quelques mois sur leurs performances.

MANQUE À GAGNER

C'est précisément le cas du fonds Oblig Europe, de CPR Gestion, qui positionne la CPR en tant que premier établissement français au sein du classement des OPCVM d'obligations Europe long terme. Arnaud Dazat, le gérant du fonds, avait fortement investi avant le début de la baisse des taux sur le marché obligataire, en complétant ses achats d'emprunts par une intervention sur les produits dérivés pour profiter au maximum du mouvement. Un pari gagnant puisque la bonne performance réalisée par le fonds durant la baisse des taux permet à Oblig Europe de se maintenir au quatorzième rang du classement. Au 28 février 1998, Oblig Europe a réussi à extérioriser une performance retraitée, selon la méthode APT, de 10,06 % sur un an. Mais le gérant est aujourd'hui dans une position délicate, il doit trouver de nouvelles opportunités de placement, faute de quoi il pourrait être distancé par ses concurrents. Il accuse en effet un manque à gagner en termes de performance car il n'a pas profité de l'appréciation de la livre sterling face à l'euro au début de cette année.

Meilleurs que ceux de ses homologues français sur le compartiment des sicav d'obligations Europe long terme, les résultats du fonds de la CPR sont cependant loin d'égaler ceux des établissements étrangers. Les Suisses, les Luxembourgeois, les Belges et les Allemands devancent en effet les prestations des Français. Le meilleur d'entre eux semble même regrouper toutes les qualités. Le fonds du Crédit Suisse atteint 15,35 % de rendement net retraité sur un an, avec un risque nettement moindre. Si dans le classement des fonds d'obligations Europe long terme, les établissements français se défendent donc difficilement – ils ne sont que cinq parmi les trente premiers –, il n'en va pas de même dans la catégorie des obligations France long terme, où leur expertise et la rareté de la concurrence leur ont permis de cannibaliser le palmarès. Sur les trente premiers rangs du classement, ils occupent ainsi vingt-trois places. Le premier établissement français, le groupe Azur qui, grâce à Azur Obligations, parvient à extérioriser une performance nette retraitée sur un an de 11,23 %, est suivi par deux des fonds distribués par le Crédit Lyonnais, Slivarente et Lion Trésor. La performance nette retraitée de ces deux OPCVM est proche, respectivement de 10,51 % et de 10,47 %, et pourtant leur stratégie est différente. Ils sont certes suivis par le même gérant, Patrick de Fraguier, et utilisent les mêmes anticipations sur l'évolution des taux d'intérêt. Mais Lion Trésor gagne ses galons en investissant uniquement sur des emprunts d'Etat, tandis que Slivarente achète des obligations du secteur public et privé. Patrick de Fraguier va d'ailleurs continuer à appliquer sur ses fonds la politique de gestion qui lui a bien réussi, à savoir investir dans les emprunts à dix ans, qui ont été ces derniers mois quasiment aussi performants et nettement moins risqués que ceux arrivant à échéance dans trente ans. Mais pour les gérants obligataires, les opportunités de placement ne sont plus aussi flagrantes, et surtout facilement gagnantes, qu'avant l'arrivée de l'euro. Il suffisait alors de jouer la convergence des taux d'intérêt entre les pays du Sud de l'Europe et ceux du Nord. Un véritable jackpot qui restera longtemps gravé dans la mémoire des gestionnaires.

Cécile Prudhomme